

REPUBLIQUE DU BURUNDI



INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
DU BURUNDI



BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI



ENQUÊTE NATIONALE SUR L'INCLUSION FINANCIÈRE AU BURUNDI, édition 2024 (ENIF2024)

Rapport Final

Juin 2025

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	vi
LISTE DES TABLEAUX	vii
LISTE DES GRAPHIQUES.....	xi
LISTE DES FIGURES	xi
LISTE DES ANNEXES	xi
LITE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS	xii
REMERCIEMENTS.....	xiv
RESUME EXECUTIF	xvi
1. INTRODUCTION.....	1
1.1. Contexte et justification de l'enquête	1
1.2. Objectifs de l'ENIF	3
1.2.1. Objectif global.....	3
1.2.2. Objectifs spécifiques	3
1.3. Résultats attendus	3
1.4. Définition et mesure de l'inclusion financière	4
1.5. Structure du rapport	6
2. ENQUETES NATIONALE SUR L'INCLUSION FINANCIERE AU BURUNDI.....	6
2.1. Présentation de l'enquête sur l'Inclusion Financière.....	6
2.2. L'ENIF de 2012.....	7
2.3. Méthodologie et conception de l'ENIF 2024.....	8
2.3.1. Composantes et période de l'enquête.....	8
2.3.2. Méthodologie du sondage	9
3. INFORMATIONS DEMOGRAPHIQUES	18
4. L'OFFRE DE SERVICES FINANCIERS.....	21
4.1. Nombre des points de services	21
4.2. Localisation géographique et la démographie des points de services.....	22
4.3. Offre des produits d'épargne.....	24
4.4. Offre des produits de crédit	25
4.5. Offre de moyens de paiement.....	26
4.6. Offre de services de transfert de fonds	26
4.7. Développement de nouveaux produits	27
5. L'ACCÈS AUX SERVICES FINANCIERS.....	27
5.1. Connaissance des services financiers	27

5.2. L'accès physique aux institutions financières	32
5.3. L'Inclusion Financière	34
5.4. L'accès au crédit	40
5.5. L'accès à d'autres instruments financiers.....	41
6. UTILISATIONS DES SERVICES FINANCIERS	42
6.1. Utilisation des moyens de paiement.....	42
6.2. Utilisation de l'Épargne.....	42
6.3. Utilisation de crédit	43
7. QUALITE DES SERVICES FINANCIERS.....	45
7.1. Niveau de satisfaction des conditions offertes par les Institutions Financières.....	45
a. Satisfaction par rapport à la localisation	45
b. Satisfaction par rapport aux différents types de comptes proposés.....	45
c. Satisfaction par rapport aux procédures d'ouverture des comptes	46
d. Satisfaction par rapport aux heures d'ouverture.....	46
e. Satisfaction par rapport aux temps d'attente pour faire une transaction.....	47
f. Satisfaction par rapport au dépôt minimum exigé	48
g. Satisfaction par rapport au taux d'intérêt versé sur l'épargne.....	48
h. Satisfaction par rapport aux frais de transaction et de tenue de compte	49
7.2. Niveau de satisfaction des conditions offertes concernant l'accès aux crédits	50
a. Niveau de satisfaction par rapport aux différents types de produits de crédit proposés	50
b. Niveau de satisfaction par rapport aux procédures administrative à remplir.....	50
c. Niveau de satisfaction par rapport aux frais de dossier et commission à payer	51
d. Niveau de satisfaction par rapport aux délais d'approbation des crédits	52
e. Niveau de satisfaction par rapport aux garanties exigées.....	53
f. Niveau de satisfaction par rapport aux montants de crédit proposés.....	53
g. Niveau de satisfaction par rapport aux modalités de déblocage du crédit.....	54
h. Niveau de satisfaction par rapport à la durée des crédits.....	55
i. Niveau de satisfaction par rapport à la fréquence et échéancier des remboursements.....	55
j. Niveau de satisfaction par rapport aux taux d'intérêts sur crédits	56
k. Niveau de satisfaction par rapport aux pénalités à payer en cas de retard de paiement.....	56
l. Niveau de satisfaction par rapport aux mesures prises en cas de non remboursement	57
m. Niveau de satisfaction par rapport au suivi et le conseil aux clients	58
7.3. Niveau de satisfaction des conditions offert par les institutions Financières pour recevoir de l'argent	58
a. Niveau de satisfaction par rapport procédures à suivre.....	58

b.	Niveau de satisfaction par rapport aux pièces et documents à fournir.....	59
c.	Niveau de satisfaction par rapport aux délais de transmission de l'argent.....	59
d.	Niveau de satisfaction par rapport aux frais à payer.....	60
e.	Niveau de satisfaction par rapport aux services offert par le personnel.....	61
f.	Niveau de satisfaction par rapport à la sécurité des lieux.....	61
8.	ANALYSE SUR LES ENTREPRISES, COOPERATIVES ET ASSOCIATIONS.....	62
8.1.	Analyse sur les entreprises.....	62
8.1.1.	La connaissance des services financiers.....	63
8.1.2.	L'accès physique aux institutions financières.....	64
8.1.3.	L'accès à un compte.....	64
8.1.4.	L'accès au crédit.....	66
8.1.5.	L'accès à d'autres instruments financiers.....	68
8.1.6.	L'utilisation des services financiers moyens de paiement.....	69
8.1.7.	Demande de service auprès des institutions Financières.....	70
8.2.	Analyse sur les Coopératives et Associations.....	70
8.2.1.	La connaissance des institutions financières.....	71
8.2.2.	L'accès physique aux institutions financières.....	73
8.2.3.	L'accès à un compte.....	74
8.2.4.	L'accès au crédit.....	75
8.2.5.	L'accès à d'autres instruments financiers.....	83
8.2.6.	Qualité des services offerts.....	84
9.	INFORMATIONS SUR LA FINANCE VERTE.....	88
9.1.	Offre des services de Finance verte.....	89
9.1.1.	Identification, Evaluation et Gestion des risques.....	89
9.1.2.	Microcrédits accordés.....	90
9.2.	Demande des services de Finance verte.....	90
9.2.1.	La connaissance des produits financiers liés à la finance verte.....	93
9.2.2.	Qui devrait les fournir ?.....	96
9.3.	Quelques initiatives des différents acteurs en matière de finance verte.....	97
10.	SECTEUR DES ASSURANCES ET DES PENSIONS.....	98
10.1.	Assurance et gestion des risques.....	99
10.2.	Mutuelle de Santé.....	102
10.2.1.	La Mutuelle de la Fonction Publique (MFP).....	102
10.2.2.	Carte d'assurance maladie (CAM).....	102

10.3.	Secteur des fonds de Pension	102
10.3.1.	Office National des Pensions et des Risques Professionnels	102
10.3.2.	Institut National de Sécurité Sociale	102
11.	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	104
10.1.	Conclusion	104
10.2.	Recommandations	106
ANNEXES.....		110

AVANT-PROPOS

L'inclusion financière est aujourd'hui reconnue comme un facteur clé du développement économique et social. Elle permet aux populations, en particulier les plus vulnérables, d'accéder aux services financiers formels, favorisant ainsi l'épargne, l'investissement et la résilience face aux chocs économiques. Conscient de ces enjeux, le Burundi via la BRB a fait de l'inclusion financière une priorité pour stimuler la croissance économique et améliorer les conditions de vie de ses citoyens.

Le présent rapport est le fruit d'une enquête menée à l'échelle nationale afin d'évaluer le niveau d'inclusion financière au Burundi. Il fournit des données précises sur l'accès, l'utilisation et la qualité des services financiers, ainsi que sur les obstacles rencontrés par les populations pour intégrer le système financier formel. Cette étude met en lumière les disparités existantes selon les catégories socio-économiques, les zones géographiques et les groupes démographiques.

Les résultats de cette enquête visent à guider les décideurs politiques, les institutions financières et les partenaires au développement dans l'élaboration de stratégies adaptées pour renforcer l'inclusion financière. Ils permettront également d'orienter les efforts vers des solutions innovantes et adaptées aux réalités du pays, notamment à travers le développement des technologies financières et l'amélioration de l'éducation financière.

Nous tenons à remercier tous ceux qui ont contribué à la réalisation de cette enquête, en particulier FIDA via son projet PAIFAR-B, et les institutions partenaires, les enquêteurs sur le terrain et les participants qui ont accepté de partager leur expérience. Nous espérons que ce rapport constituera une base de réflexion et d'action pour promouvoir une finance plus inclusive et accessible à tous au Burundi.

Sé

Edouard Normand BIGENDAKO

Gouverneur de la BRB

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Taille de l'échantillon par province.....	12
Tableau 2: Répartition des entreprises par province selon leur taille	14
Tableau 3: Taux de Couverture de l'enquête.....	17
Tableau 4: Répartition de la population des ménages ordinaires de 18 ans ou plus par province et commune selon le sexe et milieu de résidence	19
Tableau 5: Effectif des institutions financières et des points de service par catégorie des Ifs de 2016 à 2024	22
Tableau 6: Distribution des points de service par nature selon les catégories des institutions financières au 31 octobre 2024.....	22
Tableau 7: Distribution des points de service par province au 31 octobre 2024	23
Tableau 8: Nombre des Ifs par date de début effectif des opérations selon les catégories	23
Tableau 9: Effectif des institutions financières offrant des produits d'épargne	24
Tableau 10: Effectif des institutions financières offrant des produits de crédit par secteur d'activité et par type de clients.....	25
Tableau 11: Répartition de la population adulte selon la connaissance des Banques.....	27
Tableau 12: Répartition de la population adulte selon le degré de connaissance des Banques	28
Tableau 13: Répartition de la connaissance des Banques par province	28
Tableau 14: Répartition de la population adulte selon la connaissance des IMFs	29
Tableau 15: Connaissance des IFs selon le Sexe et le Milieu de Résidence.	30
Tableau 16: Répartition par province de la distance d'un point de service d'une institution financière	32
Tableau 17: Temps nécessaire pour se rendre à l'IF la plus proche.....	33
Tableau 18: Pourcentage des répondants ayant un compte dans une institution financière selon certaines caractéristiques socio-économiques	38
Tableau 22 : Satisfaction par rapport à la localisation des agences	45
Tableau 23: Satisfaction par rapport aux différents types de comptes proposés	46
Tableau 24: Satisfaction par rapport aux procédures d'ouverture des comptes	46
Tableau 25: Satisfaction par rapport aux heures d'ouverture	47
Tableau 26: Satisfaction par rapport aux temps d'attente pour faire une transaction	47
Tableau 27: Satisfaction par rapport au dépôt minimum exigé	48
Tableau 28: Satisfaction par rapport au taux d'intérêt versé sur l'épargne	49
Tableau 29: Satisfaction par rapport au frais de transaction et de tenue de compte	49
Tableau 30 : Niveau de satisfaction par rapport aux différents types de produits de crédit proposés.	50
Tableau 31 : Niveau de satisfaction par rapport aux procédures administratives à remplir	51
Tableau 32 : Niveau de satisfaction par rapport aux frais de dossier et commission à payer.....	52
Tableau 33 : Niveau de satisfaction par rapport délais d'approbation des crédits.....	53
Tableau 34 : Niveau de satisfaction par rapport aux garanties exigées.....	53
Tableau 35 : Niveau de satisfaction par rapport aux montants de crédit proposés.....	54
Tableau 36 : Niveau de satisfaction par rapport aux modalités de déblocage du crédit	54
Tableau 37 : Niveau de satisfaction par rapport à la durée des crédits	55
Tableau 38 : Niveau de satisfaction par rapport à la fréquence et échéancier des remboursements..	56
Tableau 39 : Niveau de satisfaction par rapport aux taux d'intérêts sur crédits	56
Tableau 40 : Niveau de satisfaction par rapport aux pénalités à payer en cas de retard de paiement	57
Tableau 41 : Niveau de satisfaction par rapport aux mesures prises en cas de non remboursement .	57

Tableau 42: Niveau de satisfaction par rapport au suivi et le conseil aux clients.....	58
Tableau 43 : Niveau de satisfaction par rapport procédures à suivre.....	59
Tableau 44 : Niveau de satisfaction par rapport aux pièces et documents à fournir	59
Tableau 45 : Niveau de satisfaction par rapport aux délais de transmission de l'argent.....	60
Tableau 46 : Niveau de satisfaction par rapport aux frais à payer	60
Tableau 47 : Niveau de satisfaction par rapport aux services offert par le personnel	61
Tableau 48: Niveau de satisfaction par rapport à la sécurité des lieux	62
Tableau 49: Répartition des entreprises par province selon la nationalité	62
Tableau 50: Répartition des entreprises par province selon la taille et la nationalité	63
Tableau 51: Répartition des entreprises par province selon la connaissance des IFs dans la commune	64
Tableau 52: Répartition des entreprises par province selon la distance des IFs à l'entreprise	64
Tableau 53: Répartition des entreprises par province selon la taille et le nombre de comptes possédés	65
Tableau 54 : Répartition des entreprises par province selon le type de comptes possédés dans une institution financière agréée	65
Tableau 55: Répartition des entreprises par province selon la demande de crédit dans une institution financière agréée	66
Tableau 56: Répartition des entreprises par province selon l'octroi de crédit.....	67
Tableau 56: Répartition des entreprises par province selon la demande d'un service auprès d'une institution Financière	67
Tableau 57: Répartition des entreprises par province selon les instruments financiers offerts.....	68
Tableau 58: Répartition des entreprises par province selon le transfert d'argent versés	68
Tableau 59: Répartition des entreprises par province selon le transfert d'argent reçus.....	69
Tableau 58: Répartition des entreprises par province selon le type de service demandé auprès d'une institution Financière	69
Tableau 59: Répartition des entreprises par province selon le niveau de satisfaction des IMF dans la commune	70
Tableau 60: Membres des Associations selon la Province et milieu.....	71
Tableau 61: Connaissance des IMFs selon la province et le milieu.....	72
Tableau 62: Activité principale de l'association	72
Tableau 63: Activité principale de l'association (suite).....	73
Tableau 64: Activité principale de l'association (suite et fin)	73
Tableau 65: Distance de l'IFs la plus proche de l'association	73
Tableau 66: L'accès des coopératives/associations aux produits d'épargne offerts par les IFS	74
Tableau 67: L'accès des coopératives/associations aux produits d'épargne offerts par les IFs (suite)	74
Tableau 68: Coopératives et associations ayant déjà contracté un crédit dans les IMFS.....	75
Tableau 69: Secteurs auxquels les associations affectent les crédits obtenus dans les IMFS.....	75
Tableau 70: Les garanties que les associations/ Coopératives donnent aux IFS pour avoir des crédits	76
Tableau 71: Les garanties que les associations/ Coopératives donnent aux IFS pour avoir des crédits	76
Tableau 72: Capacité de négociations des Coopératives/ associations avec les IMFS sur les conditions de crédit.....	77

Tableau 73: Capacité de négociations des Coopératives/ associations avec les IFS sur les conditions de crédit	77
Tableau 74 Comparaison des conditions de crédit des Coopératives /associations avec les IFS.....	78
Tableau 75: Utilisations des parts sociales et cotisations des membres comme fonds de garantie au crédit	78
Tableau 76: Utilisation des bénéfices des membres des coopératives et associations au renforcement des fonds propres.....	79
Tableau 77: Informations sur les différents produits d'épargne.....	79
Tableau 78: Informations sur les différents produits d'épargne (suite)	80
Tableau 79: Informations sur les différents produits de crédit	80
Tableau 80: Informations sur les différents produits de crédit (suite).....	81
Tableau 81:Utilisation des services financiers digitaux	81
Tableau 82: Les raisons qui empêchent votre coopérative /association à demander un crédit	82
Tableau 83: Les raisons qui empêchent votre coopérative/association à demander un crédit (suite) .	82
Tableau 84: Connaissance des coopératives/ associations sur les produits de crédits offerts par les IFs	83
Tableau 85: Connaissance des coopératives/ associations sur les produits de crédits offerts par les IFs (suite)	83
Tableau 86: Niveau de satisfaction sur les conditions d'épargne offertes par les institutions financières	84
Tableau 87: Niveau de satisfaction sur les conditions d'épargne offertes par les institutions financières (suite 1)	84
Tableau 88: Niveau de satisfaction sur les conditions d'épargne offertes par les institutions financières (suite 2)	85
Tableau 89: Niveau de satisfaction sur les conditions de crédit offertes par les institutions financières (suite 3)	85
Tableau 90: Niveau de satisfaction sur les conditions de crédit offertes par les institutions financières (suite 4)	86
Tableau 91: Niveau de satisfaction sur les conditions de crédit offertes par les institutions financières (suite 5)	86
Tableau 92: Niveau de satisfaction sur les conditions de crédit offertes par les institutions financières (suite 6)	87
Tableau 93: Utilité des crédits offerts par les institutions financières	87
Tableau 94: Utilité des crédits offerts par les institutions financières (suite).....	88
Tableau 95: Requête de crédit rejeté par les institutions financières	88
Tableau 96: Personnes victimes d'un évènement lié au climat dans leurs activités.....	90
Tableau 97: Personnes confrontées aux dommages et des coûts répétitifs dus aux événements climatiques	91
Tableau 98: Coût estimé pour faire face aux effets du changement climatique (en BIF).....	92
Tableau 99: Temps mis pour récupérer après un choc climatique	92
Tableau 100: Répartition des entreprises par taille et par province selon la connaissance des produits financiers liés à la finance verte.....	94
Tableau 101: Répartition des entreprises selon la confrontation des évènements liés au climat	94
Tableau 102: Répartition des entreprises selon la gestion des évènements liés au climat.....	95
Tableau 103: Répartition des entreprises selon l'obtention d'un crédit pour l'énergie renouvelable ...	97

Tableau 104: Nombre de contrats par catégories d'assurances non vie au 31 décembre.....	99
Tableau 105: Nombre de contrats par catégories d'assurance-vie au 31 décembre.....	100
Tableau 106: Taux globale des sinistres vies.....	100
Tableau 107: Taux globale des sinistre non vie	101
Tableau 108: Évolution des taux de pénétration de l'assurance vie	101
Tableau 109: Évolution des taux de pénétration non vie	101
Tableau 110: Effectifs des assurés par âge et par sexe	103

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Répartition de la population adulte selon le degré de connaissance des IMFs.....	30
Graphique 2: Connaissance des termes financiers.	31
Graphique 3: Connaissance des services Financiers.	31
Graphique 4: Moyen de transport disponible pour se rendre à l'IF la plus proche	33
Graphique 5: Evolution du Taux d'inclusion financière au Burundi.....	35
Graphique 6: Taux d'inclusion financière pour les pays de l'EAC.....	35
Graphique 7: Pourcentage de la population adulte ayant un compte dans une institution financière..	36
Graphique 8: Pourcentage des répondants ayant un compte dans une institution financière par province	37
Graphique 9: Pourcentage des répondants ayant demandé un crédit ou un découvert au cours des 12 derniers mois	40
Graphique 10: Raisons empêchant de demander un crédit.....	41
Graphique 11: Accès à d'autres instruments financiers.....	41
Graphique 12: Fréquence d'utilisation des moyens de paiement	42
Graphique 13: Pourcentage des répondants qui épargnent sur base régulière	42
Graphique 14: Emplacement de l'épargne.....	43
Graphique 15: Utilisation du crédit.....	43
Graphique 16: Entreprises par province selon la taille et la nationalité.....	63
Graphique 17: Pourquoi avez-vous plusieurs comptes ?	65
Graphique 18: Répartition des entreprises par province selon la demande de crédit et la taille de l'entreprise.....	66
Graphique 19: Raisons du manque ou de non octroi de crédit (en %).....	67
Graphique 20: Effectifs des coopératives / associations par province et par Milieu.....	71
Graphique 21: Répartition des entreprises selon la connaissance d'un financement lié au climat.....	96
Graphique 22: Répartition des entreprises selon la perception du fournisseur des produits et services financiers liés au climat.....	97
Graphique 23: Répartition des assurés par Province	103

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Angles sous lesquels l'inclusion financière peut être mesurée	5
Figure 2: Carte administrative du Burundi sous le nouveau redécoupage administratif.....	18

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Matrice des principaux indicateurs.....	110
Annexe 2 : Personnel impliqué dans l'enquête	117
Annexe 3: Tableaux des résultats	119
Annexe 4 : Questionnaires	208

LITE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AVEC	: Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit
BCAB	: Banque Communautaire et Agricole du Burundi
BIJE	: Banque d'Investissement pour les Jeunes
CRDB	: Coopérative Rural Développent Bank Burundi
AFI	: Alliance pour l'Inclusion Financière
BANCOBU	: Banque Commerciale du Burundi
BNDE	: Banque Nationale pour le Développement Economique
BBCI	: Banque Burundaise pour le Commerce et l'Investissement
BCAB	: Banque Communautaire et Agricole du Burundi
BCB	: Banque de Crédit de Bujumbura
BEF	: Banque et Établissements Financiers
BGF	: Banque de Gestion et de Financement
BHB	: Banque de l'Habitat au Burundi
BIDF	: Banque d'Investissement et de Développement pour les Femmes
BIJE	: Banque d'Investissement pour les Jeunes
BNPL	: BuyNow, PayLater
BRB	: Banque de la République du Burundi
CFCIB	: Chambre Fédérale du commerce et d'Industrie du Burundi
COOPEC	: Coopératives d'Épargne et de Crédit
DFS	: Digital Financial Services (Services Financiers Numériques)
DTB	: Diamond Trust Bank Burundi
EAC	: East Africa Community
EC	: Établissements de Crédits
ECOBANK	: Ecobank Transnational Incorporated
ENIF	: Enquête Nationale sur l'Inclusion Financière
EP	: Établissements de Paiement
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
FINBANK	: Finlease Bank
FSP	: Fonds de Solidarité Prioritaire
GAB	: Guichet Automatiques Bancaires
GIZ	: Coopération Technique Allemande
GPF	: Forum Politique Mondial « Global Policy Forum »
IBB	: InterBank Burundi

IMF	: Institutions de Microfinance
INSBU	: Institut National de la Statistique du Burundi
INSS	: Institut National de la Sécurité Sociale
KCB Bank Ltd	: Kenya Commercial Bank Burundi Limited
MPME	: Micro, Petits et Moyennes Entreprises
ODD	: Objectifs de Développement Durables
ONPR	: Office Nationale des Pensions et des Risques Professionnels
OPS	: Organismes de Prévoyances Sociales
PAIFAR-B	: Projet d'appui à l'Inclusion Financière Agricole et Rurale au Burundi
PME	: Petites et Moyennes Entreprises
RGPHAE	: Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage
RNP	: Régie Nationale des Postes
SILC	: Saving Internal Loaning Community
SNIF	: Stratégie Nationale de l'Inclusion Financière
U.P	: Unités primaires
U.S	: Unités secondaires
VSLA	: Village Savings and Loans Association
Z.D	: Zone de dénombrements

REMERCIEMENTS

L'inclusion financière est un élément crucial dans la promotion du développement économique national car elle renforce la stabilité financière, favorise la croissance économique et réduit la pauvreté. C'est un levier essentiel du développement économique et social. Elle permet aux individus et aux entreprises d'accéder à des services financiers adaptés, sécurisés et abordables, favorisant ainsi la réduction de la pauvreté, la promotion de l'entrepreneuriat et la croissance économique.

Dans ce contexte, le Burundi s'est engagé à renforcer l'accès et l'utilisation des services financiers à travers des initiatives stratégiques visant à intégrer toutes les couches de la population, y compris les groupes vulnérables. De ce fait, le gouvernement du Burundi a fait de « l'accès universel aux services financiers » l'une de ses priorités de développement à long terme et des efforts louables, au cours de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) 2015-2020, ont été orientés vers l'accès aux services financiers de tous les segments de la population burundaise.

Le présent rapport d'enquête sur l'inclusion financière au Burundi constitue une étape clé dans l'évaluation de l'état actuel de l'accès aux services financiers, des défis rencontrés et des opportunités à exploiter pour une inclusion plus large et efficace dans l'élaboration de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) de deuxième génération. Grâce aux données collectées auprès des ménages, des entreprises, associations et coopératives ainsi que celles des institutions financières, ce rapport fournit une analyse détaillée des tendances, des disparités régionales et des facteurs influençant l'adoption des services financiers formels et informels.

Au nom du Ministère des Finances, du Budget et de la Planification du Développement Économique (MFBPE) et d'autres parties prenantes, à savoir : la Banque de la République du Burundi (BRB), et l'Institut National de la Statistique du Burundi (INSBU), j'ai le plaisir de présenter ce rapport de l'Enquête Nationale sur l'Inclusion Financière au Burundi, édition 2024 (ENIF - Burundi 2024). Il s'agit du deuxième rapport d'enquête sur l'Inclusion Financière au Burundi après celle de 2012.

Ce rapport fournit des informations précieuses sur nos progrès, soulignant l'importance des stratégies et des initiatives actuelles dans la promotion de l'inclusion financière. Les différents résultats contenus dans ce rapport sont cruciaux pour l'élaboration de politiques publiques adaptées et de stratégies innovantes visant à renforcer l'accès aux services financiers, en particulier pour les populations rurales, les femmes et les jeunes. Ils constituent également une ressource précieuse pour les acteurs du secteur financier, les partenaires au développement et les décideurs souhaitant appuyer la transformation économique du pays à travers une finance plus inclusive.

Par exemple, le Burundi a atteint un taux d'inclusion financière impressionnant de 78,7 %, avec une inclusion formelle de 63,7 % en 2024 par rapport à 12,5% en 2012. Ces résultats montrent qu'il y a eu une augmentation substantielle de l'inclusion financière formelle (assurance, pension, et argent mobile) depuis 2012, réduisant ainsi le nombre d'adultes qui dépendent exclusivement de mécanismes informels à seulement 15% en 2024 contre 80% en 2012, ce qui montre que le Burundi est sur la bonne voie. Ces résultats mettent en évidence les efforts considérables déployés par le gouvernement et les domaines à améliorer pour assurer davantage les bonnes conditions de vie de la population burundaise.

Nous exprimons notre profonde gratitude à toutes les parties prenantes ayant contribué à la réalisation de cette enquête, notamment les institutions financières, les chercheurs, les enquêteurs et les répondants qui ont accepté de partager leurs expériences et leurs perspectives. Nous félicitons l'INSBU et la BRB pour la production de ce rapport très important pour leur recherche et leur analyse rigoureuses, nous encourageons toutes les parties prenantes à examiner attentivement les recommandations présentées ici. Nous espérons que ce rapport servira de base solide pour la mise en œuvre de solutions durables en faveur d'une inclusion financière élargie et efficace au Burundi. Ensemble, nous pouvons œuvrer pour un Burundi financièrement plus inclusif et prospère, où tous les citoyens ont accès aux services financiers dont ils ont besoin et contribuer efficacement au développement économique durable.

Sé

Nicolas NDAYISHIMIYE

Directeur Général de l'INSBU

RESUME EXECUTIF

L'enquête nationale sur l'inclusion financière au Burundi, édition 2024 (ENIF,2024) est menée pour la deuxième fois après celle de 2012 bien qu'il était prévu qu'elle soit menée tous les quatre ans. La première enquête était motivée par la nécessité de générer des informations crédibles pour guider les interventions politiques et les fournisseurs de services financiers dans leurs efforts pour étendre la portée et la profondeur du système financier, tandis qu'en 2024, l'accent est passé de l'inclusion financière à la finance inclusive. « La finance devient inclusive à partir du moment où elle permet à un bénéficiaire donné, tel qu'un ménage, un jeune entrepreneur, des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) d'accéder à une suite de services et de produits, parfois personnalisés, qui répondent à un besoin spécifique » (ADA¹ ; 2023)

Cette deuxième enquête nationale sur l'inclusion financière au Burundi a permis de mettre en évidence les progrès réalisés en matière de participation de la population dans le système financier formel et informel, les difficultés d'accès aux institutions financières ainsi que la qualité des services offerts. Elle offre un ensemble de données complet qui saisit l'évolution du paysage financier influencé par les innovations technologiques, les changements dans les produits et le comportement des consommateurs, les changements démographiques, les changements de politique, l'entrée de nouveaux acteurs, et d'autres facteurs externes.

Ce rapport se distingue par le fait que l'enquête est menée après le COVID-19, fournissant des informations précieuses sur la façon dont le secteur financier s'est adapté à la demande accrue de dispositifs sans espèces et a répondu aux risques liés à la pandémie. De plus, elle coïncide avec la conclusion de la première Stratégie Nationale d'Inclusion Financière, l'instauration de la "Vision du Burundi, Pays émergent en 2040 et Pays développé en 2060" et la réalisation du 4^{ème} Recensement de la Population et de l'Habitat couplé avec le Recensement Général de l'Agriculture (RGPHAE,2024) offrant ainsi une opportunité propice de suivre les progrès sur les priorités clés, y compris l'inclusion financière. L'enquête aborde également des questions d'actualité telles que le changement climatique et la finance verte et le rôle de l'inclusion financière pour aider les Burundais à renforcer leur résilience et à s'aligner sur les objectifs de développement durable, et les idées clés sont bien résumées dans ce rapport.

Niveaux d'inclusion financière

Les résultats de l'enquête de 2024 confirment que les interventions du Gouvernement burundais ont largement contribué à l'approfondissement de l'inclusion financière au cours des douze dernières années. Les résultats ont révélé que 78,7%, soit 4,6 millions d'adultes burundais, sont financièrement inclus, dont 19,7% soit 1,15 millions d'adultes qui possèdent un compte dans une institution financière formelle ; 44,04% de la population adulte, soit 2,6 millions d'adultes, sont dans le secteur formel non bancaire (Lumicash, Ecocash) alors que 15% de la population adulte, soit 878 820 d'adultes sont encore dans l'informel en 2024. Lors de l'enquête de référence menée en 2012, le taux d'inclusion financière (formel et informel) n'était que de 23,7 % des personnes adultes d'alors, et l'inclusion formelle n'était que de 12,5 %. L'enquête note une augmentation significative de l'utilisation des mécanismes formels

¹ ADA (Appui au développement autonome) est une organisation non gouvernementale luxembourgeoise qui utilise la finance inclusive pour renforcer l'autonomie des populations vulnérables afin d'améliorer leurs conditions de vie.

à 51,2 %, soit 3 millions de personnes adultes qui sont nouvellement incluses sur la période de 2012 à 2024.

Les résultats indiquent également une augmentation des disparités dans l'accès aux services financiers en fonction du sexe, qui est de 28,6% pour les hommes et 12,8% pour les femmes en 2024 alors que les hommes étaient deux fois plus nombreux que les femmes à posséder un compte en 2012. Les jeunes de (18-35 ans) sont 16,8% inclus tandis que les adultes sont inclus à hauteur de 22,4%. Toutefois, le fossé entre les zones urbaines et rurales en matière d'inclusion financière s'est réduit, il est de 38,6% en milieu urbain contre 17% en milieu rural alors que le taux de possession d'un compte est cinq fois plus élevé en zones urbaines qu'en zones rurales avec respectivement 41,0% contre 8,5% en 2012. Le taux d'inclusion financière a atteint 56,8 % chez les salariés, 42,5 % chez les retraités, 36,6 % chez les ouvriers et 22,6% chez les chômeurs qui reçoivent probablement des transferts.

Le système financier semble aussi propice à l'inclusion des personnes vivant avec un handicap, puisque 14,7% des personnes handicapées étaient financièrement incluses en 2024. De même que les rapatriés et les déplacés internes qui ont des taux respectifs de 23,2% et 41,7% en 2024 puisqu'ils ont accès aux banques et à d'autres services financiers formels (non bancaires).

L'accès à un compte transactionnel est un premier pas vers une inclusion financière plus large, car il permet de stocker de l'argent et d'envoyer et de recevoir des paiements. L'utilisation d'un compte transactionnel (utilisation combinée d'une banque et d'un portefeuille mobile) a augmenté pour atteindre 63,7 % en 2024, contre 12,5 % en 2012. Cette croissance est attribuée à l'augmentation de la possession d'un portefeuille mobile, dont la proportion est passée à 44,04 % en 2024 alors qu'il était nul en 2012. Les Burundais sont de plus en plus nombreux à utiliser l'argent mobile pour leurs transactions financières. L'utilisation des services d'argent mobile a connu une croissance significative depuis 2016 à 2020, avec une augmentation de l'utilisation quotidienne en 2024. Cela peut être attribué au rôle de l'argent mobile pour répondre aux besoins en argent liquide des ménages et aux ajustements effectués en tant que mécanisme d'adaptation pendant la pandémie de COVID-19. Les transferts d'argent, les achats et les paiements de factures font partie des services disponibles pour les utilisateurs d'argent mobile. Les activités bancaires sont tirées par l'adoption de comptes transactionnels courants et l'utilisation de canaux financiers numériques et les services bancaires mobiles, a augmenté ces dernières années.

Cependant, comme dans de nombreux pays, l'ENIF a fourni le nombre de personnes officiellement desservies par le secteur financier. L'analyse montre en outre que 21,26 % des adultes burundais, soit 1,2 millions, n'ont pas de compte personnel joint à leur nom dans le système financier formel ou non formel en 2024. Les indicateurs y relatifs sont concentrés sur l'accès, l'utilisation, la qualité et l'impact.

Suivi des progrès réalisés sur les priorités essentielles de l'inclusion financière

L'évaluation approfondie de l'adoption et de l'utilisation des services financiers révèle que 78,74% ou 4,6 millions de burundais adultes ont des comptes de produits financiers à leur nom, y compris l'argent mobile (44,04%) ; assurance (43,7% en 2023) ; pension (19,7%) ; banque (19,7%). Plus d'un million de Burundais, soit 21,26 %, n'ont pas de compte financier formel à leur nom, mais les données montrent qu'ils utilisent et bénéficient du système financier formel, y compris l'argent mobile et les canaux

bancaires à travers les autres. L'accès indirect aux services financiers est important car il aide les consommateurs (qui normalement ne seraient pas qualifiés ou n'auraient pas les moyens de participer) à accéder au système par le biais d'intermédiaires financiers rendant les canaux plus facilement disponibles à diverses fins. Cela peut apporter des avantages tels que des coûts moins élevés, des risques réduits et une expertise accrue, contribuant ainsi à la croissance et à la stabilité économiques.

Les données montrent une croissance significative de l'utilisation des services financiers numériques de 44,04% de la population adulte, soit 4,6 millions d'adultes. Malgré cette croissance impressionnante, les Burundais perçoivent leurs revenus en espèces et préfèrent dépenser en espèces. Par exemple dans la province de Burunga, la population adulte dépense en espèces pour les activités suivantes : nourriture (100%); loyer (80,4%) ; frais médicaux (95%) ; intrants agricoles dont l'engrais chimique (15%) ; équipements (98%) et factures d'eau et d'énergie (87%).

L'augmentation du crédit intérieur au secteur privé est l'objectif le plus fondamental du secteur financier en ce qui concerne la transformation sociale et économique. Les résultats montrent que le nombre de personnes bénéficiant d'un crédit formel est passé de 2,9 % (111.360 adultes) en 2012 à 10 % (585880 adultes) en 2024. Il est impressionnant de constater que plus de deux tiers des personnes ayant emprunté de l'argent l'ont fait pour se développer, soit acheter des engrais et semences (24%), cultiver des champs (21%), payer les frais de scolarité des enfants (20%), acheter des équipements agricoles (16%), acheter du bétail (9%) acheter un terrain ou une parcelle (9%) et développer son entreprise (3%) ou démarrer une nouvelle entreprise (2 %), ce qui est conforme aux initiatives qui cherchent à soutenir les PME et l'agriculture. Toutefois, force est de constater des crédits demandés pour des fins de consommation finale comme les dépenses courantes (23%), les dépenses de santé (12%), la rénovation (agrandir) de la maison (4 %), le remboursement des dettes, acheter une maison / un immeuble (2%), frais funéraires / différentes fêtes (1%), ou achat des appareils électroménagers (1%).

L'évaluation de la culture de l'épargne révèle une croissance impressionnante du mécanisme d'épargne formel. Selon les résultats, le taux d'épargne global était de 37,0% en 2012 alors qu'il est de 53 % des répondants qui déclarent épargner sur une base régulière en 2024 mais cette épargne échappe en grande partie aux institutions financières. En effet, 51% des répondants disent conserver leurs économies dans une association, tontine ou un « ikirimba » et 37 % disent épargner à la maison dans un endroit sûr. Seulement 11 % et 5 % disent placer leur épargne dans le système financier formel respectivement dans une banque et COOPEC alors que ce taux était de 12% en 2012. Cette baisse est due à l'épargne informelle. Ce changement comprend des programmes innovants de mobilisation de l'épargne tels que le programme d'instauration des cirques, les vicoba, Nawe nuze et autres tontines.

Pourtant, les difficultés financières sont nombreuses et fréquentes. A ce propos, le rapport d'enquête a examiné aussi la restructuration des services financiers pour répondre aux risques et aux opportunités liés au changement climatique, en particulier au niveau des ménages. Contrairement à l'enquête de 2012, l'étude de 2024 comportait des questions sur les chocs climatiques et leur impact sur les ménages. Pour ce qui est de l'offre des services de Finance verte, 31 institutions financières sur 95 enquêtés ont déclaré avoir une démarche de gestion des risques, mais seulement 2 d'entre elles ont intégré des outils

et des procédures permettant d'identifier, de mesurer, de contrôler et d'atténuer les risques liés au changement climatique.

Les résultats indiquent que 48,4 % des Burundais ont déclaré avoir subi des chocs liés au changement climatique (inondations, sécheresse, grêle, etc.) au cours des 12 derniers mois. Parmi eux, 45,8% sont confrontés à des dommages et des coûts répétitifs dus à ces événements ; et les coûts estimés pour récupérer sont exorbitants dont 10,5% ont utilisé moins de 100 000 Fbu, 23,4% ont utilisé entre 100 000 à 500 000 Fbu et 1,2% ont utilisé plus de 5 000 000 Fbu.

Malgré cela, la majorité des répondants n'avaient pas de solution durable aux chocs climatiques ; seulement 33,6 % (1,9 millions) des personnes ayant subi des risques liés au changement climatique ont mis en place des mesures pour atténuer l'impact sur leurs finances au cours de l'année alors que 14,8% (867 103 adultes) n'ont pas pu récupérer, soulignant les possibilités de réformes politiques et d'offres de produits financiers pour les aider à faire face à ces situations.

Domaines prioritaires

Les priorités en matière d'inclusion financière au Burundi continuent d'améliorer la vie de la population burundaise. Ainsi, les domaines suivants pourraient être prioritaires pour atteindre cet objectif :

À la lumière des résultats de la recherche, il est recommandé au secteur financier burundais d'envisager d'adopter et d'intégrer le programme d'inclusion financière lié au développement humain (représenté dans les ODD), regroupé autour de la croissance inclusive, des services de base pour les personnes à faibles revenus et vulnérables, et pour un avenir durable.

Les recommandations spécifiques suivantes sont formulées :

- Soutenir les initiatives qui répondent aux besoins économiques réels grâce à une meilleure utilisation de services financiers appropriés :
 - ❖ Identifier et faciliter la mise en œuvre d'interventions financières qui amélioreront la résilience et les moyens de subsistance durables des groupes cibles (secteur informel, MPME, femmes et jeunes).
 - ❖ Investir dans les programmes visant à autonomiser les catégories les plus défavorisées, notamment les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, les réfugiés, les agriculteurs, entre autres.
- Identifier et continuer à lever toutes les contraintes qui entravent l'utilisation intensive du crédit et des autres instruments financiers alternatifs sur le marché. La technologie et les données pourraient jouer un rôle important dans l'accès au crédit pour le secteur privé et à grande échelle.
- Poursuite de l'élargissement des feuilles de route visant à soutenir et à améliorer l'adoption et l'utilisation des services financiers pour les groupes les plus vulnérables et les marchés non desservis. Cela comprend le développement des piliers de l'inclusion financière des femmes et des jeunes au sein de la SNIF, par la mise en place d'interventions spécifiques pour leur mise en œuvre. Les prestataires de services financiers devraient également continuer à trouver des moyens d'élargir la gamme de produits afin d'inclure l'investissement et l'assurance, en plus des produits déjà utilisés par les particuliers.
- La croissance des services financiers numériques indique l'imminence d'un avenir plus numérique. Les initiatives favorisant les transactions ou l'épargne numérique dans le secteur formel doivent être promues et encouragées.

- ❖ Sensibiliser et rendre attractif le paiement d'intérêts sur les soldes des portefeuilles mobiles aux clients, afin de tester leur capacité à utiliser les intérêts sur leur épargne (via des portefeuilles mobiles).
- ❖ Continuer à assurer la protection des clients et à renforcer la culture numérique par l'éducation des consommateurs.
- ❖ Les groupes d'épargne restent pertinents au Burundi. Ainsi, les fournisseurs des Politiques du secteur financier (Financial Sector Policies / Digitalization and Financial Inclusion FSP/DFS) devraient envisager d'imiter la proposition de valeur offerte par les groupes d'épargne informels lors de la conception de leurs produits/services pour attirer de nombreux utilisateurs de produits informels via un canal qui s'est avéré beaucoup plus pratique pour eux.
- Face à la popularité croissante de l'argent mobile, les banques devraient envisager des partenariats avec les opérateurs téléphoniques. Ce vaste marché, dont la clientèle est en pleine expansion, offre une opportunité d'exploiter ce marché. Les banques peuvent proposer des produits aux utilisateurs de téléphones portables.
- Les fintechs ou technologie financière sont essentielles pour élargir l'accès aux services financiers et encourager la concurrence sur le marché, au bénéfice des consommateurs. L'offre de prêts, notamment aux agriculteurs et aux MPME, est un domaine où les fintechs pourraient avoir un impact disruptif sur ce marché. Les interventions politiques visant à élargir l'accès au crédit pour ces segments sont une priorité pour la croissance économique. Un recours accru aux programmes garantis disponibles encourage les banques à prêter aux entreprises et aux agriculteurs solvables qui pourraient ne pas avoir d'antécédents de crédit.
- Les prestataires de services financiers et les principales parties prenantes doivent continuer à comprendre le marché et à accroître l'adoption des produits financiers par les moyens suivants :
 1. **Épargne et assurance axées sur les objectifs** : Proposer des produits d'épargne ou d'assurance liés à des objectifs spécifiques, tels que l'éducation, l'agriculture ou le logement.
 2. **Notation de crédit alternative** : Utiliser des modèles alternatifs de notation de crédit pour améliorer l'accès au crédit des populations défavorisées et proposer des plateformes de prêt numérique pour faciliter l'accès au crédit.
 3. **Micro-assurance** : Proposer des produits de micro-assurance aux personnes à faibles revenus et dispenser une éducation financière pour les aider à comprendre l'importance de l'assurance.
 4. **Adhésion automatique aux régimes de retraite** : Poursuivre l'excellent travail réalisé par les institutions telles que l'INSS et l'ONPR et mettre en œuvre l'adhésion automatique aux régimes de retraite pour les employés afin d'accroître leur épargne-retraite.
 5. **Initiatives d'éducation financière** : Mettre en œuvre des initiatives visant à améliorer l'éducation et la littératie financières, permettant aux individus de prendre des décisions financières éclairées.

Suivi et évaluation continu des objectifs d'inclusion financière.

La mesure des indicateurs de santé financière relatifs à la qualité et à l'impact des services financiers doit être la pierre angulaire et la base de référence de ce domaine prioritaire. L'amélioration des indicateurs de santé financière soutiendra des initiatives de produits de haute qualité et centrés sur le consommateur. En outre, il faut veiller à ce que les priorités en matière d'inclusion financière soient rationalisées au sein des ministères et agences gouvernementales ainsi que dans les programmes des

partenaires de développement (il est nécessaire de promouvoir la coopération et la coordination sectorielles et politiques).

En somme, le Gouvernement du Burundi reconnaît le rôle joué par le secteur financier dans la facilitation de la croissance économique grâce à un meilleur accès aux services financiers. A l'état actuel, les indicateurs liés à la planification financière et à la résilience aux chocs montrent encore des lacunes car les dispositifs utilisés sont encore informels ou non financiers à des taux élevés. Cela suggère que les produits financiers formels disponibles ne répondent pas pleinement aux besoins des consommateurs. Afin de renforcer les politiques génératrices d'une croissance et d'un développement durables et inclusifs, l'élaboration de la deuxième SNIF devrait veiller au respect des besoins des consommateurs des services financiers.

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification de l'enquête

Le Burundi, à travers la Banque de la République du Burundi (BRB), est membre de l'Alliance pour l'Inclusion Financière (Alliance for Financial Inclusion - AFI²) depuis mai 2009. L'AFI est un réseau mondial des décideurs politiques des pays en voie de développement créé en septembre 2008 par la Coopération Technique Allemande (GIZ) sous le financement de la Fondation Bill & Melinda Gates. Elle a pour mission de mettre à la disposition des décideurs politiques les outils et les ressources nécessaires pour permettre aux populations pauvres économiquement actives d'avoir un plus grand accès aux services financiers et ainsi tirer avantage de leur potentiel économique.

L'AFI a tenu son 1^{er} Forum Politique Mondial (« Global Policy Forum », GPF) à Nairobi au Kenya en septembre 2009 sur le thème « A Marketplace of ideas » dont le but était de mettre à la disposition des décideurs politiques les outils et les ressources nécessaires pour permettre aux pauvres d'avoir un plus grand accès aux services financiers. Actuellement, elle est à son 14^{ème} Forum Politique Mondial (GPF) tenu en El Salvador en septembre 2024.

Les thèmes des différents GPF sont en rapport avec l'inclusion financière et centrés sur les cinq dimensions, à savoir l'accès permanent, l'offre d'une gamme variée de produits et services, la qualité, la population active dans son entièreté et le prix abordable. Au niveau national, l'inclusion financière est une politique stratégique visant à faciliter l'accès accru aux services financiers formels des populations pauvres économiquement actives.

Ainsi, pour mettre en place des politiques favorisant l'inclusion financière, la BRB a reçu le financement de l'AFI et de la GIZ pour conduire la première enquête nationale sur l'offre et la demande des services financiers en 2012. Il était prévu qu'une enquête du genre se fasse au moins une fois tous les cinq ans.

Néanmoins, pour actualiser certains indicateurs de l'Inclusion Financière, la BRB mène annuellement, depuis 2014, une enquête sur l'offre des produits et services financiers, par le biais d'un questionnaire administré aux institutions financières sous sa supervision. Le questionnaire a été proposé par le Cabinet Technique qui a conduit l'enquête de 2012 mais il est annuellement amélioré par la BRB selon les besoins, notamment, la ventilation des informations par commune, par âge et par sexe pour les clients individuels, les clients membres d'associations et les entreprises, et cela dans le but de permettre de recueillir plus d'informations possibles en matière d'inclusion financière.

Toutefois, des irrégularités s'observent quant à la disponibilité des données à temps réel mais aussi à leur complétude. A titre d'exemple, la dernière enquête sur l'offre des produits et services financiers formels disponible menée en 2021 donne l'état des lieux de l'inclusion financière au Burundi en fin décembre 2022.

²<http://www.afi-global.org/index.php>.

En effet, les résultats provisoires de cette enquête permettent de montrer l'évolution des indicateurs clés depuis 2012. Il convient de noter ici que les indicateurs sont annuellement ajustés et que, pour des fins de cette enquête, de nouveaux indicateurs seront ajoutés. Le taux d'inclusion financière de 2012 est de 12,5% alors qu'il est de 55,86 % et de 47,85 % respectivement en 2019 et en 2020.

Au 31 décembre 2020, le Burundi compte 99 734 points de service (contre 46 577 points de service en 2019)³ incluant les sièges des Etablissements de Crédit (EC), des Institutions de Microfinance (IMF) et des Etablissements de Paiement (EP), leurs agences, guichets et guichets automatiques bancaires, la Régie Nationale des Postes (RNP) et ses bureaux postaux ainsi que les Agents Commerciaux. La distribution géographique des 99 734 points de service montre que toutes les communes que compte le pays disposent de plus de 100 points de service chacune.

Les dix premières communes du pays englobent 43,17 % (contre 42,60 % en 2019) des points de service dont 95,60 % (contre 39,56 % en 2019) sont du secteur des Établissements de Paiement (EP). En outre, 56,21 % (contre 62,43 % en 2019) des points de services des EC, 42,81 % (contre 41,85 % en 2019) des points de service des EP et 33,47 % (contre 28,91 % en 2019) des points de service des IMF sont concentrés dans les dix premières communes.

Toutefois, ces indicateurs doivent être pris avec réserve vu que, depuis 2014, l'enquête est menée seulement du côté de l'offre des produits et services financiers formels. Une enquête sur la demande s'avère nécessaire pour avoir le taux d'inclusion financière réel au Burundi. Il est judicieux d'actualiser la situation de l'inclusion financière par rapport à l'accès, l'usage, la qualité et l'impact des services financiers.

C'est dans ce cadre et dans le but d'actualiser les données de l'enquête nationale sur l'inclusion financière (ENIF) à l'image de celle de 2012, que l'INSBU, sur financement du PAIFAR-B, vient de mener une enquête nationale sur la demande des services financiers et non financiers et l'actualisation des données de l'offre disponibles dans le cadre du processus d'actualisation de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière au Burundi. Le but de cette enquête est d'appréhender l'état des lieux de l'inclusion financière au Burundi et de mieux comprendre l'offre et la demande des services financiers afin d'actualiser la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) 2015-2020 SNIF qui a pris fin il y a environ 5ans.

En effet, l'actualisation de la SNIF permettra aux décideurs politiques de prendre des décisions pertinentes dans leur rôle d'encadrement, de surveillance et de promotion du secteur financier. L'objectif ultime de la SNIF s'accorde bien avec la définition de l'inclusion financière dont les objectifs opérationnels étaient(i) Assurer à la population un accès accru et permanent aux services et produits financiers et des conditions d'accès permettant leur utilisation ; (ii) Disposer des services et des produits financiers de qualité en adéquation aux besoins de la clientèle cible de la SNIF ; (iii) Améliorer l'environnement de l'inclusion financière.

³Cette augmentation de points de service s'explique par la considération des agents commerciaux en opérations de banque et de service de paiement comme des points de services.

1.2. Objectifs de l'ENIF

1.2.1. Objectif global

De façon générale, l'Enquête nationale sur l'Inclusion Financière est la collecte des données sur la demande des services financiers et non financiers ainsi que l'actualisation des données de l'offre disponibles dans le cadre du processus d'actualisation de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière afin de permettre aux décideurs politiques et praticiens du secteur financier de prendre des mesures adéquates.

1.2.2. Objectifs spécifiques

L'enquête nationale sur l'Inclusion financière a pour objectifs spécifiques de:

1. évaluer la demande et l'offre des produits et services financiers ;
2. mesurer le degré d'accès aux produits et services financiers (crédit, dépôts, paiement et transfert d'argent) formels et informels;
3. mesurer le degré de satisfaction de la population par rapport à la qualité des produits offerts et canaux financiers utilisés ;
4. appréhender les mobiles d'utilisation ou de non-utilisation des produits et services financiers (crédit, dépôts, paiement et transfert d'argent) ;
5. comprendre les besoins réels exprimés par les différents groupes de bénéficiaires pour mieux les servir ;
6. évaluer le degré de l'éducation financière de la population ;
7. évaluer le degré de la finance verte inclusive au Burundi à travers ses quatre piliers clés dit « 4P » : promotion, provision, protection et prévention ;
8. évaluer les politiques mises en place dans le domaine de l'inclusion financière.

1.3. Résultats attendus

Les résultats attendus sont :

1. La demande et l'offre des produits et services financiers sont évaluées ;
2. le degré d'accès aux produits et services financiers (crédit, dépôts, paiement et transfert d'argent) formels et informels est mesuré ;
3. le degré de satisfaction de la population par rapport à la qualité des produits offerts et canaux financiers utilisés est renseigné ;
4. les mobiles d'utilisation ou de non-utilisation des produits et services financiers (crédit, dépôts, paiement et transfert d'argent) sont appréhendés ;
5. les besoins réels exprimés par les différents groupes de bénéficiaires pour mieux les servir sont spécifiés ;
6. le degré de l'éducation financière de la population est évalué ;
7. le degré de la finance verte inclusive au Burundi à travers ses quatre piliers clés dit « 4P » : promotion, provision, protection et prévention est évalué ;
8. les politiques mises en place dans le domaine de l'inclusion financière sont évaluées.

1.4. Définition et mesure de l'inclusion financière

L'élaboration préalable d'une définition de l'inclusion financière adaptée au contexte peut fournir une orientation précieuse, non seulement en indiquant les variables à mesurer, mais aussi en identifiant les critères de référence devant servir à évaluer les succès ou les échecs. La définition du concept de l'inclusion financière est donc susceptible d'influencer la nature même de l'étude entreprise.

La définition de l'inclusion financière au Burundi retenue dans le cadre de la SNIF a pour but d'assurer l'accès permanent de la population adulte à un ensemble de produits et services financiers (i) offerts par des institutions financières formelles et pérennes, régies par une réglementation adéquate, (ii) diversifiés, abordables et adaptés aux besoins de la population, (iii) utilisés par celle-ci dans le but de contribuer à l'amélioration de ses conditions de vie socio-économiques.

L'inclusion financière proprement dite est un concept aux multiples facettes, constitué de plusieurs composantes qui peuvent être pertinentes en totalité ou en partie pour le programme particulier d'un pays. Nous offrons ci-après des exemples de quatre aspects sous lesquels l'inclusion financière peut être définie, classés par ordre de complexité croissante⁴ :

- 1. Accès :** Cet aspect concerne en premier lieu la capacité à utiliser les services et produits financiers disponibles, offerts par les institutions formelles. Pour pouvoir comprendre les niveaux d'accès, il peut donc être nécessaire de connaître et d'analyser les obstacles potentiels s'opposant à l'ouverture et à l'utilisation d'un compte bancaire, tels que les coûts occasionnés et la distance physique des points de prestation des services bancaires (agences, GAB, etc.). Un substitut élémentaire pour mesurer l'accès peut être dérivé du nombre total de comptes ouverts dans les institutions financières, en estimant la proportion de la population détenant un compte. En règle générale, des données sur l'accès peuvent être obtenues à travers les informations fournies par les institutions financières.
- 2. Qualité :** Comme mesure de la pertinence du service ou produit financier à répondre aux besoins liés au style de vie du consommateur, l'aspect de la qualité reflète l'expérience du consommateur telle que démontrée par ses attitudes et opinions à l'égard des produits actuellement disponibles pour lui. La mesure de la qualité servirait donc à apprécier la nature et la profondeur de la relation entre le fournisseur du service financier et le consommateur ainsi que les choix disponibles et le niveau de compréhension de ces choix et de leurs implications par le consommateur.
- 3. Utilisation :** Ne se limitant pas seulement à l'adoption basique des services financiers, cet aspect met davantage l'accent sur la permanence et l'intensité d'utilisation du service ou produit financier. Autrement dit, pour déterminer l'utilisation, il faut disposer de plus de détails sur la régularité, la fréquence et la durée de l'utilisation dans le temps. Cela implique

⁴ Document Politique de l'AFI | Mesurer l'inclusion financière pour les organismes régulateurs : Conception et réalisation d'enquêtes

aussi la nécessité de mesurer quelle combinaison de produits financiers est utilisée par un individu ou un ménage.

4. Bien-être : Le résultat le plus difficile à mesurer est l'impact d'un mécanisme ou produit financier sur la vie des consommateurs, y compris les changements induits dans la consommation, les activités économiques et le bien-être des populations concernées. Pour pouvoir distinguer le rôle des services financiers dans la vie des gens, sans le confondre avec le rôle d'un autre facteur concurrent, tel qu'une augmentation de revenu, il importe de concevoir la recherche en conséquence. Pour obtenir des informations sur la qualité, l'utilisation et le bien-être, il est crucial de connaître les points de vue des utilisateurs, c'est-à-dire d'avoir des données obtenues au moyen d'une enquête effectuée du côté de la demande.

Figure 1 : Angles sous lesquels l'inclusion financière peut être mesurée



Source : Document Politique de l'AFI | Mesurer l'inclusion financière pour les organismes régulateurs : Conception et réalisation d'enquêtes

Ainsi, la Vision de la finance inclusive stipule qu'en vue d'accroître significativement la portée des services financiers, [...] chaque pays en développement devrait avoir un ensemble d'institutions financières présentant les caractéristiques suivantes : Accès à un coût raisonnable pour tous les ménages et entreprises, à la gamme de services financiers pour lesquels ils sont éligibles, incluant : épargne, crédit, crédit-bail et affacturage, hypothèques, assurances, pensions, paiements, virements locaux et envois de fonds internationaux.

Par exemple, Selon la Charte du secteur financier en Afrique du Sud,

⇒ **Accès effectif signifie :**

- Se situer dans un rayon de 20 km par rapport au point de service le plus proche où il est possible d'obtenir des services financiers de premier ordre, incluant des GAB et d'autres points de constitution de dossier ... ; toutefois la SNIF 2015-2020 considère une distance dont le rayon est de 8km.

- Se situer dans un rayon de 20 km du dispositif le plus proche où il est possible d'effectuer une transaction électronique (autre qu'un GAB) ;
- Offrir une gamme suffisamment large de produits et services financiers de détail de premier ordre ciblés et appropriés pour des individus.

⇒ **Des produits et services de détail de premier ordre signifient :**

- Des produits et services [...] pour les transactions quotidiennes ;
- Des produits et services d'épargne : Des crédits-logement pour les catégories à faibles revenus (terme défini dans le document en question) ;
- Des produits et services d'assurance.

1.5. Structure du rapport

Outre l'introduction qui présente le contexte et les objectifs de l'enquête, ce rapport présente les principaux résultats de l'enquête structurés comme suit :

- Le chapitre 1 est lié à l'introduction ;
- Le chapitre 2 présente l'Enquête Nationale sur l'inclusion Financière au Burundi ;
- Le chapitre 3 présente les informations démographiques tirés du RGPHAE de 2024 ;
- Le chapitre 4 présente les résultats relatifs à l'offre de services financiers ;
- Le chapitre 5 présente les résultats relatifs à l'accès aux services financiers ;
- Le chapitre 6 présente les résultats relatifs à l'utilisation des services financiers ;
- Le chapitre 7 présente les résultats relatifs à la qualité des services financiers ;
- Le chapitre 8 présente les résultats relatifs aux entreprises, coopératives et associations ;
- Le chapitre 9 présente les résultats relatifs à la finance verte ;
- Le chapitre 10 présente les principales Conclusions et les recommandations qui en découlent.

2. ENQUETES NATIONALE SUR L'INCLUSION FINANCIERE AU BURUNDI

2.1. Présentation de l'enquête sur l'Inclusion Financière

L'ENIF appelé aussi enquête FinScope est un outil de recherche développé par FinMark Trust, une organisation de recherche et de conseil en inclusion financière, pour répondre au besoin d'informations crédibles sur le secteur financier. Il s'agit d'une étude représentative à l'échelle nationale qui vise à comprendre le comportement des consommateurs en matière de services financiers et leurs perceptions de l'inclusion financière.

Il fournit des informations pour guider les décideurs politiques et les régulateurs sur la façon d'aborder ou de répondre à certains des défis auxquels ils sont confrontés pour atteindre les objectifs d'inclusion financière et pour approfondir les connaissances sur le secteur financier. Il fournit également aux prestataires de services financiers des informations stratégiques cruciales concernant leurs marchés cibles et les services financiers dont ces marchés ont besoin - ce qui leur permet d'étendre leur portée et d'élargir la gamme des services qu'ils proposent.

Les enquêtes FinScope ont été menées dans 25 pays africains et dans 10 pays au-delà du continent africain. L'enquête FinScope fournit une vue d'ensemble et une compréhension de la manière dont les individus génèrent des revenus et comment ils gèrent leur vie financière. Elle identifie les facteurs qui déterminent le comportement financier et ceux qui empêchent les individus d'utiliser les produits et services financiers. La mise en œuvre régulière de l'enquête FinScope permet d'évaluer si, et comment, la situation d'un pays évolue.

2.2. L'ENIF de 2012

La première enquête Nationale sur l'Inclusion Financière au Burundi a été réalisée entre les mois de mars et mai 2012. Elle comportait trois composantes distinctes, à savoir :

- un sondage auprès d'un échantillon représentatif de 3 220 individus âgés de 18 ans et plus dans les 129 communes du pays;
- quinze groupes de discussion (focus groups) avec des utilisateurs potentiels de services financiers provenant de chacune des provinces du pays;
- une enquête auprès des trente-trois institutions financières agréées par la BRB.

L'enquête a permis de mesurer les quatre dimensions suivantes de l'inclusion financière dans le pays : l'offre de services financiers, l'accès aux services financiers, l'utilisation effective des services financiers et la qualité des services financiers offerts.

L'analyse révèle les principaux éléments suivants :

- L'offre est relativement diversifiée avec trente-trois (33) institutions en activité. Le secteur montre un certain dynamisme avec l'entrée de nouveaux opérateurs.
- L'offre est répartie dans 492 points de service, ce qui est un nombre relativement élevé, mais il y a une forte concentration de cette offre en Mairie de Bujumbura. Plusieurs provinces demeurent mal desservies.
- Les zones rurales possèdent 66 % des points de service des institutions financières alors que la proportion de la population vivant en milieu rural est de 90 %.
- Le taux de possession d'un compte varie énormément selon les catégories socioéconomiques. Les hommes sont deux fois plus nombreux que les femmes à posséder un compte. Les 18-29 ans sont deux fois moins nombreux que les plus de 30 ans. Le taux atteint 89,5 % chez les salariés de l'État, 52,1 % chez les salariés du secteur privé, 30,1 % chez les commerçants et 5,3 % chez les exploitants d'une parcelle agricole.
- Les femmes ne constituent que 28,3 % de la clientèle des IMF. Cette situation est en décalage avec celle observée dans la plupart des autres pays où les femmes sont majoritairement représentées dans le secteur de la microfinance.
- Les principaux obstacles à l'ouverture d'un compte sont le manque de revenu en argent, l'incapacité à épargner et la difficulté de réunir le montant minimum exigé.
- L'utilisation des services financiers est très peu profonde :
 - o 12,5 % utilisent un compte d'épargne ;
 - o 2,9 % ont un crédit ;

- la très grande majorité des déposants ne possèdent qu'un seul compte et la très grande majorité des emprunteurs ne détiennent qu'un seul crédit;
 - 4,7 % utilisent au moins deux produits ;
 - 85,7 % n'utilisent aucun produit.
- L'utilisation des services financiers est peu pérenne : - seulement 41 % de ceux possédant un compte dans une institution financière y sont depuis plus de cinq ans ; - les détenteurs de compte effectuent le plus souvent des dépôts et des retraits d'argent. Des transactions comme la demande d'un relevé, le paiement de factures, l'encaissement d'un chèque et l'ordre de paiement sont très peu utilisées.

2.3. Méthodologie et conception de l'ENIF 2024

Ce chapitre présente les principaux aspects méthodologiques de l'ENIF et expose le cadre d'analyse et d'évaluation utilisé pour mesurer l'accès, l'utilisation et la qualité des services financiers au Burundi.

La méthodologie a utilisé des méthodes mixtes, combinant des techniques quantitatives et qualitatives pour la collecte de données ainsi que l'utilisation de sources de données secondaires quantitatives et qualitatives. Il a couvert à la fois les zones rurales et urbaines afin de comprendre l'intensité de l'inclusion financière par provinces et par milieu de résidence.

À cette fin, quatre composantes de la collecte de données sur la demande et une composante sur l'offre des services financiers et non financiers ont été organisées en même temps :

- ✓ la collecte des données auprès des ménages, sur la base d'un entretien avec le chef de famille, son épouse et toute personne adulte vivant dans le ménage;
- ✓ la collecte des données auprès des entreprises, sur la base d'un entretien avec le gestionnaire de l'entreprise ;
- ✓ la collecte des données auprès de coopératives ou des associations, sur la base d'un entretien avec le président de l'association ou de ses adjoints ;
- ✓ l'organisation des groupes de discussion au niveau communautaire, afin de recueillir des informations quantitatives et qualitatives globales sur les perceptions de la communauté sur les questions d'inclusion financière ;
- ✓ la collecte des données auprès des institutions financières sur l'offre des services financiers et non financiers.

Les méthodologies décrites ci-dessous ont été utilisées par l'équipe d'enquête technique de l'INSBU en collaboration avec la BRB. Les paragraphes suivants se rapportent aux détails méthodologiques de l'ENIF.

2.3.1. Composantes et période de l'enquête

L'enquête nationale sur l'inclusion financière au Burundi a été organisée de tel point que la collecte des données se fasse en même temps pour toutes les cinq composantes citées ci-haut, bien qu'elle ne soit pas terminée au même moment. La collecte des données auprès des

ménages a ciblé la population âgée de 18 ans et plus et fut réalisée sur une période de trois semaines débutant le 14 novembre et se terminant le 04 décembre 2024. De même, la collecte des données auprès des entreprises et auprès de coopératives et/ou des associations ainsi que l'animation des groupes de discussion (focus groups) avec des utilisateurs potentiels de services financiers ont été organisées dans toutes les provinces du pays sur la même période. Cependant, la collecte des données auprès de l'ensemble des institutions financières en activité au Burundi a été menée du 14 novembre au 4 décembre 2024 pour la partie demande et du 14 novembre au 27 décembre 2024 pour la partie offre des services financiers. Les résultats présentés dans ce rapport sont basés sur toutes ces cinq sources d'information.

2.3.2. Méthodologie du sondage

Etant donné que l'objectif de l'enquête est d'établir l'état des lieux sur la demande et l'offre des services financiers et non financiers au Burundi en vue d'actualiser une Stratégie Nationale d'Inclusion Financière, une méthodologie adaptée selon que l'on soit sur le côté de l'offre ou de la demande a été développée.

Ainsi, l'enquête a concerné, d'une part, toutes les institutions financières du Burundi qui offrent à la population des produits et services dont le dépôt, le crédit, le paiement et le transfert d'argent ; et, d'autre part, un échantillon représentatif des bénéficiaires de ces services.

A. Enquête qualitative

Pour ce qui est de la recherche des données qualitatives (discussions de focus groups et entretiens), un guide d'entretien élaboré concerne :

- (i) pour l'offre des services financiers et non financiers : les établissements de crédits, les IMF, les établissements de paiement ; les assurances et courtiers en assurances ; les organismes de prévoyances sociales (OPS) et mutualités ; les agents commerciaux en opérations de banque et les agents de mobile money actifs ;
- (ii) pour la demande des services financiers et non financiers : les clients individuels, les clients en groupement/association/clients entreprises PME-IF-Autres types de sociétés entre autres les groupements des vendeurs dans les marchés officiels (CFCIB).

B. Enquête quantitative

2.3.2.1. Offre des services financiers

Pour ce qui est de la collecte des données quantitatives, un questionnaire spécifique de chaque IF a été élaboré selon les informations recherchées. Les institutions et groupes concernés par l'enquête du côté de l'offre sont :

- la Régie Nationale des Postes (RNP) ;
- les établissements de crédits ;
- les établissements de paiement ;
- les institutions de microfinance agréées/enregistrées au 31 décembre 2023 ;
- les assurances ;

- les courtiers en assurance ;
- les organismes de prévoyances sociales (OPS) ;
- les mutualités ;
- les agents commerciaux en opérations de banque ;
- les agents de mobile money actifs ;
- les VSLA, AVEC. SILC, VICOBA.

Les sièges et les agences aux niveaux des provinces de chacune des institutions ci-haut citées ont été visités pour recueillir des données quantitatives.

2.3.2.2. Demande des services financiers

Du côté de la demande, les institutions et groupes concernés sont :

- les groupements ;
- les associations ;
- les clients des entreprises ;
- les ménages.

Etant donné que les institutions et groupes concernés par la demande sont nombreux, on a fait recours aux techniques d'échantillonnage pour avoir un échantillon représentatif de chaque catégorie

En effet, avant la mise en application de la nouvelle loi organique N°1/05 du 16 mars 2023 portant détermination et délimitation des provinces, des communes, des zones, des collines et/ou quartiers de la république du Burundi, le pays est subdivisé en 17 provinces rurales et la Mairie de Bujumbura que nous désignerons dans la suite par « Domaines d'études ». Pour la détermination de l'utilisation des services financiers, des échantillons des entreprises, des ménages / population et des assurances ont été tirés selon les besoins. Pour ces raisons, un sondage permettant d'obtenir un échantillon représentatif au niveau provincial a été fait.

a. Plan de sondage et échantillon des ménages

L'échantillon de **l'enquête ménages** a été établi sur base d'un sondage à deux degrés. Les unités primaires (UP) sont les zones de dénombrements (ZD), tandis que les unités secondaires (U.S) sont les ménages. Au premier degré, la base de sondage était constituée par la liste des ZD. Au second degré, la base de sondage était constituée de la liste de tous les ménages de la ZD tirée au 1^{er} degré. Cette liste a été constituée sur base d'un dénombrement exhaustif de la ZD tirée, avec le concours des autorités locales des entités administratives concernées.

La présente enquête s'est proposée de subdiviser le pays en domaines d'étude correspondant aux provinces et la Mairie de Bujumbura ; soit alors 18 zones d'étude au total. La taille de l'échantillon est calculée et répartie pour chaque domaine d'étude.

Les ménages sont tirés avec probabilités égales et par un tirage systématique. Le nombre « **a** » de ménages par UP sélectionnée a été fixé à l'avance à 20 UP. Ce nombre est relativement suffisant pour permettre de contrôler la variabilité entre les UP et la dispersion de l'échantillon sur le territoire provincial et par conséquent national. De plus, la taille de l'échantillon tient compte également aux moyens humains et financiers mobilisables pour éviter des coûts exorbitants liés notamment au transport et à la durée de la collecte.

- **Base de sondage**

Le troisième Recensement de la Population et de l'Habitat du 16 au 31 Août 2008 (RGPH 2008) est le dernier recensement que le Burundi a réalisé et, une base de sondage a été constituée pour servir dans les enquêtes futures. Toutes les ZD du pays ont été cartographiées de façon que cette base soit constituée de la liste des ZD, des provinces, des communes et des collines.

- **Mise en œuvre du sondage**

Dans les fichiers de la base de sondage, les ZD sont classées par collines, les collines par communes et les communes par provinces. Il a fallu d'abord ordonner les subdivisions administratives dans un ordre alphabétique. Ces fichiers ont permis de constituer des bases de sondage ordonné pour tirer l'échantillon d'UP. L'échantillon de ménages a été tiré après avoir effectué un dénombrement des US tirée avec l'appui des autorités administratives à la base (« les Nyumbakumi », les chefs de colline et de sous colline).

- **Détermination de la taille de l'échantillon du domaine d'étude**

En tenant compte des indicateurs que nous recherchons à travers cette enquête, et en utilisant la formule de calcul de la taille de l'échantillon dans la population cible et pour une marge d'erreur (e), on obtient au niveau de chaque domaine d'étude h un échantillon donné par l'expression suivante :

$$n_h = \frac{4 * r_h (1 - r_h) * deff * 1.05}{(e r_h)^2 p_h m_h}$$

Avec :

n_h : la taille de l'échantillon dans la province h ;

r_h : la prévalence estimée de l'indicateur (c'est-à-dire le taux d'inclusion financière avec l'hypothèse que ce taux a été multiplié par 4 par rapport à 2012 de la dernière enquête) ;

e : la marge d'erreur ;

deff : l'effet de sondage qui est **2** pour l'hypothèse faible ;

P_h : proportion de la population cible dans la population totale ;

m_h : taille moyenne du ménage ;

Un taux de non-réponse de 5% a été appliqué pour garantir au maximum la représentativité.

Le principe est tel que l'on détermine la taille de l'échantillon dans la population cible pour chaque indicateur et on détermine le nombre de ménages contenant cet échantillon. En

comparant les différents nombres obtenus, l'on retient le nombre moyen comme taille de l'échantillon pour toutes les provinces pour avoir un même cahier de charge des enquêteurs ménage pour des raisons pratiques.

Tableau 1 : Taille de l'échantillon par province

Domaine d'étude	D	Taille moyenne du ménage (mh)	% des 18 ans et plus dans la population totale (ph)	Prévalence estimée (rh)	Marge d'erreur (e)	Taille de l'échantillon (nh)	Taille de l'échantillon ajusté
Bubanza	2	5,5	0,55	0,5	0,05	351,24	351
Bujumbura Rural	2	5,7	0,54	0,5	0,05	338,93	339
Bururi	2	4,9	0,54	0,5	0,05	401,11	401
Cankuzo	2	4,2	0,52	0,5	0,05	478,28	478
Cibitoke	2	5,1	0,51	0,5	0,05	405,35	405
Gitega	2	4,8	0,57	0,5	0,05	385,95	386
Karusi	2	5,1	0,51	0,5	0,05	401,93	402
Kayanza	2	4,9	0,54	0,5	0,05	401,58	402
Kirundo	2	4,5	0,52	0,5	0,05	449,18	449
Makamba	2	5,3	0,51	0,5	0,05	389,79	390
Muramvya	2	5,1	0,55	0,5	0,05	373,97	374
Muyinga	2	4,5	0,52	0,5	0,05	455,65	456
Mwaro	2	4,9	0,56	0,5	0,05	378,81	379
Ngozi	2	4,6	0,53	0,5	0,05	427,18	427
Rutana	2	5,2	0,51	0,5	0,05	394,00	394
Rumonge	2	5,2	0,53	0,5	0,05	381,75	382
Ruyigi	2	5,2	0,51	0,5	0,05	393,84	394
Buja Mairie	2	4,9	0,63	0,5	0,05	338,10	338
Total						7 146,64	7 147

Ainsi la taille moyenne des ménages / personnes à enquêter est donnée par l'expression suivante :

$$\underline{n}_h = \frac{\sum_{h=1}^H n_h}{H} , \text{ ce qui donne } \frac{7147}{18} = 397,06 \cong 400 \text{ personnes par provinces qui}$$

correspondent à 400 ménages par provinces à raison d'une personne adulte par ménage. Toutefois la province de Bujumbura mairie est subdivisée en deux et compte pour elle seule le double des effectifs des autres provinces. Ceci est motivée par sa différence par rapport aux autres provinces du point de vue activité économique.

▪ **Détermination de la taille de l'échantillon au niveau national**

Comme on vient de déterminer les différentes tailles de l'échantillon au niveau de chaque domaine d'étude, la taille au niveau national est la sommation des différentes tailles, soit **6800** ménages au niveau des provinces rurales et **800** ménages en Mairie Bujumbura comme expliqué ci-haut. Ceci qui a donné un total de **7600 ménages** au niveau national. Ainsi, avec un échantillon de 20 ménages/individus adultes par ZD, on a tiré **380** ZD à répartir

proportionnellement entre des provinces, ensuite la localisation de la ZD dans la commune est connu selon la base cartographique des données du RGPH 2008.

NB : Pour des raisons de conformité à la nouvelle loi organique N°1/05 du 16 mars 2023 portant détermination et délimitation des provinces, des communes, des zones, des collines et/ou quartiers de la république du Burundi, qui instaure 5 provinces au lieu de 18, on a procédé aux regroupements des anciennes provinces pour constituer les 5 nouvelles provinces. Ainsi, 5 régions ont été créées à savoir (i) Buhumuza constituée par Cankuzo, Ruyigi et Muyinga ; (ii) Bujumbura constitué par Bubanza, Bujumbura Rural, Cibitoke et la Mairie de Bujumbura ; (iii) Burunga constitué par Bururi Rumonge, Rutana et Makamba ; (iv) Butanyerera constitué par Kayanza, Ngozi et Kirundo et enfin (v) Gitega contitué par Gitega, Karusi, Muramvya et Mwaro.

- **Tirage de l'échantillon.**

- **Tirage des U.P.**

Après la constitution de la base de sondage et le calcul des cumuls du nombre de ménages, l'on a procédé à la répartition proportionnelle de l'échantillon par domaine d'étude pour déterminer le nombre d'UP à tirer dans chaque domaine d'étude « i ». Pour le milieu i du domaine d'étude h, ce nombre est égale à S_{hi} . Il faut avoir un nombre entier par domaine d'étude. Il a été alors nécessaire d'arrondir le nombre S_{hi} à l'unité près.

Soit S_{hi} , le nombre d'U.P. à tirer dans le milieu i de la strate h. On a procédé alors par tirage systématique, c'est-à-dire qu'on détermine un pas de tirage $k_{hi} = \frac{N_{hi}}{S_{hi}}$ ensuite on détermine un nombre aléatoirement compris entre 1 et k_{hi} , qui détermine la 1ère UP. Les autres s'obtiennent par addition successive du pas k_{hi} .

Avec cette méthode de tirage, il est possible qu'une UP sorte plus d'une fois. Le tirage étant fait avec remise, cette UP est prise autant de fois qu'elle est sortie. Elle constitue alors une U.P. multiple (double, triple, ...). Pour une U.P. sortie une fois, on a tiré **(*a)** US.

- **Tirage des U.S.**

Une fois le tirage au premier degré terminé, une liste des U.P. est établie avec leurs localisations (province, commune, colline ou zone et quartier). La constitution de la base de sondage au second degré s'est faite par dénombrement exhaustif des ménages se trouvant dans l'UP tirée. Une fois la liste numérotée dressée, on a déterminé le pas de tirage

$$p_j = \frac{1}{P_{2hij}} = \frac{m_{hij}}{a}$$

Le tirage des ménages s'est effectué sans remise et avec probabilité égale (une US ne peut être tirée qu'une et une seule fois). On a déterminé, pour chaque UPj échantillon, un nombre aléatoire compris entre 1 et p_j qui détermine le 1^{er} ménage dont le numéro sur la liste correspond à ce nombre tiré dans la table aléatoire et les autres ménages s'obtiennent par addition successive du pas p_j jusqu'à **a** ménages.

b. Echantillon des entreprises

La répartition des entreprises du Burundi selon leur taille (micro, les petite, Moyenne et Grande) montre que la plupart de celles-ci est concentrée à Bujumbura (cfr le *Répertoire des entreprises, Edition 2019, INSBU*).

Tableau 2: Répartition des entreprises par province selon leur taille

Province	Grande	Micro	Moyenne	Petite	Total
BUBANZA	2	104	3	13	122
BUJUMBURA	5	32	3	8	48
BUJUMBURA MAIRIE	458	6 417	835	1 230	8 940
Bururi		17	1	4	22
Cankuzo		13	1	2	16
CIBITOKÉ	1	40		12	53
Gitega	8	173	29	74	284
Karusi		55	4	4	63
KAYANZA	4	108	2	16	130
KIRUNDO	1	47	3	12	63
MAKAMBA	1	45	6	11	63
MURAMVYA	1	36		8	45
Muyinga	3	120	6	25	154
Mwaro	1	32	1	8	42
NGOZI	12	146	37	90	285
RUMONGE	3	66	2	13	84
Rutana	2	65	2	10	79
Ruyigi		6		1	7
Total	502	7 522	935	1 541	10 500

Sur tout le territoire national, il a été préconisé que les enquêteurs/enquêtrices visitent 15-20% des petites et moyennes entreprises (PME) tirées selon la taille et la branche d'activité. Ainsi un échantillon constitué d'un affectif total de 400 entreprises a été déterminé.

c. Echantillon des agents mobiles actifs et les autres unités informelles (VCLA, AVEC, SILC, VICOBA)

Concernant ce groupe cible, la collecte a été faite au niveau des centres urbains des communes faisant partie de l'échantillon. Toutes les catégories des agents mobiles actifs (les super agents et agents de LUMICASH, ECOCASH, B-ENOTI, AKARAVYO, PESA FLASH, etc.) sont incluses dans l'échantillon. Les méthodes non probabilistes telles que « la méthode des quotas, l'étoile d'araignée » sont utilisées pour identifier les unités informelles à enquêter. Les chefs d'équipe ont veillé à la bonne identification de ces agents et unités informelles avec l'appui des autorités locales.

Les questionnaires

Concernant les questionnaires (outils de collecte de l'information), nous nous sommes référées aux indicateurs renseignés et sollicités par la BRB afin de construire, en différents modules, un questionnaire (questionnaires quantitatifs) répondant aux besoins des utilisateurs. De plus, des guides d'entretien (des Focus group) ont été élaborés pour les données qualitatives fournissant ainsi les informations nécessaires pour justifier certaines réalités.

Ces questionnaires sont ensuite traduits puisque l'interview est conduite en langue nationale (le Kirundi). Ils sont accompagnés de leurs manuels d'utilisation pour l'enquêteur/enquêtrice et le contrôleur contenant la définition des concepts utilisés afin d'harmoniser la compréhension des questionnaires par toutes les personnes impliquées dans l'enquête.

2.3.2.3. Méthodologie des groupes de discussion

Pour des raisons pratiques, deux focus group ont animés par province : un en milieu urbain et un autre en milieu rural en fonction de la disponibilité des participants. Le nombre de participants dans chaque focus groupe était d'au plus de 10 personnes venant des différentes catégories socio-économiques et professionnelles.

En tout, il a été organisé 36 groupes de discussion afin de pouvoir compléter et nuancer les éléments d'informations recueillis dans le sondage. Le nombre de participants dans chaque groupe de discussion a été fixé à 10. Les participants sont choisis parmi les représentants de la communauté locale œuvrant dans différents secteurs dans les différentes provinces. Ceci a permis d'avoir des participants qui vivent à proximité des institutions financières formelles et qui ont pu en principe donner des avis éclairés sur l'accessibilité et la qualité des services.

Le guide de discussion a été développé de façon à couvrir les aspects plus qualitatifs de l'enquête, qui concernent : (a) la satisfaction des usagers par rapport à la qualité des produits et des services offerts sur le marché ; et (b) les motifs des non-usages. Le guide a été structuré de manière à aborder de manière successive le cas des banques, des IMF, de la Poste, des systèmes de transfert de fonds et des systèmes informels d'épargne et de crédit. La durée du groupe de discussion ne devrait pas dépasser trois heures, ceci afin de maintenir l'attention et l'intérêt des participants.

Les groupes de discussion ont été facilités par les superviseurs assistés par un contrôleur de la province, qui maîtrisent bien le kirundi. L'un a agi comme modérateur et l'autre comme rapporteur. Le modérateur avait pour mission de guider la discussion dans le groupe en veillant à ne pas prendre position. Son rôle consistait à installer un climat de confiance, poser les questions, organiser la prise de parole, relancer la discussion et à s'assurer du respect des thématiques et des questions préalablement identifiées. Le rapporteur n'intervenait pas dans l'animation. Il avait en charge la prise des notes intégrale des réponses des participants.

Les rapports des discussions avec les participants sont résumés par écrit par le rapporteur, et affichés à la portée de tout le monde, et si possible le jour même, et enfin les facilitateurs ont rempli une grille synthèse résumant les principaux points des discussions.

2.3.2.4. Méthodologie de l'enquête sur l'offre

Pour ce qui est de la collecte des données quantitatives sur l'offre, un questionnaire spécifique de chaque IF a été élaboré selon les informations recherchées.

Les institutions et groupes concernés par l'enquête du côté de l'offre sont :

- la Régie Nationale des Postes (RNP) ;
- les établissements de crédits ;
- les établissements de paiement ;
- les institutions de microfinance agréées/enregistrées au 31 décembre 2023 ;
- les assurances ;
- les courtiers en assurance ;
- les organismes de prévoyances sociales (OPS) ;
- les mutualités ;
- les agents commerciaux en opérations de banque ;
- les agents de mobile money actifs ;
- les VSLA, SILC, VICOBA.

Les sièges et les agences aux niveaux des provinces de chacune des institutions ci-haut citées ont été visités pour recueillir des données quantitatives.

2.3.2.5. Taux de Couverture

Excellente couverture au niveau de l'enquête ménage. Tous les ménages ciblés ont été enquêtés. Cela traduit une très bonne organisation et coopération à ce niveau.

Pour l'enquête auprès des entreprises, le taux de couverture est satisfaisant, mais inférieur à l'objectif total. Cela peut indiquer des difficultés d'accès ou un manque de disponibilité de certaines entreprises.

Un très bon taux de réponse pour les Établissements de Crédits (EC). Les EC sont généralement bien structurés et disponibles pour répondre à ce type d'enquête ; ce qui montre un fort engagement des IFs dans le processus.

Les Etablissements de Paiements (EP) ont un taux relativement faible. Cela peut être dû à un effectif réduit, ou deux EP ont fermé leurs portes avant la collecte des données. Des efforts supplémentaires seraient nécessaires pour améliorer la couverture de ce segment.

Toutes les discussions de groupe prévues ont été réalisées, ce qui renforce la qualité qualitative des données collectées.

De façon générale,

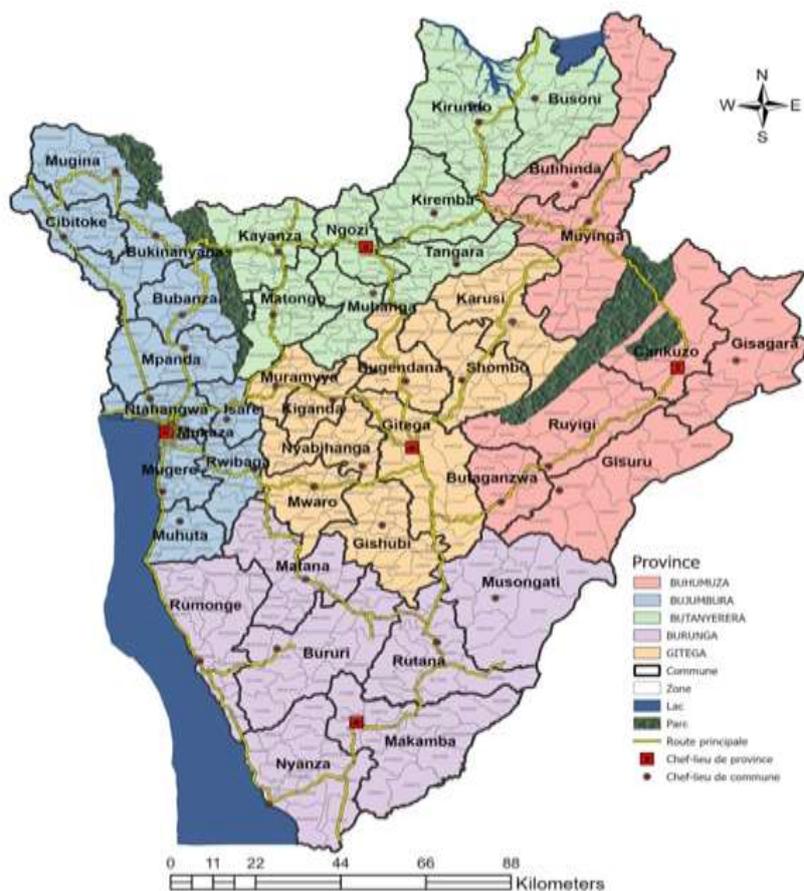
- Le taux de réponse global est très élevé, ce qui est un indicateur positif de la qualité de la collecte.
- Seuls les Entreprises et surtout les Établissements de Paiements présentent des marges d'amélioration.
- Pour les futures collectes, il serait utile de renforcer la mobilisation et le suivi auprès des catégories à faible taux de réponse (EP et, dans une moindre mesure, les Entreprises).

Tableau 3: Taux de Couverture de l'enquête

Champ de collecte	Prévus	Enquêtés	Taux de réponse
Ménages	7 600	7 600	100,00
Entreprises	400	327	81,75
Etablissements de Crédits (EC)	15	14	93,33
Institutions de Microfinances (IMFs)	82	78	95,12
Etablissements de Paiements (EP)	5	3	60,00
Discussions de groupe	32	32	100,00

3. INFORMATIONS DEMOGRAPHIQUES

Figure 2: Carte administrative du Burundi sous le nouveau redécoupage administratif



Source : BCR, 2024

Selon le nouveau découpage administratif, le Burundi est subdivisé en 5 provinces, subdivisées à leur tour en 42 communes. Selon les résultats du Recensement Général de la Population, de l'Habitat de l'Agriculture et de l'Élevage, la population burundaise adulte est 5 858 803 de personnes, composées de 45,37% d'hommes et 54,63% de femmes.

Environ 15,59 % de cette population réside dans la Province de BUHUMUZA, 28,97% dans la Province de Bujumbura, 16,74% dans la Province de BURUNGA, 20,48% dans la Province de BUTANYERERERA et 18,22 dans la Province de GITEGA.

Pour les détails de la population au niveau des communes, il faut consulter le tableau ci-dessous qui est lié à la « **Répartition de la population des ménages ordinaires de 18 ans ou plus par province et commune selon le sexe et milieu de résidence** ».

Tableau 4: Répartition de la population des ménages ordinaires de 18 ans ou plus par province et commune selon le sexe et milieu de résidence

	Urbain			Rural			Ensemble		
	Sexe		Total	Sexe		Total	Sexe		Total
	Masculin	Féminin		Masculin	Féminin		Masculin	Féminin	
BURUNDI	779 086	789 489	1 568 575	1 879 257	2 410 971	4 290 228	2 658 343	3 200 460	5 858 803
BUHUMUZA	48 752	55 495	104 247	367 438	441 887	809 325	416 190	497 382	913 572
BUTAGANZWA	854	1 166	2 020	21 188	25 394	46 582	22 042	26 560	48 602
BUTIHINDA	9 290	10 768	20 058	77 963	97 435	175 398	87 253	108 203	195 456
CANKUZO	4 048	4 475	8 523	30 395	34 510	64 905	34 443	38 985	73 428
GISAGARA	2 087	2 431	4 518	57 516	67 217	124 733	59 603	69 648	129 251
GISURU	5 961	6 492	12 453	62 291	73 378	135 669	68 252	79 870	148 122
MUYINGA	19 838	22 471	42 309	78 099	97 465	175 564	97 937	119 936	217 873
RUYIGI	6 674	7 692	14 366	39 986	46 488	86 474	46 660	54 180	100 840
BUJUMBURA	501 345	468 485	969 830	331 866	395 646	727 512	833 211	864 131	1 697 342
BUBANZA	13 522	15 882	29 404	36 585	43 439	80 024	50 107	59 321	109 428
BUKINANYANA	13 742	16 474	30 216	41 488	48 387	89 875	55 230	64 861	120 091
CIBITOKÉ	32 354	36 053	68 407	23 266	26 228	49 494	55 620	62 281	117 901
ISARE	1 256	1 642	2 898	30 291	38 408	68 699	31 547	40 050	71 597
MPANDA	34 493	33 837	68 330	45 178	51 266	96 444	79 671	85 103	164 774
MUGERE	94 558	93 277	187 835	40 345	52 782	93 127	134 903	146 059	280 962
MUGINA	8 438	9 726	18 164	38 950	44 716	83 666	47 388	54 442	101 830
MUHUTA	5 792	6 900	12 692	18 610	24 015	42 625	24 402	30 915	55 317
MUKAZA	52 648	33 412	86 060	9 999	9 705	19 704	62 647	43 117	105 764
NTAHANGWA	243 316	219 978	463 294	23 844	26 251	50 095	267 160	246 229	513 389
RWIBAGA	1 226	1 304	2 530	23 310	30 449	53 759	24 536	31 753	56 289
BURUNGA	93 122	103 720	196 842	351 909	431 808	783 717	445 031	535 528	980 559
BURURI	2 788	2 972	5 760	36 483	48 465	84 948	39 271	51 437	90 708
MAKAMBA	15 065	18 655	33 720	59 691	74 378	134 069	74 756	93 033	167 789
MATANA	3 507	3 163	6 670	40 711	50 483	91 194	44 218	53 646	97 864
MUSONGATI	7 450	8 058	15 508	61 288	73 821	135 109	68 738	81 879	150 617

	Urbain			Rural			Ensemble		
	Sexe		Total	Sexe		Total	Sexe		Total
	Masculin	Féminin		Masculin	Féminin		Masculin	Féminin	
NYANZA	25 064	28 118	53 182	54 489	63 569	118 058	79 553	91 687	171 240
RUMONGE	29 212	32 452	61 664	61 723	75 909	137 632	90 935	108 361	199 296
RUTANA	10 036	10 302	20 338	37 524	45 183	82 707	47 560	55 485	103 045
BUTANYERERA	64 967	75 120	140 087	457 354	602 404	1 059 758	522 321	677 524	1 199 845
BUSONI	4 868	5 858	10 726	66 340	82 827	149 167	71 208	88 685	159 893
KAYANZA	12 158	14 360	26 518	59 457	75 148	134 605	71 615	89 508	161 123
KIREMBA	3 508	4 194	7 702	55 387	72 397	127 784	58 895	76 591	135 486
KIRUNDO	8 660	9 807	18 467	88 440	111 423	199 863	97 100	121 230	218 330
MATONGO	1 554	2 051	3 605	52 346	73 748	126 094	53 900	75 799	129 699
MUHANGA	3 464	4 714	8 178	41 407	62 331	103 738	44 871	67 045	111 916
NGOZI	28 733	31 505	60 238	45 142	56 114	101 256	73 875	87 619	161 494
TANGARA	2 022	2 631	4 653	48 835	68 416	117 251	50 857	71 047	121 904
GITEGA	70 900	86 669	157 569	370 690	539 226	909 916	441 590	625 895	1 067 485
BUGENDANA	2 039	3 022	5 061	42 142	62 622	104 764	44 181	65 644	109 825
GISHUBI	1 149	1 734	2 883	36 225	71 594	107 819	37 374	73 328	110 702
GITEGA	48 676	58 951	107 627	57 044	83 757	140 801	105 720	142 708	248 428
KARUSI	5 115	6 250	11 365	69 179	89 430	158 609	74 294	95 680	169 974
KIGANDA	1 939	2 412	4 351	27 668	39 478	67 146	29 607	41 890	71 497
MURAMVYA	6 605	7 927	14 532	27 582	38 883	66 465	34 187	46 810	80 997
MWARO	2 711	2 961	5 672	29 116	39 245	68 361	31 827	42 206	74 033
NYABIHANGA	1 272	1 557	2 829	32 586	49 434	82 020	33 858	50 991	84 849
SHOMBO	1 394	1 855	3 249	49 148	64 783	113 931	50 542	66 638	117 180

Source : RGPHAE 2024 : Résultats provisoires

4. L'OFFRE DE SERVICES FINANCIERS

Au 31 octobre 2024, l'offre des services financiers formels au Burundi est assuré par 102 institutions financières dûment agréées par la Banque de la république du Burundi (BRB) contre 33 en 2012. Parmi ces institutions figurent 14 banques commerciales, 1 établissement financier, 82 institutions de microfinance (dont 34 de première catégorie, 47 de deuxième catégorie et la Régie Nationale des Postes) et 5 Etablissements de Paiements (EP).

Il est à noter que parmi ces 102 institutions financières œuvrant sur le territoire national, 95 seulement ont pu répondre à l'enquête. Parmi les 7 institutions financières restantes, 2 sont des établissements de paiement qui sont en cessation d'activité et les 5 autres ont refusé de répondre aux questionnaires qui leur ont été administrés.

4.1. Nombre des points de services

Au Burundi, les institutions financières exploitent 133 692 points de services au 31 octobre 2024 contre 166 198 en 2022. Les EP étant les principaux pourvoyeurs des points de services financiers avec 68,0% de ces derniers. Les EC viennent en deuxième position avec 27,5% et les IMF possèdent 4,5% de points de services.

Signalons que pour des raisons de confidentialité des données, la catégorisation des institutions financières été faite en trois groupes suivants :

- ✓ Les Banques et les Etablissements Financiers (BEF) qui sont constitués par les banques commerciales et les établissements financiers ;
- ✓ Les Institutions de Microfinances (IMFs) constituées par les Microfinances, les coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC) et la Régie Nationale des Postes (RNP);
- ✓ Les Etablissements de Paiement qui offrent des services financiers électroniques.

Tableau 5: Effectif des institutions financières et des points de service par catégorie des Ifs de 2016 à 2024

Catégorie	Nombre d'institutions financières					Nombre de points de service					Part en % des points de services en 2024
	2019	2020	2021	2022	2024	2019	2020	2021	2022	2024	
EC	12	12	14	15	14	2 032	3 069	10 575	21 180	36 738	27,50
IMF	37	39	38	43	78	506	530	561	601	6 036	4,50
EP	2	3	2	2	3	44 037	96 163	141 796	144 417	90 918	68,00
Total	51	54	54	60	95	46 575	99 762	152 932	166 198	133 692	100,00

La distribution par catégorie d'institution financière des points de service montre qu'au 31 octobre 2024, tous les GAB (Guichet Automatiques Bancaires) appartiennent aux EC seulement. De plus, sur un effectif total de 132 669 de points de services, 90 886, soit (68,51%.) sont agents commerciaux qui appartiennent aux EPs.

Tableau 6: Distribution des points de service par nature selon les catégories des institutions financières au 31 octobre 2024

Catégorie	Siège	Agence	Guichet	GAB	Agents Commerciaux	Total
EC	14	150	73	156	36 345	36 738
IMF	78	182	338	0	5 438	6 036
EP	3	29	0	0	90 886	90 918
Total	95	361	411	156	132 669	133 692

4.2. Localisation géographique et la démographie des points de services

Le tableau ci-dessous montre que les points de services des institutions financières sont concentrés dans la province de BUJUMBURA avec 40,26% suivie par les provinces de GITEGA et BURUNGA avec 18,00% et 16,93% respectivement. La province de BUTANYERERA occupe la quatrième position avec 14,50% et en fin vient celle de BUHUMUZA avec 10,32% du total des points de services financiers.

Tableau 7: Distribution des points de service par province au 31 octobre 2024

Provinces	Siège	Agence	Guichet	GAB	Agents Commerciaux	Total	% en 2024
BUJUMBURA	64	133	182	110	53 332	53 821	40,26
BURUNGA	11	59	64	15	22 488	22 637	16,93
BUTANYERERA	5	76	59	14	19 225	19 379	14,50
BUHUMUZA	3	43	42	6	13 697	13 791	10,32
GITEGA	12	50	64	11	23 927	24 064	18,00
Total	95	361	411	156	132 669	133 692	100,00

En ce qui concerne la démographie des institutions financières, l'on observe une progression remarquable dans la création des IMFs au cours des quatre dernières années. En effet, durant cette période il y a eu création de 49 institutions financières dont 45 IMF, 2 EC et 2 EP ce qui est la première fois dans l'histoire de ce secteur. L'autre constat est que les EP ont commencé à opérer au Burundi au cours de la période de 2016 à 2020.

Tableau 8: Nombre des Ifs par date de début effectif des opérations selon les catégories

Date de début des opérations	EC	IMF	EP	TOTAL
Avant 2000	6	1	0	7
2000-2005	2	0	0	2
2006-2010	1	14	0	15
2011-2015	2	9	0	11
2016-2020	2	13	3	18
2021-2024	2	45	2	49
Total	15	82	5	102

4.3. Offre des produits d'épargne

Les résultats de l'enquête auprès des institutions financières montrent que les principaux produits d'épargne offerts par ces institutions sont les comptes courants et les comptes de dépôts. De plus, la majorité de ces institutions offrent ces services aux clients individuels et aux clients membres des associations. Il en ressort que :

- Pour les comptes courants, sur un effectif de 95 institutions financières, 89 d'entre elles (dont 13 EC, 75 IMF et 1 EP) ont ouvert des comptes aux clients individuels et 67 institutions financières (dont 8 EC et 59 IMF) ont ouvert des comptes pour les clients membres d'associations. Les autres types de clients (ménages, administrations centrales et locales) ont des comptes courants dans une trentaine d'institutions financières.
- Pour les comptes de dépôts ou d'épargne, on observe le même scénario que pour le cas précédent. En effet, 91 (dont 14 EC, 76 IMF et 1 EP) sur 95 institutions financières ont ouvert des comptes de dépôts aux clients individuels. Pour les clients membres d'associations, les comptes ouverts se trouvent dans 57 institutions avec 7 EC et 50 IMF. Concernant les comptes de dépôt des clients ménages, des petites et moyennes entreprises (PME), des institutions financières, des autres entreprises non financières, de l'administration centrale (centre de santé, écoles, hôpitaux, ministères, les projets, les provinces) et de l'administration locale (les communes), ils se trouvent dans moins de 40 institutions financières.

Tableau 9: Effectif des institutions financières offrant des produits d'épargne

PRODUIT D'ÉPARGNE	Type de clients	EC	IMF	EP	TOTAL
COMPTES COURANTS	Aux Clients individuels	13	75	1	89
	Aux Clients membres d'association	8	59	0	67
	Aux Clients ménages	10	20	0	30
	Des administrations centrales (centre de santé, écoles, hôpitaux, ministères, les projets, les provinces)	7	31	0	38
	Des administrations locales (les communes)	7	22	0	29
COMPTE DE DEPOT	Des Clients individuels	14	76	1	91
	Des Clients membres d'association	7	50	0	57
	Des Clients ménages	8	11	0	19
	Des petites et moyennes entreprises (PME)	8	23	0	31
	Des institutions financières	8	14	0	22
	Des entreprises non financières	5	22	0	27
	Des administrations centrales (centre de santé, écoles, hôpitaux, ministères, les projets, les provinces)	8	30	0	38
	Des administrations locales (les communes)	7	23	0	30

4.4. Offre des produits de crédit

L'enquête auprès des institutions financières a également permis de déceler les différentes sortes de crédits qui sont offerts par ces institutions au 31 octobre 2024. Les résultats de l'enquête montrent que les crédits sont octroyés aux clients individuels, aux clients membres de ménages et aux clients membres des associations.

Concernant les secteurs qui attirent les institutions financières, l'on constate que la majeure partie de ces institutions octroient des crédits individuels qui sont orientés dans le secteur des services (8 EC et 41 IMF), le secteur agro-pastoral (6 EC et 41 IMF), et dans la consommation (10 EC et 36 IMF). Les autres secteurs dans lesquels sont orientés les crédits individuels sont le secteur de l'habitat (immobilier) avec 9 EC et 22 IMF, celui de crédit à l'industrie avec 3 EC et 17 IMF et celui du commerce avec 1 EC et 10 IMF.

Les institutions financières octroient aussi des crédits aux clients membres d'association. Ces crédits sont principalement des crédits agro-pastoraux (3 EC et 29 IMF), des crédits au secteur des services (4 BEC et 17 IMF) et des crédits de consommation (3 EC et 11 IMF).

Il est à constater qu'au Burundi, un nombre très limité d'institutions financières orientent des crédits dans des secteurs de la finance verte que ce soit du côté individuel ou du côté associatif. En effet, les crédits orientés dans les secteurs de la diversification de la chaîne de valeur (des intrants), les projets d'efficacité énergétique, les projets d'énergie renouvelable (Achats et installation des panneaux solaires) ainsi que les projets de réduction de la consommation d'énergie sont les parmi les déterminants du niveau de développement de la finance verte et les résultats de l'enquête révèlent que peu d'institutions financières y orientent des crédits.

Tableau 10: Effectif des institutions financières offrant des produits de crédit par secteur d'activité et par type de clients

	SECTEUR DE CREDIT	EC	IMF	Total
Clients	Autres et non classifiés (à préciser)	4	13	17
individuels	Crédit à l'habitat / immobilier	9	22	31
	Crédit à l'industrie	3	17	20
	Crédit agro-pastoral	6	41	47
	Crédit au secteur des services	8	41	49
	Crédit commercial	1	10	11
	Crédit personnel / consommation	10	36	46
	Crédits accordés pour la diversification de la chaîne de valeur/des intrants	1	6	7
	Crédits accordés pour l'approvisionnement			
	Crédits orientés dans des projets d'efficacité énergétique	1	1	2

	SECTEUR DE CREDIT	EC	IMF	Total
	Crédits orientés dans des projets d'énergie renouvelable Achats et installation des panneaux solaires	0	1	1
	Crédits orientés dans des projets de réduction de la consommation d'énergie	1	1	2
Clients membres d'associations	Autres et non classifiés (à préciser)	3	4	7
	Crédit à l'habitat / immobilier	3	9	12
	Crédit à l'industrie	2	7	9
	Crédit agro-pastoral	3	29	32
	Crédit au secteur des services	4	17	21
	Crédit commercial	2	1	3
	Crédit personnel / consommation	3	11	14
	Crédits accordés pour la diversification de la chaîne de valeur/des intrants	1	4	5
	Crédits accordés pour l'approvisionnement			
	Crédits orientés dans des projets de réduction de la consommation d'énergie projet qui soutient un changement de comportement	1	1	2
Clients membres de ménages	Autres et non classifiés (à préciser)	6	11	17

4.5. Offre de moyens de paiement

Dans le cadre de l'enquête sur l'offre Édition 2024, quatorze banques ont rapporté avoir émis un total de 149 384 cartes de paiement. Parmi celles-ci, 132 054 sont des cartes de guichet, 5 888 des cartes de débit (cartes cash), 3 007 des cartes de crédit et 8 435 des cartes prépayées. Toutefois, il est possible que certaines banques aient émis des cartes sans les déclarer dans le questionnaire.

4.6. Offre de services de transfert de fonds

Parmi les quatorze banques qui ont participé à l'étude, treize ont indiqué avoir fait des services de transfert de fonds, dont sept en partenariat avec Western Union, cinq avec MoneyGram et une avec Rapid Transfer. Du côté des institutions de microfinance (IMF), la RNP facilite les transferts via Western Union et RIA, tandis que Mutec propose des services de transfert via RIA. Sur le plan national, Lumicash et EcoKash, en collaboration avec les opérateurs de téléphonie mobile Viettel Burundi et ECONET Leo, assurent en continu les transactions tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger.

4.7. Développement de nouveaux produits

Comme les résultats des focus group le montre, certaines IFs ont affirmé qu'elles prévoient développer de nouveaux produits financiers au cours de l'année 2024. Cependant, la plupart des nouveaux produits envisagés ne font que répliquer les produits déjà offerts par d'autres institutions. A l'exception de certaines IFs qui comptent ouvrir des :

- **Comptes bancaires 100 % digitaux** : ouverture et gestion de compte sans déplacement en agence ;
- **Paiements instantanés** : via QR_code, Near Field Communication (NFC) ou biométrie.;
- **Banque via WhatsApp** : assistance et transactions via messageries instantanées ;
- **Microcrédits instantanés** : octroi de petits prêts via mobile banking ;
- **Buy Now, Pay Later (BNPL)** : solutions de paiement fractionné sans frais immédiats.

5. L'ACCÈS AUX SERVICES FINANCIERS

Ce chapitre aborde la question de l'accès aux services financiers sous les angles suivants :

- La connaissance des services financiers ;
- L'accès physique aux institutions financières ;
- L'accès à un compte ;
- L'accès au crédit ;
- L'accès à d'autres instruments financiers.

5.1. Connaissance des services financiers

L'accès aux services financiers pour la population burundaise nous renseigne sur une bonne maîtrise des institutions pouvant leur offrir des services financiers et non financiers. Le sondage réalisé auprès d'une population de 15.323 révèle que 60,4 % des répondants connaissent au moins une banque opérant dans le pays, tandis que 36,9 % disent ne connaître aucune banque.

Tableau 11: Répartition de la population adulte selon la connaissance des Banques

Connaissance des Banques	Effectif	%
Connaissance d'une Banque	1 930	12,60
Connaissance de deux Banques	1 840	12,00
Connaissance de Trois Banques	1 612	10,50
Connaissance de quatre Banques	1 024	6,70
Connaissance de Cinq Banques	623	4,10
Connaissance de plus Cinq Banques	2 230	14,60
Total de ceux qui connaissent au moins une banque	9 259	60,00
Ne connaissent pas de banques	5 654	37,00
N'ont pas fourni d'informations sur la question	410	2,70
Total Général	15.323	100,00

Les cinq banques les plus connues sont la BANCOBU, la BCB, l'IBB, l'ECOBANK et la BGF avec les proportions respectives de 54,3 % ; 42,1% ; 30,2% ; 22,2%et 20,2% des répondants. Les autres banques et établissements financiers sont connus de moins d'un quart des répondants. Toutefois, force est de constater que 36,9% des répondants ne connaissent aucune banque.

Tableau 12: Répartition de la population adulte selon le degré de connaissance des Banques

Connaissance des Banques	Effectif	%
BANCOBU	8 327	54,30
BCB	6 451	42,10
IBB	4 624	30,20
ECOBANK	3 405	22,20
BGF	3 098	20,20
BBCI	2 260	14,70
FINBANK	1 701	11,10
BHB	1 583	10,30
KCB	1 560	10,20
BCAB	1 410	9,20
CRDB	1 302	8,50
BNDE	1 210	7,90
BIJE	1 148	7,50
BIDF	635	4,10
DTB	340	2,20
Aucune	5 654	36,90

Au niveau provincial, la structure de connaissance des banques reste presque la même sauf qu'elle est plus accentuée dans la province de Bujumbura où le taux de connaissance est supérieur à la moyenne nationale. La proportion des répondants qui ne connaissent aucune banque est de l'ordre de plus de 42%, sauf dans la province de Bujumbura où elle est de 16,9%.

Tableau 13: Répartition de la connaissance des Banques par province

	BUHUMUZA	BUJUMBURA	BURUNGA	BUTANYERERA	GITEGA	TOTAL
BANCOBU	43,10	77,50	47,60	43,00	46,60	54,30
IBB	25,60	54,40	21,50	21,00	16,40	30,20
ECOBANK	11,00	41,90	15,50	18,80	13,00	22,20
BCB	27,70	65,40	36,60	40,00	27,60	42,10
BBCI	3,70	30,80	13,10	8,80	6,70	14,70
BGF	5,40	36,90	13,60	15,10	19,10	20,20
FINBANK	2,90	26,60	4,90	6,80	5,70	11,10
DTB	0,40	6,20	0,80	0,70	0,70	2,20
BHB	1,60	25,10	3,60	3,00	9,30	10,30
BNDE	1,60	20,30	3,40	2,30	4,60	7,90

	BUHUMUZA	BUJUMBURA	BURUNGA	BUTANYERERA	GITEGA	TOTAL
BIDF	2,00	9,60	0,90	2,80	2,80	4,10
KCB	2,30	28,50	2,90	2,70	4,00	10,20
CRDB	1,30	25,90	1,10	1,20	3,30	8,50
BCAB	2,40	22,80	3,20	2,90	6,70	9,20
BIJE	3,30	16,40	2,00	6,30	5,30	7,50
Aucune	46,80	16,90	42,80	45,80	44,60	36,90

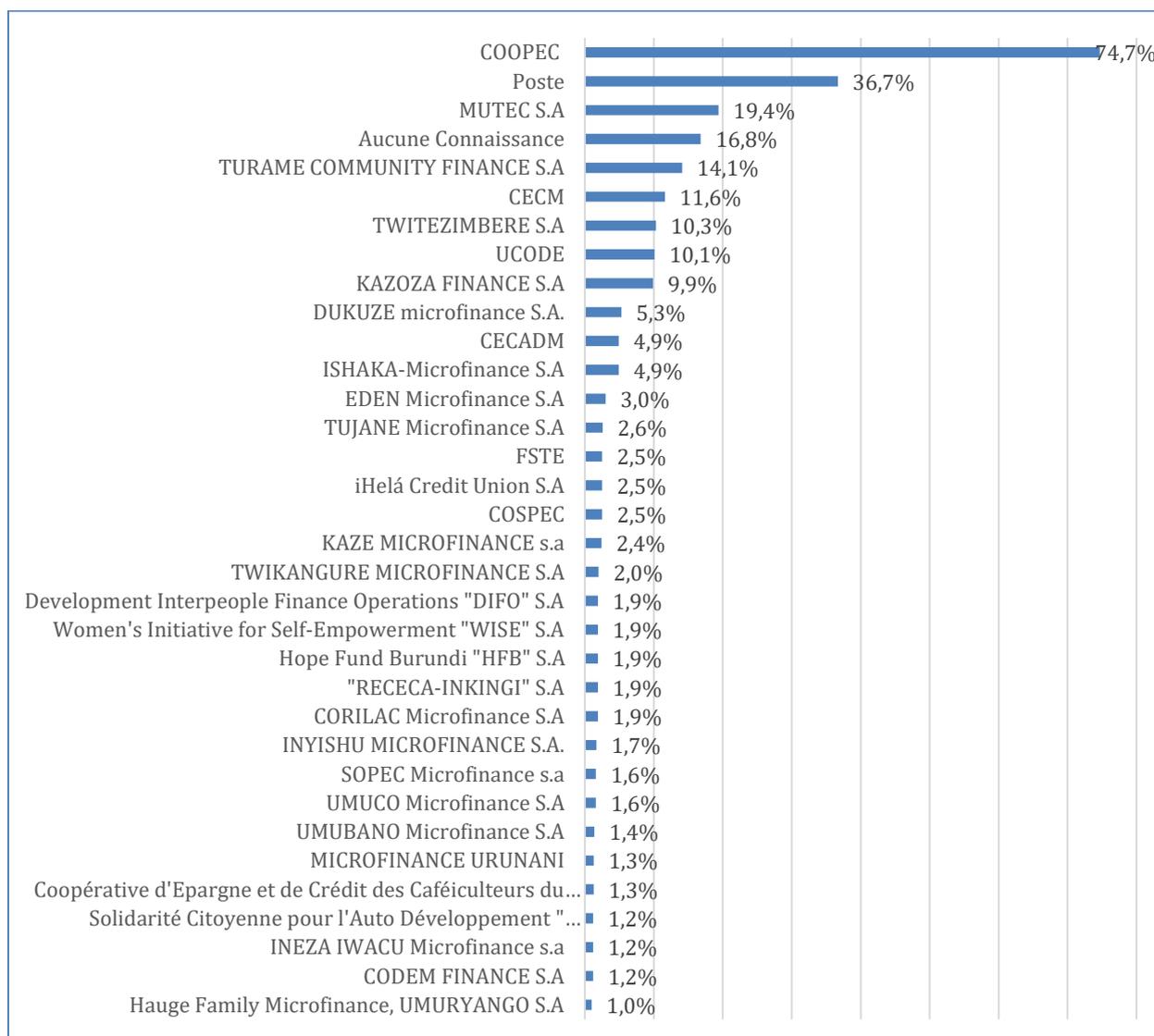
Les Institutions de Microfinance sont connues de plus de 80 % (83,1%) des répondants à l'enquête ménage, tandis que 16,8% des répondants ne connaissent aucune institution de microfinance. Les discussions de groupe ont montré que les IMFs sont mieux connues dans les localités où elles sont implantées.

Tableau 14: Répartition de la population adulte selon la connaissance des IMFs

Connaissance des IMFs	Effectif	%
Connaissance d'une IMF	4 498	29,40
Connaissance de deux IMF	3 659	23,90
Connaissance de trois IMF	1 487	9,70
Connaissance de quatre IMF	920	6,00
Connaissance de cinq IMF	602	3,90
Connaissance de plus de cinq IMF	1 562	10,20
Ceux qui connaissent au moins une Microfinance	12 728	83,10
Ne connaissent pas d'IMF	2 569	16,80
N'ont pas fourni d'informations sur la question	26	0,20
Total Général	15 323	100,00

Les répondants ont déclaré connaître les services financiers des COOPEC et de la POSTE respectivement à l'ordre 74,7% et 36,7%. Les autres IMFs sont généralement peu connues avec des proportions plus accentuées dans les localités où elles sont implantées. Néanmoins, une proportion non négligeable (16,8%) des répondants ne connaissent aucune Institution de Microfinance.

Graphique 1: Répartition de la population adulte selon le degré de connaissance des IMFs



L'analyse sociodémographique des réponses au niveau de l'enquête ménage montre que la connaissance des institutions financières est plus répandue chez les hommes que chez les femmes et davantage en zones urbaines qu'en zones rurales.

Tableau 15: Connaissance des IFs selon le Sexe et le Milieu de Résidence.

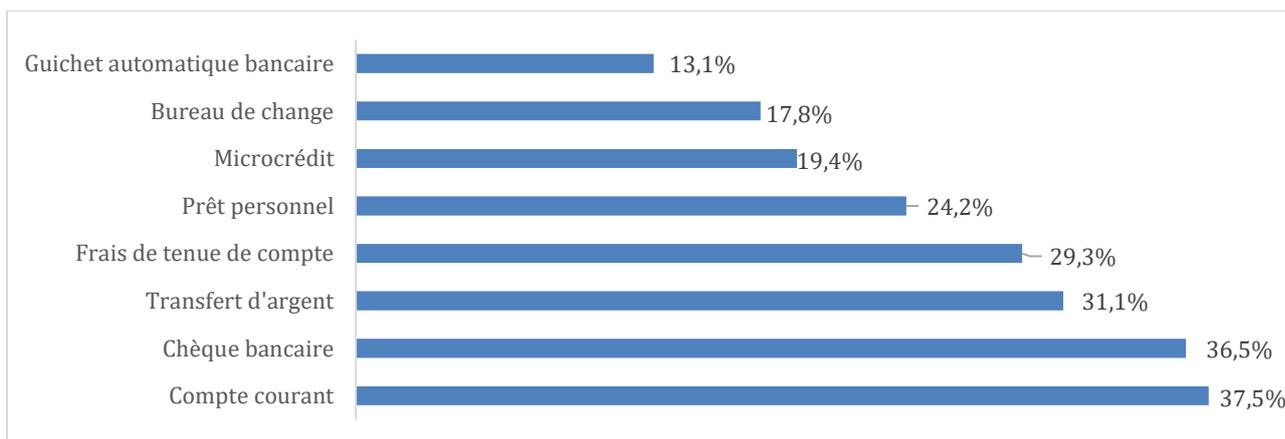
Répondants	% en EC	% en IMF
Hommes	30,10	13,00
Femmes	44,00	20,00
Zones urbaines	8,30	8,20
Zones rurales	43,80	18,40

L'accès aux services financiers mène à réfléchir sur la compréhension des concepts de base utilisés dans le domaine financier. À cet effet, l'enquête souligne les lacunes actuelles au niveau

de l'éducation financière de la population burundaise. Ainsi, uniquement 37,5 % des personnes interviewées connaissent « un compte courant » suivi de 36,5% et 29,3% qui connaissent respectivement la signification des termes « chèque bancaire » et « frais de tenue de compte ».

Par contre, le degré de compréhension des autres termes entre autres « microcrédit », « bureau de change » et « guichet automatique bancaire » fait ressortir des taux encore plus faibles des personnes qui comprennent ces termes.

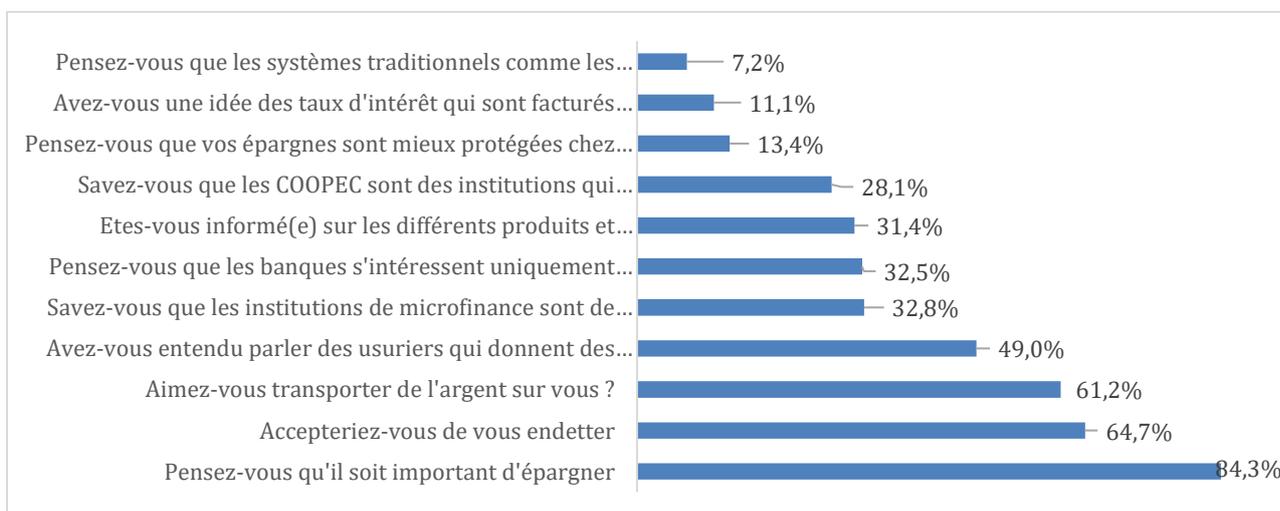
Graphique 2: Connaissance des termes financiers.



Pour ce qui est de la connaissance des services financiers, 31,4 % des répondants ont confirmé être bien informés des différents services offerts sur le marché, ce qui est une amélioration comparativement aux années antérieures. 11,1 % ont une idée des taux d'intérêt demandés sur les crédits bancaires, et 49 % ont déjà entendu parler des usuriers qui accordent des crédits à des taux extrêmement élevés.

Une bonne chose dans le secteur des services financiers est que 84,1 % des répondants disent qu'il est important d'épargner et 64,7 % seraient prêts à s'endetter.

Graphique 3: Connaissance des services Financiers.



5.2. L'accès physique aux institutions financières

L'accès physique aux institutions financières est réparti de manière inégale à travers le pays. Au niveau national, 80,51% ont un point de service d'une institution financière à moins de 10 km par rapport à leur localité. Il existe une forte concentration des points de service en Mairie de Bujumbura. Au niveau des provinces, 70,9% à BUHUMUZA, 74,3% à BURUNGA, 72,9% à BUTANYERERA, 88,2% à GITEGA ont un point de service d'une institution financière à moins de 10 km par rapport à leur localité. Au niveau de la nouvelle province de BUJUMBURA, environ 90% (89,7%) ont un point de service d'une institution financière à moins de 8 km par rapport à leur localité. Le tableau ci-dessous indique la répartition des points de service relativement à la superficie de chaque province.

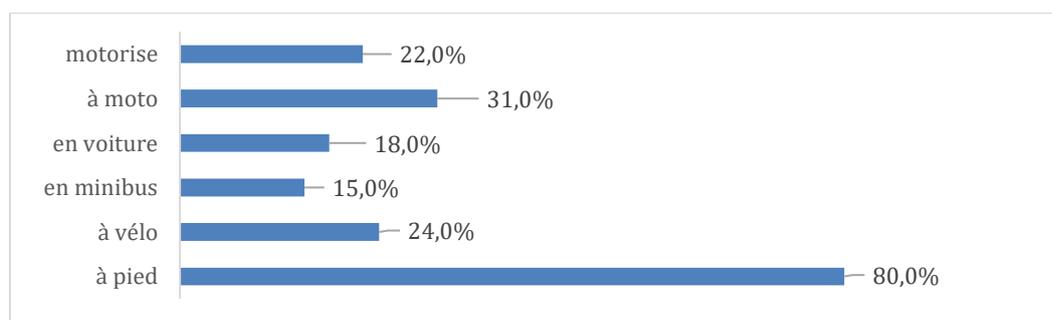
Tableau 16: Répartition par province de la distance d'un point de service d'une institution financière

Province	Distance d'un point de service d'une institution financière	Effectif	%
BUHUMUZA	1,00 Moins d'un Km	317	14,17
	2,00 Entre 1 et 2 Km	140	6,26
	3,00 Entre 2 et 5 Km	451	20,16
	4,00 Entre 5 et 10 Km	679	30,35
	5,00 Plus de 10 Km	650	29,06
	Total	2 237	100,00
BUJUMBURA	1,00 Moins d'un Km	1918	44,76
	2,00 Entre 1 et 2 Km	447	10,43
	3,00 Entre 2 et 5 Km	838	19,56
	4,00 Entre 5 et 10 Km	644	15,03
	5,00 Plus de 10 Km	438	10,22
	Total	4 285	100,00
BURUNGA	1,00 Moins d'un Km	586	16,94
	2,00 Entre 1 et 2 Km	255	7,37
	3,00 Entre 2 et 5 Km	707	20,43
	4,00 Entre 5 et 10 Km	1025	29,62
	5,00 Plus de 10 Km	887	25,64
	Total	3 460	100,00
BUTANYERERA	1,00 Moins d'un Km	190	8,00
	2,00 Entre 1 et 2 Km	193	8,13
	3,00 Entre 2 et 5 Km	670	28,22
	4,00 Entre 5 et 10 Km	679	28,60
	5,00 Plus de 10 Km	642	27,04
	Total	2 374	100,00
GITEGA	1,00 Moins d'un Km	539	18,17
	2,00 Entre 1 et 2 Km	247	8,32
	3,00 Entre 2 et 5 Km	1 011	34,07
	4,00 Entre 5 et 10 Km	820	27,64
	5,00 Plus de 10 Km	350	11,80

Province	Distance d'un point de service d'une institution financière	Effectif	%
	Total	2 967	100,00
Au niveau National	1,00 Moins d'un Km	3 550	23,17
	2,00 Entre 1 et 2 Km	1 282	8,37
	3,00 Entre 2 et 5 Km	3 677	24,00
	4,00 Entre 5 et 10 Km	3 847	25,11
	5,00 Plus de 10 Km	2 967	19,36
	Total	15 323	100,00

La disponibilité d'un moyen de transport pour se rendre à l'institution financière la plus près est aussi une autre mesure de l'accès physique aux institutions financières. Selon les données de l'enquête, 80 % des répondants ont la possibilité de s'y rendre à pied, 24 % à vélo, 15 % en minibus, 18% en voiture et 31 % à moto. Au total, 22 % des répondants ont accès à au moins un moyen de transport motorisé pour se rendre à une institution financière.

Graphique 4: Moyen de transport disponible pour se rendre à l'IF la plus proche



Il est important aussi d'examiner le temps nécessaire pour se rendre à une institution financière la plus proche. Ainsi, 39,2 % des répondants à l'enquête déclarent qu'ils se déplacent en minibus ; 35,1% sur moto ; 40,8% en voiture ; 20,9% à vélo et 15,6% à pied en utilisant au moins 15 minutes pour se rendre à l'institution financière la plus proche de leur domicile, tandis que 4,4 % des répondants déclarent avoir besoin de plus d'une heure pour se rendre à l'institution financière la plus proche de leur domicile en se déplaçant respectivement en minibus ; 6,0% sur moto ; 3,1% en voiture ; 24,4% à vélo et 48,9% à pieds, ce qui constitue un léger mieux à l'accès aux services financiers.

Tableau 17: Temps nécessaire pour se rendre à l'IF la plus proche.

Moyen de déplacement pour se rendre à l'IF la plus proche	Temps nécessaire	%
MINIBUS	Moins de 15 minutes	39,20
	Plus d'une heure	4,40
MOTO	Moins de 15 minutes	35,10
	Plus d'une heure	6,00
VOITURE	Moins de 15 minutes	40,80

Moyen de déplacement pour se rendre à l'IF la plus proche	Temps nécessaire	%
VELO	Plus d'une heure	3,10
	Moins de 15 minutes	20,90
A PIEDS	Plus d'une heure	24,40
	Moins de 15 minutes	15,60
	Plus d'une heure	48,90

5.3. L'Inclusion Financière

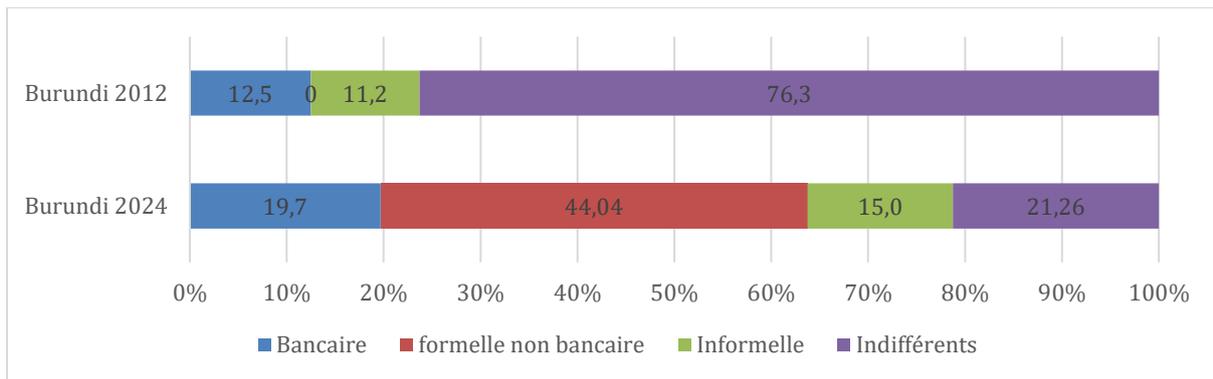
Au sens de cette étude, l'inclusion financière rend compte de la possibilité pour les individus et les entreprises d'accéder à toute une gamme de produits et de services financiers (transactions, paiements, épargne, crédit, assurance) qui soient d'un coût abordable, utiles, adaptés à leurs besoins et proposés par des prestataires fiables et responsables.

Le volet Accès aux services financiers est un indicateur clé pour déterminer et segmenter l'inclusion financière. Il repose sur le principe que l'objectif des initiatives d'inclusion financière est l'inclusion financière formelle. Le graphique 5 montre les proportions d'adultes financièrement inclus et exclus. Environ 78,74 % (4,6 millions) des Burundais sont financièrement inclus, ce qui signifie qu'ils utilisent des produits/services formels ou informels pour répondre à leurs besoins financiers.

La proportion d'adultes ayant accès à des produits ou services bancaires est passée de 12 % en 2012 à 19,7 % en 2024. Cette augmentation est due aux personnes ayant ouvert un compte bancaire à leur nom. La quasi-totalité des personnes bancarisées affirment que leur compte bancaire les aide à mieux gérer leur argent, à l'optimiser. Parmi les facteurs clés pour un compte bancaire figurent la qualité du service client et l'accès facile aux agences bancaires.

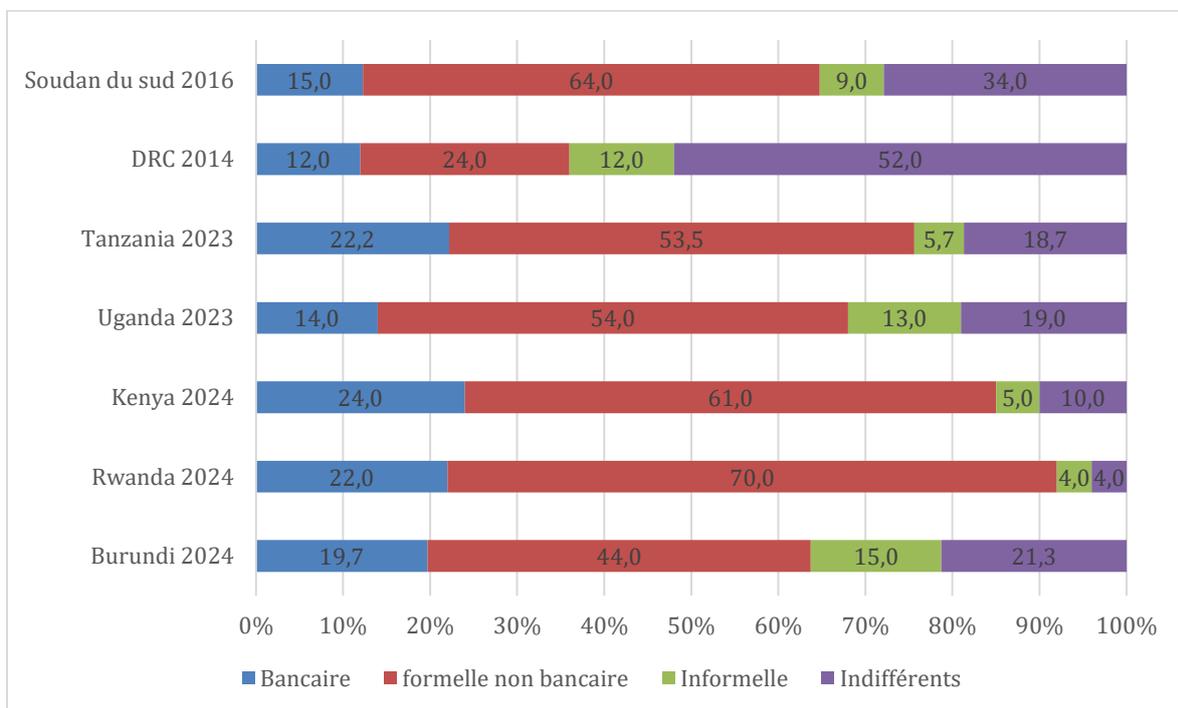
Néanmoins, depuis le début des activités des Institutions Financières non bancaires, environ 44,04% (2,6 millions) des burundais les consomment couramment, soit pour le transfert et la réception de l'argent, pour l'épargne et quelque fois pour les achats des biens et services. Il existe au Burundi également divers systèmes financiers informels (associations informelles, « ikirimba » et diverses autres formes informelles dont « Umugwazo » « Kumena Ijisho » etc) qui organisent la collecte de l'épargne et donnent des crédits. Ce phénomène touche pour le moment 15% de la population alors que 11% était touché en 2012.

Graphique 5: Evolution du Taux d'inclusion financière au Burundi



Le graphique 6 ci-dessous montre que la photographie d'utilisation des services financiers par les burundais est presque semblable à celui des citoyens des autres pays de la communauté de l'Afrique de l'Est. Pour l'utilisation des services bancaires, le minimum depuis 2023 s'observe en Ouganda, avec 14% de population adulte qui utilisent ces services et le maximum revient au Kenya avec 24%. Dans tous les pays de l'EAC, l'utilisation des Services financiers non bancaires formels domine. Il faut également noter que les services financiers non formels persistent partout.

Graphique 6: Taux d'inclusion financière pour les pays de l'EAC



5.3.1. L'accès à un compte dans une Banque/Microfinance.

L'accès à un compte d'opérations courantes est la première étape vers une inclusion financière entière, en ouvrant la voie au dépôt d'argent, mais aussi à l'envoi et la réception de paiements. La possession d'un compte courant est un tremplin vers d'autres services financiers. Une mesure fondamentale de l'inclusion financière à travers le monde est le pourcentage de la population adulte ayant un compte dans une institution financière formelle.

D'après les données de l'enquête, ce pourcentage atteint 19,7% en 2024 contre 12,5 % en 2012 au Burundi. Même si ce taux d'accès à un compte dans une Banque/Microfinance semble avoir évolué depuis 2012, il reste faible et inférieur aux taux observés dans certains pays de la région comme le Kenya (24%) la Tanzanie (22.2%) et le (22%).

Les principaux obstacles cités pour ne pas ouvrir un compte sont notamment :

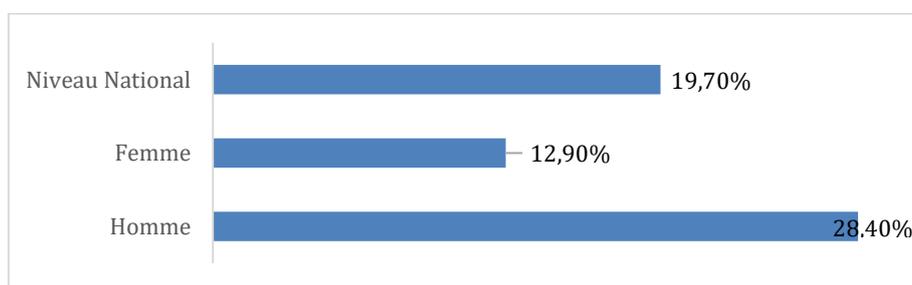
- le manque de revenu suffisant en argent (53 %);
- le manque d'opportunité (21 %);
- le fait de garder son argent chez soi (9 %);
- ne pas être éligible ou qualifié (9 %);

Ces raisons avancées dénotent d'un manque de sensibilisation de la population quant à l'importance de l'Inclusion Financière. Elle pense que l'on met l'argent dans les Banques pour la conservation et qu'il n'est pas ou est difficile de faire des transactions avec l'argent se trouvant dans la Banque.

5.3.1.1 L'accès à un compte dans une Banque/Microfinance par rapport au sexe.

Cette étude révèle que les femmes, au Burundi, ont moins de chances que les hommes de posséder un compte bancaire. C'est peut-être que, les femmes, de par leurs statuts, ont moins de ressources que les hommes pouvant leur permettre d'accéder aux services financiers

Graphique 7: Pourcentage de la population adulte ayant un compte dans une institution financière

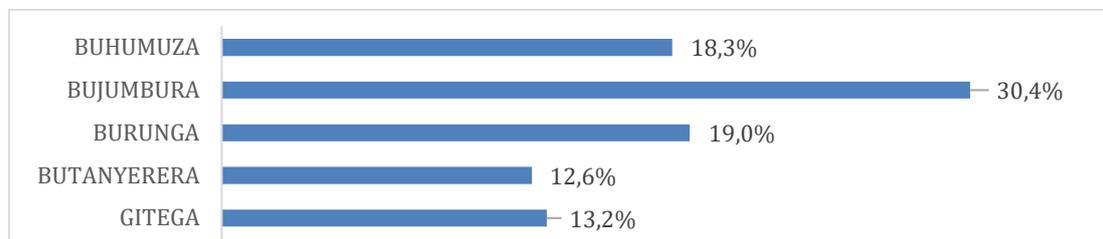


5.3.1.2 L'accès à un compte dans une institution financière selon la province

Le taux de possession d'un compte varie sensiblement d'une province à l'autre. Ainsi, 16,3% de la nouvelle province de BUHUMUZA ; 30,4% de la province BUJUMBURA ;19% de la

province BURUNGA et 13% pour les provinces de BUTANYERERA et GITEGA de la population adulte possèdent un compte dans une institution financière.

Graphique 8: Pourcentage des répondants ayant un compte dans une institution financière par province



5.3.1.3 L'accès à un compte dans une institution financière selon certaines caractéristiques socio-économiques

Selon diverses variables sociodémographiques, les résultats révèlent des écarts importants concernant la possession d'un compte :

- Les hommes sont plus de deux fois plus nombreux que les femmes à posséder un compte dans une institution financière.
- Les résidents des zones urbaines sont aussi deux fois plus nombreux à posséder un compte que les résidents des zones rurales ;
- Les 18-29 ans sont deux fois moins nombreux à posséder un compte que ceux de plus de 30 -39 ans ;
- Les personnes qui vivent avec un handicap sont moins susceptibles d'avoir un compte inscrit à leur nom dans une Banque/Microfinance ;
- Les rapatriés et les déplacés internes travaillent beaucoup avec les Banques/Microfinances que les autres citoyens ;
- Les salariés et les retraités utilisent les Banques/Microfinances beaucoup plus que les autres catégories de l'emploi ;
- Les musulmans ont un taux d'utilisation des banques/Microfinances très élevé que les autres religions.

Tableau 18: Pourcentage des répondants ayant un compte dans une institution financière selon certaines caractéristiques socio-économiques

Tranche de Revenu Mensuel	%
Moyen	
Aucun revenu	5.50
Moins de 25 000 FBU	8.10
Entre 25 000 et 49 999 FBU	13.70
Entre 50 000 et 99 000 FBU	17.90
Entre 100 000 et 199 000 FBU	26.20
Entre 200000 et 499 000 FBU	96.40
Entre 500 000 et 1 million FBU	96.30
8,000 Plus de 1 million FBU	96.60

Sexe	%
Homme	28.60
Femme	12.80

Vivant avec un handicap	%
Oui	14,70
Non	19,90
Total	19,70

Milieu de résidence	%
Urbain	38.60
Rural	17.00

Statut dans l'emploi	%
Sans emploi	15,30
Salariée	56,80
Indépendant	17,30
Chômeur	22,60
Retraite	42,50
Etudiant	9,10
Incapacité	10,70
Ouvrier	36,70
Refus	13,80
Autres	27,70
Total	19,70

Statut de résidence	%
Normal	19,30
Rapatrié	23,20
Déplacé interne	41,70
Total	19,70

Âge	%
Entre 18 et 35 ans	16.80
Plus de 35 ans	22.40

Niveau d'études	%
Jamais fréquenté l'école	10.20
A fréquenté l'école primaire (1re - 3e)	13.20
A complété le niveau primaire (4e - 6e)	19.50
A fréquenté le collège	21.90
A fréquenté le lycée	38.10
A fréquenté l'université ou plus	54.00

Etat matrimonial	%
Célibataire	13.30
Veuf/ve	12.80
Conjoint(e) de fait	22.40
Marié(e)	21.80
Divorcé(e)/Séparé(e)	19.70

Confession religieuse	%
Catholique	18,00
Protestante	21,00
Musulmane	34,00
Adventiste	17,00
Aucune	14,00
Autre	20,00

5.3.2. Accès aux services des Institutions Financières non bancaires.

Depuis 2016, un fournisseur de service financier de type nouveau est né au Burundi. Ils s'agissaient des opérateurs sur téléphone qui permettent d'opérer librement des transactions 24/7 comme (1) Déposer de l'argent ; (2) Retirer de l'argent ; (3) Envoyer de l'argent ; (4) Acheter des unités ;(5) et Payer les factures. Cette activité continue de grandir, au point que en 2024, plus de 40 % de la population burundaise adulte déclarent y faire recours couramment et des sommes impressionnantes sont échangées via ce canal.

En 2020, l'Institut National de la Statistique du Burundi y consacre un chapitre dans son enquête intégrée sur les conditions de vie des ménages et a trouvé que les transferts d'argent envoyés ou reçus par les ménages sont en grande partie utilisés pour le soutien courant, la scolarité et/ou l'éducation, l'appui aux travaux agricoles, à l'investissement, à l'épargne, etc. Toujours selon cette étude, les transferts reçus par les ménages sont estimés à plus de 128 000 millions de FBu au moment où les transferts émis s'élèvent à plus de 60 000 millions de FBu. Ces transferts reçus proviennent principalement des salariés (43,7%), des commerçants (19,1%), des agriculteurs/éleveurs (11,5%), etc. Les transferts envoyés ou reçus par les ménages sont en grande partie pour le soutien courant, l'éducation, l'appui aux travaux agricoles, l'investissement, à l'épargne, ...

L'analyse des transferts d'argent reçus au niveau provincial montrait que la mairie de Bujumbura reçoit plus de transferts jusqu'à 42,4% comparativement aux autres provinces. Il est suivi par Gitega (10,9%). Les résultats de l'enquête montrent que les transferts d'argent sont reçus en majorité par les femmes (61,7%) contre 38,3% par les hommes. Mais en considérant le sexe de l'expéditeur, 77,2% des transferts d'argent ont été effectués par les hommes contre 22,8 % par les femmes. Les résultats de cette enquête semblent corroborer le taux obtenu dans ce travail car selon cette enquête, mobile money (téléphone mobile) est le canal de transfert d'argent le plus utilisé à hauteur de 43%. Ici on fait allusion à Lumicash, Ecocash . Les autres canaux préférés sont le mobile Banking, les sociétés de transfert ou le recours à une tierce personne. Le transfert d'argent par Mobile money est plus utilisé en milieu rural (48,6%) qu'en milieu urbain (36,3%).

Il est donc juste de confirmer que les services de transfert d'argent mobile continuent à jouer un rôle clé dans la réduction de la fracture financière en fournissant des services financiers facilement accessibles dans des zones où de nombreux burundais n'ont pas accès au système bancaire formel, comme est stipulé par l'Observatoire du marché des services de communications voix, SMS, internet et services financiers mobiles au Burundi (troisième trimestre 2021).

Les services financiers mobiles sont offerts à travers trois plateformes à savoir Ecocash devenu Sasai Fintech, Lumicash et Smartpesa. Les utilisateurs sont des abonnés à la téléphonie mobile ayant ouvert des comptes virtuels chez les fournisseurs de services d'argent mobiles. Au 31 octobre 2024, le nombre d'abonnés connectés était estimé à plus de 5 millions au moment où le nombre d'abonnés actifs sur les trois plateformes est de 2,5 millions.

5.3.3. Utilisation des services financiers non formelle

Par la finance informelle, l'on doit entendre toutes les transactions financières (emprunts et dépôts) qui ne sont pas réglementées par une autorité monétaire centrale ou par un marché financier central. Il existe au Burundi divers systèmes financiers informels (associations et « ikirimba ») qui organisent la collecte de l'épargne et donnent des crédits aux membres à tour de rôle sur la base de leurs cotisations hebdomadaires.

Ces systèmes regroupent généralement quelques dizaines de membres et les cotisations varient de 300 à des dizaines de milliers de BIF par semaine. Les crédits accordés sont de montants relativement petits, sur de courtes durées (typiquement trois mois) et à des taux d'intérêt supérieurs à ceux pratiqués par les institutions financières (entre 5 et 10 % par mois). Des associations d'agriculteurs et de commerçants jouent le même rôle. Ces systèmes ne sont ni supervisés ni contrôlés par la BRB, ils comportent donc des risques plus élevés pour ceux qui y ont recours. Le sondage indique que 15 % des répondants ont épargné régulièrement dans de tels systèmes au cours de l'année de 2024. Ce taux de participation signifie qu'environ 880 000 personnes adultes au Burundi épargneraient dans le secteur financier informel.

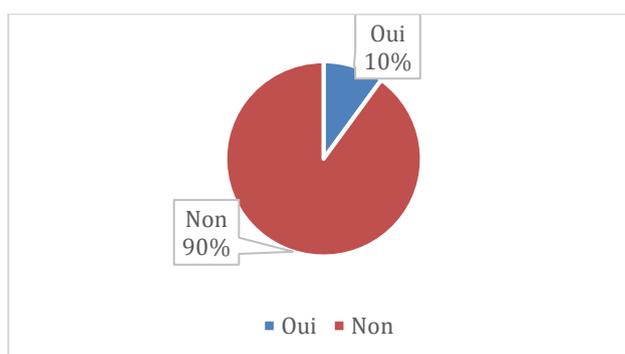
Les répondant à cette enquête pensent que les exigences des garanties et des avaliseurs, absence des institutions de crédits dans les coins reculés du pays, les diverses formalités et le temps de traitement des dossiers qui finissent par ne pas aboutir sont entre autres raisons qui incitent la population à recourir au secteur financier informel.

Malgré ces avantages, des défis ne manquent pas. D'après les enquêtés, le taux d'intérêt mensuel est trop exorbitant. Parfois le contractant du crédit travaille à perte, mais le paiement reste obligatoire. Un autre défi majeur est la courte échéance de remboursement. Il est évident que dans trois mois on ne peut pas faire grand-chose.

5.4. L'accès au crédit

En matière d'inclusion financière, l'accès au crédit est tout aussi important que l'accès à un compte ou à l'épargne. Selon les données de l'enquête, 10 % des répondants ont demandé un crédit ou un découvert dans une institution financière formelle au cours des douze derniers mois.

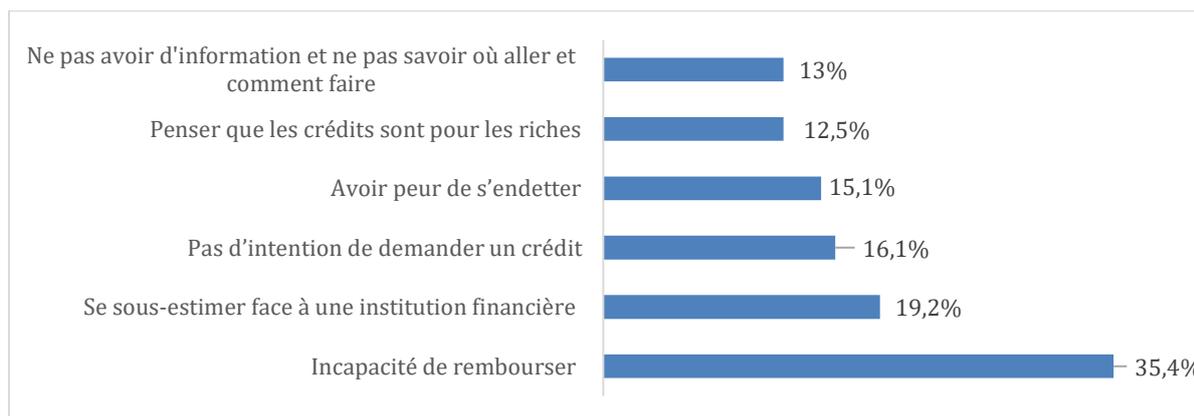
Graphique 9: Pourcentage des répondants ayant demandé un crédit ou un découvert au cours des 12 derniers mois



Les autres obstacles pour accéder au crédit ou un découvert incluent :

- Incapacité de rembourser (35,4 %);
- Se sous-estimer face à une institution financière (19,2 %);
- Pas d'intention de demander un crédit (16,1 %);
- Avoir peur de s'endetter (15,1 %);
- Penser que les crédits sont pour les riches (12,5 %) ;
- Ne pas avoir d'information et ne pas savoir où aller et comment faire (12,5 %).

Graphique 10: Raisons empêchant de demander un crédit

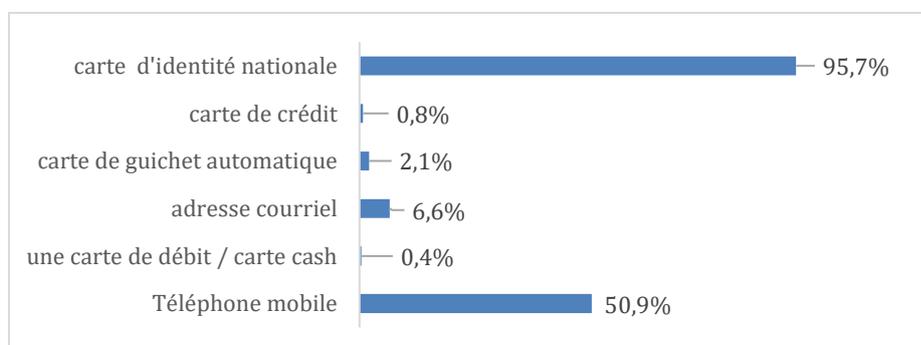


5.5. L'accès à d'autres instruments financiers

Au cours de l'enquête, les résultats révèlent que 95,7 % des répondants possèdent une carte d'identité nationale, un document qui facilite l'ouverture d'un compte dans une institution financière.

Quant à l'utilisation du téléphone mobile, le taux est de 50,9 % selon les déclarations des répondants. Le taux d'accès à une adresse courriel, à une carte de guichet automatique, à une carte de crédit, à une carte de débit / carte cash reste extrêmement faible respectivement à l'ordre de 6,6% ; 2,1% ; 0,8% et 0,4%.

Graphique 11: Accès à d'autres instruments financiers



6. UTILISATIONS DES SERVICES FINANCIERS

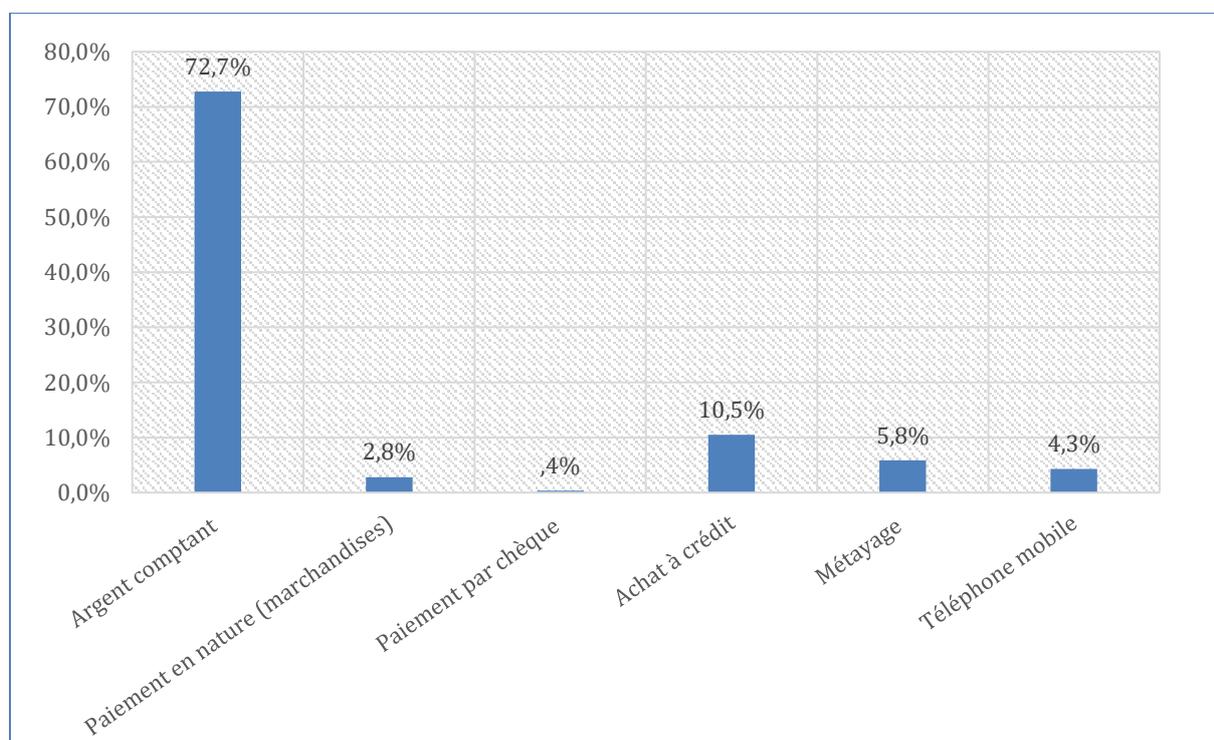
Dans cette partie, on examine les points relatifs à l'utilisation des services financiers en se focalisant sur les produits et services suivants :

- Les moyens de paiement ;
- L'épargne ;
- Le crédit ;

6.1. Utilisation des moyens de paiement

La grande majorité des répondants à l'enquête privilégie le paiement en argent comptant : 72,7 %. Les autres répondants déclarent les moyens de paiement à 10,5 % pour l'achat à crédit ; 5,8 % pour l'achat par contrat de métayage ; 4,3 % pour le paiement par téléphone mobile ; 2,8% pour le paiement en nature et 0,4 % pour le paiement par chèque. Les habitudes d'achat ne varient pratiquement pas en fonction du statut socio-économique des répondants.

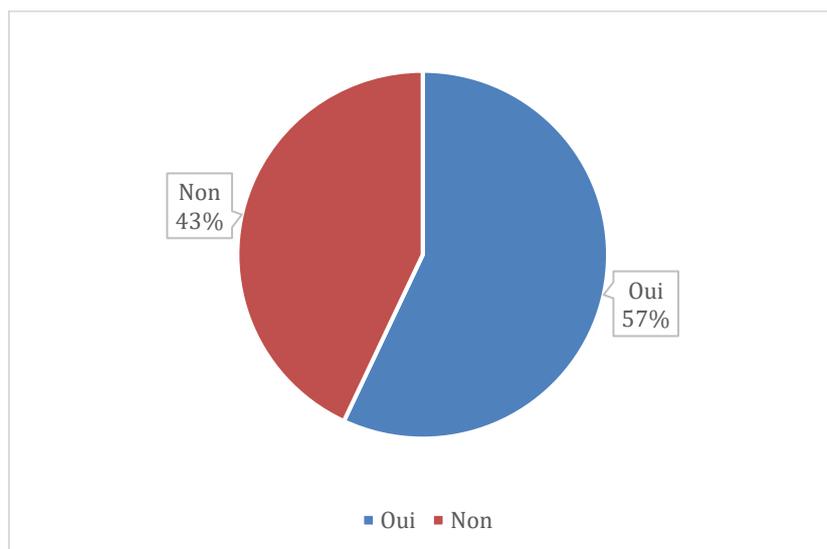
Graphique 12: Fréquence d'utilisation des moyens de paiement



6.2. Utilisation de l'Épargne

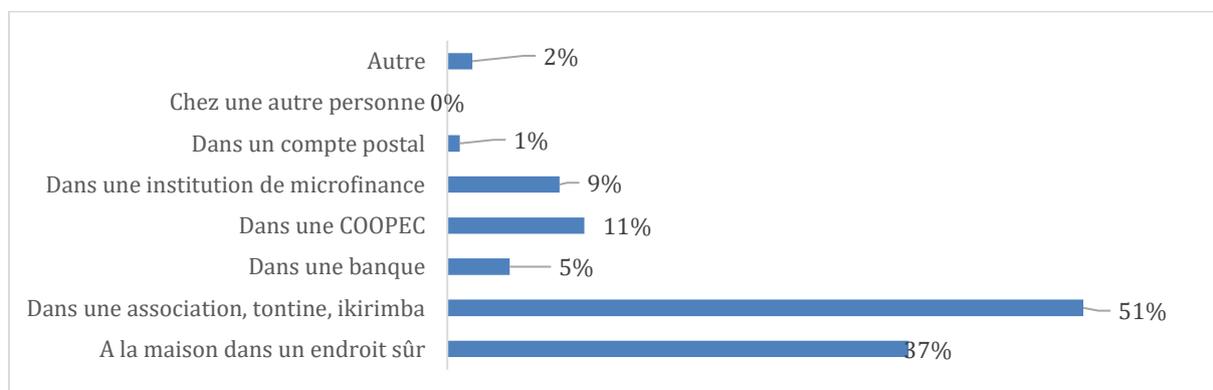
D'après les données de l'enquête, 53 % des répondants déclarent épargner sur une base régulière.

Graphique 13: Pourcentage des répondants qui épargnent sur base régulière



Une majorité de la population burundaise arrive donc à épargner régulièrement, mais cette épargne échappe en grande partie aux institutions financières. En effet, 51% des répondants disent conserver leurs économies dans une association, tontine ou un « ikirimba » et 37 % disent épargner à la maison dans un endroit sûr. Seulement 11 % et 5 % disent placer leur épargne dans le système financier formel respectivement dans une banque et COOPEC. Ce résultat correspond à la proportion des répondants ayant déclaré avoir un compte dans une institution financière.

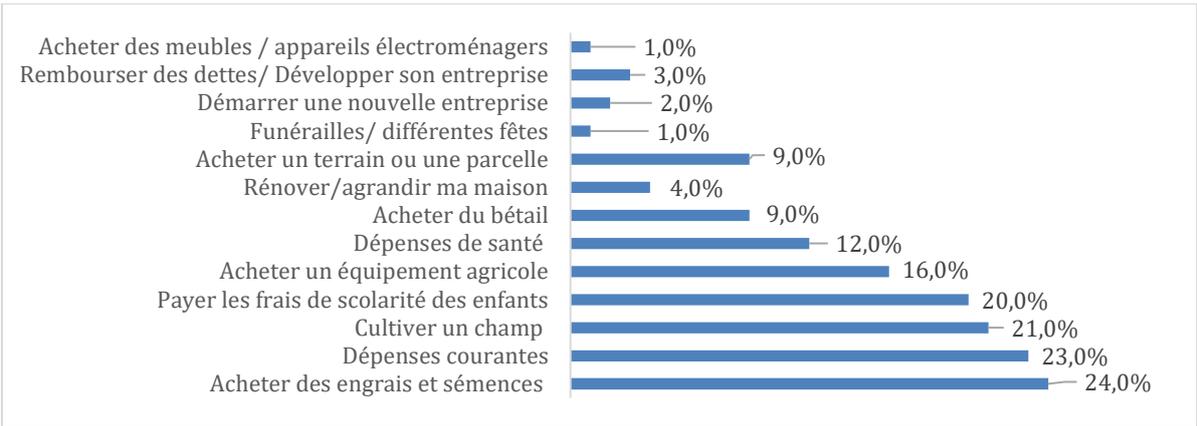
Graphique 14: Emplacement de l'épargne



6.3. Utilisation de crédit

Les répondants au sondage qui ont obtenu un crédit dans une institution financière l'ont utilisé aux fins suivantes : acheter des engrais et semences (24%), dépenses courantes (23%), cultiver un champ (21%), payer les frais de scolarité des enfants (20%), acheter un équipement agricole (16%), dépenses de santé (12%), acheter du bétail (9%), acheter un terrain ou une parcelle (9%) et enfin d'autres motifs comme rénover/agrandir ma maison (4 %), rembourser des dettes, développer son entreprise (3%) démarrer une nouvelle entreprise (2%), Acheter une maison / un immeuble (2%), funérailles / différentes fêtes (1%), acheter des meubles / appareils électroménagers (1%). Il en ressort que le crédit à l'achat des engrais et semences ainsi que les dépenses courantes sont les deux utilisations les plus importantes.

Graphique 15: Utilisation du crédit



7. QUALITE DES SERVICES FINANCIERS

La question de l'utilisation des services financiers renvoie à l'examen successive des produits et services suivants : (i) les moyens de paiement ; (ii) l'épargne ; (iii) le crédit ; (iv) le transfert de fonds ; et (v) les systèmes financiers informels.

Le concept d'utilisation tel que défini par l'AFI fait référence à la « profondeur » et à la « pérennité » de l'utilisation des produits et services financiers. La « profondeur » fait appel à l'utilisation d'une diversité de produits et services financiers. C'est ainsi que plus un individu utilise de produits et de services financiers, plus l'utilisation est considérée comme étant « profonde ». La « pérennité » fait appel à l'utilisation dans la durée de produits et services financiers. C'est ainsi que, plus la fréquence d'utilisation est importante et la durée d'utilisation longue, plus l'utilisation est considérée comme étant « pérenne ».

7.1 Niveau de satisfaction des conditions offertes par les Institutions Financières

a. Satisfaction par rapport à la localisation

Moins de 40% des répondants sont satisfaits (très ou assez), 17% de la population ne sont pas du tout satisfait, tandis que près de la moitié (44%) n'ont pas exprimé d'opinion. Cela suggère soit un manque de sensibilisation sur les agences, soit un désintérêt ou un problème d'accès à l'information

Tableau 19 : Satisfaction par rapport à la localisation des agences

Province	La localisation des agences ?			NSP/RDR
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	
BUHUMUZA	7,50	38,80	25,80	27,90
BUJUMBURA	34,10	17,00	15,90	33,10
BURUNGA	12,50	12,60	27,00	47,80
BUTANYERERA	17,50	14,40	12,90	55,20
GITEGA	24,20	10,00	6,90	58,90
Total	21,10	17,90	17,00	44,00

b. Satisfaction par rapport aux différents types de comptes proposés

En moyenne, 65,7 % des répondants n'ont pas exprimé d'opinion. Les provinces BURUNGA (76,2 %), BUTANYERERA (80,9 %) et GITEGA (76,7 %) enregistrent des niveaux très élevés de non-réponses, ce qui suggère : Un manque d'information sur les types de comptes disponibles. Une exposition limitée des populations rurales aux services bancaires formels. Satisfaction plus marquée à BUHUMUZA et BUJUMBURA : 37,9 % de personnes Assez Satisfaites et 6,4 % Très Satisfaites. BUJUMBURA : le plus haut taux de Très Satisfaites (17,8 %), traduisant une offre bancaire plus développée en milieu urbain. Les taux de Pas du tout Satisfait restent relativement faibles dans l'ensemble (9,5 % en moyenne), mais atteignent 19,4 % à BUHUMUZA, ce qui mérite attention.

Les résultats montrent une méconnaissance généralisée des types de comptes proposés, particulièrement en dehors des grandes villes. Le niveau de satisfaction est meilleur dans les zones urbaines, comme BUJUMBURA, ce qui reflète probablement une offre plus diversifiée et mieux communiquée. Il est donc essentiel de renforcer la sensibilisation rurale, pour améliorer l'accès et l'utilisation des services bancaires.

Tableau 20: Satisfaction par rapport aux différents types de comptes proposés

Province	Les différents types de comptes proposés ?			
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	NSP/RDR
BUHUMUZA	6.40	37.90	19.40	36.30
BUJUMBURA	17.80	12.60	11.90	57.70
BURUNGA	4.80	9.70	9.30	76.20
BUTANYERERA	4.90	8.50	5.70	80.90
GITEGA	13.50	8.00	1.80	76.70
Total	10.40	14.40	9.50	65.70

c. Satisfaction par rapport aux procédures d'ouverture des comptes

On observe clairement la prédominance du gris (NSP/RDR) dans presque toutes les provinces, ce qui souligne un besoin d'information accru.

Tableau 21: Satisfaction par rapport aux procédures d'ouverture des comptes

Province	Les procédures d'ouverture de compte ?			
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	NSP/RDR
BUHUMUZA	7.70	37.20	18.50	36.60
BUJUMBURA	20.40	10.60	11.50	57.40
BURUNGA	5.90	8.80	9.90	75.40
BUTANYERERA	6.70	7.70	5.10	80.60
GITEGA	15.10	8.00	1.70	75.20
Total	12.20	13.40	9.20	65.20

d. Satisfaction par rapport aux heures d'ouverture

Les modalités NSP/RDR sont largement majoritaire, 62,7 % des répondants au total n'ont pas exprimé d'opinion. Les provinces BUTANYERERA (79,9 %), GITEGA (73,8 %) et BURUNGA (71,5 %) montrent une forte méconnaissance ou indifférence à l'égard des heures d'ouverture, ce qui peut refléter un accès limité ou une faible utilisation des services. On observe une Satisfaction plus forte à BUHUMUZA et BUJUMBURA ; BUHUMUZA : 38,0 % de personnes Assez Satisfaites, ce qui est le taux le plus élevé dans cette catégorie. BUJUMBURA : le plus haut taux de Très Satisfait (20,7 %), ce qui confirme encore une meilleure perception en zone urbaine.

L'Insatisfaction est modérée. Les taux de Pas du tout Satisfait varient de 1,5 % (GITEGA) à 18,7 % (BUHUMUZA), montrant que les problèmes d'horaires ne sont pas prioritaires pour tous, mais peuvent être source de frustration localement.

Tableau 22: Satisfaction par rapport aux heures d'ouverture

Province	Les heures d'ouverture ?			NSP/RDR
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	
BUHUMUZA	6.90	38.00	18.70	36.40
BUJUMBURA	20.70	14.20	12.60	52.60
BURUNGA	9.30	10.60	8.60	71.50
BUTANYERERA	7.50	7.70	5.00	79.90
GITEGA	17.40	7.30	1.50	73.80
Total	13.30	14.70	9.30	62.70

e. Satisfaction par rapport aux temps d'attente pour faire une transaction

Les résultats montrent des expériences contrastées selon les provinces. Tandis que certains territoires (GITEGA, BUHUMUZA) affichent un niveau de satisfaction appréciable, d'autres comme BUJUMBURA révèlent des points de tension. Il semble donc important d'évaluer la performance opérationnelle dans les agences urbaines, tout en renforçant l'information sur les temps de traitement en zones rurales.

En moyenne, 64,9 % des personnes n'ont pas donné d'opinion. Ce taux monte à 80,0 % à BUTANYERERA et 75,3 % à BURUNGA, signalant une faible fréquentation ou un manque d'information sur les services transactionnels. BUHUMUZA affiche 37,8 % d'Assez Satisfait, le taux le plus élevé. GITEGA a la proportion la plus forte de Très Satisfait (15,8 %), traduisant une expérience perçue comme plus fluide.

Respectivement 20,2 % et 15,5 % Pas du tout Satisfait. Cela pourrait indiquer des files d'attente longues ou un sous-effectif en agence.

Tableau 23: Satisfaction par rapport aux temps d'attente pour faire une transaction

Province	Q40.e. Les temps d'attente pour faire une transaction?			NSP/RDR
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	
BUHUMUZA	5.30	37.80	20.20	36.70
BUJUMBURA	12.00	15.00	15.50	57.50
BURUNGA	4.60	10.30	9.80	75.30
BUTANYERERA	6.70	7.80	5.50	80.00
GITEGA	15.80	7.30	2.50	74.40
Total	9.30	14.90	10.80	64.90

f. Satisfaction par rapport au dépôt minimum exigé

En moyenne, 65,9 % des répondants n'ont pas exprimé d'opinion. Ce taux atteint plus de 75 % dans les provinces BURUNGA (75,6 %), BUTANYERERA (81,2 %) et GITEGA (76,0 %). Cela indique une méconnaissance généralisée des exigences de dépôt, surtout en milieu rural. Satisfaction relativement bonne à BUHUMUZA et BUJUMBURA : BUHUMUZA : 37,2 % Assez Satisfaits, 6,9 % Très Satisfaits. BUJUMBURA : 16,3 % Très Satisfaits et 12,9 % Assez Satisfaits, ce qui reste supérieur à la moyenne nationale. Niveau d'insatisfaction variable; Plus marqué à BUHUMUZA (18,9 %) et BUJUMBURA (12,1 %), ce qui pourrait refléter des exigences perçues comme élevées ou inadaptées aux moyens des populations.

Tableau 24: Satisfaction par rapport au dépôt minimum exigé

Province	Le dépôt minimum exigé?			NSP/RDR
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	
BUHUMUZA	6.90	37.20	18.90	37.00
BUJUMBURA	16.30	12.90	12.10	58.60
BURUNGA	5.50	9.40	9.50	75.60
BUTANYERERA	5.50	8.50	4.70	81.20
GITEGA	14.50	7.30	2.20	76.00
Total	10.50	14.20	9.40	65.90

g. Satisfaction par rapport au taux d'intérêt versé sur l'épargne

En moyenne, 68,2 % des personnes interrogées ne savent pas ou ne répondent pas à cette question. Ce taux dépasse 75 % dans les provinces de BURUNGA (78,2 %), BUTANYERERA (83,0 %) et GITEGA (77,4 %). Cela suggère une méconnaissance généralisée des produits d'épargne et des rendements associés, notamment en zones rurales. La province de BUHUMUZA se distingue par une satisfaction notable. Elle enregistre 37,7 % d'Assez Satisfaits, un niveau largement supérieur à la moyenne nationale (13,9 %). Mais aussi 20,4 % de Pas du tout Satisfaits, ce qui révèle une perception polarisée.

Les provinces de BUJUMBURA et GITEGA affichent les meilleurs taux de "Très Satisfaits". Respectivement 10,3 % et 11,4 %, contre 7,2 % au niveau national. Cela pourrait refléter une meilleure communication des avantages de l'épargne ou une offre de produits plus attractive dans ces zones urbaines ou semi-urbaines. Insatisfaction plus marquée à BUHUMUZA (20,4 %) et BUJUMBURA (14,5 %). Cette insatisfaction peut traduire une attente non satisfaite quant au rendement de l'épargne.

Le taux d'intérêt sur l'épargne est une thématique encore mal connue par une large majorité de la population interrogée. Dans les provinces urbaines comme BUJUMBURA ou bien connectées comme BUHUMUZA, la perception est plus structurée, mais aussi plus critique. Cela souligne le besoin d'éducation financière accrue, notamment sur les avantages et les limites des produits d'épargne proposés.

Tableau 25: Satisfaction par rapport au taux d'intérêt versé sur l'épargne

Province	Le taux d'intérêt versé sur l'épargne ?			
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	NSP/RDR
BUHUMUZA	4.1	37.7	20.4	37.8
BUJUMBURA	10.3	12.5	14.5	62.6
BURUNGA	3.8	8.1	10.0	78.2
BUTANYERERA	4.0	8.0	5.0	83.0
GITEGA	11.4	7.6	3.6	77.4
Total	7.2	13.9	10.7	68.2

h. Satisfaction par rapport aux frais de transaction et de tenue de compte

En moyenne, 66,3 % des répondants ne se prononcent pas. Ce taux est particulièrement élevé à BUTANYERERA (81,0 %), BURUNGA (76,0 %) et GITEGA (75,7 %). Cela révèle une méconnaissance significative des frais appliqués ou une non-utilisation active des comptes. BUHUMUZA enregistre 37,8 % d'Assez Satisfaits, un taux très au-dessus de la moyenne nationale (14,9 %). Cependant, cette province présente aussi 20,3 % de Pas du tout Satisfaits, révélant des opinions très partagées. BUJUMBURA et GITEGA en tête des "Très Satisfaits" 10,4 % à BUJUMBURA et 12,4 % à GITEGA, contre 7,6 % au niveau national. Cela pourrait indiquer une perception plus positive des frais bancaires dans les zones urbaines/semi-urbaines où les offres sont plus diversifiées. Insatisfaction relativement forte à BUJUMBURA (15,3 %) et BUHUMUZA (20,3 %). Cela peut refléter une sensibilité accrue aux coûts bancaires, souvent jugés élevés ou peu transparents.

Les frais bancaires suscitent peu de retours dans la majorité des provinces, probablement par manque d'information. Cependant, dans des zones plus bancarisées comme BUJUMBURA, les avis sont plus nuancés : certains saluent la tarification, d'autres la critiquent vivement. Il est donc essentiel d'assurer une meilleure transparence sur les frais appliqués, ainsi qu'un accompagnement client plus actif.

Tableau 26: Satisfaction par rapport au frais de transaction et de tenue de compte

Province	Q40.h. Les frais de transaction et de tenue de compte ?			
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	NSP/RDR
BUHUMUZA	3.90	37.80	20.30	38.00
BUJUMBURA	10.40	14.40	15.30	59.90
BURUNGA	4.20	9.50	10.40	76.00
BUTANYERERA	5.00	8.60	5.40	81.00
GITEGA	12.40	8.10	3.80	75.70
Total	7.60	14.90	11.10	66.30

7.1. Niveau de satisfaction des conditions offertes concernant l'accès aux crédits

a. Niveau de satisfaction par rapport aux différents types de produits de crédit proposés

Le tableau ci-dessous met en lumière une grande insatisfaction et une incertitude importante concernant les produits de crédit dans plusieurs provinces, ainsi qu'un manque de clarté ou d'intérêt parmi une partie significative de la population.

Le pourcentage de personnes « Pas du tout satisfaites » varie entre 1.7% (Gitega) et 15.1% (Buhumuza). Cependant, dans certaines provinces comme Bujumbura, Burunga, et Butanyerera, la proportion d'insatisfaits est nettement plus élevée, ce qui pourrait indiquer un besoin de revoir les produits de crédit dans ces zones. Les réponses dominantes sont dans la catégorie NSP/RDR (Non Spécifié / Refus de Répondre) en particulier dans des provinces comme Bujumbura (65.2%), Burunga (74.1%), et Butanyerera (82.2%), une proportion très importante de personnes n'a pas exprimé une opinion claire ou a refusé de répondre. Cela pourrait suggérer soit un manque d'information sur les produits de crédit, soit une indifférence générale à l'égard de ces produits.

Bujumbura a la plus forte proportion de personnes "Très Satisfaites" (13.3%), mais aussi un pourcentage élevé dans la catégorie "NSP/RDR" (65.2%). Cela peut refléter un manque de confiance dans les produits de crédit ou un manque d'information sur ce qui est proposé. Gitega présente un pourcentage relativement plus faible de personnes "Pas du tout satisfaites" (1.7%) mais un nombre assez élevé dans la catégorie NSP/RDR (74.8%), suggérant également une faible connaissance ou un manque d'intérêt pour ces produits de crédit. Butanyerera a un pourcentage très élevé de "NSP/RDR" (82.2%), ce qui pourrait signifier que les habitants ne sont pas informés ou ne se sentent pas concernés par ces produits financiers.

Tableau 27 : Niveau de satisfaction par rapport aux différents types de produits de crédit proposés

Province	Les différents types de produits de crédit proposés ?			
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	NSP/RDR
BUHUMUZA	7.90	39.10	15.10	37.80
BUJUMBURA	13.30	9.30	12.20	65.20
BURUNGA	5.90	11.80	8.10	74.10
BUTANYERERA	4.20	8.40	5.20	82.20
GITEGA	15.40	8.10	1.70	74.80
Total	9.70	14.00	8.60	67.70

b. Niveau de satisfaction par rapport aux procédures administrative à remplir

Ce tableau ci-dessous présente les résultats d'une enquête concernant la satisfaction des utilisateurs à propos des procédures administratives à remplir dans plusieurs provinces. Globalement, une insatisfaction modérée est présente. Le pourcentage des personnes « Pas du tout satisfaites » est relativement faible mais varie entre 1.8% (Gitega) et 15% (Buhumuza). Toutefois, dans certaines provinces comme Burunga, Butanyerera et Gitega, cette insatisfaction est plus marquée. Cela peut indiquer des difficultés ou des obstacles administratifs dans le traitement des dossiers dans ces régions.

Dans des provinces comme Butanyerera (82.5%) et Burunga (75.7%), une grande proportion des répondants n'ont pas fourni d'opinion claire ou ont refusé de répondre à cette question. Cela peut suggérer que les populations ne sont pas suffisamment informées sur les procédures administratives ou qu'elles considèrent cette question comme peu pertinente. Bujumbura et Gitega présentent une proportion relativement plus élevée de personnes « Très Satisfaites » (12.5% et 15.9%, respectivement). Cela suggère que les procédures administratives dans ces provinces sont perçues de manière plus positive, ou qu'elles sont mieux adaptées aux attentes des usagers. À l'inverse, Butanyerera affiche un faible pourcentage de satisfaction (4%) et un pourcentage élevé de réponses NSP/RDR (82.5%). Cela peut indiquer une complexité ou une confusion dans les procédures administratives dans cette province, ou une absence de clarté quant aux démarches à suivre.

En résumé, le tableau révèle que dans plusieurs provinces, il existe un manque de satisfaction concernant les procédures administratives, avec une incertitude marquée ou un manque d'intérêt, en particulier dans des régions comme Butanyerera et Burunga. Des efforts pour simplifier et clarifier ces démarches pourraient être nécessaires.

Tableau 28 : Niveau de satisfaction par rapport aux procédures administratives à remplir

Province	Les procédures administratives à remplir ?			
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	NSP/RDR
BUHUMUZA	8.20	38.90	15.00	37.90
BUJUMBURA	12.50	9.40	12.20	66.00
BURUNGA	5.70	8.70	9.90	75.70
BUTANYERERA	4.00	7.80	5.60	82.50
GITEGA	15.90	7.50	1.80	74.70
Total	9.60	13.20	9.00	68.20

c. Niveau de satisfaction par rapport aux frais de dossier et commission à payer

Bien que certaines provinces aient des niveaux de satisfaction modérés (comme Gitega), le tableau indique globalement une insatisfaction vis-à-vis des frais de dossier et des commissions, avec un manque de clarté ou de transparence dans certaines zones, notamment Butanyerera et Burunga. Des efforts pour mieux informer la population et réévaluer ces frais pourraient améliorer la satisfaction. Le pourcentage des personnes « Pas du tout satisfaites » varie de 1.9% (Gitega) à 15.4% (Buhumuza). Ces chiffres montrent qu'une proportion relativement importante des répondants sont insatisfaits des frais de dossier et des commissions, notamment à Buhumuza (15.4%) et Burunga (10.9%).

Comme dans les autres questions, une part importante de répondants a choisi de ne pas spécifier ou a refusé de répondre (NSP/RDR). Les provinces les plus touchées sont Butanyerera (83.5%) et Burunga (77%), ce qui indique que la population dans ces zones peut être mal informée ou ne prête pas attention à ces frais et commissions.

Bujumbura et Gitega montrent également des niveaux relativement élevés dans cette catégorie (66.7% et 75.9%, respectivement), suggérant soit une méconnaissance des frais, soit une forme d'indifférence ou de désengagement. Satisfaction modérée à faible : Gitega a la plus grande proportion de personnes « Très satisfaites » (14.6%), ce qui pourrait indiquer que les frais de dossier et les commissions y sont perçus comme plus abordables ou transparents par la population locale. Bujumbura présente également un pourcentage notable de satisfaction (« Très satisfait » à 10.5%), mais avec une proportion élevée de personnes dans la catégorie NSP/RDR (66.7%), ce qui pourrait suggérer que les frais sont bien compris par une petite portion de la population, mais la majorité reste indécise ou non informée.

Les frais de dossier et les commissions semblent être une source de mécontentement pour de nombreux utilisateurs, particulièrement à Buhumuza, où les personnes « Pas du tout satisfaites » sont plus nombreuses. Cela suggère que ces frais pourraient être trop élevés ou mal expliqués dans certaines provinces. Manque d'engagement ou d'information : Comme pour les autres questions, la forte proportion de personnes qui n'ont pas répondu (NSP/RDR) indique un manque d'engagement ou une absence de connaissance des frais appliqués. Cela peut pointer vers la nécessité d'améliorer la transparence et la communication concernant ces frais. Gitega comme exception : Gitega semble être une exception avec une proportion relativement élevée de personnes « Très satisfaites » (14.6%), ce qui pourrait indiquer que les frais y sont jugés plus justes ou mieux communiqués.

Tableau 29 : Niveau de satisfaction par rapport aux frais de dossier et commission à payer

Province	Les frais de dossier et les commissions à payer?			
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	NSP/RDR
BUHUMUZA	6.90	39.10	15.40	38.50
BUJUMBURA	10.50	9.90	12.90	66.70
BURUNGA	5.00	7.10	10.90	77.00
BUTANYERERA	3.00	7.50	5.90	83.50
GITEGA	14.60	7.60	1.90	75.90
Total	8.20	13.10	9.50	69.20

d. Niveau de satisfaction par rapport aux délais d'approbation des crédits

Les données sur la satisfaction concernant les délais d'approbation des crédits révèlent des tendances similaires aux autres aspects évalués. Une majorité significative des répondants se trouvent dans la catégorie NSP/RDR, particulièrement à Butanyerera (83.4%) et Burunga (77.0%), ce qui indique un manque d'information ou un désengagement vis-à-vis du processus d'approbation. La satisfaction est modérée dans certaines provinces comme Gitega, où 14.1% des répondants se déclarent « Très satisfaits » — un résultat nettement supérieur à la moyenne nationale (8.2%), ce qui pourrait refléter une meilleure efficacité ou communication dans cette région.

À l'inverse, des niveaux d'insatisfaction relativement élevés sont enregistrés à Buhumuza (15.4%) et Bujumbura (13.3%), suggérant que dans ces zones, les délais sont jugés trop

longs ou mal gérés. Dans l'ensemble, ces résultats montrent un besoin d'améliorer la transparence, la rapidité et la sensibilisation autour des délais d'approbation des crédits, afin de renforcer la confiance des usagers.

Tableau 30 : Niveau de satisfaction par rapport délais d'approbation des crédits

Province	Les délais d'approbation des crédits?			
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	NSP/RDR
BUHUMUZA	6.60	39.20	15.40	38.80
BUJUMBURA	10.80	9.20	13.30	66.70
BURUNGA	5.10	7.90	9.90	77.00
BUTANYERERA	3.10	7.80	5.80	83.40
GITEGA	14.10	7.50	2.30	76.20
Total	8.20	13.10	9.50	69.20

e. Niveau de satisfaction par rapport aux garanties exigées

Les résultats concernant la satisfaction vis-à-vis des garanties exigées pour l'obtention d'un crédit montrent que l'insatisfaction est particulièrement marquée à Bujumbura (17.0%) et Buhumuza (16.2%), ce qui suggère que les conditions de garantie y sont perçues comme trop contraignantes. Comme dans les autres dimensions, une large part de la population n'a pas exprimé d'opinion (NSP/RDR), notamment à Butanyerera (82.7%) et Burunga (74.4%), traduisant un manque d'information ou d'implication. En revanche, Gitega se distingue une fois de plus par une proportion relativement élevée de personnes « Très satisfaites » (14.8%) et un faible taux d'insatisfaction (2.0%), ce qui peut indiquer une plus grande accessibilité ou clarté dans les exigences de garantie dans cette province. Globalement, ces données révèlent un besoin de rendre les conditions de garantie plus transparentes, abordables et mieux comprises par les populations locales.

Tableau 31 : Niveau de satisfaction par rapport aux garanties exigées

Province	Les garanties exigées?			
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	NSP/RDR
BUHUMUZA	6.90	38.40	16.20	38.60
BUJUMBURA	9.60	7.80	17.00	65.70
BURUNGA	4.90	8.30	12.40	74.40
BUTANYERERA	3.50	8.70	5.10	82.70
GITEGA	14.80	7.70	2.00	75.50
Total	8.10	12.80	11.00	68.20

f. Niveau de satisfaction par rapport aux montants de crédit proposés

Les résultats sur la satisfaction liée aux **montants de crédit proposés** montrent une tendance récurrente : une grande part des répondants n'a pas donné d'avis clair (NSP/RDR), notamment à Butanyerera (83.3%) et Burunga (76.8%), ce qui souligne un manque

d'information ou de sensibilisation. L'insatisfaction est relativement élevée à Buhumuza (16.0%) et Bujumbura (13.7%), suggérant que les montants offerts ne répondent pas aux besoins des demandeurs dans ces provinces. À l'inverse, Gitega affiche une satisfaction marquée (15.3% « Très satisfaits » et seulement 1.9% d'insatisfaits), ce qui peut indiquer que les montants proposés y sont mieux adaptés ou plus accessibles. Globalement, ce tableau met en lumière un besoin d'ajuster les offres de crédit aux réalités économiques locales et de mieux communiquer sur les montants disponibles.

Tableau 32 : Niveau de satisfaction par rapport aux montants de crédit proposés

Province	Les montants de crédit proposés ?			
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	NSP/RDR
BUHUMUZA	7.10	38.30	16.00	38.60
BUJUMBURA	9.90	9.40	13.70	66.90
BURUNGA	5.00	8.60	9.60	76.80
BUTANYERERA	3.60	7.70	5.40	83.30
GITEGA	15.30	7.30	1.90	75.50
Total	8.30	13.10	9.50	69.10

g. Niveau de satisfaction par rapport aux modalités de déblocage du crédit

Le tableau relatif aux modalités de déblocage du crédit met en évidence une situation similaire aux autres aspects évalués : une majorité de répondants ne se prononcent pas (NSP/RDR), atteignant jusqu'à 83.2% à Butanyerera et 77.2% à Burunga, ce qui reflète un manque d'information ou de compréhension des modalités. Gitega se distingue une fois de plus par une forte proportion de « Très satisfaits » (15.4%) et un très faible taux d'insatisfaction (1.7%), ce qui suggère une gestion plus fluide et transparente du processus dans cette province.

À l'inverse, Buhumuza (15.6%) et Bujumbura (13.6%) affichent des niveaux élevés d'insatisfaction, indiquant que les modalités de déblocage pourraient y être perçues comme complexes ou lentes. Ces résultats soulignent l'importance d'harmoniser et de clarifier les procédures de déblocage du crédit pour garantir un meilleur accès et une satisfaction accrue.

Tableau 33 : Niveau de satisfaction par rapport aux modalités de déblocage du crédit

Province	Les modalités de déblocage du crédit ?			
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	NSP/RDR
BUHUMUZA	7.4	38.5	15.6	38.4
BUJUMBURA	10.4	9.3	13.6	66.7
BURUNGA	5.0	8.5	9.3	77.2
BUTANYERERA	4.0	7.1	5.6	83.2
GITEGA	15.4	7.5	1.7	75.4
Total	8.6	12.9	9.4	69.0

h. Niveau de satisfaction par rapport à la durée des crédits

Concernant la durée des crédits, les résultats montrent une répartition similaire aux tendances observées précédemment. Une part importante de la population reste sans opinion (NSP/RDR), en particulier à Butanyerera (82.8%) et Burunga (76.7%), ce qui indique un manque d'information ou de compréhension sur ce critère. Gitega se démarque par une satisfaction élevée, avec 16.3% de « Très satisfaits » et seulement 1.6% d'insatisfaits, suggérant que la durée des crédits y est bien adaptée aux besoins des emprunteurs.

En revanche, Buhumuza et Bujumbura affichent des niveaux d'insatisfaction relativement élevés (15.7% et 13.3% respectivement), ce qui pourrait refléter des durées de remboursement jugées trop courtes ou trop longues. Globalement, ces données soulignent l'importance d'ajuster les durées de crédit aux capacités de remboursement des bénéficiaires et de mieux les sensibiliser à ce sujet.

Tableau 34 : Niveau de satisfaction par rapport à la durée des crédits

Province	La durée des crédits ?			
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	NSP/RDR
BUHUMUZA	7.5	38.7	15.7	38.1
BUJUMBURA	10.8	9.1	13.3	66.9
BURUNGA	5.0	8.8	9.5	76.7
BUTANYERERA	3.8	7.4	6.0	82.8
GITEGA	16.3	6.7	1.6	75.3
Total	8.9	12.9	9.4	68.8

i. Niveau de satisfaction par rapport à la fréquence et échéancier des remboursements

Le tableau présente le niveau de satisfaction des répondants, par province, concernant la fréquence et l'échéancier des remboursements. De manière générale, la satisfaction reste faible avec seulement 8,3 % de "Très satisfaits" et 12,9 % de "Assez satisfaits" au niveau national. La proportion très élevée de répondants n'ayant pas su ou voulu répondre (69,7 %) suggère un manque d'information, un désintérêt ou une incompréhension du sujet. Des disparités importantes apparaissent selon les provinces : GITEGA affiche le taux de "Très satisfaits" le plus élevé (16,4 %), tandis que BURUNGA et BUTANYERERA présentent des niveaux de satisfaction très bas, avec une forte concentration de NSP/RDR (respectivement 76,9 % et 83,9 %). Ces résultats traduisent un besoin de renforcer la communication autour des modalités de remboursement et d'améliorer la transparence du processus auprès des bénéficiaires.

Tableau 35 : Niveau de satisfaction par rapport à la fréquence et échéancier des remboursements

Province	La fréquence et l'échéancier des remboursements?			
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	NSP/RDR
BUHUMUZA	7.1	39.4	15.4	38.1
BUJUMBURA	9.1	9.5	12.4	69.1
BURUNGA	4.8	8.8	9.5	76.9
BUTANYERERA	3.7	6.5	6.0	83.9
GITEGA	16.4	6.8	1.5	75.4
Total	8.3	12.9	9.1	69.7

j. Niveau de satisfaction par rapport aux taux d'intérêts sur crédits

Ce tableau présente la satisfaction des répondants par province concernant les taux d'intérêt facturés sur les crédits. Globalement, le niveau de satisfaction reste faible avec seulement 7,2 % de "Très satisfaits" et 13,2 % "Assez satisfaits", tandis que 68,8 % des répondants n'ont pas su ou voulu répondre (NSP/RDR), traduisant un manque d'information ou un désengagement vis-à-vis de la question. GITEGA se démarque positivement avec le taux le plus élevé de "Très satisfaits" (14,9 %) et un faible pourcentage de mécontents (3,0 % "Pas du tout satisfaits"), alors que les provinces de BURUNGA et BUTANYERERA affichent des niveaux de satisfaction très bas et une forte proportion de NSP/RDR (respectivement 75,9 % et 83,6 %). Ces résultats suggèrent un besoin accru de transparence et de sensibilisation autour des conditions d'emprunt, notamment les taux d'intérêt appliqués.

Tableau 36 : Niveau de satisfaction par rapport aux taux d'intérêts sur crédits

Province	Les taux d'intérêt facturés sur les crédits ?			
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	NSP/RDR
BUHUMUZA	7.8	38.2	15.6	38.4
BUJUMBURA	6.1	10.3	16.6	66.9
BURUNGA	4.7	8.4	11.0	75.9
BUTANYERERA	3.7	7.2	5.5	83.6
GITEGA	14.9	7.4	3.0	74.7
Total	7.2	13.2	10.8	68.8

k. Niveau de satisfaction par rapport aux pénalités à payer en cas de retard de paiement

Ce tableau présente la satisfaction des répondants par province concernant les pénalités appliquées en cas de retard de paiement. Au niveau national, la satisfaction reste limitée avec seulement 5,3 % de "Très satisfaits" et 12,2 % "Assez satisfaits", tandis que 13,9 % se déclarent "Pas du tout satisfaits". La majorité des répondants (68,7 %) n'ont pas exprimé d'avis (NSP/RDR), ce qui reflète un déficit de compréhension ou de communication sur cette question. BUHUMUZA se distingue par le taux le plus élevé de satisfaction cumulée (45 %),

tandis que BUJUMBURA affiche le taux de mécontentement le plus fort (22,6 %). À l'inverse, BUTANYERERA et BURUNGA présentent de faibles niveaux de satisfaction accompagnés de très hauts taux de NSP/RDR (respectivement 84,3 % et 75,6 %). Ces résultats mettent en évidence la nécessité d'améliorer la sensibilisation des bénéficiaires aux mécanismes de pénalités, en renforçant l'information et la transparence autour des conditions de remboursement.

Tableau 37 : Niveau de satisfaction par rapport aux pénalités à payer en cas de retard de paiement

Province	Les pénalités à payer en cas de retard de paiement?			
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	NSP/RDR
BUHUMUZA	7.4	37.6	16.6	38.4
BUJUMBURA	3.7	8.7	22.6	65.0
BURUNGA	5.2	7.2	12.1	75.6
BUTANYERERA	3.0	6.5	6.2	84.3
GITEGA	8.6	6.9	8.1	76.4
Total	5.3	12.2	13.9	68.7

I. Niveau de satisfaction par rapport aux mesures prises en cas de non remboursement

Ce tableau ci-dessous présente la satisfaction des répondants par province concernant les mesures prises en cas de non-remboursement des crédits. Globalement, la satisfaction est modeste avec 5,4 % de "Très satisfaits" et 12,1 % "Assez satisfaits", tandis que 14 % des répondants se déclarent "Pas du tout satisfaits". Un taux élevé de NSP/RDR (68,5 %) indique un manque d'information ou une méconnaissance des procédures appliquées en cas de défaut de paiement. BUHUMUZA affiche la satisfaction la plus élevée (44,8 % de satisfaits), contrairement à BUJUMBURA où l'insatisfaction est la plus marquée (22,5 % "Pas du tout satisfaits"). BURUNGA et BUTANYERERA enregistrent à nouveau des niveaux faibles de satisfaction et de fortes proportions de NSP/RDR (respectivement 75,5 % et 83,7 %). Ces résultats soulignent la nécessité de clarifier les politiques de recouvrement et d'assurer une meilleure communication auprès des bénéficiaires sur les conséquences du non-remboursement.

Tableau 38 : Niveau de satisfaction par rapport aux mesures prises en cas de non remboursement

Province	Les mesures prises en cas de non-remboursement?			
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	NSP/RDR
BUHUMUZA	6.9	37.9	16.9	38.2
BUJUMBURA	3.9	8.2	22.5	65.4
BURUNGA	5.5	6.3	12.7	75.5
BUTANYERERA	3.1	7.1	6.1	83.7
GITEGA	8.8	7.2	8.2	75.9
Total	5.4	12.1	14.0	68.5

m. Niveau de satisfaction par rapport au suivi et le conseil aux clients

Ce tableau évalue la satisfaction des répondants par province concernant le suivi et le conseil offerts aux clients. Globalement, les niveaux de satisfaction sont légèrement meilleurs que dans les autres dimensions analysées, avec 11,4 % de "Très satisfaits" et autant "Assez satisfaits", contre 9,3 % d'insatisfaits. Cependant, la proportion de NSP/RDR reste élevée (67,9 %), indiquant encore une fois un manque d'information ou un engagement limité des clients sur cette question. GITEGA et BUJUMBURA se démarquent positivement, notamment GITEGA avec 18,3 % de "Très satisfaits" et un très faible taux d'insatisfaction (1,6 %), traduisant probablement une meilleure qualité de l'accompagnement offert. À l'inverse, BURUNGA et BUTANYERERA présentent de faibles niveaux de satisfaction et des taux très élevés de NSP/RDR (respectivement 76,3 % et 83,6 %). Ces résultats mettent en évidence un besoin de renforcer le dispositif de suivi personnalisé et de conseil aux clients, ainsi qu'une meilleure communication sur les services existants.

Tableau 39: Niveau de satisfaction par rapport au suivi et le conseil aux clients

Province	Le suivi et le conseil aux clients?			
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	NSP/RDR
BUHUMUZA	9.3	37.0	15.3	38.4
BUJUMBURA	16.5	6.6	12.7	64.2
BURUNGA	5.5	7.9	10.2	76.3
BUTANYERERA	4.3	6.2	5.9	83.6
GITEGA	18.3	6.4	1.6	73.7
Total	11.4	11.4	9.3	67.9

7.2. Niveau de satisfaction des conditions offert par les institutions Financières pour recevoir de l'argent

a. Niveau de satisfaction par rapport procédures à suivre

Ce tableau présente le niveau de satisfaction des répondants concernant les procédures à suivre, par province. Globalement, la satisfaction reste modérée avec 10,7 % de "Très satisfaits" et 13,7 % "Assez satisfaits", tandis que 65,8 % des répondants n'ont pas exprimé d'avis (NSP/RDR), ce qui suggère un besoin d'information ou un manque de familiarité avec les procédures. BUJUMBURA se démarque positivement avec le taux le plus élevé de "Très satisfaits" (17,5 %), alors que BUHUMUZA affiche une insatisfaction notable (20,3 % "Pas du tout satisfaits").

Les provinces de BURUNGA, BUTANYERERA et GITEGA présentent des taux élevés de NSP/RDR (entre 70 % et 80 %), indiquant une faible appropriation ou une accessibilité limitée à l'information sur les procédures. Ces résultats révèlent l'importance de simplifier et de mieux communiquer les démarches à suivre auprès des usagers.

Tableau 40 : Niveau de satisfaction par rapport procédures à suivre

Province	Les procédures à suivre?			
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	NSP/RDR
BUHUMUZA	3.1	39.3	20.3	37.3
BUJUMBURA	17.5	9.8	11.0	61.8
BURUNGA	8.3	12.0	9.7	70.0
BUTANYERERA	8.1	7.8	7.1	77.0
GITEGA	11.5	6.1	2.3	80.1
Total	10.7	13.7	9.8	65.8

b. Niveau de satisfaction par rapport aux pièces et documents à fournir

Ce tableau analyse la satisfaction des répondants concernant les pièces et documents à fournir dans le cadre des procédures. À l'échelle nationale, la satisfaction reste modérée avec 9,1 % de "Très satisfaits" et 13,6 % "Assez satisfaits", contre 9,6 % d'insatisfaits, tandis qu'un pourcentage élevé de répondants (67,7 %) n'a pas exprimé d'opinion (NSP/RDR), ce qui laisse entrevoir un besoin d'information plus clair sur les exigences documentaires. BUJUMBURA affiche la plus grande proportion de "Très satisfaits" (15,6 %), alors que BUHUMUZA présente un niveau d'insatisfaction relativement élevé (19,7 %). Les provinces de BURUNGA, BUTANYERERA et GITEGA présentent une forte part de NSP/RDR (plus de 70 %), ce qui pourrait indiquer un manque de communication ou d'accessibilité des informations relatives aux documents requis. Ces résultats montrent l'importance d'une meilleure vulgarisation des exigences administratives pour faciliter l'accès aux services.

Tableau 41 : Niveau de satisfaction par rapport aux pièces et documents à fournir

Province	Les pièces et documents à fournir?			
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	NSP/RDR
BUHUMUZA	3.3	39.9	19.7	37.2
BUJUMBURA	15.6	9.6	11.4	63.4
BURUNGA	6.3	12.0	10.2	71.5
BUTANYERERA	5.1	7.4	6.1	81.4
GITEGA	10.9	5.9	1.7	81.6
Total	9.1	13.6	9.6	67.7

c. Niveau de satisfaction par rapport aux délais de transmission de l'argent

Ce tableau présente la satisfaction des répondants concernant les délais de transmission de l'argent, par province. Globalement, les résultats indiquent une satisfaction modérée avec 10,7 % de "Très satisfaits" et 13,4 % "Assez satisfaits", contre 9,9 % d'insatisfaits. Toutefois, une part importante de répondants (65,9 %) n'a pas donné d'opinion (NSP/RDR), ce qui peut refléter un manque d'expérience directe ou une information insuffisante sur les délais de décaissement. BUJUMBURA se distingue avec la satisfaction la plus élevée (18,2 % "Très satisfaits"), tandis que BUHUMUZA affiche une insatisfaction notable (20,0 % "Pas du tout

satisfaits"). BURUNGA, BUTANYERERA et GITEGA enregistrent des taux élevés de NSP/RDR (supérieurs à 70 %), suggérant des efforts à faire en matière de communication et de transparence sur les délais de traitement. Ces résultats soulignent l'importance d'assurer des délais clairs et prévisibles pour renforcer la confiance des bénéficiaires.

Tableau 42 : Niveau de satisfaction par rapport aux délais de transmission de l'argent

Province	Les délais de transmission de l'argent?			NSP/RDR
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	
BUHUMUZA	3.4	39.7	20.0	36.8
BUJUMBURA	18.2	9.2	12.0	60.6
BURUNGA	7.6	12.0	10.0	70.4
BUTANYERERA	7.6	7.3	6.4	78.8
GITEGA	11.6	5.8	1.9	80.7
Total	10.7	13.4	9.9	65.9

d. Niveau de satisfaction par rapport aux frais à payer

Ce tableau en dessous présente la satisfaction des répondants concernant les frais à payer dans le cadre des procédures. À l'échelle nationale, la satisfaction reste modérée avec 6,9 % de "Très satisfaits" et 14,7 % "Assez satisfaits", tandis que 12,6 % des répondants se disent "Pas du tout satisfaits". Une majorité importante (65,8 %) n'a pas exprimé d'opinion (NSP/RDR), ce qui peut traduire un manque d'information ou de clarté sur la structure des frais. BUJUMBURA enregistre une satisfaction relativement élevée (21,6 % cumulée), mais aussi un fort taux d'insatisfaction (17,9 %), ce qui reflète une perception contrastée. BUHUMUZA affiche le taux d'insatisfaction le plus élevé (22,7 %), tandis que GITEGA, malgré un bon score de satisfaction (10,3 % "Très satisfaits"), montre un taux très élevé de NSP/RDR (79,9 %). Ces résultats indiquent la nécessité d'améliorer la transparence et la communication autour des frais appliqués, afin de réduire les incertitudes et renforcer la confiance des usagers.

Tableau 43 : Niveau de satisfaction par rapport aux frais à payer

Province	Les frais à payer?			NSP/RDR
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	
BUHUMUZA	3.2	37.1	22.7	37.0
BUJUMBURA	8.6	13.0	17.9	60.6
BURUNGA	4.9	12.6	12.4	70.1
BUTANYERERA	6.0	9.1	6.0	78.9
GITEGA	10.3	6.4	3.4	79.9
Total	6.9	14.7	12.6	65.8

e. Niveau de satisfaction par rapport aux services offert par le personnel

Ce tableau en dessous présente la satisfaction des répondants concernant le service offert par le personnel, par province. Globalement, les résultats sont relativement positifs comparés aux autres dimensions évaluées, avec 10,3 % de "Très satisfaits" et 13,7 % "Assez satisfaits", contre seulement 9,0 % d'insatisfaits. Toutefois, la part importante de NSP/RDR (67,0 %) montre qu'une large portion des répondants ne se prononce pas, possiblement par manque de contact direct avec le personnel ou d'informations suffisantes. BUJUMBURA et GITEGA affichent les meilleurs taux de satisfaction ("Très satisfaits" à 15,5 % et 11,9 % respectivement), tandis que BUHUMUZA montre un niveau d'insatisfaction notable (19,4 %). BURUNGA et BUTANYERERA enregistrent des niveaux de satisfaction modérés, mais toujours accompagnés de taux élevés de NSP/RDR (plus de 70 %). Ces résultats révèlent l'importance de maintenir un bon niveau de service client, tout en renforçant la visibilité et l'accessibilité du personnel auprès des bénéficiaires.

Tableau 44 : Niveau de satisfaction par rapport aux services offert par le personnel

Province	Le service offert par le personnel?			NSP/RDR
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	
BUHUMUZA	4.6	39.0	19.4	37.0
BUJUMBURA	15.5	9.8	10.9	63.9
BURUNGA	8.1	13.1	8.6	70.1
BUTANYERERA	7.8	7.4	5.3	79.6
GITEGA	11.9	6.0	1.8	80.3
Total	10.3	13.7	9.0	67.0

f. Niveau de satisfaction par rapport à la sécurité des lieux

Ce tableau présente les perceptions des répondants sur la sécurité des lieux dans les différentes provinces. Globalement, la satisfaction est relativement élevée avec 18,6 % de "Très satisfaits" et 10,6 % "Assez satisfaits", tandis que seuls 7,7 % se déclarent "Pas du tout satisfaits". BUJUMBURA se distingue par le taux le plus élevé de "Très satisfaits" (23,0 %), malgré une forte proportion de NSP/RDR (60,8 %). BUHUMUZA combine un niveau de satisfaction global élevé (48,5 %) avec un taux relativement faible de NSP/RDR (36,2 %), traduisant une perception plus claire de la sécurité.

À l'inverse, GITEGA et BUTANYERERA, bien que présentant de faibles taux d'insatisfaction, affichent les proportions les plus élevées de NSP/RDR (plus de 70 %), ce qui pourrait indiquer un manque d'expérience directe des répondants avec les lieux. Ces résultats suggèrent une perception globalement positive de la sécurité, mais aussi un besoin de renforcer la visibilité et l'accessibilité des installations pour encourager une appréciation plus informée de leur environnement.

Tableau 45: Niveau de satisfaction par rapport à la sécurité des lieux

Province	La sécurité des lieux?			
	Très Satisfait	Assez Satisfait	Pas du tout Satisfait	NSP/RDR
BUHUMUZA	19.4	29.1	15.2	36.2
BUJUMBURA	23.0	6.4	9.7	60.8
BURUNGA	17.8	9.0	8.0	65.2
BUTANYERERA	12.7	9.4	4.9	72.9
GITEGA	18.3	4.0	1.0	76.7
Total	18.6	10.6	7.7	63.1

8. ANALYSE SUR LES ENTREPRISES, COOPERATIVES ET ASSOCIATIONS

L'enquête s'est aussi intéressée sur le niveau d'inclusion financière des entreprises et des associations et/ou coopératives opérationnelles en 2023 sur tout le territoire national où les répondants étaient les responsables de ces unités.

8.1. Analyse sur les entreprises

L'enquête a aussi touché les Petites et Moyennes Entreprises (PME) qui étaient opérationnelles en 2023 sur tout le territoire national. Les PME sont réparties dans toutes les provinces même s'il y a de grandes disparités selon le milieu de résidence. Presque la totalité des entreprises appartiennent aux Burundais (90,3%), seulement 4,0% sont originaires des pays de l'EAC tandis que 5,7% appartiennent aux autres pays en dehors de l'EAC. La totalité des PME appartenant aux ressortissants des pays de l'EAC est concentrée à Buhumuza (6,0%) et Bujumbura (5,2%) alors que les PME appartenant aux ressortissants des autres pays sont concentrées à Bujumbura (7,1%) et Burunga (6,1%). Toutes les entreprises de la province de Butanyerera appartiennent aux Burundais.

Tableau 46: Répartition des entreprises par province selon la nationalité

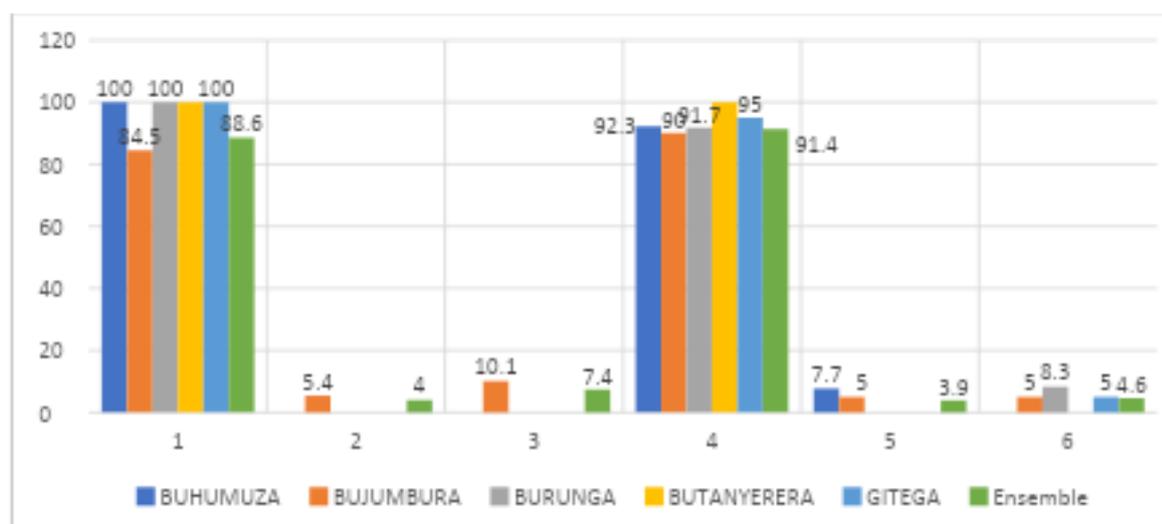
Province	Nationalité							
	Burundaise		Pays de l'EAC		Autres		Total	
	N	(%)	N	(%)	N	(%)	N	(%)
BUHUMUZA	158	94,0	10	6,0	0	0,0	168	100,0
BUJUMBURA	1490	87,7	88	5,2	120	7,1	1698	100,0
BURUNGA	153	93,9	0	0,0	10	6,1	163	100,0
BUTANYERERA	140	100,0	0	0,0	0	0,0	140	100,0
GITEGA	287	96,6	0	0,0	10	3,4	297	100,0
Total	2228	90,3	98	4,0	140	5,7	2467	100,0

Tableau 47: Répartition des entreprises par province selon la taille et la nationalité

Province	Taille de l'entreprise											
	Moyenne entreprise						Petite entreprise					
	Burundaise		Pays de l'EAC		Autres		Burundaise		PAYS DE L'EAC		Autres	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
BUHUMUZA	38	100,0	0	0,0	0	0,0	120	92,3	10	7,7	0	0,0
BUJUMBURA	589	84,5	38	5,4	70	10,1	901	90,0	50	5,0	50	5,0
BURUNGA	43	100,0	0	0,0	0	0,0	110	91,7	0	0,0	10	8,3
BUTANYERERA	70	100,0	0	0,0	0	0,0	70	100,0	0	0,0	0	0,0
GITEGA	97	100,0	0	0,0	0	0,0	190	95,0	0	0,0	10	5,0
Total	837	88,6	38	4,0	70	7,4	1391	91,4	60	3,9	70	4,6

Par rapport à la taille de l'entreprise, les petites entreprises qui appartiennent aux Burundais occupent la première place avec 91,4% par rapport aux moyennes entreprises (88,6%).

Graphique 16: Entreprises par province selon la taille et la nationalité



8.1.1. La connaissance des services financiers

De manière générale, les responsables des entreprises ont la connaissance des institutions financières (les banques et les IMF). Les groupes de discussion ont également mis en évidence que la connaissance des institutions financières est davantage remarquable tant en zones urbaines qu'en zones rurales. Cette connaissance augmente significativement avec le niveau de scolarité des propriétaires des entreprises. La connaissance de l'existence d'une institution financière dans la commune est de l'ordre de 99,4% des répondants pour les PME.

8.1.2. L'accès physique aux institutions financières

Uniquement quelques répondants ne connaissent pas la localisation exacte des institutions financières dans leur commune (0,4%) ; soit ils en connaissent la localisation mais sont incapables de mesurer la distance qui les sépare de leur entreprise.

Tableau 48: Répartition des entreprises par province selon la connaissance des IFs dans la commune

	A votre connaissance, y a-t-il une institution Financière dans votre commune					
	Oui		Non		NSP	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
BUHUMUZA	168	100,0	0	0,0	0	0,0
BUJUMBURA	1 682	99,1	5	0,3	10	0,6
BURUNGA	163	100,0	0	0,0	0	0,0
BUTANYERERA	140	100,0	0	0,0	0	0,0
GITEGA	297	100,0	0	0,0	0	0,0
Total	2 451	99,4	5	0,2	10	0,4

Plus de 90,3% des entreprises se trouvent à moins de 2km **des Ifs**, ce qui montre que la plupart des entreprises se trouvent dans des lieux accessibles.

Tableau 49: Répartition des entreprises par province selon la distance des IFs à l'entreprise

Province	A quelle distance en Km se trouve l'institution Financière le plus proche									
	Moins de 1km		Entre 1 et 2 Km		Entre 2 et 3km		Entre 4 et 5 Km		Entre 5 et 10km	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
BUHUMUZA	122	72,9	5	3,2	10	6,0	10	6,0	20	11,9
BUJUMBURA	1 201	71,4	324	19,3	57	3,4	70	4,2	30	1,8
BURUNGA	158	96,7	5	3,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0
BUTANYERERA	82	58,8	48	34,1	10	7,1	0	0,0	0	0,0
GITEGA	184	61,9	82	27,5	11	3,6	15	5,2	5	1,8
Total	1 748	71,3	465	19,0	88	3,6	95	3,9	55	2,3

8.1.3. L'accès à un compte

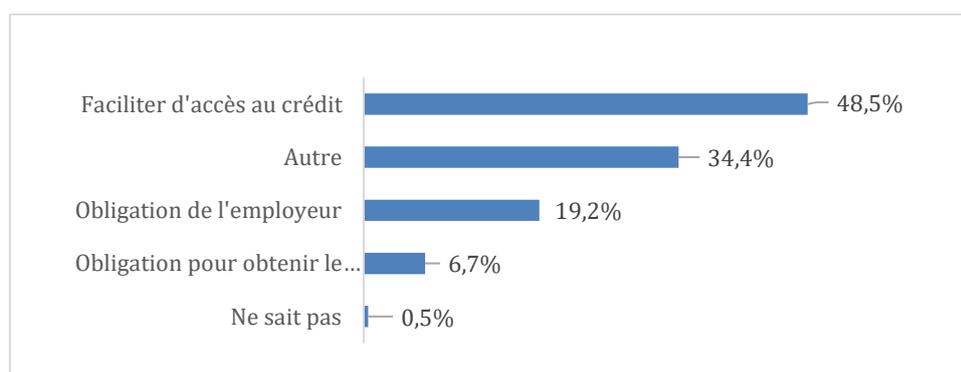
En matière d'inclusion financière, l'accès à un compte est primordial et doit précéder tout autre service financier tel que l'accès au crédit ou à l'épargne. Selon les données de l'enquête, tous les chefs des PME disposent au moins d'un compte et d'autres en disposent plusieurs voire même jusqu'à 8.

Tableau 50: Répartition des entreprises par province selon la taille et le nombre de comptes possédés

Province	Moyenne entreprise			Petite entreprise		
	Combien de compte possédez-vous au total ?			Combien de compte possédez-vous au total ?		
	Moyenne	Minimum	Maximum	Moyenne	Minimum	Maximum
BUHUMUZA	2,0	1,0	3,0	1,3	1,0	2,0
BUJUMBURA	2,2	1,0	7,0	1,6	1,0	6,0
BURUNGA	1,9	1,0	5,0	2,3	1,0	8,0
BUTANYERERA	1,6	1,0	3,0	1,6	1,0	3,0
GITEGA	1,8	1,0	4,0	1,8	1,0	3,0
Total	2,1	1,0	7,0	1,7	1,0	8,0

La principale raison de disposer de plusieurs comptes est d'accroître la facilité d'accès au crédit 48,5 %, d'autres répondants ont évoqué que c'est l'obligation de l'employeur 19,2%.

Graphique 17: Pourquoi avez-vous plusieurs comptes ?



Les dirigeants des entreprises disposent de plusieurs comptes à savoir (i) les Compte courant (97,1%) ; (ii) les Compte épargne (17,7%) ; (iii) les Compte dépôt (11,8%) (iv) les Comptes de crédit (35,1%) ainsi que les Code marchand dans EP (Lumicash, ecocash...) (4,8%).

Tableau 51 : Répartition des entreprises par province selon le type de comptes possédés dans une institution financière agréée

Province	Compte courant?		Compte épargne?		Compte dépôt?		Compte de crédit ?		Code marchand dans EP (Lumicash, ecocash...) ?	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
	BUHUMUZA	168	100,0	15	9,2	10	6,0	55	33,0	0
BUJUMBURA	1 642	96,7	271	15,9	203	11,9	562	33,1	170	10,0
BURUNGA	148	90,6	35	21,7	37	22,7	62	37,7	22	13,2
BUTANYERERA	140	100,0	15	11,0	0	0,0	72	51,6	62	43,9
GITEGA	297	100,0	99	33,2	42	14,0	113	38,1	112	37,8
Total	2 396	97,1	435	17,7	291	11,8	865	35,1	366	14,8

8.1.4. L'accès au crédit

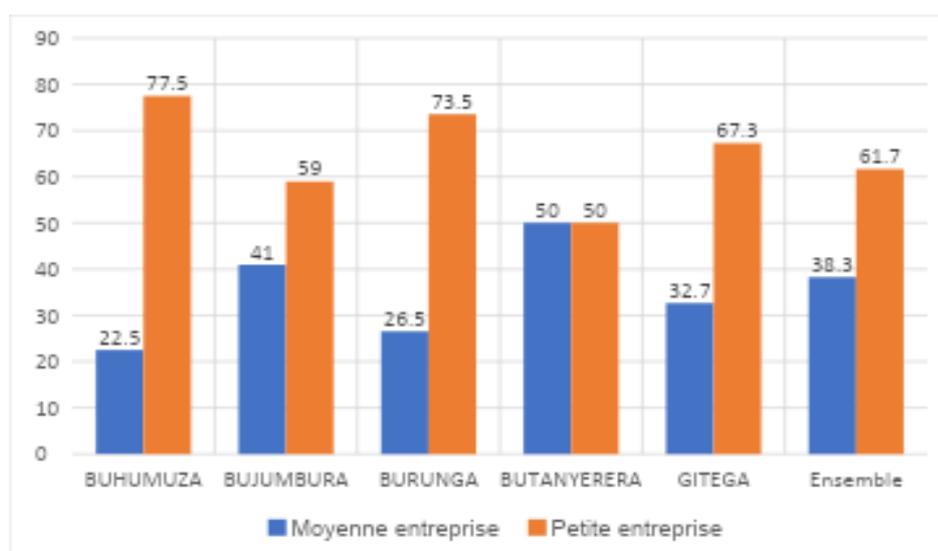
De façon générale, les PME n'ont demandé du crédit qu'à la hauteur de 61,9% depuis leur existence. Or, en matière d'inclusion financière, l'accès au crédit est tout aussi important que l'accès à un compte ou à l'épargne. Les principaux motifs pourraient être liés à la situation économique difficile et au manque d'éducation financière des propriétaires des PME.

Tableau 52: Répartition des entreprises par province selon la demande de crédit dans une institution financière agréée

Province	Avez-vous déjà demandé un crédit dans une institution financière agréée						Avez-vous demandé un prêt au cours des 24 derniers mois ?					
	Oui		Non		Total		Oui		Non		Total	
	N	(%)	N	(%)	N	(%)	N	(%)	N	(%)	N	(%)
BUHUMUZA	86	51,4	82	48,6	168	100,0	55	64,3	31	35,7	86	100,0
BUJUMBURA	992	58,4	706	41,6	1698	100,0	509	51,4	482	48,6	992	100,0
BURUNGA	112	68,9	51	31,1	163	100,0	62	54,8	51	45,2	112	100,0
BUTANYERERA	119	85,2	21	14,8	140	100,0	46	38,7	73	61,3	119	100,0
GITEGA	217	72,8	81	27,2	297	100,0	133	61,6	83	38,4	217	100,0
Total	1 527	61,9	940	38,1	2467	100,0	806	52,8	721	47,2	1527	100,0

En considérant la taille de l'entreprise, les dirigeants des petites entreprises (61,7%) sont en avance par rapport aux dirigeants des moyennes entreprises (38,3%) en ce qui concerne la demande de crédit dans une institution financière agréée.

Graphique 18: Répartition des entreprises par province selon la demande de crédit et la taille de l'entreprise



Au cours des douze derniers mois, à peine 52,8% des dirigeants des entreprises ont demandé un crédit ou un découvert dans une institution financière formelle. Parmi eux, 93,1% ont reçu le crédit demandé alors qu'à peu près 7% n'en ont pas reçu.

Tableau 53: Répartition des entreprises par province selon l'octroi de crédit

Province	Ce prêt vous a –t-il été accordé ?					
	Oui		Non		Total	
	N	(%)	N	(%)	N	(%)
BUHUMUZA	45	81,9	10	18,1	55	100,0
BUJUMBURA	484	95,0	25	5,0	509	100,0
BURUNGA	52	83,8	10	16,2	62	100,0
BUTANYERERA	46	100,0	0	0,0	46	100,0
GITEGA	123	92,5	10	7,5	133	100,0
Total	751	93,1	55	6,9	806	100,0

Les raisons évoquées de manque de crédit sont entre autres les mauvais antécédents de crédit (63,9%), les faibles revenus et incapacité de rembourser (36,1), d'autres avaient encore des dettes à rembourser (27,8%) alors que (18,1%) évoquent la raison de manque de garantie ou de garant. Toutefois, une proportion non négligeable (18,1%) de répondants n'ont pas donné de raison.

Graphique 19: Raisons du manque ou de non octroi de crédit (en %)

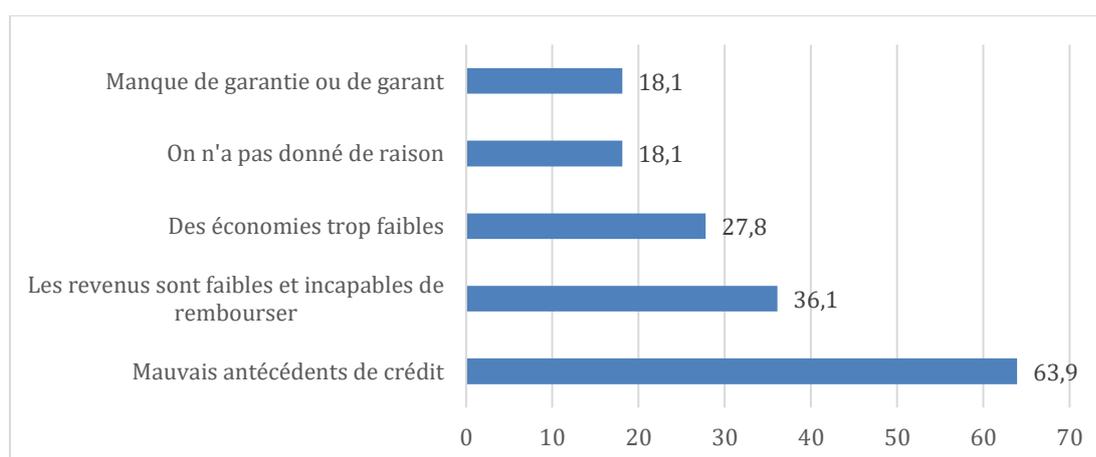


Tableau 54: Répartition des entreprises par province selon la demande d'un service auprès d'une institution Financière

Province	Avez-vous déjà demandé un service auprès d'une institution Financière ?			
	Oui		Non	
	Effectifs	%	Effectifs	%
BUHUMUZA	168	100,00	0	0,00
BUJUMBURA	1 411	83,10	287	16,90
BURUNGA	153	93,90	10	6,10
BUTANYERERA	140	100,00	0	0,00
GITEGA	292	98,20	5	1,80
Total	2 165	87,80	302	12,20

Les résultats montrent que 87,8% des entreprises ont déjà demandé un service auprès d'une institution financière.

8.1.5. L'accès à d'autres instruments financiers

Les entreprises disposent aussi d'autres instruments financiers à savoir les terminaux de paiement électronique (9,9%), la réception des paiements électroniques numériques à travers leur compte (76,6%) ainsi que l'envoi des paiements électroniques numériques à travers leur compte (61,4%).

Tableau 55: Répartition des entreprises par province selon les instruments financiers offerts

Province	Disposez-vous de terminaux de paiement électronique?				Recevez-vous électroniquement les paiements numériques à travers votre compte				Envoyez-vous électroniquement des paiements numériques à travers votre compte			
	Oui		Non		Oui		Non		Oui		Non	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
BUHUMUZA	26	15,6	142	84,4	5	20,6	21	79,4	0	0,0	26	100,0
BUJUMBURA	172	10,1	1 526	89,9	151	87,9	21	12,1	114	66,4	58	33,6
BURUNGA	15	9,4	148	90,6	0	0,0	15	100,0	15	100,0	0	0,0
BUTANYERERA	0	0,0	140	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
GITEGA	30	10,1	267	89,9	30	100,0	0	0,0	20	66,7	10	33,3
Total	244	9,9	2 223	90,1	187	76,6	57	23,4	149	61,4	94	38,6

De ce fait, à peu près 30% des entreprises (soit 29,7%) ont envoyé de l'argent quelque part au Burundi ou en dehors du pays au cours des 12 derniers mois. Le montant total des transferts dépasse 15,5 milliards de Francs Burundais. La destination de ces transferts est essentiellement interne (58,1%), 17,8% sont transférés vers les pays de l'EAC tandis que 24,1% de ces transferts sont destinés à d'autres pays autres que les pays de l'EAC.

Tableau 56: Répartition des entreprises par province selon le transfert d'argent versés

Province	Avez-vous envoyé de l'argent quelque part au Burundi ou en dehors du pays au cours des 12 derniers mois ?				Combien avez-vous envoyé la dernière fois (en FBU)		Vers quel pays avez-vous envoyé l'argent la dernière fois ?					
	Oui		Non		Moyenne	Somme	Burundi		Pays de l'EAC		Autre pays	
	N	%	N	%			N	%	N	%	N	%
BUHUMUZA	30	17,9	138	82,1	130 000	3 903 900	30	100,0	0	0,0	0	0,0
BUJUMBURA	495	29,1	1 203	70,9	16 743 798	8 104 500 442	240	48,4	109	22,1	146	29,4
BURUNGA	72	43,9	92	56,1	76 669 735	5 493 386 500	56	78,5	0	0,0	15	21,5
BUTANYERERA	26	18,7	114	81,3	14 216 314	372 609 600	21	79,4	5	20,6	0	0,0
GITEGA	109	36,5	189	63,5	14 119 618	1 534 237 718	78	71,6	15	14,2	15	14,2
Total	731	29,7	1735	70,3	21 522 438	15 508 638 160	425	58,1	130	17,8	176	24,1

De même, à peu près 30% des entreprises (soit 29,8%) ont reçu de l'argent d'une autre personne/entreprise au cours des 12 derniers mois. Le montant total des transferts reçus dépasse légèrement 17,2 milliards de Francs Burundais. La provenance de ces transferts reçus est essentiellement interne (81,0%), alors que 5,0% des transferts reçus proviennent des pays de l'EAC tandis que 13,9% de ces transferts proviennent des autres pays autres que les pays de l'EAC.

Tableau 57: Répartition des entreprises par province selon le transfert d'argent reçus

Province	Avez-vous reçu de l'argent d'une autre personne/entreprise au cours des 12 derniers mois ?				Combien avez-vous reçu la dernière fois (en FBU)?		De quel pays provient cet argent la dernière fois ?					
	Oui		Non		Moyenne	Somme	Pays de l'EAC					
	N	%	N	%			Burundi		Autre pays			
	N	%	N	%			N	%	N	%	N	%
BUHUMUZA	21	12,4	147	87,6	18 901 970	393 350 000	15	74,1	0	0,0	5	25,9
BUJUMBURA	546	32,1	1152	67,9	24 890 458	13 581 976 460	442	80,9	37	6,8	67	12,3
BURUNGA	52	31,6	112	68,4	7 161 030	369 724 000	52	100,0	0	0,0	0	0,0
BUTANYERERA	26	18,7	114	81,3	12 912 629	338 440 000	26	100,0	0	0,0	0	0,0
GITEGA	92	30,8	206	69,2	27 811 323	2 549 464 000	62	67,2	0	0,0	30	32,8
Total	736	29,8	1731	70,2	23 414 658	17 232 954 460	597	81,0	37	5,0	102	13,9

8.1.6. L'utilisation des services financiers moyens de paiement

Les résultats de l'enquête ont montré que la grande majorité des répondants privilégient le retrait (95,4%) conduisant au paiement en argent au comptant (48,9%). Les gestionnaires des entreprises déclarent utiliser souvent ce mode de paiement par rapport à tout autre moyen (l'achat à crédit, l'achat par contrat de métayage, le paiement en nature (troc) ou le paiement par chèque). De plus, 71,4% des répondants déclarent faire des dépôts ainsi que les envois (37,5%) et les réceptions (34,1%) des transferts d'argent. Toutefois, 4,1% des répondants déclarent avoir utilisé d'autres services financiers tels que la demande de l'historique du compte, de carnet de chèques, la conversion de la monnaie, les versements, crédit et épargne.

Tableau 58: Répartition des entreprises par province selon le type de service demandé auprès d'une institution Financière

Province	Quel service avez-vous demandé ?											
	Dépôt		Retrait		Envoyer		Recevoir		Paiement		Autre	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
BUHUMUZA	147	87,60	168	100,00	0	0,00	5	3,20	72	42,70	0	0,00
BUJUMBURA	947	67,10	1 349	95,60	570	40,40	539	38,20	741	52,50	42	2,90
BURUNGA	128	83,40	133	86,40	46	30,20	11	7,00	20	13,10	25	17,00
BUTANYERERA	42	29,70	124	88,50	98	69,80	25	18,10	62	44,50	5	3,80
GITEGA	282	96,60	292	100,00	98	33,50	158	54,10	163	55,90	15	5,30
Total	1 546	71,00	2 065	95,00	811	38,00	739	34,00	1 058	49,00	88	4,10

8.1.7. Demande de service auprès des institutions Financières

La présente enquête a aussi cherché à mesurer le niveau de satisfaction des entreprises par rapport aux services effectivement reçus. En matière d'inclusion financière, les demandeurs des services auprès des institutions financières doivent non seulement avoir accès aux services demandés et les utiliser, mais aussi doivent se montrer satisfait de leur qualité.

En ce qui a trait à la satisfaction par rapport aux services financiers offerts par les institutions financières, près de 89%⁵ des répondants apprécient la qualité de l'offre du service demandé. Toutefois, 17,1% des répondants ne sont pas satisfait de la qualité des services demandés et offerts (dépôt, retrait, envois, réception, paiement et autres).

Tableau 59: Répartition des entreprises par province selon le niveau de satisfaction des IMF dans la commune

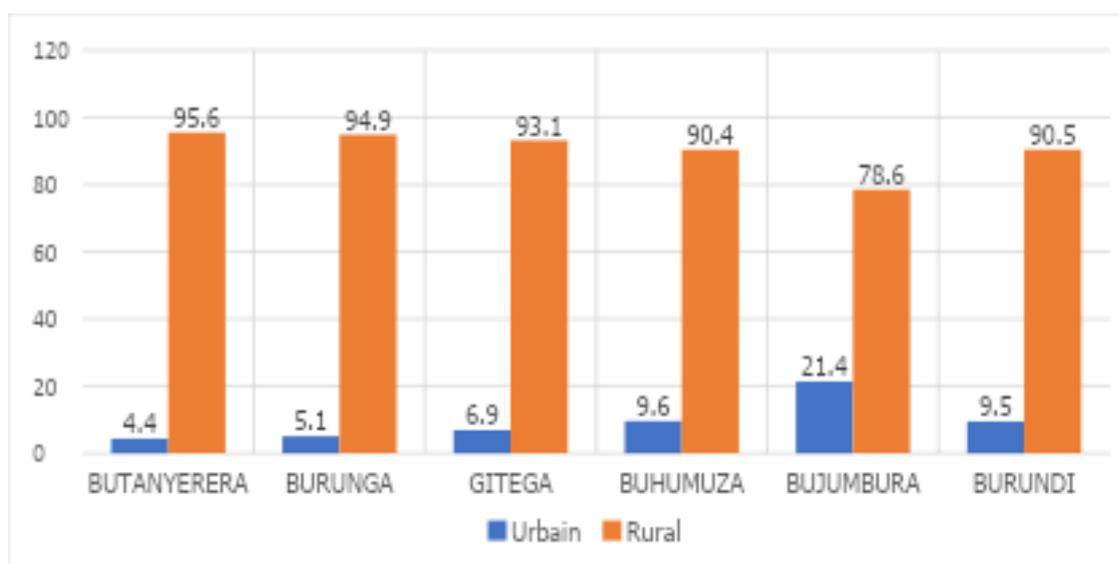
Taille de l'entreprise / Province	Comment avez-vous apprécié le service demandé ?									
	Très bonne		Bonne		Indifférente		Mauvaise		Très mauvaise	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Moyenne entreprise	254	29,70	481	56,30	54	6,30	65	7,60	0	0,00
Petite entreprise	430	32,80	631	48,10	90	6,90	140	10,70	20	1,50
Total	684	32,00	1 111	51,00	144	6,70	205	9,50	20	0,90
BUHUMUZA	25	15,10	92	54,60	25	15,10	25	15,10	0	0,00
BUJUMBURA	321	22,70	834	59,10	113	8,00	123	8,70	20	1,40
BURUNGA	133	86,90	20	13,10	0	0,00	0	0,00	0	0,00
BUTANYERERA	11	7,70	89	63,20	5	3,80	35	25,30	0	0,00
GITEGA	194	66,50	77	26,40	0	0,00	21	7,10	0	0,00
Total	684	32,00	1 111	51,00	144	6,7	205	9,5	20	0,90

8.2. Analyse sur les Coopératives et Associations

De façon globale, les coopératives / associations sont réparties dans toutes les provinces même s'il y a de grandes disparités selon le milieu de résidence. C'est dans le milieu rural où sont concentrées presque la totalité des coopératives et associations (90.5%). La province de Butanyerera occupe la première place avec 95,6% des coopératives et associations en milieu rural suivi de Burunga avec 94,9%; ces provinces semblent être beaucoup plus sensibilisées dans le secteur financier.

⁵Les répondants qui se disent « très » et « bonne » sont considérés comme satisfaits et sont inclus dans le taux de satisfaction.

Graphique 20: Effectifs des coopératives / associations par province et par Milieu



Les effectifs de membres des coopératives / associations sont aussi répartis de manière proportionnelle car que ce soit les hommes ou les femmes, ils sont presque égaux dans toutes les provinces. Signalons que le milieu rural regorge plus de 90% des membres des coopératives et associations.

Tableau 60: Membres des Associations selon la Province et milieu

Province / Milieu	Effectif total des membres	Total des hommes	Total des femmes
BUHUMUZA	9 544	3 987	5 557
BUJUMBURA	9 470	4 275	5 195
BURUNGA	11 508	3 868	7 640
BUTANYERERA	23 037	9 990	13 047
GITEGA	7 331	2 551	4 780
Total	60 890	24 671	36 219
Urbain	5 062	2 194	2 868
Rural	55 828	22 477	33 351
Total	60 890	24 671	36 219

La connaissance des IMFs par les membres des coopératives / associations commence par l'adhésion de ces derniers dans ces institutions pouvant leur offrir différents services.

8.2.1. La connaissance des institutions financières

Pour les responsables et les membres des coopératives / associations, la connaissance des institutions financières pouvant leur offrir des services financiers est une étape primordiale pour mesurer l'accès aux services financiers pour les coopératives / associations. L'interview faite auprès de plus de 60 000 membres révèle que 96.2 % des répondants connaissent au moins une IMF.

Tableau 61: Connaissance des IMFs selon la province et le milieu

Province / Milieu	Avez-vous déjà entendu parler des institutions de micro finance ?		
	Oui (%)	Non (%)	Total (%)
BUHUMUZA	100.0	0.0	100
BUJUMBURA	96.9	3.1	100
BURUNGA	97.8	2.2	100
BUTANYERERA	96.2	3.8	100
GITEGA	87.0	13.0	100
Total	96.2	3.8	100
Urbain	95.3	4.7	100
Rural	96.2	3.8	100
Total	96.2	3.8	100

L'analyse montre que la majorité des coopératives / associations ne sont pas beaucoup impliquées dans les activités de collecte et de transformation comme activité principale ou secondaire. Néanmoins, les activités comme culture du Maïs hybride et cultures vivrières (patate douce, haricot, pois, arachide, etc.) sont beaucoup sollicitées par les coopératives et les associations respectivement 41.8% et 41.5%, que ce soit en milieu rural ou urbain.

Tableau 62: Activité principale de l'association

Province / Milieu	Riziculture		Culture du Maïs hybride		Cultures vivrières : patate, patate douce, haricot, pois, arachide, etc		Cultures maraîchères : tomate, carotte, oignon, choux, etc	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
	%	%	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	23.6	76.4	61.8	38.2	62.4	37.6	8.9	91.1
BUJUMBURA	6.3	93.8	20.8	79.2	20.3	79.7	10.4	89.6
BURUNGA	4.8	95.2	40.8	59.2	41.2	58.8	19.1	80.9
BUTANYERERA	13.3	86.7	38.6	61.4	37.3	62.7	7.0	93.0
GITEGA	26.7	73.3	54.2	45.8	53.4	46.6	28.2	71.8
Total	13.0	87.0	41.8	58.2	41.5	58.5	14.7	85.3
Urbain	11.6	88.4	24.4	75.6	27.9	72.1	5.8	94.2
Rural	13.1	86.9	43.6	56.4	43.0	57.0	15.7	84.3
Total	13.0	87.0	41.8	58.2	41.5	58.5	14.7	85.3

Tableau 63: Activité principale de l'association (suite)

Province / Milieu	Cultures fruitières : banane, ananas, avocat, papaye, fruit de la passion, e		Élevage de volailles : Poules, dindon, canard, etc		Élevage du petit bétail : chèvres, moutons, porcs, etc		Elevage du gros bétail : ovins, etc	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
	%	%	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	7.6	92.4	5.1	94.9	61.8	38.2	5.7	94.3
BUJUMBURA	1.6	98.4	5.7	94.3	19.8	80.2	7.3	92.7
BURUNGA	8.8	91.2	7.4	92.6	33.1	66.9	4.4	95.6
BUTANYERERA	3.8	96.2	2.5	97.5	41.8	58.2	11.4	88.6
GITEGA	29.0	71.0	26.0	74.0	47.3	52.7	13.7	86.3
Total	9.1	90.9	8.5	91.5	38.8	61.2	7.8	92.2
Urbain	0.0	100.0	5.8	94.2	24.4	75.6	4.7	95.3
Rural	10.1	89.9	8.7	91.3	40.3	59.7	8.1	91.9
Total	9.1	90.9	8.5	91.5	38.8	61.2	7.8	92.2

Tableau 64: Activité principale de l'association (suite et fin)

Province / Milieu	Culture de rente : café, thé, coton, etc		Warrantage		Collecte et commercialisatio n des produits agricoles bruts		Collecte et transformation des produits agricoles		Collecte et transformation du lait brut		Total	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	5.7	94.3	0.6	99.4	10.8	89.2	33.8	66.2	3.2	96.8	0.6	99.4
BUJUMBURA	7.3	92.7	2.1	97.9	1.0	99.0	8.3	91.7	2.1	97.9	2.1	97.9
BURUNGA	4.4	95.6	2.9	97.1	15.1	84.9	17.3	82.7	4.4	95.6	0.4	99.6
BUTANYERERA	11.4	88.6	1.9	98.1	1.9	98.1	10.8	89.2	3.8	96.2	2.5	97.5
GITEGA	13.7	86.3	6.9	93.1	12.2	87.8	28.2	71.8	5.3	94.7	3.1	96.9
Total	7.8	92.2	2.7	97.3	8.7	91.3	18.7	81.3	3.7	96.3	1.5	98.5
Urbain	4.7	95.3	1.2	98.8	3.5	96.5	16.3	83.7	7.0	93.0	1.2	98.8
Rural	8.1	91.9	2.9	97.1	9.2	90.8	18.9	81.1	3.4	96.6	1.6	98.4
Total	7.8	92.2	2.7	97.3	8.7	91.3	18.7	81.3	3.7	96.3	1.5	98.5

8.2.2. L'accès physique aux institutions financières

En analysant les distances entre les coopératives /associations et les IFs, on constate qu'en moyenne 7.67 km les sépare mais qu'il y a des coopératives/associations qui sont à 60 km des IFs.

Tableau 65: Distance de l'IFs la plus proche de l'association

Province / Milieu	L'institution financière la plus proche de votre coopérative se trouve			
	Distance Minimum	Distance Moyenne	Distance Médiane	Distance Maximum

BUHUMUZA	0.00	7.36	6.00	30.00
BUJUMBURA	0.01	6.93	3.00	60.00
BURUNGA	0.00	8.51	8.00	40.00
BUTANYERERA	0.00	7.27	6.00	40.00
GITEGA	0.00	7.85	5.00	35.00
Total	0.00	7.67	6.00	60.00
Urbain	0.00	3.31	1.00	30.00
Rural	0.00	8.11	6.00	60.00
Total	0.00	7.67	6.00	60.00

8.2.3. L'accès à un compte

Pour les produits d'épargne offerts par les IFs, les coopératives/associations connaissent à plus de 70% les services d'ouverture d'un compte bancaire, le dépôt de l'argent sur le compte et le retrait de l'argent du compte. Par contre, les services comme payer les factures et fournisseurs en argent, payer les factures et fournisseurs par chèque, encaisser un chèque et effectuer un ordre de paiement sont moins connus par ces dernières respectivement 40%,29%,25.4% et 23.1%.

Tableau 66: L'accès des coopératives/associations aux produits d'épargne offerts par les IFs

Province / Milieu	Ouverture d'un compte bancaire		Déposer de l'argent dans le compte		Retirer de l'argent du compte		Payer les factures et fournisseurs en argent	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
	%	%	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	92.8	7.2	95.4	4.6	95.4	4.6	28.9	71.1
BUJUMBURA	82.1	17.9	81.6	18.4	82.7	17.3	62.4	37.6
BURUNGA	70.7	29.3	69.7	30.3	68.2	31.8	50.0	50.0
BUTANYERERA	49.0	51.0	51.6	48.4	51.0	49.0	15.8	84.2
GITEGA	46.4	53.6	42.3	57.7	43.3	56.7	26.8	73.2
Total	70.4	29.6	70.4	29.6	70.2	29.8	40.0	60.0
Urbain	81.3	18.8	82.8	17.2	84.4	15.6	42.9	57.1
Rural	69.5	30.5	69.4	30.6	69.0	31.0	39.7	60.3
Total	70.4	29.6	70.4	29.6	70.2	29.8	40.0	60.0

Tableau 67: L'accès des coopératives/associations aux produits d'épargne offerts par les IFs (suite)

Province / Milieu	Payer les factures et fournisseurs par chèque		Demander un relevé de compte		Encaisser un chèque		Effectuer un ordre de paiement/	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
	%	%	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	27.6	72.4	55.3	44.7	29.6	70.4	21.1	78.9
BUJUMBURA	26.4	73.6	64.2	35.8	30.7	69.3	25.7	74.3

BURUNGA	43.2	56.8	58.8	41.2	34.5	65.5	36.3	63.7
BUTANYERERA	15.7	84.3	31.4	68.6	13.7	86.3	5.9	94.1
GITEGA	17.5	82.5	30.9	69.1	2.1	97.9	12.4	87.6
Total	29.0	71.0	51.2	48.8	25.4	74.6	23.1	76.9
Urbain	36.5	63.5	59.4	40.6	28.1	71.9	26.6	73.4
Rural	28.4	71.6	50.5	49.5	25.1	74.9	22.8	77.2
Total	29.0	71.0	51.2	48.8	25.4	74.6	23.1	76.9

8.2.4. L'accès au crédit

La proportion des coopératives /associations ayant déjà contracté une dette dans une des IFs reste faible (10.1%). Ceci pourrait être dû à une faible éducation financière dans les différentes communautés.

Tableau 68: Coopératives et associations ayant déjà contracté un crédit dans les IMFS

Province / Milieu	Votre Coopérative a déjà contracté une dette dans une des IFs	
	Oui	Non
	%	%
BUHUMUZA	8.3	91.7
BUJUMBURA	6.8	93.2
BURUNGA	9.9	90.1
BUTANYERERA	4.4	95.6
GITEGA	24.6	75.4
Total	10.1	89.9
Urbain	9.3	90.7
Rural	10.2	89.8
Total	10.1	89.9

L'analyse montre que les coopératives /associations affectent leurs crédits obtenus dans les IFs notamment dans le secteur de la production agricole (72%), le commerce (16.8%), le transport (5.6%) et le warrantage (4.7%).

Tableau 69: Secteurs auxquels les associations affectent les crédits obtenus dans les IMFS

Province / Milieu	Crédit de production agricole (M.o ; Intrants, pesticides et récolte)	Warrantage	Équipement des ménages	Crédit pour le commerce	Crédit transport
	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	81.3	6.3	0.0	0.0	12.5
BUJUMBURA	76.5	0.0	0.0	5.9	17.6
BURUNGA	47.1	11.8	2.9	35.3	2.9
BUTANYERERA	83.3	0.0	0.0	16.7	0.0
GITEGA	88.2	0.0	0.0	11.8	0.0
Total	72.0	4.7	0.9	16.8	5.6

Urbain	46.2	15.4	0.0	15.4	23.1
Rural	75.5	3.2	1.1	17.0	3.2
Total	72.0	4.7	0.9	16.8	5.6

Les résultats montrent que les coopératives/associations n'ont pas suffisamment de garanties à donner aux IFs pour avoir accès aux crédits. Nous remarquons que les coopératives/associations qui donnent la caution solidaire s'élèvent à 49.6%, la garantie matérielle (27.4%). Les autres garanties comme le stock de marchandises, fonds de garantie, sont données par les coopératives/associations à un taux de moins de 10%.

Tableau 70: Les garanties que les associations/ Coopératives donnent aux IFs pour avoir des crédits

Province / Milieu	Caution solidaire		Stock de marchandise		Fonds de garantie		Garantie matérielle	
	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui
	%	%	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	64.7	35.3	94.1	5.9	100.0	0.0	58.8	41.2
BUJUMBURA	38.1	61.9	95.2	4.8	100.0	0.0	76.2	23.8
BURUNGA	21.6	78.4	100.0	0.0	89.2	10.8	86.5	13.5
BUTANYERERA	71.4	28.6	85.7	14.3	71.4	28.6	71.4	28.6
GITEGA	77.1	22.9	77.1	22.9	94.3	5.7	62.9	37.1
Total	50.4	49.6	90.6	9.4	93.2	6.8	72.6	27.4
Urbain	55.6	44.4	88.9	11.1	77.8	22.2	88.9	11.1
Rural	49.5	50.5	90.9	9.1	96.0	4.0	69.7	30.3
Total	50.4	49.6	90.6	9.4	93.2	6.8	72.6	27.4

Tableau 71: Les garanties que les associations/ Coopératives donnent aux IFs pour avoir des crédits

Province / Milieu	Caution solidaire et stock de marchandise		Caution solidaire et Fonds de garantie		Caution solidaire et garantie matériel	
	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui
	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	88.2	11.8	94.1	5.9	76.5	23.5
BUJUMBURA	100.0	0.0	95.2	4.8	95.2	4.8
BURUNGA	97.3	2.7	94.6	5.4	94.6	5.4
BUTANYERERA	100.0	0.0	100.0	0.0	85.7	14.3
GITEGA	77.1	22.9	85.7	14.3	91.4	8.6
Total	90.6	9.4	92.3	7.7	90.6	9.4
Urbain	88.9	11.1	100.0	0.0	83.3	16.7
Rural	90.9	9.1	90.9	9.1	91.9	8.1
Total	90.6	9.4	92.3	7.7	90.6	9.4

Les résultats montrent que les coopératives/associations négocient avec les IFs pour avoir un crédit à hauteur de 46.5%. Cette capacité de négociations diffère d'une province à l'autre. En

province Gitega, il est de 67.6% ; Buhumuza : 58.8% ; Butanyerera 38.5% ; Burunga : 41% et Bujumbura 14.3%.

Tableau 72: Capacité de négociations des Coopératives/ associations avec les IMFS sur les conditions de crédit

Province / Milieu	Avez-vous négocié les conditions lorsque votre coopérative / association a demandé le crédit	
	Oui	Non
	%	%
BUHUMUZA	58.8	41.2
BUJUMBURA	14.3	85.7
BURUNGA	41.0	59.0
BUTANYERERA	38.5	61.5
GITEGA	67.6	32.4
Total	46.5	53.5
Urbain	21.1	78.9
Rural	50.9	49.1
Total	46.5	53.5

Lors de la négociation des coopératives/associations aux IFs sur les conditions de crédits, quelques éléments comme le taux d'intérêt, les commissions, les frais du dossier, la durée du crédit et la garantie exigée sont pris en compte.

Le taux d'intérêt (40.2%), la durée du crédit (53.5%) et la garantie exigée (43.3%) viennent en première position lors des négociations des coopératives/associations aux IFs sur les conditions de crédits. Les commissions (20.5%) et les frais du dossier (27.6%) sont moins considérés comparativement aux trois précédemment cités.

Tableau 73: Capacité de négociations des Coopératives/ associations avec les IFs sur les conditions de crédit

Province / Milieu	Taux d'intérêt		Commissions		Frais du dossier		Durée du crédit		Garantie exigée	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	52.9	47.1	29.4	70.6	47.1	52.9	64.7	35.3	47.1	52.9
BUJUMBURA	9.5	90.5	0.0	100.0	4.8	95.2	33.3	66.7	14.3	85.7
BURUNGA	30.8	69.2	12.8	87.2	7.7	92.3	48.7	51.3	46.2	53.8
BUTANYERERA	38.5	61.5	23.1	76.9	23.1	76.9	46.2	53.8	46.2	53.8
GITEGA	62.2	37.8	35.1	64.9	54.1	45.9	67.6	32.4	54.1	45.9
Total	40.2	59.8	20.5	79.5	27.6	72.4	53.5	46.5	43.3	56.7
Urbain	26.3	73.7	15.8	84.2	15.8	84.2	42.1	57.9	15.8	84.2
Rural	42.6	57.4	21.3	78.7	29.6	70.4	55.6	44.4	48.1	51.9
Total	40.2	59.8	20.5	79.5	27.6	72.4	53.5	46.5	43.3	56.7

L'analyse montre que les coopératives /associations ne comparent pas les conditions exigées par les IFs aux conditions qu'exigent les autres IFs lors de la demande des crédits. La situation est la même en milieu urbain (21.1%) qu'en milieu rural (22.2%).

Tableau 74 Comparaison des conditions de crédit des Coopératives /associations avec les IFs

Province / Milieu	Avez-vous comparé les conditions données par l'IMF dans laquelle vous demandez le crédit à celle des autres IFs	
	Oui	Non
	%	%
BUHUMUZA	11.8	88.2
BUJUMBURA	19.0	81.0
BURUNGA	12.8	87.2
BUTANYERERA	30.8	69.2
GITEGA	35.1	64.9
Total	22.0	78.0
Urbain	21.1	78.9
Rural	22.2	77.8
Total	22.0	78.0

Les résultats montrent que les coopératives/associations restent optimistes à la question de savoir si les parts sociales et cotisations des membres cumulés constituent à termes un fonds de garantie qui va remplacer l'appui extérieur pour accéder au crédit. Une partie des coopératives/associations l'affirment (41.8%) et d'autres le refusent (58.2%).

Tableau 75: Utilisations des parts sociales et cotisations des membres comme fonds de garantie au crédit

Province / Milieu	Pensez-vous que les parts sociales et cotisations des membres cumulés constituent à termes un fonds de garantie qui va remplacer l'appui extérieur pour accéder au crédit ?	
	Oui	Non
	%	%
BUHUMUZA	31.8	68.2
BUJUMBURA	49.5	50.5
BURUNGA	58.8	41.2
BUTANYERERA	22.2	77.8
GITEGA	30.5	69.5
Total	41.8	58.2
Urbain	37.2	62.8
Rural	42.2	57.8
Total	41.8	58.2

Les coopératives/associations n'utilisent pas les bénéfices des membres pour renforcer les fonds propres (22.0%). La raison n'est pas connue mais les provinces de Butanyerera et Gitega dépassent cette moyenne respectivement avec 30.8% et 35.1%.

Tableau 76: Utilisation des bénéfices des membres des coopératives et associations au renforcement des fonds propres

Province / Milieu	Pensez-vous que le bénéfice est à affecter en priorité au renforcement des fonds propres (capital)?	
	Oui	Non
	%	%
BUHUMUZA	11.8	88.2
BUJUMBURA	19.0	81.0
BURUNGA	12.8	87.2
BUTANYERERA	30.8	69.2
GITEGA	35.1	64.9
Total	22.0	78.0
Urbain	21.1	78.9
Rural	22.2	77.8
Total	22.0	78.0

L'analyse des réponses montre que la connaissance des différents produits financiers est plus répandue en zones urbaines par rapport aux zones rurales. Pour ce qui est de la connaissance des services financiers, 64.9 % des coopératives / associations disent être bien informés de l'ouverture d'un compte bancaire ; 65.7% du dépôt et de retrait de l'argent dans le compte. De même, 39.9 % ont une idée de comment payer les factures et fournisseurs en argent ; 27.8% comment payer les factures et fournisseurs par chèque ; 23.5% comment encaisser un chèque ; 24.9% comment effectuer un ordre de paiement. D'où il faut encourager et sensibiliser les coopératives / associations pour ces différents produits et services financiers offerts sur le marché.

Tableau 77: Informations sur les différents produits d'épargne

Province / Milieu	Ouverture d'un compte bancaire		Déposer de l'argent dans le compte		Retirer de l'argent du compte		Payer les factures et fournisseurs en argent ?	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
	%	%	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	93.6	6.4	92.4	7.6	91.7	8.3	33.1	66.9
BUJUMBURA	82.8	17.2	82.3	17.7	83.9	16.1	63.5	36.5
BURUNGA	65.4	34.6	65.8	34.2	64.3	35.7	52.9	47.1
BUTANYERERA	36.1	63.9	40.5	59.5	41.1	58.9	10.1	89.9
GITEGA	38.2	61.8	39.7	60.3	40.5	59.5	22.1	77.9
Total	64.9	35.1	65.7	34.3	65.7	34.3	39.9	60.1
Urbain	79.1	20.9	82.6	17.4	86.0	14.0	53.5	46.5

Rural	63.5	36.5	64.0	36.0	63.6	36.4	38.5	61.5
Total	64.9	35.1	65.7	34.3	65.7	34.3	39.9	60.1

Tableau 78: Informations sur les différents produits d'épargne (suite)

Province / Milieu	Payer les factures et fournisseurs par cheque		Demander un relevé de compte		Encaisser un cheque		Effectuer un ordre de paiement	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
	%	%	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	26.8	73.2	49.7	50.3	25.5	74.5	22.9	77.1
BUJUMBURA	30.2	69.8	69.8	30.2	31.8	68.2	33.3	66.7
BURUNGA	45.2	54.8	58.5	41.5	34.2	65.8	38.2	61.8
BUTANYERERA	8.9	91.1	30.4	69.6	10.1	89.9	5.7	94.3
GITEGA	12.2	87.8	24.4	75.6	3.1	96.9	10.7	89.3
Total	27.8	72.2	49.6	50.4	23.5	76.5	24.9	75.1
Urbain	44.2	55.8	65.1	34.9	37.2	62.8	43.0	57.0
Rural	26.1	73.9	47.9	52.1	22.1	77.9	23.1	76.9
Total	27.8	72.2	49.6	50.4	23.5	76.5	24.9	75.1

Les résultats montrent que peu des coopératives/associations connaissent les produits de crédits et cela tant en zones urbaines qu'en zones rurales. Les produits de crédits tels que le crédit de production agricole : M.o ; Intrants, pesticides et récolte (40.0%) ; l'Équipement agricole (34.9%) ; le crédit social : scolaire, santé, Mariage et autres (34.4%) ; le crédit pour le petit commerce (39.0%) est plus ou moins connu par rapport aux autres produits de crédits comme warrantage (14.3%) ; crédit pour artisanat : équipement, production et commercialisation (28.0%) ; crédit transport (22.6%) et la Méthodologie de crédit solidaire (27.1%).

Tableau 79: Informations sur les différents produits de crédit

Province / Milieu	Crédit de production agricole (M.o ; Intrants, pesticides et récolte)		Warrantage		Équipement agricole		Équipement des ménages	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
	%	%	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	61.8	38.2	28.7	71.3	46.5	53.5	38.9	61.1
BUJUMBURA	43.2	56.8	7.8	92.2	34.9	65.1	35.9	64.1
BURUNGA	46.0	54.0	15.4	84.6	46.7	53.3	47.4	52.6
BUTANYERERA	23.4	76.6	9.5	90.5	19.0	81.0	13.9	86.1
GITEGA	16.8	83.2	9.9	90.1	16.0	84.0	7.6	92.4
Total	40.0	60.0	14.3	85.7	34.9	65.1	32.0	68.0
Urbain	48.8	51.2	16.3	83.7	46.5	53.5	33.7	66.3
Rural	39.1	60.9	14.1	85.9	33.7	66.3	31.8	68.2
Total	40.0	60.0	14.3	85.7	34.9	65.1	32.0	68.0

Tableau 80: Informations sur les différents produits de crédit (suite)

Province / Milieu	Crédit social (Scolaire, santé, Mariage et autres)		Crédit pour le petit commerce		Crédit pour artisanat (Équipement, production et commercialisation)		Crédit transport		Méthodologie de crédit solidaire	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	38.9	61.1	52.2	47.8	37.6	62.4	38.2	61.8	43.9	56.1
BUJUMBURA	53.1	46.9	44.8	55.2	29.7	70.3	20.8	79.2	9.4	90.6
BURUNGA	47.6	52.4	49.3	50.7	45.6	54.4	36.0	64.0	45.2	54.8
BUTANYERERA	6.3	93.7	24.1	75.9	5.7	94.3	4.4	95.6	21.0	79.0
GITEGA	8.4	91.6	11.5	88.5	4.6	95.4	0.8	99.2	2.3	97.7
Total	34.4	65.6	39.0	61.0	28.0	72.0	22.6	77.4	27.1	72.9
Urbain	48.8	51.2	59.3	40.7	38.4	61.6	39.5	60.5	37.2	62.8
Rural	32.9	67.1	36.9	63.1	26.9	73.1	20.9	79.1	26.0	74.0
Total	34.4	65.6	39.0	61.0	28.0	72.0	22.6	77.4	27.1	72.9

L'analyse de l'utilisation des services financiers digitaux par les coopératives /associations révèle les principaux éléments suivants : (i) Une majorité (80.4%) des coopératives /associations déclare posséder un téléphone portable ; (ii) 90.8% des coopératives /associations ont un compte mobile sur leur téléphone ; (iii) 94.3% des coopératives /associations ont déjà utilisé leur téléphone pour payer, envoyer ou recevoir de l'argent. Le milieu de résidence n'a aucune influence sur l'utilisation des services financiers digitaux car le comportement est similaire en milieu rural qu'en milieu urbain.

Tableau 81:Utilisation des services financiers digitaux

Province / Milieu	Avez-vous un téléphone mobile ?		Avez-vous un compte mobile (sur votre téléphone) ?		Avez-vous déjà utilisé votre téléphone pour payer ou envoyer ou recevoir de l'argent ?	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	93.6	6.4	94.6	5.4	92.8	7.2
BUJUMBURA	70.3	29.7	89.6	10.4	92.6	7.4
BURUNGA	89.7	10.3	95.1	4.9	97.8	2.2
BUTANYERERA	74.1	25.9	92.3	7.7	91.7	8.3
GITEGA	67.9	32.1	73.0	27.0	92.3	7.7
Total	80.4	19.6	90.8	9.2	94.3	5.7
Urbain	87.2	12.8	85.3	14.7	93.8	6.3
Rural	79.7	20.3	91.5	8.5	94.3	5.7
Total	80.4	19.6	90.8	9.2	94.3	5.7

En analysant les réponses des coopératives/associations à la question de savoir les raisons qui les empêchent de demander un crédit, nous constatons que la plupart d'entre-elles déclare qu'elles ont d'autres appuis (92,0%), que la caution solidaire est plus qu'une pression sur les individus membres de la coopérative (95.5%) ; que les types de produits de prêts proposés

ne conviennent pas à leurs besoins (96.7%) ; que les procédures de demande sont trop complexes (91.1%) ; que les frais d'ouverture de dossier et les commissions à payer sont trop élevés (93.2%), que les taux d'intérêt sont trop élevés (87.4%) et bon nombre des coopératives /associations en nombre important disent qu'elles ne savent pas (92.4%).

Tableau 82: Les raisons qui empêchent votre coopérative /association à demander un crédit

Province / Milieu	Nous ne sommes pas informés des conditions		Nous avons d'autres appuis		La caution solidaire est plus qu'une pression sur les individus membres de la coopérative		Les types de produits de prêt proposés ne conviennent pas à mes besoins	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
	%	%	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	53.5	46.5	87.9	12.1	99.4	0.6	95.5	4.5
BUJUMBURA	27.1	72.9	94.8	5.2	95.8	4.2	99.0	1.0
BURUNGA	43.0	57.0	95.6	4.4	94.9	5.1	98.2	1.8
BUTANYERERA	56.3	43.7	88.6	11.4	95.6	4.4	100.0	0.0
GITEGA	61.1	38.9	89.3	10.7	91.6	8.4	87.8	12.2
Total	46.4	53.6	92.0	8.0	95.5	4.5	96.7	3.3
Urbain	18.6	81.4	88.4	11.6	89.5	10.5	91.9	8.1
Rural	49.3	50.7	92.4	7.6	96.1	3.9	97.2	2.8
Total	46.4	53.6	92.0	8.0	95.5	4.5	96.7	3.3

Tableau 83: Les raisons qui empêchent votre coopérative/association à demander un crédit (suite)

Province / Milieu	Les procédures de demande sont trop complexes		Les frais d'ouverture de dossier et les commissions à payer sont trop élevés		Les garanties exigées sont trop difficiles à réunir		Les taux d'intérêt sont trop élevés		NSP/RDR	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	88.5	11.5	94.9	5.1	77.7	22.3	91.1	8.9	94.9	4.5
BUJUMBURA	84.4	15.6	86.5	13.5	67.2	32.8	69.3	30.7	95.8	2.1
BURUNGA	97.8	2.2	97.4	2.6	80.1	19.9	93.8	6.3	91.2	4.4
BUTANYERERA	98.1	1.9	99.4	0.6	86.7	13.3	98.1	1.9	95.6	0.6
GITEGA	81.7	18.3	84.7	15.3	75.6	24.4	83.2	16.8	83.2	11.5
Total	91.1	8.9	93.2	6.8	77.5	22.5	87.4	12.6	92.4	4.3
Urbain	86.0	14.0	93.0	7.0	73.3	26.7	83.7	16.3	80.2	9.3
Rural	91.6	8.4	93.2	6.8	77.9	22.1	87.7	12.3	93.7	3.8
Total	91.1	8.9	93.2	6.8	77.5	22.5	87.4	12.6	92.4	4.3

8.2.5. L'accès à d'autres instruments financiers

Généralement, les coopératives/associations ne connaissent pas les produits de crédits offerts par les IFs. La situation est la même, que ce soit en milieu urbain qu'en milieu rural. L'enquête a montré que 42.6% des coopératives/ associations connaissent le crédit de production agricole, 14.4% le warrantage, 36% le crédit d'équipement agricole et 33.1% le crédit d'équipement des ménages.

Tableau 84: Connaissance des coopératives/ associations sur les produits de crédits offerts par les IFs

Province / Milieu	Crédit de production agricole (M.O; Intrants, pesticides, et récolte)		Warrantage		Équipement agricole		Équipement des ménages	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
	%	%	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	61.2	38.8	27.0	73.0	48.0	52.0	36.2	63.8
BUJUMBURA	40.2	59.8	6.7	93.3	35.8	64.2	34.6	65.4
BURUNGA	46.1	53.9	15.7	84.3	43.1	56.9	45.1	54.9
BUTANYERERA	31.4	68.6	9.2	90.8	25.5	74.5	20.3	79.7
GITEGA	25.8	74.2	13.4	86.6	14.4	85.6	12.4	87.6
Total	42.6	57.4	14.4	85.6	36.0	64.0	33.1	66.9
Urbain	40.6	59.4	14.1	85.9	40.6	59.4	32.8	67.2
Rural	42.7	57.3	14.4	85.6	35.6	64.4	33.1	66.9
Total	42.6	57.4	14.4	85.6	36.0	64.0	33.1	66.9

Tableau 85: Connaissance des coopératives/ associations sur les produits de crédits offerts par les IFs (suite)

Province / Milieu	Crédit social (Scolarité, santé, Mariage, et autres)		Crédit pour le petit commerce		Crédit pour artisanat (Équipement, production et commercialisation)		Crédit transport		Méthodologie de crédit solidaire	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	34.2	65.8	52.0	48.0	40.1	59.9	35.5	64.5	43.4	56.6
BUJUMBURA	50.3	49.7	43.6	56.4	27.9	72.1	15.1	84.9	5.6	94.4
BURUNGA	45.3	54.7	48.3	51.7	44.6	55.4	35.2	64.8	46.1	53.9
BUTANYERERA	15.0	85.0	31.4	68.6	16.3	83.7	7.9	92.1	30.1	69.9
GITEGA	14.4	85.6	12.4	87.6	6.2	93.8	2.1	97.9	2.1	97.9
Total	35.4	64.6	40.8	59.2	30.8	69.2	22.3	77.7	29.1	70.9
Urbain	29.7	70.3	46.9	53.1	29.7	70.3	22.2	77.8	31.3	68.8
Rural	35.8	64.2	40.3	59.7	30.9	69.1	22.3	77.7	29.0	71.0
Total	35.4	64.6	40.8	59.2	30.8	69.2	22.3	77.7	29.1	70.9

L'analyse montre que les coopératives/associations ne contractent pas suffisamment les crédits dans les IFs. Seules 10.1% affirment avoir contracté un crédit dans les IFs.

8.2.6. Qualité des services offerts

L'analyse des réponses des coopératives/associations en rapport avec le niveau de satisfaction sur les conditions d'épargne offertes par les IFs est assez satisfaisant (47.9%). Le niveau de satisfaction sont les suivants : pour la location des agences (48.6%), les différents types de comptes proposé (50.5%), les procédures d'ouverture (44.5%), les temps d'attente pour faire une transaction (52.2%), le dépôt minimum exigé (44.3%) ; le taux d'intérêt versé sur l'épargne (66.4%), les frais de transaction et de tenue de compte (58.0%), le service offert par le personnel des guichets (47.7%). Par contre, les coopératives/associations sont très satisfaits seulement de la sécurité des lieux (48.5%).

Tableau 86: Niveau de satisfaction sur les conditions d'épargne offertes par les institutions financières

Province / Milieu	Êtes-vous très satisfait(e), assez satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e)			La location des agences			Les différents types de comptes proposés			Les procédures d'ouverture		
	Très satisfait	Satisfait	Assez satisfait	Très satisfait	Satisfait	Assez satisfait	Très satisfait	Satisfait	Assez satisfait	Très satisfait	Satisfait	Assez satisfait
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	40.8	43.3	15.9	34.4	45.2	20.4	29.3	45.9	24.8	35.0	43.9	21.0
BUJUMBURA	27.1	29.7	43.2	17.7	33.3	49.0	8.9	46.4	44.8	21.4	39.6	39.1
BURUNGA	15.1	19.9	65.1	11.4	19.5	69.1	16.2	18.4	65.4	20.6	17.6	61.8
BUTANYERERA	8.9	22.8	68.4	7.0	44.9	48.1	5.1	27.2	67.7	15.2	31.6	53.2
GITEGA	34.4	32.8	32.8	24.4	35.9	39.7	13.0	48.9	38.2	36.6	29.0	34.4
Total	23.7	28.4	47.9	17.8	33.6	48.6	14.5	34.9	50.5	24.6	30.9	44.5
Urbain	29.1	32.6	38.4	31.4	38.4	30.2	20.9	41.9	37.2	20.9	46.5	32.6
Rural	23.2	27.9	48.9	16.4	33.1	50.5	13.8	34.2	51.9	25.0	29.2	45.8
Total	23.7	28.4	47.9	17.8	33.6	48.6	14.5	34.9	50.5	24.6	30.9	44.5

Tableau 87: Niveau de satisfaction sur les conditions d'épargne offertes par les institutions financières (suite 1)

	Les temps d'attente pour faire une transaction			Le dépôt minimum exigé			Le taux d'intérêt versé sur l'épargne		
	Très satisfait	Satisfait	Assez satisfait	Très satisfait	Satisfait	Assez satisfait	Très satisfait	Satisfait	Assez satisfait
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	31.2	43.3	25.5	43.9	43.9	12.1	24.8	33.1	42.0
BUJUMBURA	17.7	30.7	51.6	7.3	55.7	37.0	2.1	19.8	78.1
BURUNGA	13.6	19.9	66.5	19.5	16.2	64.3	7.4	15.1	77.6
BUTANYERERA	8.2	25.3	66.5	12.0	29.7	58.2	6.3	20.3	73.4
GITEGA	16.0	45.8	38.2	16.8	48.1	35.1	35.1	18.3	46.6
Total	16.9	30.9	52.2	19.5	36.3	44.3	13.1	20.5	66.4

Urbain	19.8	36.0	44.2	25.6	53.5	20.9	15.1	40.7	44.2
Rural	16.6	30.3	53.0	18.8	34.5	46.7	12.9	18.4	68.7
Total	16.9	30.9	52.2	19.5	36.3	44.3	13.1	20.5	66.4

Tableau 88: Niveau de satisfaction sur les conditions d'épargne offertes par les institutions financières (suite 2)

Province / Milieu	Les frais de transaction et de tenue de compte			Le service offert par le personnel des guichets			La sécurité des lieux		
	Très satisfait	Satisfait	Assez satisfait	Très satisfait	Satisfait	Assez satisfait	Très satisfait	Satisfait	Assez satisfait
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	22.9	34.4	42.7	43.3	43.3	13.4	89.2	7.6	3.2
BUJUMBURA	5.2	43.2	51.6	27.6	29.2	43.2	50.5	19.8	29.7
BURUNGA	9.6	18.8	71.7	13.6	17.3	69.1	33.1	15.8	51.1
BUTANYERER A	7.6	20.3	72.2	22.2	15.8	62.0	39.2	10.1	50.6
GITEGA	20.6	38.9	40.5	42.7	23.7	33.6	39.7	30.5	29.8
Total	12.2	29.8	58.0	27.4	24.9	47.7	48.5	16.4	35.2
Urbain	18.6	51.2	30.2	32.6	33.7	33.7	48.8	33.7	17.4
Rural	11.5	27.5	60.9	26.8	24.0	49.2	48.4	14.6	37.0
Total	12.2	29.8	58.0	27.4	24.9	47.7	48.5	16.4	35.2

Les tableaux qui suivent montrent que les entreprises ne sont que peu satisfaites quant aux conditions de crédits offerts par les IFs

Tableau 89: Niveau de satisfaction sur les conditions de crédit offertes par les institutions financières (suite 3)

Province / Milieu	Êtes-vous très satisfait(e), assez satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e)			Les différents types de produits de crédit proposés			Les procédures administratives à remplir		
	Très satisfait	Satisfait	Assez satisfait	Très satisfait	Satisfait	Assez satisfait	Très satisfait	Satisfait	Assez satisfait
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	19.7	47.8	32.5	10.8	52.2	36.9	17.8	41.4	40.8
BUJUMBURA	5.7	37.5	56.8	5.2	45.8	49.0	3.6	37.5	58.9
BURUNGA	11.8	14.3	73.9	12.1	11.8	76.1	11.4	12.5	76.1
BUTANYERER A	2.5	20.9	76.6	1.9	23.4	74.7	0.6	22.2	77.2
GITEGA	8.4	42.7	48.9	6.9	38.2	55.0	6.9	46.6	46.6
Total	9.8	30.2	60.0	7.9	31.8	60.3	8.4	29.3	62.3
Urbain	15.1	40.7	44.2	14.0	38.4	47.7	11.6	48.8	39.5
Rural	9.2	29.1	61.7	7.3	31.1	61.7	8.0	27.3	64.7

Total	9.8	30.2	60.0	7.9	31.8	60.3	8.4	29.3	62.3
--------------	------------	-------------	-------------	------------	-------------	-------------	------------	-------------	-------------

Tableau 90: Niveau de satisfaction sur les conditions de crédit offertes par les institutions financières (suite 4)

Province / Milieu	Les délais d'approbation des crédits			Les garanties exigées			Les montants de crédit proposés		
	Très satisfait	Satisfait	Assez satisfait	Très satisfait	Satisfait	Assez satisfait	Très satisfait	Satisfait	Assez satisfait
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	11.5	36.3	52.2	11.5	29.3	59.2	7.0	51.0	42.0
BUJUMBURA	1.6	37.5	60.9	1.6	18.8	79.7	2.1	44.3	53.6
BURUNGA	5.9	15.8	78.3	4.0	13.6	82.4	6.3	12.9	80.9
BUTANYERERA	0.6	11.4	88.0	1.3	19.0	79.7	1.3	20.9	77.8
GITEGA	4.6	40.5	55.0	8.4	35.9	55.7	5.3	41.2	53.4
Total	4.8	26.7	68.5	4.9	21.5	73.5	4.5	31.5	64.0
Urbain	4.7	51.2	44.2	2.3	27.9	69.8	8.1	47.7	44.2
Rural	4.9	24.2	71.0	5.2	20.9	73.9	4.1	29.9	66.0
Total	4.8	26.7	68.5	4.9	21.5	73.5	4.5	31.5	64.0

Tableau 91: Niveau de satisfaction sur les conditions de crédit offertes par les institutions financières (suite 5)

Province / Milieu	Les modalités de déblocage du crédit			La durée des crédits			La fréquence et l'échéancier des remboursements		
	Satisfait	Assez satisfait	Très satisfait	Satisfait	Assez satisfait	Très satisfait	Satisfait	Assez satisfait	Très satisfait
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	51.0	42.0	7.6	45.9	46.5	11.5	44.6	43.9	14.0
BUJUMBURA	44.3	53.6	1.0	32.8	66.1	0.5	37.5	62.0	0.5
BURUNGA	12.9	80.9	5.9	16.9	77.2	5.5	17.3	77.2	5.5
BUTANYERERA	20.9	77.8	1.3	20.3	78.5	0.6	21.5	77.8	2.5
GITEGA	41.2	53.4	7.6	32.8	59.5	18.3	26.0	55.7	25.2
Total	31.5	64.0	4.6	28.1	67.3	6.5	28.2	65.3	8.2
Urbain	47.7	44.2	3.5	54.7	41.9	7.0	47.7	45.3	5.8
Rural	29.9	66.0	4.7	25.4	69.9	6.4	26.2	67.4	8.5
Total	31.5	64.0	4.6	28.1	67.3	6.5	28.2	65.3	8.2

Tableau 92: Niveau de satisfaction sur les conditions de crédit offertes par les institutions financières (suite 6)

Province / Milieu	Les taux d'intérêt facturés sur les crédits			Les pénalités à payer en cas de retard de paiement			Les mesures prises en cas de non-remboursement			Le suivi et le conseil aux clients		
	Très satisfait	Satisfait	Assez satisfait	Très satisfait	Satisfait	Assez satisfait	Très satisfait	Satisfait	Assez satisfait	Très satisfait	Satisfait	Assez satisfait
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	10.2	30.6	59.2	8.9	42.7	48.4	18.5	38.9	42.7	40.8	36.3	22.9
BUJUMBURA	0.0	16.1	83.9	0.5	10.9	88.5	2.6	11.5	85.9	18.8	30.2	51.0
BURUNGA	4.4	11.8	83.8	2.2	10.3	87.5	5.5	12.1	82.4	4.4	16.2	79.4
BUTANYERERA	0.0	17.7	82.3	0.6	17.1	82.3	5.1	13.9	81.0	8.2	20.3	71.5
GITEGA	19.1	26.7	54.2	4.6	39.7	55.7	7.6	38.9	53.4	38.2	22.9	38.9
Total	5.8	19.1	75.1	3.1	21.4	75.5	7.4	20.8	71.8	19.2	24.3	56.5
Urbain	3.5	39.5	57.0	4.7	31.4	64.0	15.1	36.0	48.8	18.6	50.0	31.4
Rural	6.1	17.0	76.9	2.9	20.4	76.7	6.6	19.2	74.2	19.3	21.6	59.1
Total	5.8	19.1	75.1	3.1	21.4	75.5	7.4	20.8	71.8	19.2	24.3	56.5

Les crédits offerts par les IFs aux coopératives/associations n'ont pas la même utilité pour les différents besoins exprimés par les coopératives/associations. Les crédits offerts par les IFs aux coopératives/associations pour la Main d'œuvre agricole (55.1%), l'achat de la production des non-membres pour la commercialisation (53.4%) ; l'équipement agricoles (49.9%) présentent plus d'utilité comparativement au warrantage pour la production des membres (19.5%) ; à la construction d'un hangar de stockage (38.0%) et au commerce des produits phyto sanitaires (33.6%) supposés moins utiles.

Tableau 93: Utilité des crédits offerts par les institutions financières

Province / Milieu	Main d'oeuvre agricole		Le warrantage pour la production des membres		Achat de la production des non-membres pour la commercialisation	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	58.6	41.4	17.2	82.8	56.7	43.3
BUJUMBURA	67.7	32.3	11.5	88.5	37.5	62.5
BURUNGA	45.6	54.4	12.6	87.4	51.5	48.5
BUTANYERERA	35.4	64.6	21.7	78.3	69.0	31.0
GITEGA	75.6	24.4	45.8	54.2	58.0	42.0
Total	55.1	44.9	19.5	80.5	53.4	46.6
Urbain	25.6	74.4	11.9	88.1	32.6	67.4
Rural	58.1	41.9	20.3	79.7	55.6	44.4
Total	55.1	44.9	19.5	80.5	53.4	46.6

Tableau 94: Utilité des crédits offerts par les institutions financières (suite)

Province / Milieu	Construction d'un hangar de stockage		Commerce des intrants de qualité		Commerce des produits phytosanitaires		Équipements agricoles	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
	%	%	%	%	%	%	%	%
BUHUMUZA	19.7	80.3	40.1	59.9	20.4	79.6	45.2	54.8
BUJUMBURA	11.5	88.5	35.4	64.6	26.2	73.8	37.4	62.6
BURUNGA	43.0	57.0	37.9	62.1	26.8	73.2	48.7	51.3
BUTANYERERA	58.9	41.1	56.3	43.7	44.3	55.7	62.4	37.6
GITEGA	63.4	36.6	58.0	42.0	61.1	38.9	61.2	38.8
Total	38.0	62.0	43.8	56.2	33.6	66.4	49.9	50.1
Urbain	20.9	79.1	33.7	66.3	25.9	74.1	28.9	71.1
Rural	39.8	60.2	44.9	55.1	34.3	65.7	52.0	48.0
Total	38.0	62.0	43.8	56.2	33.6	66.4	49.9	50.1

Les résultats montrent que les requêtes de crédits formulées par les coopératives /associations ne sont pas rejetées par les IFs (93.7%) aussi bien en milieu rural (94.1%) qu'en milieu urbain (90.7%).

Tableau 95: Requête de crédit rejeté par les institutions financières

Province / Milieu	Votre coopérative a demandé de crédit que vous avez formulé mais qui a été rejeté	
	Oui	Non
	%	%
BUHUMUZA	8.3	91.7
BUJUMBURA	4.2	95.8
BURUNGA	4.8	95.2
BUTANYERERA	1.3	98.7
GITEGA	16.0	84.0
Total	6.3	93.7
Urbain	9.3	90.7
Rural	5.9	94.1
Total	6.3	93.7

9. INFORMATIONS SUR LA FINANCE VERTE

Face aux défis croissants liés aux changements climatiques et à la nécessité d'une transition vers un développement durable, la finance verte s'impose comme un levier stratégique pour le Burundi. Elle vise à mobiliser des ressources financières en faveur d'investissements respectueux de l'environnement, tout en soutenant la résilience économique et sociale du pays.

Le Burundi, dont l'économie repose largement sur l'agriculture et l'exploitation des ressources naturelles, est particulièrement vulnérable aux impacts des changements climatiques. Les inondations, les sécheresses et la déforestation menacent non seulement la sécurité alimentaire, mais aussi la stabilité économique et sociale. Dans ce contexte, la finance verte devient un outil essentiel pour financer des projets d'atténuation et d'adaptation, tels que les énergies renouvelables, l'agriculture durable, la gestion efficace des ressources en eau et la conservation des écosystèmes.

Toutefois, malgré son potentiel, la finance verte au Burundi est encore à un stade embryonnaire. Le manque de cadres réglementaires spécifiques, la faible mobilisation des investisseurs et l'accès limité aux financements internationaux constituent des défis majeurs. Néanmoins, des initiatives émergent, portées par le gouvernement, les institutions financières et les partenaires au développement, dans le but de renforcer l'intégration des considérations environnementales dans les politiques économiques et financières du pays.

Cette étude vise à analyser l'état actuel de la finance verte au Burundi, en mettant en évidence les opportunités et les défis liés à son développement. Elle explore également les stratégies et mécanismes pouvant être mis en place pour attirer davantage d'investissements durables et favoriser une transition vers une économie plus résiliente et respectueuse de l'environnement.

9.1. Offre des services de Finance verte

Sur les 95 institutions financières ayant participé à l'étude, 18 ont affirmé disposer d'une stratégie de gestion climatique, dont 2 banques et 16 institutions de microfinance. Parmi celles-ci, 17 ont défini des objectifs pour mettre en œuvre une approche de gestion des risques climatiques. Par ailleurs, 31 institutions sur 95 ont déclaré avoir une démarche de gestion des risques, mais seulement 2 d'entre elles ont intégré des outils et des procédures permettant d'identifier, de mesurer, de contrôler et d'atténuer les risques liés au changement climatique.

9.1.1. Identification, Evaluation et Gestion des risques.

En matière d'identification, d'évaluation et de gestion des risques, trois banques et 18 institutions de microfinance ont déclaré avoir attribué des responsabilités spécifiques à leur personnel opérationnel.

Par ailleurs, 63 institutions financières ont organisé des formations sur les risques climatiques à destination du personnel des départements concernés, tandis que 75 ont mis en place des événements de sensibilisation sur la gestion des risques climatiques.

Au total, ces initiatives ont permis de former :

- 915 personnes lors d'ateliers de formation,
- 1 905 personnes lors d'ateliers de sensibilisation.

9.1.2. Microcrédits accordés

Le nombre de microcrédits accordés via des canaux numériques s'élève à 21 954, pour un montant total de 46 056 039 127 BIF. Parmi ces crédits, ceux devenus impayés en raison des aléas climatiques représentent un montant de 2 396 077 705 BIF.

9.2. Demande des services de Finance verte

Le changement climatique impacte directement près d'un actif sur deux, ce qui montre un impact significatif du changement climatique sur les conditions d'activité. Cette situation justifie des politiques d'adaptation ciblées. En effet, 48,4 % des répondants déclarent avoir été victimes d'un événement climatique dans leurs activités, ce qui représente plus de 2,8 millions de personnes. Par contre 50,1% ne sont pas affectés, cet écart suggère que l'exposition aux aléas climatiques peut indiquer des différences régionales, sectorielles ou sociales dans l'exposition aux risques climatiques. Seuls 1,5 % des personnes ne savent pas ou ne se prononcent pas. Cela montre que la majorité des répondants sont conscients de leur situation vis-à-vis du climat, ce qui renforce la fiabilité des données. Cette situation appelle à un suivi continu et à la mise en place de mesures de résilience dans les secteurs les plus touchés.

Tableau 96: Personnes victimes d'un évènement lié au climat dans leurs activités

	Effectifs	%
Oui	2 836 409	48,4
Non	2 936 423	50,1
NSP	85 970	1,5
Total	5 858 803	100,0

Une part importante de la population est affectée (45,8 %) est confrontée à des dommages et des coûts répétitifs dus aux événements climatiques. Près de 2,7 millions de personnes déclarent subir de manière répétée des dommages ou coûts en lien avec les événements évoqués. Cela reflète une exposition significative et récurrente à des risques (climatiques, environnementaux ou sociaux). Cette proportion est très élevée, ce qui peut soulever des enjeux de vulnérabilité systémique.

Seuls 147 000 répondants sont exposés aux événements mais n'en subissent pas de dommages ou coûts répétitifs. Cela peut indiquer que lorsqu'exposition il y a, les conséquences sont souvent concrètes et coûteuses. Le très faible taux de NSP montre que la question est claire et pertinente. Cela renforce la fiabilité des résultats.

Près d'un répondant sur deux est en situation de fragilité répétée face aux événements climatiques. Cela interpelle fortement les décideurs publics sur la nécessité de mettre en place:

- des politiques de prévention ;
- des systèmes de compensation ou d'assurance ;
- des efforts de résilience locale (logement, aménagement, protection sociale) ;
- une lecture territoriale ou socio-économique fine serait utile pour comprendre les inégalités d'exposition.

Tableau 97: Personnes confrontées aux dommages et des coûts répétitifs dus aux événements climatiques

	Fréquence	Pourcentage
Oui	2 685 751	45,8
Non	147 084	2,5
NSPA	4 552	0,1
Non concernés	3 021 416	51,6
Total	5 858 803	100,0

Plus de la moitié des personnes interrogées ne sont pas affectés par les effets du changement climatique. Cela indique une inégalité d'exposition aux événements climatiques (zones géographiques protégées, résilience socio-économique, etc.).

Par contre des pertes majoritairement faibles à modérées sont observées notamment :

- 33,9 % des répondants déclarent des pertes inférieures à 500 000 Fbu, dont :
 - 10,5 % pour moins de 100 000 Fbu
 - 23,4 % pour 100 000 à 500 000 Fbu
- Cela montre que les impacts sont souvent modérés mais peuvent représenter une charge significative pour les ménages à faible revenu.

Toutefois, des pertes élevées sont observés pour une minorité à savoir

- 14,4 % des personnes concernées signalent des dommages supérieurs à 500 000 Fbu :
 - 7,2 % (500 001 à 1 000 000)
 - 6,0 % (1 000 001 à 5 000 000)
 - 1,2 % (plus de 5 000 000)
- Ces cas concernent probablement des ménages, exploitations ou entreprises particulièrement vulnérables ou mal protégés.
- 1,2 % des personnes subissent des pertes supérieures à 5 millions Fbu, un impact potentiellement dévastateur pour un ménage ou une petite activité.

Presque la moitié (48,4 %) des personnes sont affectées financièrement, avec une majorité touchée par des pertes modérées, et une minorité subissant des pertes très importantes. Il existe une double inégalité :

- Entre ceux qui sont concernés ou non par les événements.
- Parmi les concernés, entre ceux qui subissent des dommages légers et ceux qui subissent des pertes sévères.

Ces résultats soulignent la nécessité :

- D'évaluer les capacités de résilience des populations,
- De mettre en place des mécanismes de protection ou d'indemnisation différenciés,
- Et de cibler les plus exposés économiquement par des politiques publiques adaptées.

Tableau 98: Coût estimé pour faire face aux effets du changement climatique (en BIF)

	Fréquence	Pourcentage
Moins de 100000 Fbu	616 532	10,5
100000 à 500000	1 370 064	23,4
500001 à 1000000	423 451	7,2
1000001 à 5000000	353 572	6,0
Plus de 5000000	72 791	1,2
Non concernés	3 022 394	51,6
Total	5 858 803	100,0

Très peu de répondants (3,6 %) parviennent à se remettre rapidement (1 mois) après un choc climatique. Cela suggère une faible résilience immédiate pour la majorité des personnes touchées.

Une part significative a besoin de plusieurs mois pour se rétablir après un choc climatique, soit 21,4 % qui récupèrent entre 2 à 6 mois, ce qui est le délai le plus fréquent parmi les concernés. Cela reflète une perturbation modérée mais non négligeable, nécessitant du temps pour rebondir.

Cependant, 14,8 % font plus de 1 an pour récupérer. Ces personnes mettent plus de 12 mois à se remettre, ce qui indique des conséquences durables des chocs climatiques (pertes agricoles, habitat, revenus, etc.). C'est un signal d'alerte : leur capacité de résilience est fortement limitée.

A part 51,6 % de la population qui n'ont pas subi de choc climatique ou de pertes qui nécessitent une période de récupération ; 48,4 % des répondants sont concernés par un choc climatique ayant nécessité un temps de récupération. Parmi eux, près de la moitié (≈ 22 %) ont pu se rétablir en moins de 6 mois, mais près d'un tiers (≈ 23 %) ont mis plus de 7 mois, voire plus d'un an. Ces délais soulignent des vulnérabilités persistantes et une capacité de rebond limitée pour une large part de la population touchée.

Ces résultats devraient inciter les décideurs à :

- Renforcer les capacités d'adaptation (accès aux ressources, infrastructures résilientes) ;
- Mettre en place des aides d'urgence ou des mécanismes de soutien post-choc ;
- Cibler les groupes les plus lents à se rétablir avec des programmes de résilience.

Tableau 99: Temps mis pour récupérer après un choc climatique

	Fréquence	Pourcentage
1 mois	212 679	3,6
2-6 mois	1 253 038	21,4

7-12 mois	504 033	8,6
Plus de 12 mois	865 787	14,8
Indifférents	871	0,01
Non concernés	3 022 394	51,6
Total	5 858 803	100,0

9.2.1. La connaissance des produits financiers liés à la finance verte

Du point de vue connaissance des produits financiers liés à la finance verte, il ressort que 5,6% connaissent des produits financiers ou des investissements spécifiquement liés à la finance verte et 52,0% estiment qu'il y a suffisamment d'incitations financières (exonération fiscale, subvention, etc.) pour investir dans la finance verte. Force est de constater que les responsables des petites entreprises sont mieux informés que ceux des moyennes entreprises.

La connaissance de la finance verte est très faible dans l'ensemble (5,6%), avec une légère avancée des petites entreprises sur les moyennes.

A BUJUMBURA : 67 entreprises (3,9%) connaissent la finance verte contre 1631 (96,1%) qui ne la connaissent pas. Par contre à GITEGA 71 entreprises (23,8%) connaissent la finance verte ce qui représente la proportion la plus élevée parmi les provinces contre 227 (76,2%) qui ne la connaissent pas.

De façon générale GITEGA se distingue clairement comme la province la plus informée en matière de finance verte, contrairement aux autres régions où la connaissance est quasi inexistante. Seulement 5,6% des entreprises interrogées connaissent la finance verte. Il existe de fortes disparités selon les provinces, GITEGA étant en avance. La taille de l'entreprise joue un rôle mineur, même si les petites entreprises affichent une connaissance légèrement supérieure.

Tableau 100: Répartition des entreprises par taille et par province selon la connaissance des produits financiers liés à la finance verte

Taille de l'entreprise / Province	Connaissez-vous des produits financiers ou des investissements spécifiquement liés à la finance verte ?				Estimez-vous qu'il y a suffisamment d'incitations financières (exonération fiscale, subvention, etc. pour investir dans la finance verte ?			
	Oui		Non		Oui		Non	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Moyenne entreprise	38	4,0	907	96,0	22	57,1	16	42,9
Petite entreprise	100	6,6	1421	93,4	50	50,0	50	50,0
Total	138	5,6	2329	94,4	72	52,0	66	48,0
BUHUMUZA	0	0,0	168	100,0	0	0,0	0	0,0
BUJUMBURA	67	3,9	1631	96,1	26	39,1	41	60,9
BURUNGA	0	0,0	163	100,0	0	0,0	0	0,0
BUTANYERERA	0	0,0	140	100,0	0	0,0	0	0,0
GITEGA	71	23,8	227	76,2	45	64,1	25	35,9
Total	138	5,6	2329	94,4	72	52,0	66	48,0

L'analyse de la confrontation des entreprises aux événements liés au climat, il ressort que 19,3 % des entreprises ont subi un événement climatique (inondation, sécheresse, grêle, etc.) dans leurs activités au cours des 12 derniers mois. Une grande majorité (80,1 %) n'ont pas été affectées, ce qui reflète soit une inégale exposition géographique, soit une résilience effective pour certains types d'activités.

Tableau 101: Répartition des entreprises selon la confrontation des événements liés au climat

		Oui	Non	NSPA	Total
1. Avez-vous été victimes d'un événement lié au climat dans vos activités (inondations, sécheresse, grêle, etc. au cours des 12 derniers mois ?	Fréquence	476	1975	15	2467
	Pourcentage	19,3	80,1	0,6	100,0
2. Etes-vous confrontés à des dommages et des coûts répétitifs dus à ces événements	Fréquence	414	62	476	952
	Pourcentage	16,8	2,5	19,3	100,0
3 Votre source de revenu a-t-elle été affectée par un événement lié au climat ?	Fréquence	399	15	414	829
	Pourcentage	16,2	0,6	16,8	100,0

L'assurance est la solution la plus envisagée, 51,1 % des entreprises déclarent qu'elles compteraient sur leur assurance dans la gestion des événements liés au climat. Cela reflète une prise de conscience croissante de la gestion du risque par l'assurance.

Néanmoins, près de la moitié (48,9 %) ne s'y fieraient pas, ce qui peut signaler : une inaccessibilité financière, une méfiance ou une absence de couverture effective.

Les stratégies classiques comme : (i) emprunter à des proches ou des prêteurs (13,3 %), (ii) vendre des biens (6,3 %), (iii) ou chercher un revenu supplémentaire (8,9 %) sont largement minoritaires. Cela indique soit (i) une faible confiance dans ces solutions, (ii) une capacité d'adaptation limitée ou (iii) une absence de ressources mobilisables.

L'aide gouvernementale est peu envisagée (15,5 %), cela peut refléter une perception faible de l'efficacité ou de la disponibilité de l'aide publique mais aussi un manque de précédent d'aide réelle lors d'événements passés. L'accès au crédit formel est limité soit un tiers seulement (35,2 %) des entreprises empruntent auprès d'une IF à cause du faible taux de bancarisation, des conditions d'éligibilité strictes et d'un niveau d'endettement déjà élevé.

Seule l'assurance est réellement perçue comme une option viable pour la moitié des entreprises ayant répondu. Les autres stratégies – traditionnelles ou institutionnelles – sont très peu mobilisées, ce qui révèle une vulnérabilité structurelle élevée. Cette situation illustre un manque de mécanismes efficaces d'adaptation anticipée face au changement climatique. D'où il faudrait :

- Renforcer l'accès à l'assurance climatique, surtout pour les ménages vulnérables ;
- Développer des mécanismes de micro-finance adaptés aux contextes climatiques ;
- Améliorer la confiance dans les aides publiques par des actions visibles et concrètes ;
- Promouvoir l'éducation financière et climatique pour diversifier les stratégies d'adaptation.

Tableau 102: Répartition des entreprises selon la gestion des événements liés au climat

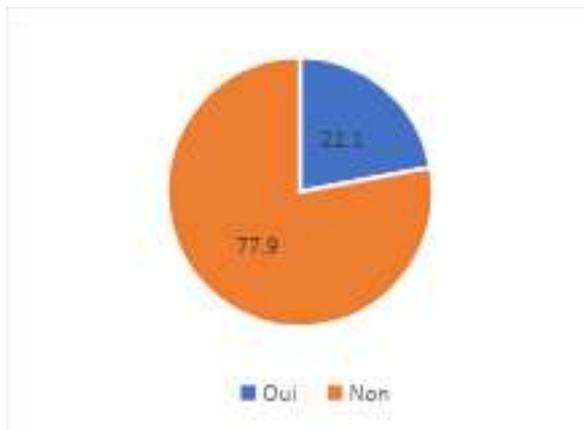
Si demain vous deviez faire face à un événement dû au climat, comment feriez-vous?				
	Indicateur	Non	Oui	Total
Recours à mon assurance	Fréquence	1 207	1 260	2 467
	Pourcentage	48,9	51,1	100,0
Emprunter de l'argent auprès d'une IF	Fréquence	1 598	868	2 467
	Pourcentage	64,8	35,2	100,0
Emprunter de l'argent auprès du prêteur	Fréquence	2 138	328	2 467
	Pourcentage	86,7	13,3	100,0
Demander à la famille et aux amis	Fréquence	2 139	327	2 467
	Pourcentage	86,7	13,3	100,0
Vendre des actifs, ou du bétail	Fréquence	2 312	155	2 467
	Pourcentage	93,7	6,3	100,0
Aide gouvernementale	Fréquence	2 084	382	2 467
	Pourcentage	84,5	15,5	100,0
Travailler pour un revenu supplémentaire	Fréquence	2 248	219	2 467
	Pourcentage	91,1	8,9	100,0
Autres	Fréquence	2 369	97	2 467
	Pourcentage	96,1	3,9	100,0

Le graphique 23 à gauche montre une très faible sensibilisation (22,1 %) aux dispositifs financiers liés au climat, mettant en évidence un besoin urgent de communication, d'éducation financière, et de vulgarisation des produits d'assurance ou de financement adaptés. La majorité (77,9 %) n'a actuellement aucune connaissance de ces outils, ce qui compromet leur capacité à anticiper ou à se protéger face aux risques climatiques.

Quant au graphique 21 à droite, il ressort que 78,1 % des répondants sont prêts à investir financièrement pour protéger leurs familles et leurs biens face aux risques climatiques. Cela révèle une forte prise de conscience des enjeux, mais aussi un potentiel marché pour les produits financiers adaptés. Toutefois, 17,3 % restent réticents et 4,6 % indécis, ce qui appelle à renforcer les efforts de sensibilisation, d'éducation financière, et de création de produits accessibles.

Graphique 21: Répartition des entreprises selon la connaissance d'un financement lié au climat

Etes-vous au courant d'un financement lié au climat ou des produits et services financiers disponibles pour protéger votre famille et vos biens contre les événements liés au climat



Etes-vous prêts à dépenser de l'argent pour protéger votre famille et biens actifs contre les événements liés au climat



De plus, 72,0% contre 28,0% de gestionnaires d'entreprises pensent qu'il y a un besoin de produits et services financiers liés au climat et taillé sur mesure. Parmi eux, 34% pensent que c'est le Gouvernement et les institutions financières (en partie produit financier subventionné) qui devraient les fournir, 32% pensent que c'est le gouvernement (produit financier entièrement subventionné) tout comme les institutions financières (32%).

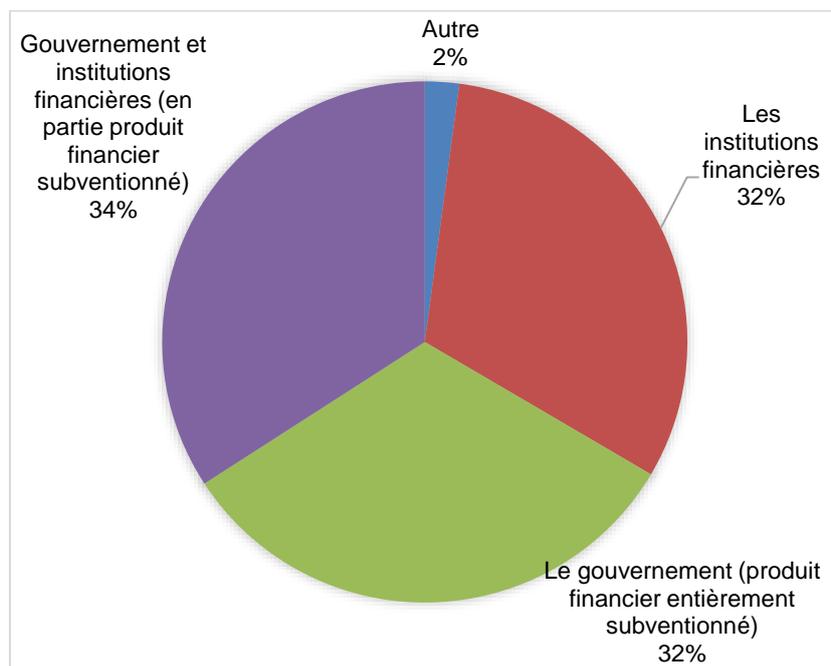
9.2.2. Qui devrait les fournir ?

La finance verte semble être largement portée par le secteur public, directement ou en partenariat avec les institutions financières privées.

La répartition équilibrée entre les produits publics et privés (avec ou sans subvention) suggère une pluralité d'offres, mais aussi peut-être une confusion chez les répondants sur qui finance quoi exactement.

Le faible recours aux "autres" sources souligne un manque de diversification ou de visibilité des mécanismes alternatifs de financement vert.

Graphique 22: Répartition des entreprises selon la perception du fournisseur des produits et services financiers liés au climat



Enfin, seulement 4% des entreprises ont déjà reçu un crédit pour énergie renouvelable contre 96% qui n'en ont pas encore reçu.

Tableau 103: Répartition des entreprises selon l'obtention d'un crédit pour l'énergie renouvelable

Avez-vous déjà obtenu un crédit pour l'énergie renouvelable ?			
	Fréquence	Pourcentage	
Oui	98	4	
Non	2 369	96	
Total	2 467	100	

9.3. Quelques initiatives des différents acteurs en matière de finance verte

Dans le but d'améliorer l'inclusion financière en matière de finance verte et de sauvegarde environnementale, le Réseau des Institutions de Microfinance du Burundi (RIM) a réalisé quelques activités à savoir :

- ✓ Un atelier de sensibilisation sur la finance verte et inclusive réalisé en 2024 qui a rassemblé 80 participants constitués par les Directeurs Généraux et les autres acteurs du secteur de la MICROFINANCE avec comme objectif l'entrepreneuriat agricole ;
- ✓ Un atelier de Formation des Formateurs en finance verte et Inclusive, Jeu de simulation sur la Gestion de la Résilience Climatique qui a rassemblé 25 participants constitués par des Cadres du RIM, de la DSIK, du PAIFAR-B, des Cadres de la FAO et du MINEAGRIE. Le RIM en Collaboration avec DSIK et PAIFAR-B, a organisé cet atelier de formation des formateurs afin de doter le RIM d'un pool des formateurs sur ce thème

d'innovation dans l'objectif de faire face aux impacts tangibles du changement climatique sur leurs moyens de subsistance en adaptant leurs stratégies commerciales ;

- ✓ Dix ateliers de duplications en finance verte et Inclusive, Jeu de simulation sur la Gestion de la Résilience Climatique avec la participation de 250 personnes dont les agriculteurs/Bénéficiaires, les entrepreneurs agricoles, les clients des institutions de MICROFINANCE, les personnes qui travaillent et qui vivent dans les zones rurales. Ces ateliers avaient l'objectif de permettre aux formateurs de s'approprier du module et de le faire maîtriser aux bénéficiaires finaux en Kirundi afin qu'ils commencent à créer des empreintes environnementales positives dans leur domaine d'activité ;
- ✓ Sept ateliers de duplications en finance verte et Inclusive, Jeu de simulation sur la Gestion de la Résilience Climatique ont aussi été organisés envers 180 employés du secteur de la MICROFINANCE afin qu'ils restent productifs ou deviennent plus productifs au fil du temps - résilience accrue ;
- ✓ Un atelier de Certification des Formateurs en finance verte et Inclusive, Jeu de simulation sur la Gestion de la Résilience Climatique envers 21 Cadres du RIM, de la DSIK, du PAIFAR-B, des Cadres de la FAO et du MINEAGRIE afin de doter le RIM un pool des formateurs sur ce thème d'innovation par des experts Allemand.

10. SECTEUR DES ASSURANCES ET DES PENSIONS

Dans la vie quotidienne des individus, des événements imprévus surviennent et sont susceptibles d'affecter les familles de manière différente. Ces événements ou risques inattendus imposent une pression importante sur les individus, les ménages et les entreprises, en particulier lorsqu'ils ne sont pas couverts par une assurance. Pour atténuer ou réduire l'impact de ces événements, les individus souscrivent généralement à une assurance. L'assurance est un outil de gestion des risques principalement utilisé pour compenser les coûts qui seraient engagés en cas de survenue d'un événement imprévu.

Dans le cadre de cette enquête, l'assurance a été classée en deux catégories : formelle (polices fournies par des compagnies d'assurance agréées) et informelle (groupes villageois de solidarité pour les enterrements et groupes d'entraide).

L'étude a examiné les risques et les difficultés que les personnes ont rencontrés ainsi que les produits qu'elles ont utilisés pour couvrir ces risques. Plus de la moitié des adultes (56.3%) au Burundi ont connu un événement ou un risque majeur au cours des 10 mois précédant l'enquête l'ENIF 2024. Le principal risque auquel les ménages ont été confrontés était une maladie grave ou un problème de santé chez un membre de la famille 43.7%. Certains de ces événements imprévus auraient pu être minimisés si les adultes avaient été assurés.

L'industrie des assurances compte 17 sociétés d'assurances dont 10 sociétés d'assurances non vie, d'assurances vie et une société composite qui vend les assurances vie et non vie. En 2013, il n'y avait que 6 sociétés d'assurances qui pratiquaient à la fois les activités vie et non vie.

« Le taux de pénétration du secteur des assurances a augmenté passant de 0,77 % en 2016 à 1.04% en 2021. La densité de l'assurance c'est-à-dire, la dépense annuelle moyenne par habitant en produits d'assurances est passée de 3652 FBu en 2016 à 5049 FBu en 2020 »

10.1. Assurance et gestion des risques

L'assurance individuelle a enregistré une forte hausse des contrats en cas de décès en 2021 (104 470), probablement liée à un contexte post-COVID, avant une stabilisation en 2022 et une nouvelle hausse en 2023 (60 334).

L'épargne progresse régulièrement, avec une croissance quasi continue de 2018 (16 979) à 2023 (45 805), ce qui reflète un intérêt croissant pour les produits de capitalisation à moyen/long terme.

S'agissant des contrats collectifs en cas de décès, il s'observe une explosion en 2023 (58 867), contre des niveaux très bas les années précédentes, cela pourrait être lié à des campagnes ou obligations spécifiques pour les employeurs ou à une évolution réglementaire.

Tableau 104: Nombre de contrats par catégories d'assurances non vie au 31 décembre

Catégorie	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Accident corporelle	1 758	2 563	2 558	3 304	1 511	1 507
Véhicules terrestres à moteur						
Responsabilité civile	124 408	142 468	163 885	187 643	202 678	194 862
Autres risques	1 740	2 437	2 804	4 013	4 368	11 560
Incendie et autres dommages aux biens	4 987	6 547	7 372	6 437	10 378	11 231
Responsabilité civile Générale	753	1 265	850	667	899	489
Transport aérien	431	1 728	2 109	1 026	2 827	522
Transport maritime	8 513	3 346	2 293	6 668	6 297	5 245
Autres transport	4 654	6 522	7 754	3 748	5 099	1 383
Autres risques dommages	1 620	3 637	3 142	6 503	6 526	6 267
Total						233 066

Source : Rapports de l'INSS

Tableau 105: Nombre de contrats par catégories d'assurance-vie au 31 décembre

Catégorie	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Assurances Individuelles						
Contrat en cas de vie	0	0	0	0	0	0
Contrat en cas de décès	24 542	27 233	33 872	104 470	53 801	60 334
Mixte	4 257	6 610	9 012	16 022	10 461	14 355
Epargne	16 979	17 998	24 362	26 904	39 876	45 805
Titre de capitalisation	0	0	0	0	0	0
Complémentaires	16 573	17 885	16 192	153	227	454
Assurances collectives						
Contrat en cas de vie	0	0	122	0	0	0
Contrat en cas de décès	3 944	6 189	2 446	2 821	4 215	58 867
Mixte	15	70	2 269	24	17	21
Epargne	4 273	4 581	5 534	5 340	8 324	8 440
Titre de capitalisation	81	31	388	0	1 533	0
Complémentaires	277	327	241	268	1 787	305
Total						188 656

Source : Rapports de l'INSS

Le Taux de sinistralité de l'assurance vie enregistre une augmentation constante de 2019 à 2022 (de 51,4% à 67,4%), suivie d'une nette baisse à 43,7% en 2023. Cela pourrait indiquer une amélioration dans la gestion des risques ou un changement dans la structure des contrats (moins d'indemnisations lourdes ?).

Tableau 106: Taux globale des sinistres vies

ANNEE	2019	2020	2021	2022	2023
Charge des sinistres	15 862	18 095	21 754	32 782	26 331
Primes acquises	30 851	33 687	39 814	48 640	60 270
Taux de sinistralité (S/P)	51,4%	53,7%	54,6%	67,4%	43,7%

Source : Rapports de l'INSS

Le Taux de sinistralité de l'assurance non vie est Très volatil selon les catégories :

- Véhicules à moteur RC explose à 121,5% en 2022 puis redescend à 78,4% en 2023, ce qui reste élevé. Il est probable que les assureurs ont subi des pertes importantes sur ce segment.
- Incendie et dommages montrent un comportement instable avec des taux de sinistralité négatifs en 2021 (-11,5%) et 2023 (-38,5%), probablement dus à des reprises sur provisions ou réductions de sinistres exceptionnels.
- RC générale reste très instable aussi, avec des valeurs extrêmes comme -72,6% en 2019.

Globalement, la sinistralité non-vie reste problématique avec des pics anormaux, surtout en automobile, ce qui indique que ce segment est potentiellement déficitaire pour les assureurs.

Tableau 107: Taux globale des sinistre non vie

ANNEE	2019	2020	2021	2022	2023
Accident corporel et maladie	69,5	61,8	67,3	66,1	58,5
Véhicules terrestres à moteur (RC)	93,6	91,9	109,1	121,5	78,4
Véhicules terrestres à moteur (autres risques)	25,4	65,9	77,6	37,1	36,7
Incendie et autres dommages aux biens	32,8	23,0	-11,5	104,1	-38,5
RC général	-72,6	8,3	1,4	26,9	30,2
Transports	12,5	9,7	11,3	24,8	63,3
Autres risques directs dommages	26,2	8,1	-1,3	20,2	-4,9
TOTAL	51,4	53,7	54,6	67,4	43,7

Source : Rapports de l'INSS

Pour l'Assurance vie, il s'observe une légère hausse du taux de pénétration de 2019 à 2021 (de 0,87% à 0,98%) suivie d'un repli en 2022 et 2023 (0,88%). Ce recul est surprenant car le chiffre d'affaire continue à croître. Cela signifie que le PIB a augmenté plus rapidement que le marché de l'assurance vie.

Tableau 108: Évolution des taux de pénétration de l'assurance vie

ANNEE	2019	2020	2021	2022	2023
Chiffre d'affaires du marché (en milliards de Fbu)	54,3	62,2	75,5	87,3	101
PIB en prix courant (en milliards de Fbu)	6 216,9	6 805,6	7 676,4	9 213,9	11 556
Taux de pénétration (en %)	0,87	0,91	0,98	0,95	0,88

Source : Rapports de l'INSS

Pour l'Assurance non vie, il s'observe Stagnation autour de 0,5% avec une légère progression en 2023 (0,55%). Le marché reste sous-développé comparé à la taille de l'économie, ce qui suggère un potentiel important de croissance, surtout si des actions d'éducation ou de régulation sont mises en place.

Tableau 109: Évolution des taux de pénétration non vie

ANNEE	2019	2020	2021	2022	2023
Chiffre d'affaires du marché (en milliards de Fbu)	32,3	35,0	41,8	49,8	63,0
PIB en prix courant (en milliards de Fbu)	6 216,9	6 805,6	7 676,4	9 213,9	1 1556
Taux de pénétration (en %)	0,52	0,51	0,54	0,54	0,55

Source : Rapports de l'INSS

De façon générale, le secteur assurance montre une dynamique de croissance, surtout du côté des produits vie et épargne. Le segment non-vie, notamment auto, reste à risque élevé pour les assureurs, avec des taux de sinistralité parfois supérieurs à 100%. L'assurance est encore faiblement ancrée dans l'économie, avec des taux de pénétration très bas (moins de 1% dans tous les cas). Des fluctuations importantes dans plusieurs catégories peuvent traduire une

instabilité du marché, un manque de prévisibilité, ou des chocs ponctuels externes (catastrophes naturelles, pandémie, réformes...).

10.2. Mutuelle de Santé

10.2.1. La Mutuelle de la Fonction Publique (MFP)

La Mutuelle de la Fonction Publique (MFP) du Burundi est une institution sociale créée en 1980, chargée de gérer le régime d'assurance maladie-maternité des agents publics et assimilés. Elle couvre un large éventail de membres et collabore avec de nombreux établissements de santé à travers le pays. Selon l'annuaire statistique du ministère de la solidarité, environ 13,8 % de la population burundaise est affiliée à la MFP.

Défis et Améliorations

Malgré son rôle essentiel, la MFP fait face à plusieurs défis, tels que :

- Des circuits administratifs complexes
- La disponibilité limitée de certains médicaments, obligeant les patients à se déplacer vers des centres urbains
- Des horaires de service restreints, avec des guichets fermés le week-end et pendant certaines heures de la journée
- Des limitations dans la prise en charge de certains examens médicaux.

10.2.2. Carte d'assurance maladie (CAM)

La Carte d'assurance maladie (CAM) est un dispositif mis en place par le gouvernement burundais pour offrir une couverture santé aux personnes non affiliées à une autre assurance maladie. Actuellement, la d'assurance maladie (CAM) couvre environ 35 % de la population burundaise. Cette couverture s'adresse principalement aux personnes non affiliées à d'autres régimes d'assurance maladie, telles que la Mutuelle de la Fonction Publique (MFP) ou l'Institut National de Sécurité Sociale (INSS). Depuis février 2025, son acquisition est devenue obligatoire pour tous les ménages et individus âgés de 18 ans ou plus, n'étant pas couverts par une autre mutualité de santé

10.3. Secteur des fonds de Pension

10.3.1. Office National des Pensions et des Risques Professionnels

L'Office National des Pensions et des Risques Professionnels (ONPR) du Burundi est chargé de gérer les pensions de retraite, d'invalidité et de survivants pour les agents de l'État, les militaires et les policiers.

Selon l'annuaire statistique du ministère de la solidarité, le rapport d'examen national volontaire sur la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable au Burundi, le taux de couverture en pension de l'ONPR est de 12% de la population âgée de 60 ans et plus.

10.3.2. Institut National de Sécurité Sociale

L'Institut National de Sécurité Sociale (INSS) du Burundi est principalement chargé de la gestion des régimes de pensions (vieillesse, invalidité, survivants) et des risques professionnels pour les travailleurs du secteur privé formel et certains agents publics.

L'INSS couvre environ 4,7 % de la population en âge de travailler (15 à 64 ans) et 7.6% de la population âgée de 60 ans et plus au Burundi. Ce faible taux de couverture s'explique par la prédominance du secteur informel dans l'économie burundaise, qui représente environ 90,7 % des emplois, limitant ainsi l'accès à la protection sociale pour une grande partie de la population.

Tableau 110: Effectifs des assurés par âge et par sexe

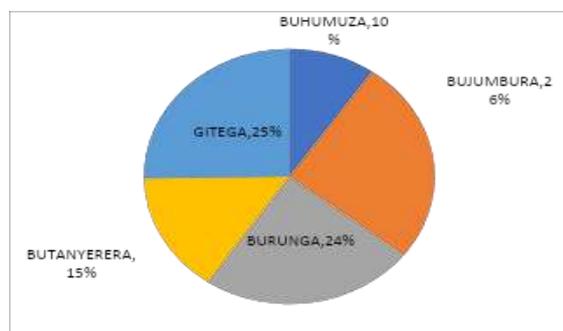
Tranche d'âge	Masculin	Féminin	Total
15-19	375	24	399
20-24	11 054	728	11 782
25-29	23 855	1 628	25 483
30-34	28 393	2 756	31 149
35-39	29 202	3 518	32 720
40-44	37 211	3 474	40 685
45-49	37 037	5 018	42 055
50-54	19 396	2 848	22 244
55-59	10 839	1 791	12 630
60-64	8 105	900	9 005
65 et plus	10 259	550	10 809
Total	215 726	23 235	238 961

Comparaison avec d'autres régimes

- Institut National de Sécurité Sociale (INSS) : couvre environ 7,6 % de la population âgée de 60 ans et plus et 4.7% de la population totale.
- Mutuelle de la Fonction Publique (MFP) : couvre environ 13,6 % de la population totale.
- Carte d'assurance maladie (CAM) : couvre environ 35 % de la population totale.

En combinant ces régimes, environ 53.3 % de la population bénéficie d'une forme d'assurance maladie. Le reste de la population, en particulier les travailleurs du secteur informel et les populations rurales, reste largement sans couverture.

Graphique 23: Répartition des assurés par Province



11. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

10.1. Conclusion

L'ENIF 2024 fournit des données et des indicateurs d'inclusion financière permettant de suivre les tendances et les progrès du secteur financier, apportant un éclairage sur le comportement des consommateurs et la dynamique démographique, les innovations des secteurs privé et public, ainsi que les changements et interventions politiques. La mise en œuvre de cette enquête est essentielle pour promouvoir et approfondir l'inclusion financière.

Ce rapport offre, en effet, un aperçu du secteur financier burundais et de la façon dont la population générale interagit avec lui, tout en suivant l'évolution de ses interactions par rapport à l'enquête de 2012. L'enquête Nationale sur l'Inclusion financière au Burundi de 2024 a révélé comment les Burundais de 18 ans et plus gèrent leurs finances et les facteurs qui influencent leur recours aux services financiers.

Les principales conclusions suivantes ont été tirées de cette enquête :

Le Burundi se présente comme un pays moyennement inclusif financièrement en Afrique de l'Est au 5ème rang avec un taux d'inclusion financière de 78,7% après le (96%), le Kenya (90%), la Tanzanie (81,4%) et l'Ouganda (81%). Depuis 2016, on constate une augmentation substantielle de l'inclusion financière formelle, réduisant le nombre d'adultes dépendant uniquement de mécanismes informels à seulement 21,3% % en 2024, contre 76,3 % en 2012.

Les principaux points forts des progrès remarquables du Burundi en matière d'inclusion financière sont les suivants :

- ❖ 78,7% de la population âgée de 18 ans et plus bénéficie d'une inclusion financière, ce qui implique qu'elle dispose ou utilise des produits/services financiers, formels ou informels. L'écart entre les adultes financièrement inclus entre zones urbaines et rurales est passé de 32,5 % en 2012 à 21,6 % en 2024, grâce à l'utilisation de l'argent mobile. Par contre, l'écart entre les sexes s'est accentué globalement passant de 9,7% en 2012 à 15,8% avec des écarts de 11% pour les hommes et 4,9% pour les femmes.
- ❖ Près de trois quart (63,7 %) des adultes burundais, soit 3,6 millions, disposent d'un compte via l'argent mobile et/ou d'un compte bancaire leur permettant d'effectuer des transactions financières (contre 12,5 % en 2012). Environ 1,1 million d'adultes (19,7 %) utilisent des comptes bancaires pour gérer leurs besoins financiers, tandis que 44,04 %, soit 2,5 millions, utilisent uniquement l'argent mobile. Cela souligne le rôle important que joue l'argent mobile pour repousser les limites de l'inclusion financière formelle et atteindre des groupes auparavant exclus. Environ 15 % ne possèdent ni compte bancaire ni portefeuille mobile, mais utilisent des services financiers informels, ce qui illustre le rôle des cirques pour atteindre les marchés non desservis.

Services bancaires

En 2024, le nombre de clients des IFs est essentiellement constitué des clients des EP (68,3%), suivi des clients des IMF avec 26,6% et enfin ceux des EC avec 5,1%. Les résultats montrent également que le nombre de clients des EC n'a pas fortement évolué de 2019 à 2024. L'encours de crédits disponible au Burundi en 2024 est évalué à 2 763 064 MBIF. Ce montant est essentiellement constitué par des encours de crédits immobiliers/habitat (37,52%), les crédits personnels à la consommation (17,72%) et les crédits des services (13,72%). En 2024, sur un effectif de 2 799 894 comptes courants existant dans les IFs, 79,94% sont ouverts dans les livres des IMF et 20,03% sont ouverts dans les livres des EC. En 2024, les cartes bancaires détenus par les résidents au Burundi sont majoritairement constituées par les cartes de guichet bancaires (93,72%). Les cartes de débit et de crédit se partagent proportionnellement la part qui reste. En termes d'évolution, ces cartes bancaires sont passées de 86 713 en 2020 à 102 454 en 2024.

Parmi les IFs qui ont participé à l'étude, treize EC ont indiqué avoir fait des services de transfert de fonds:

- sept en partenariat avec Western Union;
- cinq avec MoneyGram;
- une avec Rapid Transfer.

Du côté des institutions de Microfinance (IMF):

- la RNP facilite les transferts via Western Union et RIA,
- Mutec propose des services de transfert via RIA.

Argent mobile

L'adoption et l'utilisation d'autres mécanismes formels (non bancaires) ont connu une croissance remarquable, principalement grâce à l'argent mobile. Environ 44,04 % (2,5 millions) des adultes ont déclaré avoir utilisé l'argent mobile en 2024, principalement pour déposer et retirer de l'argent, effectuer des transferts et des paiements. En 2024, les résultats de l'enquête montrent que la majorité des clients des transactions électroniques sont concentrés dans les services de Lumicash, Ecocash et dans les autres transactions électroniques.

Selon les résultats des focus groups, certaines IFs ont affirmé qu'elles prévoient développer de nouveaux produits financiers au cours de l'année 2024. Cependant, la plupart des nouveaux produits envisagés ne font que répliquer les produits déjà offerts par d'autres institutions. A l'exception de certaines IFs qui comptent ouvrir des :

- Comptes bancaires 100 % digitaux : ouverture et gestion de compte sans déplacement en agence ;
- Paiements instantanés : via QR_code, NFC ou biométrie.;
- Banque via WhatsApp : assistance et transactions via messageries instantanées ;
- Microcrédits instantanés : octroi de petits prêts via mobile banking ;
- Buy Now, Pay Later (BNPL) : solutions de paiement fractionné sans frais immédiats.

Le principal obstacle cité par la majorité était le fait de ne pas avoir de téléphone portable.

Plus d'un tiers (36,3 %, soit 2,1 millions) dépendent encore de mécanismes informels, mais seuls 15 % d'entre eux utilisent désormais exclusivement des mécanismes informels en 2024 pour répondre à leurs besoins financiers.

Plus de la moitié des adultes burundais (53,0%) ont épargné de manière formelle ou informelle en 2024. En effet, 51% des répondants disent conserver leurs économies dans une association, tontine ou un « ikirimba » et 37 % disent épargner à la maison dans un endroit sûr mais uniquement 11 % et 5 % disent placer leur épargne dans le système financier formel respectivement dans une banque et COOPEC. La demande de crédit est motivée par deux raisons principales : la production et la consommation, les entrepreneurs et les travailleurs indépendants empruntant principalement pour investir dans leur entreprise tandis que les ménages empruntent pour la consommation.

L'agriculture demeure le principal moyen de subsistance des ménages burundais et, face aux chocs climatiques évidents, la plupart des agriculteurs ont besoin d'aide pour adopter des cultures et des méthodes agricoles résilientes au changement climatique, notamment en les sensibilisant à la finance verte et à l'atténuation des risques agricoles.

10.2. Recommandations

Bien que le Burundi soit sur la bonne voie du point de vue niveaux d'inclusion financière en 2024, il est encore possible de réduire davantage le nombre de personnes ne disposant pas de comptes de transaction (comptes bancaires et/ou argent mobile). Cependant, la plus grande opportunité réside dans une inclusion financière allant au-delà de l'accès et de l'adoption, incluant la mesure de l'impact de l'inclusion financière et de la santé financière.

Etant donné que la définition de l'inclusion financière est un concept aux multiples facettes, constitué de plusieurs composantes qui peuvent être pertinentes en totalité ou en partie pour le programme particulier d'un pays, reposant essentiellement sur quatre aspects à savoir l'accès, la qualité, l'utilisation et le bien-être, sous lesquels l'inclusion financière peut être définie et classés par ordre de complexité, cette partie expose les recommandations quant aux orientations et aux décisions à prendre par les intervenants du secteur financier en vue de promouvoir l'inclusion financière au Burundi.

En général, il ressort de ce rapport que le faible taux d'inclusion financière résulte de l'incapacité des clients de rembourser le crédit ou le découvert, de se sous-estimer face à une institution financière, d'avoir peur de s'endetter et de penser que les crédits sont pour les riches.

Sur ce, les recommandations ont été regroupées autour des thèmes suivants :

- Le rôle du gouvernement du Burundi ;
- Le rôle des banques et établissements financiers ;
- Le rôle des IMF ;
- Le rôle des entreprises, associations et coopératives ;
- Le rôle de la BRB.

En effet, le développement d'un secteur financier inclusif nécessite le concours des intervenants chacun en ce qui le concerne pour apporter des contributions attendues dans la promotion du secteur financier et pouvoir surmonter les nombreux défis inventoriés dans ce rapport.

Le rôle du gouvernement du Burundi

Le bien-être de la population burundaise est la responsabilité du gouvernement en mettant en place les politiques, cadres réglementaires, les actions, les infrastructures et les programmes requis pour assurer un meilleur accès aux services financiers. Tout le monde est au courant que l'existence d'un secteur financier ouvert et dynamique est une clé du développement des potentialités de l'économie d'un pays.

Le rôle de la BRB

Le rôle de la Banque centrale est de veiller à la stabilité des prix, du système financier et de contribuer à la mise en œuvre des politiques économiques propices à la stabilité macro-économique et au développement harmonieux du pays. A cet égard, la BRB doit: (i) définir et mettre en œuvre la politique monétaire; (ii) définir et mettre en œuvre le régime de change ;(iii) gérer les réserves officielles de change ; (iv) réglementer et superviser les banques, les établissements financiers et les institutions de microfinance ; (v) émettre des billets de Banque et des pièces de monnaie ; (vi) promouvoir un système financier stable et solide ; (vii) promouvoir un système de paiement national fiable, efficient et solide ; (viii) agir en qualité de Caissier de l'Etat ; (ix) réaliser toute autre tâche prévue par la loi ; (x) réaliser toute tâche que toute autre loi confierait à la Banque Centrale sous réserve de sa compatibilité avec son autonomie.

De tout ce qui précède, les recommandations générales et spécifiques suivantes sont formulées :

- A. Au gouvernement, il est recommandé ce qui suit :
- Mobiliser les ressources nécessaires (humaines, techniques, et financières) permettant d'actualiser la Stratégie Nationale de l'Inclusion Financière au Burundi.
 - Renforcer le secteur de la microfinance en appuyant les initiatives privées qui émergent dans le domaine financier.
 - Développer un programme d'éducation financière qui peut être inséré dans le cursus scolaire du niveau post fondamental de façon à sensibiliser la population de moins de 18 ans et plus pour qu'ils acquièrent des principes de base sur la valeur de l'argent, le fonctionnement du secteur financier.
 - Se servir des résultats de l'enquête dans l'élaboration/actualisation des politiques et stratégies nationales du secteur financier au Burundi, à savoir, la stratégie nationale et plan d'actions pour le développement du secteur financier et dans la vision du Burundi pays émergents 2040 et pays développés 2060.

B. Aux Banques, IMFs, EP et Établissements Financiers, il leur est recommandé ce qui suit :

- Adopter un comportement attirant la clientèle au sein de leurs institutions pour une rentabilité accrue en adoptant des stratégies appropriées.
- ❖ Création des agences dont la majeure partie de ces institutions octroient des crédits individuels qui sont orientés dans le secteur des services, le secteur agro-pastoral, et dans la consommation.
- ❖ Mise en place des guichets dédiés à la clientèle des micros, petites et moyennes entreprises à l'intérieur de la banque.
- ❖ Orienter les crédits dans des secteurs de la finance verte que ça soit du côté individuel ou du côté associatif pour promouvoir l'agriculture et l'élevage.

C. A la BRB, aux prestataires de services financiers et les principales parties prenantes, les recommandations spécifiques suivantes sont formulées :

- Soutenir les initiatives qui répondent aux besoins économiques réels grâce à une meilleure utilisation de services financiers appropriés :
 - ❖ Identifier et faciliter la mise en œuvre d'interventions financières qui amélioreront la résilience et les moyens de subsistance durables des groupes cibles (secteur informel, MPME, femmes et jeunes).
 - ❖ Investir dans les programmes visant à autonomiser les catégories les plus défavorisées, notamment les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, les réfugiés, les agriculteurs, entre autres.
- Identifier et continuer à lever toutes les contraintes qui entravent l'utilisation intensive du crédit et des autres instruments financiers alternatifs sur le marché. La technologie et les données pourraient jouer un rôle important dans l'accès au crédit pour le secteur privé et à grande échelle.
- Poursuite de l'élargissement des feuilles de route visant à soutenir et à améliorer l'adoption et l'utilisation des services financiers pour les groupes les plus vulnérables et les marchés non desservis. Cela comprend le développement des piliers de l'inclusion financière des femmes et des jeunes au sein de la SNIF, par la mise en place d'interventions spécifiques pour leur mise en œuvre. Les prestataires de services financiers devraient également continuer à trouver des moyens d'élargir la gamme de produits afin d'inclure l'investissement et l'assurance, en plus des produits déjà utilisés par les particuliers.
- La croissance des services financiers numériques indique l'imminence d'un avenir plus numérique. Les initiatives favorisant les transactions ou l'épargne numérique dans le secteur formel doivent être promues et encouragées.
 - ❖ Sensibiliser et rendre attractif le paiement d'intérêts sur les soldes des portefeuilles mobiles aux clients, afin de tester leur capacité à utiliser les intérêts sur leur épargne (via des portefeuilles mobiles).
 - ❖ Continuer à assurer la protection des clients et à renforcer la culture numérique par l'éducation des consommateurs.
 - ❖ Les groupes d'épargne restent pertinents au Burundi. Ainsi, les fournisseurs de FSP/DFS devraient envisager d'imiter la proposition de valeur offerte par les groupes

d'épargne informels lors de la conception de leurs produits/services pour attirer de nombreux utilisateurs de produits informels via un canal qui s'est avéré beaucoup plus pratique pour eux.

- Face à la popularité croissante de l'argent mobile, les banques devraient envisager des partenariats avec les opérateurs téléphoniques. Ce vaste marché, dont la clientèle est en pleine expansion, offre une opportunité d'exploiter ce marché. Les banques peuvent proposer des produits aux utilisateurs de téléphones portables.
- Les fintechs ou technologie financière sont essentielles pour élargir l'accès aux services financiers et encourager la concurrence sur le marché, au bénéfice des consommateurs. L'offre de prêts, notamment aux agriculteurs et aux MPME, est un domaine où les fintechs pourraient avoir un impact disruptif sur ce marché. Les interventions politiques visant à élargir l'accès au crédit pour ces segments sont une priorité pour la croissance économique. Un recours accru aux programmes garantis disponibles encourage les banques à prêter aux entreprises et aux agriculteurs solvables qui pourraient ne pas avoir d'antécédents de crédit.
- Les prestataires de services financiers et les principales parties prenantes doivent continuer à comprendre le marché et à accroître l'adoption des produits financiers par les moyens suivants :
 1. **Épargne et assurance axées sur les objectifs** : Proposer des produits d'épargne ou d'assurance liés à des objectifs spécifiques, tels que l'éducation, l'agriculture ou le logement.
 2. **Notation de crédit alternative** : Utiliser des modèles alternatifs de notation de crédit pour améliorer l'accès au crédit des populations défavorisées et proposer des plateformes de prêt numérique pour faciliter l'accès au crédit.
 3. **Micro-assurance** : Proposer des produits de micro-assurance aux personnes à faibles revenus et dispenser une éducation financière pour les aider à comprendre l'importance de l'assurance.
 4. **Adhésion automatique aux régimes de retraite** : Poursuivre l'excellent travail réalisé par les institutions telles que l'INSS et l'ONPR et mettre en œuvre l'adhésion automatique aux régimes de retraite pour les employés afin d'accroître leur épargne-retraite.
 5. **Initiatives d'éducation financière** : Mettre en œuvre des initiatives visant à améliorer l'éducation et la littératie financières, permettant aux individus de prendre des décisions financières éclairées.

Suivi et évaluation continus des objectifs d'inclusion financière.

La mesure des indicateurs de santé financière relatifs à la qualité et à l'impact des services financiers doit être la pierre angulaire et la base de référence de ce domaine prioritaire. L'amélioration des indicateurs de santé financière soutiendra des initiatives de produits de haute qualité et centrés sur le consommateur. En outre, il faut veiller à ce que les priorités en matière d'inclusion financière soient rationalisées au sein des ministères et agences gouvernementales ainsi que dans les programmes des partenaires de développement (il est nécessaire de promouvoir la coopération et la coordination sectorielles et politiques).

ANNEXES

Annexe 1 : Matrice des principaux indicateurs

N°	Indicateur	Valeur en 2024
1	Population adulte (18 ans et +)	5 858 803
2	Population adulte masculine (18 ans et +)	2 658 343
3	Population adulte féminine (18 ans et +)	3 200 460
4	Nombre d'institutions financières concernées par l'enquête (Offre: agréées/enregistrées ou non; demande: agréées ou non)	95
5	Nombre de points de service (Sieges, guichets, agences, guichets automatiques,...)	133 692
6	Nombre total de terminaux de paiement (point d'accès : POS) au niveau national (Type de POS actif (agents commerciaux et agents mobiles):GABs actifs)	132 669
7	Nombre total de terminaux de paiement (point d'accès : POS) au niveau national en milieu rural (Type de POS actif (agents commerciaux et agents mobiles))	-
8	Nombre total de terminaux de paiement (point d'accès : POS) au niveau national en milieu urbain (Type de POS actif (agents commerciaux et agents mobiles))	-
9	Nombre total de terminaux de paiement (point d'accès : GAB) au niveau national en milieu rural - GABs actifs	-
10	Nombre total de terminaux de paiement (point d'accès : GAB) au niveau national en milieu urbain GABs actifs	156
11	Nombre de GAB- Nombre total de GABs	156
12	% de GAB dans les milieux urbains	100%
13	Nombre de GAB par 100 000 adultes	2,7
14	% de points de service dans les milieux urbains	NA
15	Nombre de points de service par 1000 km ²	5 212,2
16	Nombre de points de service par 100000 adultes	2 282,0
17	Nombre total de communes	42,0
18	Nombres total des Agents Commerciaux pour 100 000 adultes (e-noti, akaravyo, i-hela, etc)	713,2
19	Nombres total des agents mobiles pour 100 000 adultes (Lumicash, ecocash, mobinetel, etc)	1 551,3
20	Nombre de communes ayant au moins un point de service	42,0
21	% des communes ayant au moins un point de service	100,0
22	Population adulte ayant accès à au moins un point de services financiers	4 613 221
23	% de la population adulte vivant dans les communes ayant au moins un point de service	100,0
24	% de la population adulte domiciliée à moins de 5 km d'un point de services financiers formels	54,0
25	Nombre total de déposants	1 092 126
26	Nombre total de déposants hommes adultes	733 244
27	Nombre total de déposants femmes adultes	352 864
28	Nombre total de déposants jeunes hommes et femmes (de 18 ans a 35 ans)	359 654,0

N°	Indicateur	Valeur en 2024
29	% de la population ayant au moins un compte de dépôt dans une institution financière classique (EC, RNP et IMF)	18,6
30	% de la population masculine ayant au moins un compte de dépôt dans une institution financière classique (EC, RNP et IMF)	27,6
31	% de la population féminine ayant au moins un compte de dépôt dans une institution financière classique (EC, RNP et IMF)	11,0
32	% des jeunes ayant au moins un compte de dépôt dans une institution financière classique (EC, RNP et IMF) -de 18 ans a 35 ans	11,3
33	% de la population ayant au moins un compte de dépôt dans les EP (ecocash, lumicash, etc)	0,64
34	% de la population masculine ayant au moins un compte de dépôt dans dans les EP (ecocash, lumicash, etc)	0,95
35	% de la population féminine ayant au moins un compte de dépôt dans dans les EP (ecocash, lumicash, etc)	0,38
36	% des jeunes ayant au moins un compte de dépôt dans les EP (ecocash, lumicash, etc) - de 18 ans a 35 ans	0,36
37	Nombre total de comptes de dépôt formels - institution financière classique et les EP	3 939 587
38	Nombre total de comptes de dépôt formels détenus par les hommes	3 444 697
39	Nombre total de comptes de dépôt formels détenus par les femmes	490 985
40	Nombre total de comptes de dépôt formels détenus par les jeunes	1 155 398
41	% de la population adulte ayant au moins un compte de dépôt dans une institution financière agréée	18,6
42	% de la population adulte masculine ayant au moins un compte de dépôt dans une institution financière agréée (Par rapport au nombre total des comptes détenus par les hommes)	27,6
43	% de la population adulte féminine ayant au moins un compte de dépôt dans une institution financière agréée (Par rapport au nombre total des comptes détenus par les femmes)	11,0
44	% de la population jeune ayant au moins un compte de dépôt dans une institution financière agréée (Par rapport au nombre total des comptes détenus par les jeunes)	11,3
45	Nombre de clients	13 734 300
46	Nombre de clients Hommes	8 144 246
47	Nombre de clients femmes	4 504 066
48	Nombre de clients jeunes	1 075 911
49	% de la population adulte client d'au moins une institution financière agréée	19,7
50	% de la population adulte masculine client d'au moins une institution financière agréée	28,6
51	% de la population adulte féminine client d'au moins une institution financière agréée	12,8
52	% des jeunes clients d'au moins une institution financière agréée	16,8
53	Nombre de comptes courants	3 020 620
54	Nombre de comptes courants pour les Hommes	2 023 725
55	Nombre de comptes courants pour les femmes	983 901
56	Nombre de comptes courants pour lesjeunes	1 094 862

N°	Indicateur	Valeur en 2024
57	% de la population adulte possédant au moins un compte courant dans une institution financière agréée	51,6
58	% de la population adulte masculine possédant au moins un compte courant dans une institution financière agréée	76,1
59	% de la population adulte féminine possédant au moins un compte courant dans une institution financière agréée	30,7
60	% des jeunes possédant au moins un compte courant dans une institution financière agréée	34,5
61	Nombre de comptes épargnes	3 939 587
62	Nombre de comptes épargnes pour les Hommes	3 444 697
63	Nombre de comptes épargnes pour les femmes	490 985
64	Nombre de comptes épargnes pour les jeunes	1 155 398
65	% de la population adulte possédant au moins un compte épargne dans une institution financière agréée	18,6
66	% de la population adulte masculine possédant au moins un compte épargne dans une institution financière agréée	27,6
67	% de la population adulte féminine possédant au moins un compte épargne dans une institution financière agréée	11,0
68	% des jeunes possédant au moins un compte épargne dans une institution financière agréée	11,3
69	Nombre de comptes pour 1000 adultes (dépôt, crédit, courant)	1307
70	Encours total des dépôts des particuliers (millions BIF) - Les individus (voir les banques)	1 477 444
71	Montant de dépôts des particuliers (millions BIF) collectés	1 481 052
72	Nombre total d'emprunteurs	451 423
73	Nombre total d'emprunteurs hommes	240 310
74	Nombre total d'emprunteurs femmes	179 385
75	Nombre total d'emprunteurs jeunes	186 589
76	% de la population adulte ayant au moins un compte de crédit dans une institution financière agréée	7,71
77	% de la population adulte masculine ayant au moins un compte de crédit dans une institution financière agréée	9,04
78	% de la population adulte féminine ayant au moins un compte de crédit dans une	5,60
79	% des jeunes ayant au moins un compte de crédit dans une institution financière agréée par rapport à la population adulte	5,88
80	Nombre total de comptes de crédit formels	698 493
81	Nombre total de comptes de crédits formels détenus par les hommes	443 232
82	Nombre total de comptes de crédits formels détenus par les femmes	252 485
83	Nombre total de comptes de crédits formels détenus par les jeunes	224 858
84	% de comptes de crédit par rapport à la population adulte	11,92
85	% de comptes de crédit par rapport à la population adulte masculine	16,67
86	% de comptes de crédit par rapport à la population adulte féminine	7,89
87	% de comptes de crédit par rapport aux jeunes	7,08
88	Nombre de crédits encours pour 1000 adultes	119
89	Nombre de crédits octroyés pour 1000 adultes	94
90	Encours total des crédits aux particuliers (millions BIF)	2 690 019
91	Montant total des crédits aux particuliers (millions BIF)	408 182

N°	Indicateur	Valeur en 2024
92	Encours total des crédits aux hommes (millions BIF)	1 860 421
93	Montant total des crédits aux hommes (millions BIF)	285 202
94	Encours total des crédits aux femmes (millions BIF)	796 055
95	Montant total des crédits aux femmes (millions BIF)	122 760
96	Encours total des crédits aux jeunes (millions BIF)	772 270
97	Montant total des crédits des jeunes (millions BIF)	126 881
98	Nombre total d'entreprises	10 500
99	Nombre total des PME	2 476
100	Nombre de PME appartenant aux hommes	2467
101	Nombre de PME appartenant aux femmes	1507
102	Nombre de PME mixtes	2467
103	Nombre de PME appartenant aux jeunes	627
104	Nombre de comptes de dépôt des PME	50296
105	Nombre de comptes de dépôt des PME appartenant aux hommes	27 919
106	Nombre de comptes de dépôt des PME appartenant aux femmes	10 512
107	Nombre de comptes de dépôt des PME mixtes	11 858
108	Nombre de comptes de dépôt des PME appartenant aux jeunes	14 198
109	Encours total des dépôts des PME (En Millions de BIF)	185043
110	Montant total des dépôts des PME(En Millions de BIF)	196 291
111	Encours total des dépôts des PME appartenant aux hommes	33 133
112	Montant total des dépôts des PME appartenant aux hommes (En Millions de BIF)	61 859
113	Encours total des dépôts des PME appartenant aux femmes (En Millions de BIF)	68 219
114	Montant total des dépôts des PME appartenant aux femmes (En Millions de BIF)	61 726
115	Encours total des dépôts des PME mixtes	83 691
116	Montant total des dépôts des PME mixtes (En Millions de BIF)	28 969
117	Encours total des dépôts des PME appartenant aux jeunes	60 453
118	Montant total des dépôts des PME appartenant aux jeunes (En Millions de BIF)	60 453
119	Nombre de comptes de crédit des PME	24012
120	Nombre de comptes de crédit des PME appartenant aux hommes	5 563
121	Nombre de comptes de crédit des PME appartenant aux femmes	7 789
122	Nombre de comptes de crédit des PME mixtes	15 340
123	Nombre de comptes de crédit appartenant aux jeunes	6 452
124	Encours total des crédits des PME (En Millions de BIF)	198 699
125	Montant total des crédits des PME	225 868
126	Encours total des crédits des PME appartenant aux hommes (En Millrds de BIF)	37 011
127	Montant total des crédits des PME appartenant aux hommes	48 210
128	Encours total des crédits des PME appartenant aux femmes (En Millrds de BIF)	14891
129	Montant total des crédits des PME appartenant aux femmes	17 386
130	Encours total des crédits des PME mixtes (En Millrds de BIF)	146 797
131	Montant total des crédits des PME mixtes	160 272
132	Encours total des crédits des PME appartenant aux jeunes	14 326

N°	Indicateur	Valeur en 2024
133	Montant total des crédits des PME appartenant aux jeunes	17 555
134	Nombre d'adultes titulaires de polices d'assurance pour 1 000 adultes	72
135	Nombre d'adultes titulaires de polices d'assurance-vie pour 1 000 adultes	32
136	Nombre d'adultes titulaires de polices d'assurance non-vie pour 1 000 adultes	39
137	Nombre d'adultes disposant un téléphone mobile	2 904 857
138	Pourcentage de femmes disposant un téléphone mobile	39
139	Pourcentage de jeunes disposant un téléphone mobile	56
140	Nombre d'emprunteurs disposant des garanties enregistrées dans le registre ad hoc	4 667
141	Pourcentage d'emprunteurs disposant des garanties enregistrées dans le registre ad hoc dans le milieu rural	-
142	Pourcentage de femmes emprunteurs disposant des garanties enregistrées dans le registre ad hoc	48
143	Pourcentage de jeunes emprunteurs disposant des garanties enregistrées dans le registre ad hoc	23
144	Nombre de Guichets automatiques bancaires Interopérables	-
145	Nombre de terminaux de paiement électronique pour 100 000 adultes	-
146	Nombre de terminaux de paiement électronique Interopérables	-
147	Nombre d'entreprises disposant de terminaux de paiement électronique	244
148	Pourcentage d'entreprises qui reçoivent électroniquement les paiements numériques à travers leur compte	76,6
149	Pourcentage d'entreprises qui envoient électroniquement les paiements numériques à travers leur compte	61,4
150	Pourcentage d'entreprise dont les garanties enregistrées dans le registre ad hoc ont été exigé pour recevoir un prêt.	46,4
151	Pourcentage des adultes avec accès à l'internet à la maison (adresse courriel)	6,6
152	Pourcentage des adultes disposant une carte nationale d'identité	95,7
153	Population totale adulte	5 858 803
154	Population masculine adulte	2 658 343
155	Population féminine adulte	3 200 460
156	Population Jeunes (18 à 35 ans)	3 174 323
	Quelques indicateurs sur la finance verte (***)	
1	Montant total du financement vert inclusif octroyé aux institutions financières en million de FBU	46 056
2	Nombre et Montant de crédits octroyés aux PME	-
3	Nombre et Montant de crédits octroyés aux PME appartenant aux hommes	-
4	Nombre et Montant de crédits octroyés aux PME appartenant aux femmes,	-
5	Nombre et Montant de crédits octroyés aux PME aux jeunes,	-
6	Nombre et Montant de crédits octroyés aux PME aux personnes déplacées de forces	-
7	Nombre et Montant de crédits octroyés aux personnes handicapées	-
8	Nombre de demandes de crédit verts	-

N°	Indicateur	Valeur en 2024
9	Nombre et montant des crédits verts octroyés	-
10	Nombre et encours des crédits verts	-
11	Pourcentage des institutions disposant d'une stratégie de gestion climatique.	-
12	Pourcentage des institutions financières ayant mis en place des objectifs pour la mise en œuvre d'une approche du risque climatique	-
13	Pourcentage du portefeuille crédit vert accordé prenant en compte les risques liés au climat	-
14	Poser d'abord l'existence du processus de gestion de risque	-
15	Pourcentage des institutions financières ayant intégré dans le processus de gestion des risques des outils et des procédures permettant d'identifier, de mesurer, de contrôler et de gérer/ atténuer les risques liés au changement climatique	-
16	Pourcentage des institutions financières ayant défini les rôles et responsabilités spécifiques du personnel opérationnel en ce qui concerne l'identification, l'évaluation et la gestion des risques financiers liés au climat	-
17	Nombre de formations sur les risques climatiques dispensées au Conseil d'Administration	25,0
18	Nombre de formations sur les risques climatiques organisées à l'endroit du personnel opérationnel des départements	63,0
19	Nombre/montant de crédits orientés dans des projets d'efficacité énergétique (c'est-à-dire des projets qui réduisent la consommation d'énergie, tels que le passage à l'éclairage, les bâtiments et la réfrigération)	0,0
20	Nombre/montant de crédits orientés dans des projets d'énergie renouvelable (c'est-à-dire des projets qui soutiennent le passage à des sources d'énergie renouvelables)	4 284 MFBU
21	Nombre/montant de crédits orientés dans des projets de réduction de la consommation d'énergie (c'est-à-dire des projets qui améliorent la conservation de l'eau en soutenant un changement de comportement à l'égard de la pollution et de l'utilisation de l'eau)	565 MFBU
22	Nombre/montant de crédits agricoles accordés dans les secteurs agricoles prioritaires (c'est-à-dire prêts accordés pour la culture de certains produits qui ont été identifiées ou définies comme résilientes au climat)	31 090 MFBU
23	Nombre/montant de crédits accordés pour la diversification de la chaîne de valeur/des intrants (c'est-à-dire la chaîne d'approvisionnement).	12 779 MFBU
24	Nombre/montant de crédits pour la conception de produits adaptés au climat (c.-à-d. le développement de nouveaux biens ou services résistants au climat, ou des prêts à la consommation utilisés pour améliorer les biens pour la résilience climatique)	-
25	Nombre d'événements de sensibilisation sur la gestion de risque climatique (c'est-à-dire le nombre d'ateliers, de conférences, etc.)	75
26	Nombre de bénéficiaires à des ateliers de formation/ sensibilisation	1905
27	Nombre/montant de microcrédits accordés par le biais de canaux numériques pour des produits/projets écologiques (solutions d'énergie solaire domestique, etc)	-

N°	Indicateur	Valeur en 2024
28	Nombre/montant de crédits tombés en impayés.	-
29	Nombre de PME ayant souscrit une attention d'assurance contre le risque climatique (poser aux assureurs)	5 293
30	Nombre/Montant des indemnités versées en cas de sinistre liés aux événements climatiques (poser aux assureurs)	108762 MFBU
31	Pourcentage de la population adulte ayant des connaissances sur l'existence des produits et services verts	-
32	Pourcentage de la population adulte masculine ayant des connaissances sur l'existence des produits et services verts	-
33	Pourcentage de la population adulte féminine ayant des connaissances sur l'existence des produits et services verts	-
34	Pourcentage des jeunes ayant des connaissances sur l'existence des produits et services verts	-
35	Pourcentage des personnes déplacées de forces ayant des connaissances sur l'existence des produits et services verts	-
36	Pourcentage des personnes handicapées ayant des connaissances sur l'existence des produits et services verts	-
37	Population adulte ayant bénéficiée de crédits verts	-
38	Pourcentage de la population adulte masculine ayant bénéficiée de crédits verts	-
39	Pourcentage de la population adulte féminine ayant bénéficiée de crédits verts	-
40	Pourcentage des jeunes ayant bénéficiée de crédits verts	-
41	Pourcentage des personnes handicapées ayant bénéficiée de crédits verts	-
42	Pourcentage des personnes déplacées de forces ayant bénéficiée de crédits verts	-
43	Population adulte ayant souscrit à l'assurance	-
44	Pourcentage de la population adulte ayant souscrit à l'assurance leurs crédits verts par genre	-
45	Pourcentage des jeunes ayant souscrit à l'assurance leurs crédits verts	-
46	Pourcentage des personnes handicapées ayant souscrit à l'assurance leurs crédits verts	-
47	Pourcentage des personnes déplacées de forces ayant souscrit à l'assurance leurs crédits verts	-
48	Pourcentage des crédits verts ayant tombés en impayés	-
49	Pourcentage des crédits verts ayant tombés en impayés suite à l'un ou l'autre aléa climatique (préciser le type d'aléas)	-
50	Pourcentage des bénéficiaires des crédits verts ayant fait recours à d'autres moyens en cas de sinistre autres que l'assurance (préciser ces moyens)	-

Annexe 2 : Personnel impliqué dans l'enquête

1. Comité de Pilotage

N°	Nom et Prénom
1	NDUWIMANA Libère
2	NSABIYUMVA Simplicite
3	NZOMUKUNDA Noëlla
4	SIMBIGURA Maisha
5	KAMIKAZI Marie Louise
6	BUKEYEDUSHAKA Eric
7	NDAYISABA Francine
8	NIYONGABO Alexis
9	NYOBEWUNSI Alphonse
10	BUKURU Lydia
11	BANYIYEZAKO Martin
12	BIRIKUNZIRA Jean Claude
13	NYANDWI Pélagie
14	IRAKOZE Flora
15	NIYONDIKO Gilbert
16	MANIRAMBONA Glicérie
17	NDUWIMANA Faustin

2. Coordonateur National

N°	Nom et Prénom
1	NDAYISHIMIYE Nicolas

3. Equipe Technique

N°	Nom et Prénom
1	DUNIA Prudence
2	NDIKUMANA Brévelien
3	NIMBONA Spès
4	NIYIBARUTA Caritas
5	NIZIGIYIMANA Meldine
6	NTAGAHORAHO Thierry
7	SIBOMANA Jean Claude
8	SIMBANDUMWE Napoléon

4. Chef d'équipe

N°	Nom et Prénom
1	BARANSANANIYE Désirée
2	BIDABANGANYA Anicet

N°	Nom et Prénom
3	HAKIZIMANA Dieudonné
4	INGABIRE Annie Christa
5	KWIZERA Violette
6	MBONIMPA Etienne
7	NAHAYO Roger
8	NDIKUMANA Jean Bosco
9	NGABIRANO Rodrigue
10	NGOWENUBUSA Innocent
11	NIJIMBERE Alexis
12	NININHAZWE Frederic
13	NIYONDIKO Gérard
14	NIYONZIMA Céus
15	NIYUNGEKO Esperance
16	NTAHONDONKEYE Eride
17	NTANDIKIYE Charles
18	NYIRIMANA Sylvstre
19	NZEYIMANA Emelienne

5. Enquêteurs

N°	Nom et Prénom
1	AKIMANA Agrippine
2	BAYUMVIRE Gustave Floribert
3	BIGENDA KO Ange Daria
4	BIGIRIMANA Prosper
5	BIGIRIMANA Audace
6	DUSHIME Jean Joris
7	EMERUSENGE Alice
8	GAHIMBARE Emelyne
9	GAHUNGU Benjamin
10	GAHUNGU Enoch
11	HABONIMANA Jean Marie
12	HAKIZA Amissa
13	HAKIZIMANA Annonciate
14	HAKIZUBURUNDI Magnus
15	HARERIMANA Evelyne
16	IGIRANEZA Samuel
17	IKUNDABAYO Guy Roxan
18	INAMAHORO Maggy Gynèse
19	INGABIRE Cynthia
20	IRAKOZE Simplicite

N°	Nom et Prénom
21	IRAKOZE ESPERANCE
22	IRAKOZE EURIELLE
23	IRAMBONA Gisèle
24	IRAMBONA ESPERANCE
25	ISHIMWERéné Franck
26	KANEZA Aimée Marie
27	KAYIMBALeopold
28	KAZE UWERA Gretta
29	KEZAEVELYNE
30	KWIZERA Yve
31	MANIRAKIZAMédiatrice
32	MANIRAMBONA Gervais
33	MBAZUMUTIMA Isaïe
34	MUGISHA Thierry
35	MWAJUMAJolie
36	NAHAYO Edouard
37	NDAGERAMIWETHierry
38	NDAYIRAGIJE Anicet
39	NDAYIRAGIJE Fulgence
40	NDAYIRORERE ODETTE
41	NDAYIRUKIYE DANIEL
42	NDAYISABA Audace
43	NDIKURIYO Jean Bosco
44	NDIZEYE Abediere
45	NDUWAYOJacqueline
46	NDUWAYOGretta
47	NIBAREKAYO ALEXANDRE
48	NIBIGIRA Ernest

N°	Nom et Prénom
49	NICOYITUNGIYEBernard
50	NIHORIMBEREDestin
51	NIRERE FERDIANE
52	NISHEMEZWE EVARISTE
53	NISHIMAGIZWE Edgard
54	NIYONGABO Renovat
55	NIYONKURU Sadock
56	NIYONKURU Claude
57	NIYONKURU François
58	NIYUBAHWE Cynthia
59	NIZIGAMAESPERANCE
60	NKENGURUTSE Guy Olivier
61	NKUNDIMANA Alice
62	NKURIKIYE Adeline
63	NKURIKIYE Francine
64	NSABIMANAFélicité
65	NSANZABERA Thomas
66	NSHIMIRIMANA Evelyne
67	NTAMWISHIMIRO Gildas
68	NTIRAMPEBA Consolate
69	NYABENDAOdette
70	NZEYIMANA Patience
71	NZEYIMANA Ornella
72	NZITONDA Emelyne
73	NZOJIYOBIRIVital
74	NZOYISABA JOEL
75	RIRAGENDANWAMarie Josée
76	TUYISHIME Jean de Dieu

Annexe 3: Tableaux des résultats

VOLET OFFRE Ifs

Tableau 1 : Evolution du nombre d'institutions financières (IF) et de points de service par secteur de 2019 à 2024

Catégorie	Nombre d'institutions financières					Nombre de point de service				
	2019	2020	2021	2022	2024	2019	2020	2021	2022	2024
EC	12	12	14	15	14	2 032	3 069	10 575	21 180	36 738
IMF	37	39	38	439	78	506	530	561	601	6 036
EP	3	2	2	2	3	44 037	96 163	141 796	144 417	90 918
Total	51	54	54	60	95	46 575	99 762	152 932	166 198	133 692

Tableau 2 : Evolution du nombre de points de service par province de 2019 à 2024

Province	2019	2020	2021	2022	2024
BUJUMBURA					53 821
BURUNGA					22 637
BUTANYERERA					19 379
BUHUMUZA					13 791
GITEGA					24 064
Total	46 575	99 762	152 932	166 198	133 692

Tableau 3 : Evolution du nombre de clients par secteur de 2019 à 2024 (SECTION 3)

Secteur	Effectif des clients				
	2 019	2 020	2 021	2 022	2 024
EC	426 086	404 170	548 583	435 629	428 922
IMF	1 108 087	1 216 880	1 454 602	1 462 241	2 234 979
EP	1 991 902	5 003 437	4 045 963	4 740 377	5 735 332
Total	3 526 075	6 624 487	6 049 148	6 638 247	8 399 233

Tableau 4 : Evolution du nombre de clients des EC, des IMF et des EP, par sexe, de 2019 à 2024

Catégorie		Effectif des clients des EC, IMF et EP				
		2019	2020	2021	2022	2024
Clients individuels	Hommes	2 596 875	4 606 470	4 166 450	4 167 040	4 952 979
	Femmes	587 967	1 563 833	1 967 006	1 967 006	2 727 983
Total clients individuels		3 184 842	6 170 303	5 480 279	6 133 456	7 680 962
Clients membres d'associations	Hommes	145 604	169 953	230 763	198 235	368 877
	Femmes	107 979	101 630	150 918	129 026	198 762
Total clients membres d'associations		253 583	271 583	327 260	381 682	567 639
Clients ménages	Hommes	38 450	81 315	80 059	80 059	114 825
	Femmes	19 594	57 967	35 927	35 906	22 503
	Conjoints	29 606	43 319	7 123	7 123	13 304
Total clients ménages		87 650	182 601	241 610	123 109	150 632
Total général		3 526 075	6 624 487	6 049 148	6 638 247	8 399 233

Tableau 5 : Répartition des points d'offre des services financiers par provinces

Provinces	SIEGE	AGENCE	GAB	AGENT COMMERCIAL	Total des agences et sièges	Part en % des points de services par province en 2024
Bujumbura	64	133	110	53 332	53 821	40,26
Burunga	11	59	15	22 488	22 637	16,93
Butanyerera	5	76	14	19 225	19 379	14,50
Buhumuza	3	43	6	13 697	13 791	10,32
Gitega	12	50	11	23 927	24 064	18,00
Total	95	361	156	132 669	133 692	100,00

Tableau 6 : Répartition des points d'offre des services financiers par type d'Institution Financière

CATEGORIE	SIEGE	AGENCE	GAB	AGENT COMMERCIAL	Total d'agences et sièges
EC		14	150	156	36 738
IMF		78	182	0	6 036
EP		3	29	0	90 918
Total		95	361	156	133 692

Tableau 7 : Répartition des clients jeunes des EC, des IMF et des EP, par sexe, au 31/10/2024

2 022

2 024

Catégorie	EC	IMF	EP	Total	EC	IMF	EP	Total
Clients individuels/Hommes jeunes	64 278	160 371	1 447 531	1 672 180	73 581	380 756	16 242	470 579
Clients membres d'associations/Hommes jeunes	3 557	32 688	-	36 245	7 502	171 226	0	178 728
Clients ménages/Hommes jeunes	9 665	1 553	-	11 218	32 432	6 963	0	39 395
Total clients hommes jeunes	77 500	194 612	1 447 531	1 719 643	113 515	558 945	16 242	688 702
Clients individuels/Femmes jeunes	35 911	55 458	222 127	313 496	42 177	190 227	11 098	243 502
Clients membres d'associations/Femmes jeunes	1 767	17 704	-	19 471	1 183	135 414	0	136 597
Clients ménages/Femmes jeunes	7 476	832	-	8 308	2 978	6 116	0	9 094
Total clients femmes jeunes	45 154	73 994	222 127	341 275	46 338	331 757	11 098	389 193
Clients ménages conjoints jeunes	195	50	0	245	529	1504	0	2033
Total clients jeunes	122 849	268 656	1 669 658	2 061 163	160 382	892 206	27 340	1 079 928
Total clients du secteur	404 170	1 216 880	5 003 437	6 624 487	428 922	2 234 979	5 735 332	8 399 233

Tableau 8 : Evolution du nombre de clients des EC, par sexe, de 2019 à 2024

Catégorie	EC				
	2019	2020	2021	2022	2024
Clients individuels hommes	235 477	169 830	234 944	184 263	181 911
Clients individuels femmes	116 979	89 993	113 167	109 213	115 668
Total clients individuels	352 456	259 823	348 111	293 476	297 579
Clients membres d'associations hommes	8 784	10 205	12 855	8 479	16 968
Clients membres d'associations femmes	4 413	6 880	7 772	24 218	2 858
Total clients membres d'associations	13 197	17 085	20 627	32 697	19 826
Client ménages hommes	26 504	54 553	84 896	73 837	99 491
Client ménages femmes	17 461	29 865	80 366	29 030	9 826
Client ménages conjoints	16 468	42 844	14 583	6 589	2 200
Total clients ménages	60 433	127 262	179 845	109 456	111 517
TOTAL GENERAL	426 086	404 170	548 583	435 629	428 922

Tableau 9: Evolution du nombre de clients des IMF, par sexe, de 2019 à 2024

Catégorie	IMF				
	2019	2020	2021	2022	2024
Clients individuels hommes	576 724	631 348	727 334	747 545	1 120 231
Clients individuels femmes	263 760	275 695	358 870	352 058	527 820
Total clients individuels	840 484	907 043	1 086 204	1 099 603	1 648 051
Clients membres d'associations/Hommes	136 820	159 748	185 380	222 284	351 909
Clients membres d'associations/Femmes	103 566	94 750	121 254	126 700	195 904
Total clients membres d'associations	240 386	254 498	306 634	348 985	547 813
Client ménages hommes	11 946	26 762	30 359	6 222	15 334
Client ménages femmes	2 133	28 102	30 745	6 897	12 677
Client ménages conjoints	13 138	475	661	534	11 104
Total clients ménages	27 217	55 339	61 765	13 653	39 115
Total général	1 108 087	1 216 880	1454602	1462241	2 234 979

Tableau 10 : Evolution du nombre de clients des EP, par sexe, de 2020 à 2024

Catégorie	EP			
	2020	2021	2022	2024
Clients individuels hommes	3 805 292	2 943 550	3 234 642	3 650 837
Clients individuels femmes	1 198 145	1 102 413	1 505 735	2 084 495
Total clients individuels	5 003 437	4 045 963	4 740 377	5 735 332

Tableau 11 : Evolution du nombre de clients du secteur, par province, de 2019 à 2024

Province	2019	2020	2021	2022	2024
BUJUMBURA					2 501 166
BURUNGA					1 372 088
BUTANYERER A					1 729 986
BUHUMUZA					1 019 542
GITEGA					1 776 451
Total	1 456 793	6 624 487	6 049 148	6 638 168	8 399 233

Tableau 12 : Répartition du nombre de déposants, par sexe et par âge, au 31/12/2024

Catégorie	2022			2024			
	EC	IMF	Total	EC	IMF	EP	Total
Clients individuels							
Hommes jeunes	34 270	108 667	142 937	26 334	167 756	7 215	201 305
Hommes adultes	67 045	153 004	220 049	59 759	375 725	18 103	453 587
Total clients individuels hommes	101 315	261 671	362 986	86 093	543 481	25 318	654 892
Clients individuels							
Femmes jeunes	16 911	60 366	77 277	12 529	79 061	4 366	95 956
Femmes adultes	41 510	100 886	142 396	28 980	159 415	7 731	196 126
Total clients individuels femmes	58 421	161 252	219 673	41 509	238 476	12 097	292 082
Total clients individuels	159 736	422 923	582 659	127 602	781 957	37 415	946 974
Clients membres d'associations							
Hommes jeunes	987	22 898	23 885	6 201	20 998	0	27 199
Hommes adultes	1 609	52 187	53 796	4 229	29 045	0	33 274
Total clients membres d'associations hommes	2 596	75 085	77 681	10 430	50 043	0	60 473
Clients membres d'associations							
Femmes jeunes	737	1 424	2 161	3 590	18 049	0	21 639
Femmes adultes	4 055	1 292	5 347	4 355	24 440	0	28 795
Total Clients membres d'associations femmes	4 792	2 716	7 508	7 945	42 489	0	50 434
Total clients membres d'associations	7 388	77 801	85 198	18 375	92 532	0	110 907
Clients ménages							
Hommes jeunes	4 954	692	5 646	2 330	5 045	0	7 375
Hommes adultes	12 763	1 781	14 544	3 718	6 786	0	10 504
Total client ménages hommes	17 717	2 473	20 190	6 048	11 831	0	17 879
Clients ménages							
Femmes jeunes	319	606	925	999	3 589	0	4 588
Femmes adultes	1 561	6 291	7 852	1 412	4 348	0	5 760
Total client ménages femmes	1 880	6 897	8 777	2 411	7 937	0	10 348
Clients ménages conjoints							
Conjoints jeunes	45	74	119	814	778	0	1 592
Clients ménages conjoints							
Conjoints adultes	2 380	128	2 508	1 523	1 347	0	2 870
Conjoints mixtes	6	157	163	680	876	0	1 556
Total client ménages conjoints	2 431	359	2 790	3 017	3 001	0	6 018
Total clients ménages	22 028	9 729	31 757	11 476	22 769	0	34 245
TOTAL GENERAL	189 152	510 453	699 605	157 453	897 258	37 415	1 092 126

Tableau 13 : Répartition du nombre de déposants, par genre et par âge, au 31/12/2022

		2020			2022			2024		
		EC	IMF	Total	EC	IMF	Total	EC	IMF	Total
Clients individuels	Hommes jeunes	27185	51888	79073	34270	108667	142937	26334	167756	194090
	Hommes adultes	29767	328168	357935	67045	153004	220049	59759	375725	435484
Total clients individuels hommes		56 952	380 056	437 008	101 315	261 671	362 986	86 093	543 481	629 574
Clients individuels	Femmes jeunes	17368	19608	36976	16911	60366	77277	12529	79061	91590
	Femmes adultes	20253	165072	185325	41510	100886	142396	28980	159415	188395
Total clients individuels femmes		37 621	184 680	222 301	58 421	161 252	219 673	41 509	238 476	279 985
Total clients individuels		94 573	564 736	659 309	159 736	422 923	582 659	127 602	781 957	909 559
Clients membres d'associations	Hommes jeunes	2 370	10 769	13 139	987	22898	23885	6201	20998	27199
	Hommes adultes	1 473	65 047	66 520	1609	52187	53796	4229	29045	33274
Total clients membres d'associations hommes		3 843	75 816	79 659	2 596	75 085	77 681	10 430	50 043	60 473
Clients membres d'associations	Femmes jeunes	1 007	9 593	10 600	737	1424	2161	3590	18049	21639
	Femmes adultes	1 760	36 751	38 511	4055	1292	5347	4355	24440	28795
Total Clients membres d'associations femmes		2 767	46 344	49 111	4 792	2 716	7 508	7 945	42 489	50 434
Total clients membres d'associations		6 610	122 160	128 770	7 388	77 801	85 198	18 375	92 532	110 907
Clients ménages	Hommes jeunes	4716	516	5232	4954	692	5646	2330	5045	7375
	Hommes adultes	2307	1175	3482	12763	1781	14544	3718	6786	10504
Total client ménages hommes		7 023	1 691	8 714	17 717	2 473	20 190	6 048	11 831	17 879
Clients ménages	Femmes jeunes	950	420	1370	319	606	925	999	3589	4588

	Femmes adultes	1995	1224	3219	1561	6291	7852	1412	4348	5760
Total client ménages femmes		2 945	1 644	4 589	1 880	6 897	8 777	2 411	7 937	10 348
Clients ménages	Conjoints jeunes	373	145	518	45	74	119	814	778	1592
	Conjoints adultes	1430	99	1529	2380	128	2508	1523	1347	2870
	Conjoints mixtes	-	210	210	6	157	163	680	876	1556
Total client ménages conjoints		1 803	454	2 257	2 431	359	2 790	3 017	3 001	6 018
Total clients ménages		11 771	3 789	15 560	22 028	9 729	31 757	11 476	22 769	34 245
TOTAL GENERAL		112 954	690 685	803 639	189 152	510 453	699 605	157 453	897 258	1 054 711

Tableau 14 : Répartition du nombre d'emprunteurs du secteur, par sexe et par âge, au 31/10/2024

Catégorie		2020			2022			2024		
		EC	IMF	Total	EC	IMF	Total	EC	IMF	Total
Clients individuels	Hommes jeunes	15 320	51 416	66 736	17 410	65 140	82 550	25 916	41 085	67 001
	Hommes adultes	41 683	165 676	207 359	48 901	175 981	224 882	54 397	52 512	106 909
Total clients individuels hommes		57 003	217 092	274 095	66 311	241 121	307 432	80 313	93 597	173 910
Clients individuels	Femmes jeunes	7 758	12 449	20 207	10 748	18 075	28 823	15 483	54 174	69 657
	Femmes adultes	17 580	77 887	95 467	19 894	75 899	95 793	29 475	36 635	66 110
Total clients individuels femmes		25 338	90 336	115 674	30 642	93 975	124 617	44 958	90 809	135 767
Total clients individuels		82 341	307 428	389 769	96 953	335 095	432 048	125 271	184 406	309 677
Clients membres d'associations	Hommes jeunes	263	18 660	18 923	422	19 008	19 430	4 778	17 208	21 986
	Hmmes adultes	1 549	22 405	23 954	831	39 077	39 908	2 519	21 818	24 337
Total Clients membres d'associations hommes		1 812	41 065	42 877	1 253	58 085	59 338	7 297	39 026	46 323
Clients membres d'associations	Femmes jeunes	179	12 438	12 617	311	10 038	10 349	2 803	12 407	15 210
	Femmes adultes	395	21 805	22 200	491	41 469	41 960	1 228	15 276	16 504
Total Clients membres d'associations femmes		574	34 243	34 817	802	51 507	52 309	4 031	27 683	31 714

Total clients membres d'associations		2 386	75 308	77 694	2 055	109 592	111 647	11 328	66 709	78 037
Clients ménages	Hommes jeunes	9 417	636	10 053	7 705	1 130	8 835	2 417	729	3146
	Hommes adultes	35 428	8 839	44 267	32 792	10 489	43 281	6 424	1 430	7 854
Total client ménages hommes		44 845	9 475	54 320	40 497	11 619	52 116	8 841	2 159	11 000
Clients ménages	Femmes jeunes	3 548	270	3 818	3 421	416	3 837	1 229	1 058	2 287
	Femmes adultes	11 259	10 425	21 684	11 673	10 657	22 330	1 449	937	2386
Total client ménages femmes		14 807	10 695	25 502	15 094	11 073	26 167	2 678	1 995	4 673
Clients ménages	Conjoints jeunes	43	38	81	108	34	142	256	288	544
	Conjoints adultes	4 463	58	4 521	1 420	47	1 467	260	259	519
	Conjoints mixtes	-	56	56	509	34	543	68	30597	30665
Total client ménages conjoints		4 506	152	4 658	2 037	115	2 152	584	31 144	31 728
Total clients ménages		64 158	20 322	84 480	57 628	22 807	80 435	12 103	35 298	47 401
Total général		148 885	403 058	551 943	156 636	467 494	624 130	148 702	286 413	435 115

Tableau 15 : Répartition du nombre d'emprunteurs, par province, au 31/10/2024

Province	2016	2017	2018	2019	2020	2022	2024
BUJUMBURA							149 353
BURUNGA							62 387
BUTANYERERA							86 485
BUHUMUZA							44 620
GITEGA							92 270
Total					551 943	624130	435 115

Tableau 16 : Répartition du nombre et du montant (en Millions) de comptes courants, par secteur, au 31/10/2024

Catégorie	Effectif de comptes courants				Montant de comptes courants				Effectif de comptes courants				Montant (En Millions) de comptes courants			
	Individus	Associations	Ménages	Total	Individus	Associations	Ménages	Total	Individus	Associations	Ménages	Total	Individus	Associations	Ménages	Total
EC	315	10 188	201	527	274	23 882	211	509	387	26 580	147	560	1 290		307	
	761		866	815	018		383	283	040		104	724	488	122 004	179	
IMF	1 149	201 129	58	1 408	229	37 591	3 056	270	1 591	618 208	29	2 239	493			578
	099		699	927	984			631	088		874	170	891	79 199	5 810	900
EP	0	0	0	0	0	0	0	0	22072			220				
									3	0	0	723	419			419
Total	1 464 860	211 317	260 565	1 936 742	504 002	61 473	214 439	779 914	2 198		176	3 020			312	
									851	644 788	978	617	1 784	201 204	989	

Tableau 17: Répartition du nombre et du montant de comptes courants des clients, par sexe et par âge, au 31/10/2024

Catégorie	Effectif des comptes courants				Montant des comptes courants en MBIF			
	Individus	Associations	Ménages	Total	Individus	Associations	Ménages	Total
Homme jeune	538 692	153 249	19 342	711 283	213 303	21 153	40 650	275 106
Homme adulte	974 199	242 936	95 307	1 312 442	789 373	126 918	174 311	1 090 601
Total homme	1 512 891	396 185	114 649	2 023 725	1 002 676	148 071	214 960	1 365 707
Femme jeune	264 069	103 257	14 289	381 615	304 259	17 689	27 875	349 823
Femme adulte	421 894	145 346	35 046	602 286	477 865	35 445	65 640	578 950
Total femme	685 963	248 603	49 335	983 901	782 123	53 134	93 516	928 773
Conjoint jeune			1 964	1 964	-	-	932	932
conjoint adulte			3 288	3 288	-	-	2 167	2 167

Conjoint mixte			7 742	7 742	-	-	1 415	1 415
Total conjoint			12 994	12 994			4 514	4 514
Total général	2 198 854	644 788	176 978	3 020 620	1 784 799	201 205	312 990	2 298 993

Tableau 18 : Répartition de l'effectif des comptes courants par province, au 31/12/2024

Province	2019	2020	2022	2024
BUJUMBURA				1 280 336
BURUNGA				314 911
BUTANYERERA				646 917
BUHUMUZA				242 420
GITEGA				536 033
Total		1858705	2078179	3 020 617

Tableau 19 : Répartition du montant (MBIF) des comptes courants par province, au 31/10/2024

Province	2019	2020	2022	2024
BUJUMBURA				1 500 152,39
BURUNGA				200 510,52
BUTANYERERA				213 414,36
BUHUMUZA				114 552,19
GITEGA				270 364,02
Total		734 963	1 477 698	2 298 993

Tableau 20 : Répartition du nombre et du montant de comptes dormants, par secteur, au 31/10/2024

Catégorie	Effectif de comptes dormants				Montant de comptes dormants (En Milliers de BIF)			
	Individus	Associations	Ménages	Total	Individus	Associations	Ménages	Total
EC	89 440	6 157	19 197	114 794	19 102 038	1 767 082	4 795 299	25 664 418
IMF	3 226 316	75 077	9 030	3 310 423	63 459 954	9 301 301	6 820	72 768 075
EP	111 655	0	0	111 655	42 069	0	0	42 069
Total	3 427 411	81 234	28 227	3 536 872	82 604 061	11 068 383	4 802 118	98 474 562

Tableau 21 : Répartition du nombre et du montant de comptes dormants des clients, par sexe et par âge, au 31/10/2024

Catégorie	Effectif de comptes dormants				Montant de comptes dormants (En Milliers de BIF)			Total
	Individus	Associations	Ménages	Total	Individus	Associations	Ménages	
Homme jeune	233 362	22 130	4 819	260 311	14 688 745	5 189 754	2 774 321	17 104 178
Homme adulte	2 893 717	23 159	11 825	2 928 701	44 887 109	2 311 194	5 264 307	52 462 610
Total homme	3 127 079	45 289	16 644	3 189 012	59 575 854	7 500 948	2 489 986	69 566 788
Femme jeune	133 355	15 998	2602	151 955	10 492 238	1 819 063	260 724	12 572 025
Femme adulte	166 977	19 947	5 829	192 753	12 535 969	1 748 371	1 528 349	15 812 689
Total femme	300 332	35 945	8 431	344 708	23 028 207	3 567 435	1 789 072	28 384 714
Conjoint jeune	0	0	637	637	0	0	14 688,022	14 688,022
conjoint adulte	0	0	2 012	2012	0	0	507 634,058	507634,06
Conjoint mixte	0	0	503	503	0	0	737,967	737,967
Total conjoint	0		3 152	3152	0	0	523 060,047	523 060,05
Total général	3 427 411	81 234	28 227	3 536 872	82 604 061	11 068 383	4 802 118	98 474 562

Tableau 22 : Répartition de l'effectif des comptes dormants par province, au 31/10/2024

Province	Effectif de comptes dormant			Pourcentage par rapport au total des comptes dormants 2024
	2 020	2 022	2 024	
BUJUMBURA			3 214 464	90,88
BURUNGA			95 871	2,71
BUTANYERERA			71 719	2,03
BUHUMUZA			39 631	1,12
GITEGA			115 187	3,26
Total	470 429	520 938	3 536 872	100,00

Tableau 23 : Répartition du montant des comptes dormants (MBIF) par province, au 31/10/2024

Province	Montant des comptes dormants en MBIF			Pourcentage par rapport au total des comptes dormants 2024
	2 020	2 022	2 024	
BUJUMBURA			89 774	91,17
BURUNGA			1 216	1,23
BUTANYERERA			1 814	1,84
BUHUMUZA			695	0,71
GITEGA			4 975	5,05
Total	13 304	12 419	98 475	100,00

Tableau 24 : Evolution du nombre de comptes de dépôt par secteur de 2019 à 2024

Secteur	Nombre des comptes de dépôt				
	2019	2020	2021	2022	2024
EC	173 529	112 998	200 425	191 882	278 642
IMF	355 997	698 765	291 149	471 601	3 622 927
EP	-	-	-	-	38 018
Total	529 526	811 763	491 574	663 484	3 939 587

Tableau 25 : Evolution du nombre de comptes de dépôt des clients, par sexe, de 2019 à 2024

Catégorie	Clients individuels				Clients membres associations				Clients ménages			
	2020	2021	2022	2024	2020	2021	2022	2024	2020	2021	2022	2024
Hommes	443 755	266 553	383 816	483 694	77 863	19 949	22 834	483 694	8 398	14 536	24 053	40 088
Femmes	228 391	142 566	199 825	242 722	47 025	16 358	20 772	242 722	4 280	5 265	8 767	11 196
Conjoints	-	-	-	0	-	-	-	0	2 051	26 347	3 416	3 905
Total	672 146	409 119	583 641	726 416	124 888	36 307	43 606	726 416	14 729	46 148	36 236	55 189

Tableau 26 : Répartition des clients par âge, au 31 octobre 2024

Catégorie	Clients individuels	Clients membres d'association	Clients ménages	Total
Homme jeune		176 841	840 977	1 035 440
Homme adulte		306 853	2 079 938	2 409 257
Total homme		483 694	2 920 915	3 444 697
Femme jeune		98 406	15 618	118 880
Femme adulte		144 316	221 449	372 105
Total femme		242 722	237 067	490 985

Conjoint jeune	0	0	1078	1078
conjoint adulte	0	0	1 915	1 915
Conjoint mixte	0	0	912	912
Total conjoint	0	0	3 905	3 905
Total général	726 416	3 157 982	55 189	3 939 587

Tableau 27 : Evolution du nombre des comptes de dépôt, par province, de 2019 à 2024

Province	2 019	2 020	2 021	2 022	2 024
BUJUMBURA					365 150
BURUNGA					3 172 472
BUTANYERERA					132 873
BUHUMUZA					71 171
GITEGA					197 921
Total	528 519	791 907	491 574	663 484	3 939 587

Tableau 28 : Evolution de l'encours des dépôts par secteur (en MBIF) de 2019 à 2024

Secteur	Encours total de dépôt				
	2019	2020	2021	2022	2024
EC	602 684	514 313	542 301	843 895	1 199 227
IMF	123 572	264 498	168 611	200 030	278 031
EP					185
Total	726 256	778 811	710 912	1 043 925	1 477 444

Tableau 29 : Evolution de l'encours des dépôts des clients, par sexe de 2020 à 2024

Catégorie	Encours de dépôt des clients individuels				Encours de dépôt des clients membres d'associations				Encours de dépôt des clients ménages			
	2020	2021	2022	2024	2020	2021	2022	2024	2020	2021	2022	2024
Hommes	368 781	323 378	570 716	902 978	112 996	105 256	90 804	80 426	90 804	101 857	49 035	146 459
Femmes	127 570	110 590	260 641	224 901	15 143	10 048	25 889	56 927	25 889	52 502	26 924	54 146
Conjoints	-	-	-	0	-	-	-	0	-	7 281	19 915	1 1607
Total	496 351	433 968	831 357	1 127 879	128 138	115 304	116 693	137 353	116 693	161 640	95 874	212 212

Tableau 30 : Répartition de l'encours des dépôts, par sexe et par âge, au 31 octobre 2024

Catégorie	Clients individuels	Clients membres d'association	Clients ménages	Total
Homme jeune	104 660	24 859	20 836	150 355
Homme adulte	798 318	55 566	125 623	979 508
Total homme	902 978	80 426	146 459	1 129 863
Femme jeune	68 669	19 980	18 735	107 384
Femme adulte	156 232	36 947	35 412	228 590
Total femme	224 901	56 927	54 146	335 974
Conjoint jeune	0	0	2 522	2 522
conjoint adulte	0	0	6 504	6 504
Conjoint mixte	0	0	2 581	2 581
Total conjoint	0	0	11 607	11 607
Total général	1 127 879	137 353	212 212	1 477 444

Tableau 30a : Répartition du nombre et du montant (en MBIF) de comptes de dépôt des clients, par genre par âge, au 31/10/2024

Catégorie	Montant (en MBIF) des comptes de dépôt			
	Individus	Associations	Ménages	Total
Homme jeune	94 289	122	34	94 444
Homme adulte	1 140 121	929	839	1 141 888
Total homme	1 234 410	1 050	873	1 236 333
Femme jeune	65 279	151	40	65 470
Femme adulte	173 546	683	63	174 292
Total femme	238 824	834	104	239 762
Conjoint jeune	0	0	0	0
Conjoint adulte	0	0	0	0
Conjoint mixte	0	0	0	0
Total conjoint	0	0	0	0
Total général	1 473 234	1 884	977	1 476 095

Tableau 30b : Répartition du nombre et du montant (en MBIF) de comptes de dépôt des clients, par province, au 31/10/2024

Province	Encours de dépôt en MBIF							
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2024
BUJUMBURA								1 056 090
BURUNGA								75 179
BUTANYERERA								156 953
BUHUMUZA								27 080
GITEGA								160 793
Total								1 476 095

Tableau 30c : Répartition du nombre et du montant (en MBIF) de comptes de dépôt des clients, par secteur, au 31/10/2024

Secteur	Nombre de comptes de crédit							
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2024
EC								1 181 431
IMF								294 664
Total général								1 476 095

Tableau 30d : Répartition du montant (en MBIF) de dépôt des entreprises, par genre et par catégorie au 31/10/2024

Année	PME				Autres entreprises et sociétés				Institutions financières				Total
	Hommes	Femmes	Mixtes	S/T	Hommes	Femmes	Mixtes	S/T	Hommes	Femmes	Mixtes	S/T	
2016													
2017													
2018													
2019													
2020													
2021													
2022													
2024	71 025	14 595	3 930	89 550	16 554	1737	130 318	148 609	43 988	19570	104 850	168 407	406 566

Tableau 31 : Evolution de l'encours des dépôts, par province, de 2019 à 2024

Province	Encours de dépôt en MBIF				
	2019	2020	2021	2022	2024
BUJUMBURA					1 069 499
BURUNGA					78 035
BUTANYERERA					119 819
BUHUMUZA					34 500

GITEGA					175 590
Total	716 693	679 730	710 912	1 043 922	1 477 444

Tableau 32 : Evolution du nombre de comptes de crédit, par secteur, de 2019 à 2024

Secteur	Nombre de comptes de crédit				
	2019	2020	2021	2022	2024
EC	115 735	103 242	132 361	178 154	213 420
IMF	379 417	423 523	429 124	501 846	485 073
EP					0
Total général	495 152	526 765	561 485	680 000	698 493

Tableau 33 : Evolution du nombre des comptes de crédit des clients, par sexe, de 2020 à 2024

Catégorie	Clients individuels				Clients membres d'associations				Clients ménages			
	2020	2021	2022	2024	2020	2021	2022	2024	2020	2021	2022	2024
Hommes	299 333	324 133	346 346	391 033	33 538	33 860	65 100	24 547	25 125	25 057	50 962	27 652
Femmes	127 724	136 385	140 399	232 751	25 925	26 903	46 898	12 889	14 750	14 810	28 055	6 845
Conjoints	-	-	-	0	-	-	-	0	46	337	2234	2 776
Total	427 057	460 518	486 745	623 784	59 463	60 763	111 998	37 436	39 921	40 204	81 251	37 273

Tableau 34 : Répartition, par sexe et par âge, de l'effectif des comptes de crédit, au 31 Octobre 2024

Catégorie	Clients individuels	Clients membres d'association	Clients ménages	Total
Homme jeune	121 666	5 939	7 883	135 488
Homme adulte	269 366	18 608	19 769	307 743
Total homme	391 032	24 547	27 652	443 231
Femme jeune	81 752	4 383	2 546	88 681
Femme adulte	150 999	8 506	4 299	163 804
Total femme	232 751	12 889	6 845	252 485
Conjoint jeune	0	0	689	689
Conjoint adulte	0	0	1 347	1 347
Conjoint mixte	0	0	741	741
Total conjoint	0	0	2 777	2 777
Total général	623 783	37 436	37 274	698 493

Tableau 35 : Evolution de l'effectif des comptes de crédit, par province, de 2019 à 2024

	Effectif des comptes de crédit				
	2019	2020	2021	2022	2024
Bujumbura					297 320
Burunga					112 365
Butanyerera					111 094
Buhumuza					82 171
Gitega					95 543
Total	495 121	474 706	561 484	680 000	698 493

Tableau 36 : Evolution de l'encours crédit (en MBIF), par secteur, de 2019 à 2024

Secteur	Encours crédit en MBIF				
	2019	2020	2021	2022	2024
EC	542 197	673 042	899 808	1 190 511	1 860 317
IMF	295 313	380 544	479 872	653 099	829 702
EP					
Total	837 510	1 053 586	1 379 680	1 843 610	2 690 019

Tableau 37 : Evolution de l'encours crédit des clients, par sexe, de 2020 à 2024 en MBIF

Catégorie	Clients individuels				Clients membres d'associations				Clients ménages			
	2020	2021	2022	2024	2020	2021	2022	2024	2020	2021	2022	2024
Hommes	596 932	766 144	1 047 669	1 570 843	76 823	142 268	148 758	158 100	50 570	70 958	90 424	131 478
Femmes	297 939	355 279	416 060	707 378	13 844	20 460	59 720	55 220	17 046	24 054	27 490	33 457
Conjoints	-	0	0	0	-	0	0	0	297	517	53 489	33 542
Total	894 871	1 121 423	1 463 729	2 278 221	90 667	162 728	208 478	213 320	67 912	95 529	171 403	198 478

Tableau 38 : Répartition de l'encours crédit des clients, par âge, au 31 octobre 2024

Catégorie	Clients individuels	Clients membres d'association	Clients ménages	Total
Homme jeune	389 120	112 707	21 043	522 871
Homme adulte	1 181 723	45 393	110 435	1 337 551
Total homme	1 570 843	158 100	131 478	1 860 422
Femme jeune	204 594	34 500	5 633	244 727
Femme adulte	502 784	20 720	27 824	551 328
Total femme	707 378	55 220	33 457	796 055
Conjoint jeune	0	0	4 673	4 673
Conjoint adulte	0	0	27 934	27 934
Conjoint mixte	0	0	936	936
Total conjoint	0	0	33 542	33 542
Total général	2 278 221	213 320	198 478	2 690 019

Tableau 39 : Evolution de l'encours crédit, par province, de 2019 à 2024

	Encours crédit en MBIF				
	2019	2020	2021	2022	2024
Bujumbura					1 298 974
Burunga					321 240
Butanyerera					369 344
Buhumuza					201 721
Gitega					498 740
Total	837 399	865 013	1 379 680	1 843 610	2 690 019

Tableau 40 : Répartition de l'effectif et de l'encours crédit, par type de crédit, au 31 décembre 2024

Rubrique	Nombre de crédits	% par rapport total	Encours Crédit	% par rapport total
1 Crédit personnel / consommation	200 089	29%	504870	18%
2 Crédit à l'habitat / immobilier	289 935	42%	1009879	37%
3 Crédit agro-pastoral dans le secteur du Café	1 430	0%	22447	1%
4 Crédit agro-pastoral dans le secteur du Thé	13 668	2%	3146	0%
5 Crédit agro-pastoral dans le secteur du Riz	21 602	3%	40299	1%
6 Crédit agro-pastoral dans le secteur du Palmier à huile	1 162	0%	3740	0%
7 Crédit agro-pastoral dans le secteur de la Banane	252	0%	158	0%
8 Crédit agro-pastoral dans le secteur de l'Elevage	8 311	1%	19353	1%
9 Crédit agro-pastoral dans le secteur du Tournesol	33	0%	14	0%
10 Crédit agro-pastoral dans le secteur du Manioc	885	0%	1517	0%
11 Crédit agro-pastoral dans le secteur du Sorgho (blanc)	188	0%	71	0%
12 Crédit agro-pastoral pour d'autres	10 363	1%	25207	1%
13 Crédit à l'industrie de Mines	1 034	0%	813	0%
14 Crédit à l'industrie de Construction	25 641	4%	117086	4%
15 Crédit à l'industrie de Transformation	1 042	0%	3250	0%
16 Crédit à l'industrie de Carburant	4 425	1%	26917	1%
17 Crédit au secteur des services de Transport	2 092	0%	23361	1%
18 Crédit au secteur des services de Télécommunication	1 395	0%	5793	0%
19 Crédit au secteur des services de Santé	4 107	1%	19791	1%
20 Crédit au secteur des services de l'Education	27 943	4%	56252	2%
21 Crédit au secteur des services de l'Hôtellerie et tourisme	601	0%	3883	0%
22 Crédit commercial	10 314	1%	36092	1%
23 Crédit au secteur des autres services	48 019	7%	225092	8%
24 Crédit au secteur de Transformation des combustibles substituables au charbon de	10	0%	1	0%
25 Crédits orientés dans des projets d'efficacité énergétique Importation des voitures électriques	0	0%	0	0%

Rubrique	Nombre de crédits	% par rapport total	Encours Crédit	% par rapport total
26 Crédit au secteur de Fabrication des braseros économiseur d'énergie (imbabura bi	0	0%	0	0%
27 Crédit au secteur de Production des emballages biodégradables	2	0%	4282	0%
28 Crédit au secteur de Ramassage et recyclage des produits plastiques	0	0%	0	0%
29 Crédit au secteur de Recyclage des vieux pneus (amortis) en différents produits	0	0%	0	0%
30 Crédit au secteur de Transformation des matériaux amortis (boîtes à sauce tomate	0	0%	0	0%
31 Crédit au secteur d'Achats et installation des panneaux solaires	1	0%	56	0%
32 Crédit au secteur de Construction des barrages hydroélectriques	0	0%	0	0%
33 Crédit au secteur de Construction des biogaz	0	0%	0	0%
34 Crédit au secteur de Projets qui améliorent la conservation de l	1	0%	0	0%
35 Crédit au secteur de Projet qui soutient un changement de comportement	3233	0%	4905	0%
36 Crédits accordés pour la diversification de la chaîne de valeur/des intrants Crédits accordés pour l'approvisionnement	5501	1%	12795	0%
37 Autres et non classifiés (à préciser)	15214	2%	591994	21%
38 TOTAL	0	0%	0	0%

Tableau 41 : Répartition de l'effectif des comptes de crédit par secteur d'activité et par sexe, au 31 octobre 2024

Rubrique	Nombre de crédits			% par rapport au total		
	HOMMES	FEMMES	MENAGES	HOMMES	FEMMES	MENAGES
1 Crédit personnel/consommation	130 998	58 597	10 494	42%	33%	5%
2 Crédit à l'habitat/immobilier	58 252	46 835	184 848	19%	26%	90%
3 Crédit agro-pastoral dans le secteur du Café	858	524	48	0%	0%	0%
4 Crédit agro-pastoral dans le secteur du Thé	3 385	10 272	11	1%	6%	0%
5 Crédit agro-pastoral dans le secteur du Riz	13 032	7 672	898	4%	4%	0%
6 Crédit agro-pastoral dans le secteur du Palmier à huile	834	328	0	0%	0%	0%
7 Crédit agro-pastoral dans le secteur de la Banane	166	86	0	0%	0%	0%
8 Crédit agro-pastoral dans le secteur de l'Elevage	5 299	2 974	38	2%	2%	0%
9 Crédit agro-pastoral dans le secteur du Tournesol	11	22	0	0%	0%	0%
10 Crédit agro-pastoral dans le secteur du Manioc	514	371	0	0%	0%	0%
11 Crédit agro-pastoral dans le secteur du Sorgho (blanc)	100	88	0	0%	0%	0%
12 Crédit agro-pastoral Autres	4 971	4 906	486	2%	3%	0%
13 Crédit à l'industrie de Mines	607	427	0	0%	0%	0%
14 Crédit à l'industrie de Construction	15 397	7 791	2 453	5%	4%	1%
15 Crédit à l'industrie de Transformation	653	389	0	0%	0%	0%
16 Crédit à l'industrie de Carburant	2 992	1 431	2	1%	1%	0%
17 Crédit au secteur des services de Transport	1 635	455	2	1%	0%	0%
18 Crédit au secteur des services de Télécommunication	869	525	1	0%	0%	0%
19 Crédit au secteur des services de Santé	2 628	1 470	9	1%	1%	0%
20 Crédit au secteur des services de l'Education	16 988	8 387	2 568	5%	5%	1%
21 Crédit au secteur des services de l'Hôtellerie et tourisme	403	196	2	0%	0%	0%
22 Crédit commercial	7 467	2 847	0	2%	2%	0%
23 Crédit au secteur des services Autres	32 060	15 095	864	10%	8%	0%
24 Crédits orientés dans le secteur de Transformation des combustibles substituables au charbon de	9	1	0	0%	0%	0%

Rubrique	Nombre de crédits			% par rapport au total		
	HOMMES	FEMMES	MENAGES	HOMMES	FEMMES	MENAGES
25 Crédits orientés dans le secteur de l'Importation des voitures électriques	0	0	0	0%	0%	0%
26 Crédits orientés dans le secteur de Fabrication des braseros économiseur d'énergie (imbabura bi	0	0	0	0%	0%	0%
27 Crédits orientés dans le secteur de Production des emballages biodégradables	2	0	0	0%	0%	0%
28 Crédits orientés dans le secteur de Ramassage et recyclage des produits plastiques	0	0	0	0%	0%	0%
29 Crédits orientés dans le secteur de Recyclage des vieux pneus (amortis) en différents produits	0	0	0	0%	0%	0%
30 Crédits orientés dans le secteur de Transformation des matériaux amortis (boîtes à sauce tomate	0	0	0	0%	0%	0%
31 Crédits orientés dans le secteur d'Achats et installation des panneaux solaires	0	1	0	0%	0%	0%
32 Crédits orientés dans le secteur de Construction des barrages hydroélectriques	0	0	0	0%	0%	0%
33 Crédits orientés dans le secteur de Construction des biogaz	0	0	0	0%	0%	0%
34 Crédits orientés dans le secteur de Projets qui améliorent la conservation de l'environnement	1	0	0	0%	0%	0%
35 Crédits orientés dans le secteur de Projet qui soutient un changement de comportement	54	75	3104	0%	0%	2%
36 Crédits accordés pour l'approvisionnement	3 502	1 932	67	1%	1%	0%
37 Autres et non classifiés (à préciser)	10 485	4 706	23	3%	3%	0%
38 TOTAL	314 172	178 403	205 918	100%	100%	100%

Tableau 42 : Répartition de l'encours crédit par secteur d'activité et par sexe, au 31 Octobre 2024

Rubrique	Encours crédit (en MBIF)			% par rapport au total de la rubrique	
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Crédit personnel / consommation	400 064	76 468	476 532	83,95	16,05
Crédit à l'habitat / immobilier	595 406	413 632	1 009 037	59,01	40,99
Crédit agro-pastoral dans le secteur du Café	18 914	3 533	22 447	84,26	15,74
Crédit agro-pastoral dans le secteur du Thé	1 979	1 164	3 143	62,97	37,03
Crédit agro-pastoral dans le secteur du Riz	22 862	16 329	39 191	58,33	41,67
Crédit agro-pastoral dans le secteur du Palme à huile	3 248	492	3 740	86,84	13,16
Crédit agro-pastoral dans le secteur de la Banane	101	56	158	64,23	35,77
Crédit agro-pastoral dans le secteur de l'Elevage	12 172	7 171	19 343	62,93	37,07
Crédit agro-pastoral dans le secteur du Tournesol	8	6	14	59,18	40,82
Crédit agro-pastoral dans le secteur du Manioc	964	552	1 517	63,58	36,42
Crédit agro-pastoral dans le secteur du Sorgho (blanc)	26	45	71	36,76	63,24
Crédit agro-pastoral Autres	14 819	8 797	23 617	62,75	37,25
Total crédit agro-pastoral	75 093	38 147	113 240	66,31	33,69
Crédit à l'industrie de Mines	512	301	813	63	37
Crédit à l'industrie de Construction	80 789	29 195	109 984	73,46	26,54
Crédit à l'industrie de Transformation	2 670	580	3 250	82,16	17,84
Crédit à l'industrie de Carburant	25 087	1 831	26 917	93,2	6,8
Total crédit à l'industrie	109 058	31 906	140 964	77,37	22,63
Crédit au secteur des services de Transport	21 117	2 241	23 359	90,4	9,6
Crédit au secteur des services de Télécommunication	5 441	353	5 793	93,91	6,09
Crédit au secteur des services de Santé	17 414	2 376	19 790	87,99	12,01
Crédit au secteur des services de l'Education	38 707	15 691	54 398	71,16	28,84
Crédit au secteur des services de l'Hotellerie et tourisme	2 887	996	3 883	74,35	25,65
Crédit commercial	31 909	4 183	36 092	88,41	11,59
Crédit au secteur des services Autres	180 369	34 443	214 813	83,97	16,03
Total crédit au secteur des services	297 844	60 283	358 127	83,17	16,83

Rubrique	Encours crédit (en MBIF)			% par rapport au total de la rubrique		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	
Crédits orientés au secteur de Transformation des combustibles substituables au charbon de		1	-	1	100	-
Crédits orientés au secteur d'importation des voitures électriques		-	-	-	-	-
Crédits orientés au secteur de Fabrication des braseros économiseur d'énergie (imbabura bi		-	-	-	-	-
Crédits orientés au secteur de Production des emballages biodégradables		4 282	-	4 282	100	-
Crédits orientés au secteur de Ramassage et recyclage des produits plastiques		-	-	-	-	-
Crédits orientés au secteur de Recyclage des vieux pneus (amortis) en différents produits		-	-	-	-	-
Crédits orientés au secteur de Transformation des matériaux amortis (boîtes à sauce tomate		-	-	-	-	-
Crédits orientés dans des projets d'énergie renouvelable Achats et installation des panneaux solaires		-	56	56	-	100
Crédits orientés au secteur de Construction des barrages hydroélectriques		-	-	-	-	-
Crédits orientés dans des projets d'énergie renouvelable _Construction des biogaz		-	-	-	-	-
Crédits orientés au secteur de Projets qui améliorent la conservation de l'environnement		-	-	-	-	-
Crédits orientés au secteur de Projet qui soutient un changement de comportement		511	54	565	90,36	9,64
Crédits orientés au secteur de Crédits accordés pour l'approvisionnement		8 953	3 826	12 779	70,06	29,94
Total crédit au secteur environnemental		13 748	3 936	17 684	77,74	22,26
Autres et non classifiés (à préciser)		506 678	84 999	591 677	85,63	14,37
Total		1 997 891	709 371	2 707 262	73,8	26,2

Tableau 43 : Répartition de l'effectif des comptes de crédit par secteur d'activité et par âge, au 31 octobre 2024

Rubriques	Nombre de crédits			% par rapport au total		
	Jeunes	Adultes	Total	Jeunes	Adultes	Total
1 Crédit personnel/consommation	58 717	141 372	200 089	35%	27%	29%
2 Crédit à l'habitat/immobilier	45 127	244 808	289 935	27%	46%	42%
3 Crédit agro-pastoral dans le secteur du Café	630	800	1 430	0%	0%	0%
4 Crédit agro-pastoral dans le secteur du Thé	1 781	11 887	13 668	1%	2%	2%
5 Crédit agro-pastoral dans le secteur du Riz	7 367	14 235	21 602	4%	3%	3%
6 Crédit agro-pastoral dans le secteur du Palmier à huile	387	775	1 162	0%	0%	0%
7 Crédit agro-pastoral dans le secteur de la Banane	81	171	252	0%	0%	0%
8 Crédit agro-pastoral dans le secteur de l'Elevage	3 063	5 248	8 311	2%	1%	1%
9 Crédit agro-pastoral dans le secteur du Tournesol	3	30	33	0%	0%	0%
10 Crédit agro-pastoral dans le secteur du Manioc	379	506	885	0%	0%	0%
11 Crédit agro-pastoral dans le secteur du Sorgho (blanc)	104	84	188	0%	0%	0%
12 Crédit agro-pastoral Autres	3 983	6 380	10 363	2%	1%	1%
13 Crédit à l'industrie de Mines	276	758	1 034	0%	0%	0%
14 Crédit à l'industrie de Construction	5 393	20 248	25 641	3%	4%	4%
15 Crédit à l'industrie de Transformation	299	743	1 042	0%	0%	0%
16 Crédit à l'industrie de Carburant	1 847	2 578	4 425	1%	0%	1%
17 Crédit au secteur des services de Transport	625	1 467	2 092	0%	0%	0%
18 Crédit au secteur des services de Télécommunication	420	975	1 395	0%	0%	0%
19 Crédit au secteur des services de Santé	1 288	2 819	4 107	1%	1%	1%
20 Crédit au secteur des services de l'Education	5 631	22 312	27 943	3%	4%	4%
21 Crédit au secteur des services de l'Hôtellerie et tourisme	146	455	601	0%	0%	0%
22 Crédit commercial	2 660	7 654	10 314	2%	1%	1%
23 Crédit au secteur des services Autres	18 479	29 540	48 019	11%	6%	7%
24 Crédits orientés dans le secteur de Transformation des combustibles substituables au charbon de	0	10	10	0%	0%	0%

Rubriques	Nombre de crédits			% par rapport au total		
	Jeunes	Adultes	Total	Jeunes	Adultes	Total
25 Crédits orientés dans le secteur de l'Importation des voitures électriques	0	0	0	0%	0%	0%
26 Crédits orientés dans le secteur de Fabrication des braseros économiseur d'énergie (imbabura bi	0	0	0	0%	0%	0%
27 Crédits orientés dans le secteur de Production des emballages biodégradables	0	2	2	0%	0%	0%
28 Crédits orientés dans le secteur de Ramassage et recyclage des produits plastiques	0	0	0	0%	0%	0%
29 Crédits orientés dans le secteur de Recyclage des vieux pneus (amortis) en différents produits	0	0	0	0%	0%	0%
30 Crédits orientés dans le secteur de Transformation des matériaux amortis (boîtes à sauce tomate	0	0	0	0%	0%	0%
31 Crédits orientés dans le secteur d'Achats et installation des panneaux solaires	0	1	1	0%	0%	0%
32 Crédits orientés dans le secteur de Construction des barrages hydroélectriques	0	0	0	0%	0%	0%
33 Crédits orientés dans le secteur de Construction des biogaz	0	0	0	0%	0%	0%
34 Crédits orientés dans le secteur de Projets qui améliorent la conservation de l'environnement	0	1	1	0%	0%	0%
35 Crédits orientés dans le secteur de Projet qui soutient un changement de comportement	86	3 147	3 233	0%	1%	0%
36 Crédits accordés pour l'approvisionnement	952	4 549	5 501	1%	1%	1%
37 Autres et non classifiés (à préciser)	8 265	6 949	15 214	5%	1%	2%
38 TOTAL	167 989	530 504	698 493	100%	100%	100%

Tableau 44a: Répartition de l'encours crédit par secteur d'activité et par âge, au 31 octobre 2024

Rubrique	Encours crédit (en MBIF)			Pourcentage par rapport au total de la rubrique	
	Jeunes	Adultes	Total	Jeunes	Adultes
Crédit personnel / consommation	121 965	354 567	476 532	25,59	74,41
Crédit à l'habitat / immobilier	473 505	535 532	1 009 037	46,93	53,07
Crédit agro-pastoral dans le secteur du Café	941	21 506	22 447	4,19	95,81
Crédit agro-pastoral dans le secteur du Thé	1 554	1 589	3 143	49,44	50,56
Crédit agro-pastoral dans le secteur du Riz	14 797	24 394	39 191	37,76	62,24
Crédit agro-pastoral dans le secteur du Palme à huile	1 173	2 567	3 740	31,37	68,63
Crédit agro-pastoral dans le secteur de la Banane	48	110	158	30,23	69,77
Crédit agro-pastoral dans le secteur de l'Elevage	6 188	13 155	19 343	31,99	68,01
Crédit agro-pastoral dans le secteur du Tournesol	2	12	14	16,31	83,69
Crédit agro-pastoral dans le secteur du Manioc	525	991	1 517	34,63	65,37
Crédit agro-pastoral dans le secteur du Sorgho (blanc)	35	36	71	49,58	50,42
Crédit agro-pastoral Autres	7 488	16 128	23 617	31,71	68,29
Total crédit agro-pastoral	32 752	80 487	113 240	28,92	71,08
Crédit à l'industrie de Mines	233	580	813	28,65	71,35
Crédit à l'industrie de Construction	38 014	71 970	109 984	34,56	65,44
Crédit à l'industrie de Transformation	1 057	2 193	3 250	32,52	67,48
Crédit à l'industrie de Carburant	1 538	25 380	26 917	5,71	94,29
Total crédit à l'industrie	40 841	100 123	140 964	28,97	71,03
Crédit au secteur des services de Transport	7 197	16 162	23 359	30,81	69,19
Crédit au secteur des services de Télécommunication	458	5 336	5 793	7,9	92,1
Crédit au secteur des services de Santé	1 990	17 800	19 790	10,06	89,94
Crédit au secteur des services de l'Education	10 551	43 847	54 398	19,4	80,6
Crédit au secteur des services de l'Hôtellerie et tourisme	961	2 922	3 883	24,75	75,25

Rubrique	Encours crédit (en MBIF)			Pourcentage par rapport au total de la rubrique	
	Jeunes	Adultes	Total	Jeunes	Adultes
Crédit commercial	5 379	30 713	36 092	14,9	85,1
Crédit au secteur des services Autres	35 707	179 105	214 813	16,62	83,38
Total crédit au secteur des services	62 243	295 884	358 127	17,38	82,62
Crédits orientés au secteur de Transformation des combustibles substituables au charbon de	-	1	1	-	100
Crédits orientés au secteur d'importation des voitures électriques	-	-	-	-	-
Crédits orientés au secteur de Fabrication des braseros économiseur d'énergie (imbabura bi	-	-	-	-	-
Crédits orientés au secteur de Production des emballages biodégradables	-	4 282	4 282	-	100
Crédits orientés au secteur de Ramassage et recyclage des produits plastiques	-	-	-	-	-
Crédits orientés au secteur de Recyclage des vieux pneus (amortis) en différents produits	-	-	-	-	-
Crédits orientés au secteur de Transformation des matériaux amortis (boîtes à sauce tomate	-	-	-	-	-
Crédits orientés dans des projets d'énergie renouvelable Achats et installation des panneaux solaires	-	56	56	-	100
Crédits orientés au secteur de Construction des barrages hydroélectriques	-	-	-	-	-
Crédits orientés dans des projets d'énergie renouvelable _Construction des biogaz	-	-	-	-	-
Crédits orientés au secteur de Projets qui améliorent la conservation de l'environnement	-	-	-	-	-
Crédits orientés au secteur de Projet qui soutient un changement de comportement	35	530	565	6,16	93,84
Crédits orientés au secteur de Crédits accordés pour l'approvisionnement	2 555	10 224	12 779	19,99	80,01
Total crédit au secteur environnemental	2 590	15 094	17 684	14,65	85,35
Autres et non classifiés (à préciser)	510 610	81 067	591 677	86,3	13,7
Total	1 244 507	1 462 755	2 707 262	45,97	54,03

Tableau 44b : Répartition du montant (en MBIF) de Crédit octroyés aux entreprises, par genre et par catégorie au 31/10/2024

Année	PME				Autres entreprises et sociétés				Institutions financières				Total
	Hommes	Femmes	Mixtes	S/T	Hommes	Femmes	Mixtes	S/T	Hommes	Femmes	Mixtes	S/T	
2016													
2017													
2018													
2019													
2020													
2021													
2022													
2024	48 210	17 386	160 272	225 868	49 305	56185	692 457	797 947	0	0	109 811	109 811	1 133 625

Tableau 44c: Montant de crédit des clients, par sexe, de 2016 à 2024 en MBIF

Catégorie	Clients individuels	Clients membres d'associations	Clients ménages
	2024	2024	2024
Hommes	231 440	32 240	21522
Femmes	107 472	13 575	1713
Conjoints	0	0	220
Total	338 912	45 815	23454

Tableau 44d: Montant de crédits octroyés, par province, de 2016 à 2024

	Montant de crédit octoyés en MBIF							
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2024
Bujumbura								178 708

Burunga									20 217
Butanyerera									134 894
Buhumuza									48 465
Gitega									25 898
Total									408 182

Tableau 44d: Montant de crédits octroyés, par secteur, de 2016 à 2024

Secteur	Encours crédit des entreprises (en MBIF)							
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2 024
EC								195 440
IMF								212 742
EP								0
Total								408 182

Tableau 45 : Répartition de l'effectif des clients-entreprises par catégorie d'entreprises et par âge, au 31 octobre 2024

Effectif des clients-entreprises par sexe et par âge										
Sexe	Âge	PME			Autres entreprises et sociétés			Institutions financières	Total général	
		Publiques	Privées	S/Total	Publiques	Privées	S/Total			
Hommes	Jeune	0	1 633	1 633	0	49	49	2	1 684	
	Adulte	0	5 508	5 508	26	4 562	4 588	11	10 107	
	Mixte	0	115	115	0	14	14	4	133	
Sous total Hommes		0	7 256	7 256	26	4 625	4 651	17	11 924	
Femmes	Jeune	0	428	428	0	1 535	1 535	2	1 965	
	Adulte	0	2 363	2 363	0	12	12	0	2 375	
	Mixte	0	3	3	0	0	0	0	3	

Sous total Femmes	0	2 794	2 794	0	1547	1547	2	4 343
Jeune	0	2	2	0	0	0	0	2
Mixtes	0	8	8	0	0	0	0	8
Mixte	25	3 808	3 833	46	7 394	7440	116	11 389
Sous total Mixtes	25	3 818	3 843	46	7 394	7 440	116	11 399
Total général	25	13 868	13 893	72	13 566	13 638	135	27 666

Tableau 46 : Evolution de l'effectif des comptes de dépôt des entreprises, par catégorie d'entreprises et par sexe, de 2016 à 2024

Année	PME				Autres entreprises et sociétés				Institutions financières				Total général
	H	F	M	S/T	H	F	M	S/T	H	F	M	S/T	
2016	5 564	1 115	17 232	23 911	938	329	1 867	3 134	-	-	252	252	27 297
2017	4 730	2 309	28 675	35 714	2 017	704	3 137	5 858	-	-	262	262	41 834
2018	3 653	155	924	4 732	1 785	322	6 005	8 112	62	9	183	254	13 098
2019	1 422	1 350	346	3 118	33	50	2 597	2 680	11	9	162	182	5 980
2020	1 670	290	477	2 437	31	6	2 210	2 247	10	-	69	79	4 763
2021	1 971	283	559	2 813	405	8	768	1 181	6	-	63	69	4 063
2022	3 052	810	1 640	5 502	2 152	647	514	3 313	2	-	61	63	8 878
2024	27 919	10 512	11 865	50 296	2 205	2 879	11 544	16 628	6792	5	177	6 974	73 898

Tableau 47 : Evolution de l'encours des dépôts (en MBIF) des entreprises, par catégorie d'entreprises et par sexe, 2024

Année	PME			Autres entreprises et sociétés			Institutions financières			Total
	Hommes	Femmes	Mixtes	Hommes	Femmes	Mixtes	Hommes	Femmes	Mixtes	
2016	7 584	3 267	95 482	16 931	4 661	49 230	0	0	32 588	209 743
2017	7 462	2 836	186 612	29 258	8 698	55 121	0	0	69 497	359 484
2018	70 835	27 348	26 538	39 081	436	43 182	-	-	26 004	233 424

Année	PME			Autres entreprises et sociétés			Institutions financières			Total
	Hommes	Femmes	Mixtes	Hommes	Femmes	Mixtes	Hommes	Femmes	Mixtes	
2019	44 390	28 490	63 441	39 296	2 046	69 241	-	-	39 969	286 873
2020	52 502	2 049	61 336	56 935	4757	70 363	7 105	-	41 267	296 314
2021	73 638	5 319	96 012	143 823	11 491	233 827	8 718	-	93 465	666 293
2022	174 222	57 054	365 895	12 828	5 110	465 309	6 670	-	65 862	1 152 950
2024	33 133	68 219	83 691	16 164	1719	324 103	44 479	19570	162 446	753 524

Tableau 48 : Répartition de l'effectif des comptes de dépôts des clients-entreprises par catégorie d'entreprise et par âge, au 31 octobre 2024

Comptes de dépôt des clients-entreprises par sexe et par âge										
Sexe	Âge	PME			Autres entreprises et sociétés			Institutions financières	Total	
		Publiques	Privées	S/Total	Publiques	Privées	S/Total			
Hommes	Jeune	0	8 532	8 532	0	75	75	1	8 608	
	Adulte	0	18 814	18 814	0	995	995	39	19 848	
	Mixte	0	573	573	0	7 927	7 927	6 752	15 252	
S/T Hommes		0	27 919	27 919	0	8 997	8 997	6 792	43 708	
Femmes	Jeune	0	4 648	4 648	0	624	624	4	5 276	
	Adulte	0	4 906	4 906	0	748	748	1	5 655	
	Mixte	0	958	958	0	1 512	1 512	0	2 470	
S/T Femmes		0	10 512	10 512	0	2 884	2 884	5	13 401	
Mixte	Jeune	0	1 018	1 018	0	688	688	0	1 706	
	Adulte	0	1 004	1 004	0	1 722	1 722	13	2 739	
	Mixte	6 084	3 752	9 836	359	8 952	9 311	164	19 311	
S/T Mixtes		6 084	5 774	11 858	359	11 362	11 721	177	23 756	
Total général		6 084	44 205	50 289	359	23 243	23 602	6 974	80 865	

Tableau 49 : Répartition de l'encours des dépôts des clients-entreprises par catégorie d'entreprise et par âge, au 31 Octobre 2024

Sexe	Âge	Encours des dépôts (en MBIF) des clients-entreprises par sexe et par âge							
		PME			Autres entreprises et sociétés			IFs	Total
		Publiques	Privées	S/Total	Publiques	Privées	S/Total		
Hommes	Jeune	0	10 091	10 091	0	2 025	2 025	2 000	14 116
	Adulte	0	22 832	22 832	0	56 488	56 488	42 313	121 633
	Mixte	0	209	209	0	2 131	2 131	166	2 506
	S/T Hommes	0	33 133	33 133	0	60 643	60 643	44 479	138 256
Femmes	Jeune	0	53 877	53 877	0	19 734	19 734	19 370	92 981
	Adulte	0	11 706	11 706	0	775	775	200	12 682
	Mixte	0	2 636	2 636	0	780	780	0	3 416
	S/T Femmes	0	68 219	68 219	0	21 289	21 289	19 570	109 078
Mixte	Jeune	0	570	570	0	366	366	0	936
	Adulte	0	1 465	1 465	0	864	864	25	2 354
	Mixte	55 760	25 896	81 656	182 411	302 908	485 319	162 421	729 396
S/T Mixte	55 760	27 931	83 691	182 411	304 138	486 549	162 446	732 686	
Total général		55 760	129 283	185 043	182 411	386 071	568 482	226 495	980 020

Tableau 50 : Répartition de l'effectif des comptes de dépôt des PME, par province, au 31 octobre 2024

Effectif de comptes de dépôt des PME						
Province	PME Publiques	PME Privées	Total	% par rapport au total des PME publiques	% par rapport au total des PME privées	% par rapport au total des PME
Bujumbura	380	11 894	12 274	6,25	26,90	24,40
Burunga	2	22 924	22 926	0,03	51,85	45,58
Butanyerera	2 126	3 654	5 780	34,94	8,26	11,49
Buhumuza	0	946	946	0,00	2,14	1,88
Gitega	3 576	4 794	8 370	58,78	10,84	16,64
Total	6 084	44 212	50 296	100,00	100,00	100,00

Tableau 51 : Répartition de l'encours des dépôts des PME, par province, au 31 octobre 2024

Province	Encours de dépôt des PME (en MBIF)
-----------------	---

	PME Publiques	PME Privées	Total	% par rapport au total des PME publiques	% par rapport au total des PME privées	% par rapport au total des PME
Bujumbura	46 606	110 409	157 016	83,58	85,40	84,85
Burunga	5	1 503	1 508	0,01	1,16	0,81
Butanyerera	825	5 848	6 673	1,48	4,52	3,61
Buhumuza	-	4 280	4 280	-	3,31	2,31
Gitega	8 324	7 243	15 567	14,93	5,60	8,41
Total	55 760	129 283	185 043	100,00	100,00	100,00

Tableau 52 : Evolution de l'effectif des comptes de crédit et de l'encours crédit des entreprises, par secteur, de 2019 à 2024

Secteur	Effectif des comptes de crédit des entreprises					Encours crédit des entreprises (en MBIF)				
	2019	2020	2021	2022	2024	2019	2020	2021	2022	2 024
EC	2 241	5 431	5 800	3 812	8 711	285 629	420 058	662 903	1 151 321	3 334 868
IMF	157	212	399	251	167	1 271	7 994	3 390	1 628	22 733
EP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	2 398	5 643	6 199	4 063	8 878	286 900	428 052	666 293	1 152 949	3 357 601

Tableau 53 : Evolution de l'effectif des comptes de crédit des entreprises, par catégorie d'entreprises, de 2019 à 2024

Année	PME	Autres entreprises et sociétés	Institutions financières	Total
--------------	------------	---------------------------------------	---------------------------------	--------------

2019	1 903	441	48	2 392
2020	2 488	3 108	47	5 643
2021	2 813	1 181	69	4 063
2022	5 502	3 313	63	8 878
2024	24 012	5 584	106	29 702

Tableau 54 : Evolution de l'effectif des comptes de crédit des entreprises, par catégorie d'entreprises et par sexe, de 2019 à 2024

Année	PME			Autres entreprises et sociétés			Institutions financières			Total général
	H	F	M	H	F	M	H	F	M	
2019	1 179	428	296	120	21	300	-	-	48	2 392
2020	1 632	241	615	106	9	2 993	2	-	45	5 643
2021	1 971	283	559	405	8	768	6	-	63	4 063
2022	3 052	810	1 640	2 152	647	514	2	-	61	8 878
2024	5 563	7 789	10 660	277	355	4952	0	2	104	29 702

Tableau 55 : Evolution de l'encours crédit des entreprises en MBIF, par catégorie d'entreprises, de 2019 à 2024

Année	PME	Autres entreprises et sociétés	Institutions financières	Total
2019	136 321	110 583	39 969	286 873
2020	115 887	132 055	48 372	296 314
2021	174 969	389 141	102 183	666 293
2022	597 171	483 247	72 532	1 152 950
2024	198 699	1 327 514	125 968	1 652 182

Tableau 56 : Evolution de l'encours crédit des entreprises, par catégorie d'entreprises et par sexe, de 2019 à 2024

Année	PME			Autres entreprises et sociétés			Institutions financières			Total général
	H	F	M	H	F	M	H	F	M	
2019	44 390	28 490	63 441	39 296	2 046	69 241	-	-	39 969	286 873
2020	52 502	2 049	61 336	56 935	4 757	70 363	7 105	-	41 267	296 314
2021	73 638	5 319	96 012	143 823	11 491	233 827	8 718	-	93 465	666 293
2022	174 222	57 054	365 895	12 828	5 110	465 309	6 670	-	65 862	1 152 950
2024	37 011	14 891	146 797	124 455	117 302	1 085 758	0	733	125 235	1 652 182

Tableau 57 : Répartition de l'effectif des comptes de crédit des entreprises par catégorie d'entreprise, par sexe et par âge, au 31 Octobre 2024

		Effectif des comptes de crédit des Entreprises par sexe et par âge							
Sexe	Âge	PME			Autres entreprises et sociétés			IFs	Total
		Publiques	Privées	S/Totals	Publiques	Privées	S/Total		
Hommes	Jeune	921	810	1 731		70	70	-	1 801
	Adulte	1 171	653	1 824		131	131	-	1 955
	Mixte	1 813	195	2 008		76	76	-	2 084
S/T Hommes		3 905	1 658	5 563		277	277	-	5 840
Femmes	Jeune	1 563	843	2 406		84	84		2 490
	Adulte	1 834	877	2 711		15	15	2	2 728
	Mixte	2 417	255	2 672		256	256	-	2 928
S/T Femmes		5 814	1 975	7 789		355	355	2	8 146
Mixte	Jeune	2 161	154	2 315		23	23	-	2 338
	Adulte	2 776	161	2 937		-	-	2	2 939
	Mixte	3 406	2 002	5 408	17	2 424	2 441	49	7 898
S/T Mixte		8 343	2 317	10 660	17	2 447	2 464	51	13 175
Total général		18 062	5 950	24 012	17	3 079	3 096	53	27 161

Tableau 58 : Répartition de l'encours crédit des entreprises par catégorie d'entreprise, par sexe et par âge, au 31 octobre 2024

		Encours crédit (en MBIF) des entreprises par sexe et par âge							
Sexe	Âge	PME			Autres entreprises et sociétés			Institutions financières	Total
		Publiques	Privées	S/Total	Publiques	Privées	S/Total		
Hommes	Jeune	549	5 883	6 433	0	279	279	0	6 712
	Adulte	292	9 701	9 993	0	120 344	120 344	0	130 337
	Mixte	1 9735	851	20 586	0	3 831	3 831	0	24 416
S/T Hommes		20 576	16 435	37 011	0	124 455	124 455	0	161 466
Femmes	Jeune	485	5 545	6 030	0	55 689	55 689	0	61 719
	Adulte	367	6 815	7 182	0	61 543	61 543	733	69 458

Mixte	852	827	1 679	0	70	70	0	1 749
S/T Femmes	1 705	13 186	14 891	0	117 302	117 302	733	132 926
Jeune	0	1 863	1 863	0	69	69	0	1 932
Mixte Adulte	0	3 242	3 242	0	0	0	300	3 542
Mixte	535	141 157	141 692	12 830	1 072 858	1 085 689	124 935	1 352 316
S/T Mixte	535	146 262	146 797	12 830	1 072 928	1 085 758	125 235	1 357 790
Total	22 816	175 883	198 699	12 830	1 314 684	1 327 514	125 968	1 652 182

Tableau 59 : Répartition de l'effectif des comptes de crédit des PME, par province, au 31 octobre 2024

Province	Effectif de Comptes de crédit						
	PME Publiques	PME Privées	Total	Pourcentage rapport au total des PME publiques	par Pourcentage rapport au total des PME privées	par Pourcentage par rapport au total des PME	
Bujumbura	4 925	2 199	7 124	27,27		36,96	29,67
Burunga	1 749	469	2 218	9,68		7,88	9,24
Butanyerera	3 669	1 458	5 127	20,31		24,5	21,35
Buhumuza	3 600	621	4 221	19,93		10,44	17,58
Gitega	4 119	1 203	5 322	22,8		20,22	22,16
Total	18 062	5 950	24 012	100,00		100,00	100,00

Tableau 60 : Evolution de l'effectif des comptes de crédit des PME, par province, de 2019 à 2024

Province	Effectif total des comptes de crédit des PME				
	2019	2020	2021	2022	2024
Bujumbura					7 124
Burunga					2 218
Butanyerera					5 127
Buhumuza					4 221
Gitega					5 322
Total	1 834	2 488	2 813	5 502	24 012

Tableau 61: Répartition de l'encours crédit des PME, par province, au 31 octobre 2024

Province	Encours crédit en MBIF des PME					
	PME Publiques	PME Privées	Total	Pourcentage par rapport au total des PME publiques	Pourcentage par rapport au total des PME privées	Pourcentage par rapport au total des PME
Bujumbura	19 240	81 426	100 666	84,33	46,30	50,7
Burunga	25	15 252	15 277w	0,11	8,67	7,7
Butanyerera	2 072	28 378	30 451	9,08	16,13	15,3
Buhumuza	0	11 050	11 050	0,00	6,28	5,6
Gitega	1 478	39 778	41 256	6,48	22,62	20,8

total	22 816	175 883	198 699	100,00	100,00	100,00
--------------	---------------	----------------	----------------	---------------	---------------	---------------

Tableau 62 : Evolution de l'encours crédit des PME, par province, de 2019 à 2024

Province	Encours crédit en MBIF des PME				
	2019	2020	2021	2022	2024
Bujumbura					100 666
Burunga					15 277
Butanyerera					30 451
Buhumuza					11 050
Gitega					41 256
total	136 322	115 892	174 968	609 574	198 699

Tableau 63 : Evolution de l'effectif des comptes de crédit des PME, par sexe et par terme, de 2019 à 2024

Terme	Effectif des comptes de crédit des PME appartenant aux hommes					Effectif des comptes de crédit des PME appartenant aux femmes					Effectif des comptes de crédit des PME mixtes				
	2019	2020	2021	2022	2024	2019	2020	2021	2022	2024	2019	2020	2021	2022	2024
Court terme	362	861	1 452	1 968	1 291,5	190	26	262	227	439	151	103	405	495	1306
Moyen Terme	425	441	317	1 138	71	71	53	3	458	132	102	40	105	121	397
Long terme	379	321	185	259	28	174	157	18	76	12	49	537	66	119	196
Total	1 166	1 623	1 954	3 365	1 391	435	236	283	761	583	302	680	576	735	1 899

Tableau 64 : Evolution de l'encours des crédits octroyés aux PME, par sexe et par terme, de 2019 à 2024

Terme	Encours crédit des PME hommes (en MBIF)					Encours crédit des PME femmes (en MBIF)					Encours crédit des PME mixtes (en MBIF)				
	2019	2020	2021	2022	2024	2019	2020	2021	2022	2024	2019	2020	2021	2022	2024
Court terme	11 847	16 270	24 648	17 855	913	2 633	1 537	4 349	19 638	7 394	23 634	14 417	53 237	44 190	74 952
Moyen Terme	19 864	30 110	33 890	21 529	3 313	16 184	42	13	26711	2 371	13 470	1 963	9 570	34 891	57 080
Long terme	10 039	6 010	15 077	13 335	651	9 672	425	861	6169	185	28 978	55 455	33 323	40 976	61 008
Total	41 750	52 390	73 615	52 719	4 877	28 489	2 004	5 223	52 518	9 950	66 082	71 835	96 130	120 057	193 040

Tableau 65 : Evolution du nombre de cartes bancaires émises et en circulation de 2016 à 2024

Catégorie	Nombre de cartes émises						Nombre de cartes en circulation					
	2016	2017	2018	2019	2020	2024	2016	2017	2018	2019	2020	2024
Cartes de guichets bancaires	27 232	23 788	16 709	12 636	18 059		92 368	94 368	103 594	62 322	82 535	
Cartes de débit/cartes cash	3 755	3 070	477	4 109	1 390		16 767	13 796	14 112	19 494	4 207	
Cartes de crédit visa/Mastercard	4 082	852	17	1 066	950		7 285	2 032	3 016	3 633	1 517	
Cartes prépayées	-	-	154	186	179		-	-	497	648	708	
Total	35 069	27 710	17 357	17 997	20 578		116 420	110 196	121 219	86 097	88 967	

Tableau 66 : Distribution, par sexe, de l'effectif des détenteurs de cartes bancaires de 2019 à 2024

Année	Carte de guichet bancaire		Carte débit		Carte de crédit visa		Cartes prépayées		Total
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	
2019	14 001	11 773	15 194	3 188	1 543	-	-	-	45 699
2020	52 830	29 705	2 474	161	1 543	-	-	-	86 713
2021	55 362	35 000	5 593	2 478	1 543	-	4108	586	104 670
2022	127 083	88 916	21 240	3 148	4 353	-	1866	760	247 366
2024	58 232	37 786	2 622	807	1 934	1073	-	-	102 454

Tableau 67 : Répartition des détenteurs de cartes de guichet bancaire par sexe et par âge au 31 décembre 2024

Catégorie	2022			2024		
	Détenteurs de cartes de guichet bancaire			Détenteurs de cartes de guichet bancaire		
	Jeunes	Adultes	Total	Jeunes	Adultes	Total
Hommes	47 113	79 971	127 083	12 115	46 117	58 232
Femmes	37 465	51 451	88 916	17 907	19 879	37 786
Total	84 577	131 422	215 999	30 022	65 996	96 018

Tableau 68 : Répartition des détenteurs de cartes de débit/cartes cash et des cartes de crédit visa/Mastercard, par sexe et par âge au 31 octobre 2024

Catégorie	2022						2024					
	Détenteurs de cartes de débit/cartes cash			Détenteurs de cartes de crédit visa/Mastercard			Détenteurs de cartes de débit/cartes cash			Détenteurs de cartes de crédit visa/Mastercard		
	Jeunes	Adultes	Total	Jeunes	Adultes	Total	Jeunes	Adultes	Total	Jeunes	Adultes	Total
Hommes	301	1 565	1 866	-	4 353	4 353	1 176	1 446	2 622	978	956	1 934
Femmes	102	658	760	-	-	-	469	338	807	513	560	1 073
Total	403	2 223	2 626	-	4 353	4 353	1 645	1 784	3 429	1 491	1 516	3 007

Tableau 69 : Evolution du nombre de clients, du nombre d'opérations et du montant des opérations de transfert instantané de fonds à fin 2024

Catégorie	Nombre de clients ayant effectué les transferts instantanés de fonds			Nombre d'opérations de transfert instantané de fonds			Montant des opérations de transfert instantané de fonds		
	2021	2022	2024	2021	2022	2024	2021	2022	2024
Western Union	156 044	128 888	164 727	173 205	138 492	179 164	63 386	69 207	150 867
Money gram	6 912	7 781	43 262	6 939	7 683	43 262	2 849	3 417	52 897
RIA	8 435		6 098	9 042		6 098	3 785		3 397
Rapid Transfer	446	202	117	763	591	362	1	1 100	786
MEI			0			0			0
Small world			4			4			2

Rungika			0			0			0
Money trans			0			0			0
Dahabshiil			0			0			0
Autres	101	21 125	686	117	163 777	2 716	2 991	2 134	271
Total	171 938	157 996	214 894	190 066	310 543	231 606	73 012	75 858	208 220

Tableau 70 : Evolution de l'encours crédit des PME, par province, de 2016 à 2024

Province	Encours crédit en MBIF des PME							
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2024
Bujumbura								100 666
Burunga								15 277
Butanyerera								30 451
Buhumuza								11 050
Gitega								41 256
total	90 136	112 693	130 950	136 322	115 892	174 968	609 574	198 699

Tableau 71 : Evolution de l'effectif des comptes de crédit et de l'encours crédit des entreprises, par terme, de 2016 à 2020

Année	Comptes de crédit par terme				Encours de crédit par terme en MBIF			
	Court Terme	Moyen Terme	Long Terme	Total	Court Terme	Moyen Terme	Long Terme	Total
2016	2 463	1 195	65	3 723	171 536	94 661	27 128	293 325
2017	3 199	902	654	4 755	159 913	67 000	174 181	401 094
2018	922	2 552	1 333	4 807	38 539	104 603	110 568	253 710
2019	868	757	773	2 398	77 448	118 769	90 683	286 900
2020	1 093	659	3 944	5 696	62 787	75 135	168 729	306 651
2021	2 783	728	552	4 063	273 734	228 405	164 154	666 293
2022	5 422	2 139	582	8 143	228 980	266 156	657 813	1 152 949
2024					357 861	1 046 210	999 048	2 403 118

Tableau 72 : Evolution de l'effectif des comptes de crédit des PME, par sexe et par terme, de 2016 à 2020

Terme	Effectif des comptes de crédit des PME appartenant aux hommes					Effectif des comptes de crédit des PME appartenant aux femmes					Effectif des comptes de crédit des PME mixtes				
	2019	2020	2021	2022	2024	2019	2020	2021	2022	2024	2019	2020	2021	2022	2024
Court terme	362	861	1 452	1 968	1 291,5	190	26	262	227	439	151	103	405	495	1 306
Moyen Terme	425	441	317	1138	71	71	53	3	458	132	102	40	105	121	397
Long terme	379	321	185	259	28	174	157	18	76	12	49	537	66	119	196
Total	1 166	1 623	1 954	3 365	1 391	435	236	283	761	583	302	680	576	735	1 899

Tableau 73 : Evolution de l'encours des crédits octroyés aux PME, par sexe et par terme, de 2016 à 2020

Terme	Encours crédit des PME hommes (en MBIF)	Encours crédit des PME femmes (en MBIF)	Encours crédit des PME mixtes (en MBIF)
-------	---	---	---

	2019	2020	2021	2022	2024	2019	2020	2021	2022	2024	2019	2020	2021	2022	2024
Court terme	11 847	16 270	24 648	17 855	913	2 633	1 537	4 349	19 638	7 394	23 634	14 417	53 237	44 190	74 952
Moyen Terme	19 864	30 110	33 890	21 529	3 313	16 184	42	13	26 711	2 371	13 470	1 963	9 570	34 891	57 080
Long terme	10 039	6 010	15 077	13 335	651	9 672	425	861	6 169	185	28 978	55 455	33 323	40 976	61 008
Total	41 750	52 390	73 615	52 719	4 877	28 489	2 004	5 223	52 518	9 950	66 082	71 835	96 130	120 057	193 040

Tableau 74 : Distribution, par sexe, de l'effectif des détenteurs de cartes bancaires de 2016 à 2024

Année	Carte de guichet bancaire		Carte débit		Carte de crédit visa		Cartes prépayées		Total
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	
2016	35 474	12 943	13 311	3 253	4 553	1 346	-	-	70 880
2017	37 888	17 189	12 305	1 489	-	-	-	-	68 871
2018	10 798	2 771	-	-	-	-	-	-	13 569
2019	14 001	11 773	15 194	3 188	1 543	-	-	-	45 699
2020	52 830	29 705	2 474	161	1 543	-	-	-	86 713
2021	55 362	35 000	5 593	2 478	1 543	-	4 108	586	104 670
2022	55 362	35 000	5 593	2 478	1 543	-	1 866	760	102 602
2024	58 232	37 786	2 622	807	1 934	1 073	-	-	102 454

Tableau 75 : Répartition des détenteurs de cartes de guichet bancaire par sexe et par âge au 31 Octobre 2024

Catégorie	2022			2024		
	Détenteurs de cartes de guichet bancaire			Détenteurs de cartes de guichet bancaire		
	Jeunes	Adultes	Total	Jeunes	Adultes	Total
Hommes	47 113	79 971	127 083	12 115	46 117	58 232
Femmes	37 465	51 451	88 916	17 907	19 879	37 786
Total	84 577	131 422	215 999	30 022	65 996	96 018

Tableau 76 : Répartition des détenteurs de cartes de débit/cartes cash et des cartes de crédit visa/Mastercard, par sexe et par âge au 31 Octobre 2020

Catégorie	2022						2024					
	Détenteurs de cartes de débit/cartes cash			Détenteurs de cartes de crédit visa/Mastercard			Détenteurs de cartes de débit/cartes cash			Détenteurs de cartes de crédit visa/Mastercard		
	Jeunes	Adultes	Total	Jeunes	Adultes	Total	Jeunes	Adultes	Total	Jeunes	Adultes	Total
Hommes	4 700	16 540	21 240	-	4 353	4 353	1 176	1 446	2 622	978	956	1 934
Femmes	1 571	1 577	3 148	-	-	-	469	338	807	513	560	1 073
Total	6 271	18 117	24 388	-	4 353	4 353	1 645	1 784	3 429	1 491	1 516	3 007

Tableau 77: Répartition des détenteurs de cartes bancaires, par catégorie, au 31 décembre 2020.

Province	2022					2024				
	Cartes guichet bancaires	de cartes de débit/ cartes cash	de cartes de crédit visa/Master card	Cartes prépayées	Cartes de guichet bancaires	de cartes de débit/ cartes cash	de cartes de crédit visa/Mastercard	de cartes prépayées		
BUJUMBURA					74 679	2 912	2 854	8 435		
BURUNGA					5 586	96	9	0		
BUTANYERERA					7 668	192	124	0		
BUHUMUZA					2 906	5	3	0		
GITEGA					5 179	224	17	0		
Total	215 999	24 388	4 353	2 626	96 018	3 429	3 007	8 435		

Tableau 78 : Distribution, par sexe, du nombre de clients ayant effectué les opérations de transfert instantané de fonds de 2020 à 2024

Catégorie	Nombre de clients ayant effectué les opérations de transfert instantané de fonds											
	2020			2021			2022			2024		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Western Union	63 258	8 183	71 441	84 160	71 884	156 044	57 517	41 540	99 057	134 677	30 050	164 727
Money gram	4 523	3 624	8 147	3 831	3 081	6 912	4 442	2 624	7 066	27 744	15 518	43 262
RIA	2 331	2 646	4 977	4 224	4 211	8 435	-	0	0	3 611	2 487	6 098
Rapid transfer	322	117	439	327	119	446	148	54	202	73	44	117
MEI										0	0	0
Small world										3	1	4
Rungika										0	0	0
Money trans										0	0	0
Dahabshil										0	0	0
Autres	60	51	111	48	53	101	-	0	0	471	215	686
Total	70 494	14 621	85 115	92 590	79 348	171 938	62 107	44 218	106 325	166 579	48 315	214894

Tableau 79 : Distribution, par sexe, du nombre d'opérations de transfert instantané de fonds de 2021 à 2024

Catégorie	Nombre d'opérations de transfert instantané de fonds								
	2021			2022			2024		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Western Union	89 808	83 397	173 205	61 285	47 376	108 661	143 076	36 088	179 164
Money gram	3 848	3 091	6 939	4 409	2 559	6 968	27 744	15 518	43 262
RIA	4 407	4 635	9 042	-	0	0	3 611	2 487	6 098
Rapid transfer	559	204	763	433	158	591	223	139	362
MEI							0	0	0
Small world							3	1	4
Rungika							0	0	0

Money trans							0	0	0
Dahabshiiil							0	0	0
Autres	49	68	117	49 069	48 888	97 957	1 906	810	2 716
Total	98 671	91 395	190 066	115 196	98 981	214 177	176 563	55 043	231 606

Tableau 80 : Distribution, par sexe, du montant des opérations de transfert instantané de fonds de 2020 à 2024

Catégorie	Montant des opérations de transfert instantané de fonds											
	2020			2021			2022			2024		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Western Union	19 749	9 581	29 330	32 486	30 899	63 385	33 766	25 138	58 904	116 943	33 924	150 867
Money gram	1 882	1 250	3 132	1 786	1 063	2 849	1 873	1 267	3 140	24 895	28 001	52 897
RIA	1 137	1 710	2 847	1 648	2 138	3 786	-	-	-	2 016	1 382	3 397
Rapid transfer	1 007	888	1 895	-	-	-	585	515	1 100	455	332	786
MEI										0	0	0
Small world										2	0	2
Rungika										0	0	0
Money trans										0	0	0
Dahabshiiil										0	0	0
Autres	33	55	88	1 949	1 043	2 992	-	-	-	209,768	61,261	271
Total	23 808	13 484	37 292	37 869	35 143	73 012	36 224	26 920	63 144	144 520	63 700	208 220

Tableau 81 : Distribution, par sexe et par âge, du nombre de clients, du nombre d'opérations et du montant (en MBIF) des opérations de transfert instantané de fonds, au 31 décembre 2024

Catégorie	Nombre de clients				Nombre d'opérations				Montant des transactions			
	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
	J	A	J	A	J	A	J	A	J	A	J	A
Western Union	11 053	123 624	16 705	13 345	14 219	128 857	19 371	16 717	17 403	99 540	22 745	11 178
Money gram	7 155	20 589	7 229	8 289	7 155	20 589	7 229	8 289	9 443	15 452	16 434	11 567
RIA	996	2 615	960	1 527	996	2 615	960	1 527	598	1 417	510	872
Rapid Transfer	28	45	11	33	94	129	51	88	199	256	121	210
MEI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Small world	1	2	0	1	1	2	0	1	0	2	0	0
Rungika	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Money trans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dahabshiiil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	347	124	118	97	991	915	418	392	121	89	20	41
Total	19 580	146 999	25 023	23 292	23 456	153 107	28 029	27 014	27 764	116 756	39 831	23 869

Tableau 82 : Répartition du nombre de clients de transfert instantané de fonds par province au 31/10/2024

Province	2024										
	Western Union	Money gram	RIA	Rapid transfer	MEI	Small world	Rungika	Money trans	Dahabshii I	Autres	Total
Bujumbura	135 806	40 729	5 658	117	0	4	0	0	0	503	182 817
Burunga	8 566	767	108	0	0	0	0	0	0	0	9 441

Butanyerera	5 792	725	66	0	0	0	0	0	0	0	6 583
Buhumuza	9 685	503	142	0	0	0	0	0	0	0	10 330
Gitega	4 878	538	124	0	0	0	0	0	0	686	6 226
Total	164 727	43 262	6 098	117	0	4	0	0	0	686	214 894

Tableau 83 : Répartition du nombre d'opérations de transfert instantané de fonds par province au 31/12/2024

Province	2024										Total
	Western Union	Money gram	RIA	Rapid transfer	MEI	Small world	Rungika	Money trans	Dahabshii I	Autres	
BUJUMBURA	147 645	40 729	5 658	362	0	4	0	0	0	503	194 901
BURUNGA	8 566	767	108	0	0	0	0	0	0	0	9 441
BUTANYERER A	6 427	725	66	0	0	0	0	0	0	0	7 218
BUHUMUZA	10 453	503	142	0	0	0	0	0	0	0	11 098
GITEGA	6 073	538	124	0	0	0	0	0	0	2 213	8 948
Total	179 164	43 262	6 098	362	0	4	0	0	0	2 716	231 606

Tableau 84 : Répartition du montant des opérations de transfert instantané de fonds par province, au 31/10/2024

Province	2024										Total
	Western Union	Money gram	RIA	Rapid transfer	MEI	Small world	Rungika	Money trans	Dahabshiil	Autres	

BUJUMBURA	145 648	52 068	3 239	786	0	2	0	0	0	46	201 789
BURUNGA	1 862	645	28	0	0	0	0	0	0	0	2 536
BUTANYERERA	1 481	-93	23	0	0	0	0	0	0	0	1 410
BUHUMUZA	1 192	255	61	0	0	0	0	0	0	0	1 508
GITEGA	684	22	46	0	0	0	0	0	0	226	978
Total	150 867	52 897	3 397	786	0	2	0	0	0	271	208 220

Tableau 85 : Evolution du nombre de clients, du nombre d'opérations et du montant des opérations des transactions électroniques de 2020 à 2024

Catégorie	Nombre de clients				Nombre d'opérations				Montant des opérations en MBIF			
	2020	2021	2022	2024	2020	2021	2022	2024	2020	2021	2022	2024
Ecocash	2 205 330	1 678 777	1 990 774	175 640	26 901 900	27 876 538	29 245 201	1 347 068	463 854	711 743	822 728	78 090
Smart Pesa	2 331	-	-	-	19 731	-	-	-	1 641	-	-	-
Lumicash	2 798 107	3 008 908	3 561 261	1 045 184	80 076 220	109 779 076	161 359 510	860 560	1 600 724	2 419 897	822 398	194 011
Mcash	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B-WEB	2 286	2 005	2 005	-	6 801	6 801	6 801	-	9 338	2 922	2 922	-
B-phone	-	-	-	24 495	-	-	-	-	-	-	-	-
Visa toucan	179	179	179	240	674	674	674	1 631	2 216	2 216	2 216	575
Internet banking	11 069	1 129	8 044	29 405	11 154	2 367	9 045	22 779	2 912	31 389	13 975	205 639
Express account	1 561	1 589	1 589	-	6 120	4 463	4 463	-	198	206	210	-
RIB	-	14 588	14588	-	-	14 588	14588	-	-	2 134	3 159	-
Mobile App	-	91 857	268171	5 764	-	17 860	268171	-	-	18 186	14 188	54 504
Pesa flash	113 337	140 992	29 485	36 775	469 475	477 814	237 336	510 881	45 326	44 172	47 296	65 050

Catégorie	Nombre de clients				Nombre d'opérations				Montant des opérations en MBIF			
	2020	2021	2022	2024	2020	2021	2022	2024	2020	2021	2022	2024
Autres	99 579	2 355	44 470	340 096	84 567	53 929	111 421	1 651 549	31 673	112 157	138 887	782 276
Total	5 233 779	4 942 379	5 920 566	1 657 599	107 576 642	138 234 110	191 257 210	4 394 468	2 157 882	3 345 022	1 867 979	1 380 145

Tableau 86 : Distribution, par sexe, de l'effectif des clients ayant effectué des transactions électroniques de 2020 à 2024

Catégorie	Nombre de clients							
	2020		2021		2022		2024	
	H	F	H	F	H	F	H	F
Ecocash	1 852 638	352 692	1 349 326	329 451	1 432 624	558 150	109 364	66 276
Smart Pesa	1 961	370	-	-	-	-	-	-
Lumicash	1 952 654	845 453	2 024 975	983 933	2 365 126	1 196 135	579 385	465 799
Mcash	-	-	-	-	-	-	-	-
B-WEB	1 473	813	1 143	862	1 143	862	-	-
B-phone	-	-	1 172	690	-	-	15 486	9 009
Visa toucan	123	56	97	82	97	82	175	65
Internet banking	5 643	5 426	830	299	6 625	1 419	20 990	8 415
Express account	1 147	414	1 168	421	-	-	-	-
RIB	-	-	8 475	6 113	-	-	-	-

Mobile App	-	-	67 475	24 382	167901	100 270	4 701	1 063
Pesa flash	57 583	55 794	73 204	67 788	15 559	13 926	18 126	18 649
Autres	67 548	25 162	363	130	14 752	8 593	216 871	123 225
Total	3 940 770	1 286 180	3 528 228	1 414 151	4 003 827	1 879 437	965 098	692 501

Tableau 87 : Distribution, par sexe, du nombre de transactions électroniques de 2021 à 2024

Catégorie	Nombre de transactions					
	2021		2022		2024	
	H	F	H	F	H	F
Ecocash	23 641 769	4 234 769	19 867 504	9 377 697	940 027	407 041
Smart pesa	-	-	-	-	-	-
Lumicash	79 066 055	30 713 021	116 512 637	44 846 873	281 175	1 006 805
Mcash	-	-	-	-	-	-
B-WEB	3 945	2 856	3 945	2 856	-	-
B-phone	19 349	9 530	-	-	-	-
Visa toucan	357	317	367	328	1 122	509
Internet banking	1 297	1 070	6 625	1 419	17 054	6 211
Express account	2 372	2 091	-	-	-	-
RIB	8 475	6 113	-	-	-	-

Mobile App	9 490	8 370	167 901	100 270	27 525	6051
Pesa flash	255 256	222 558	138 818	98 518	299 814	292 177
Autres	15 415	9 635	58 016	32 280	216 871	123 225
Total	103 023 780	35 210 330	136 755 813	54 460 241	1 783 588	1 842 019

Tableau 88 : Distribution par sexe du montant de transactions électroniques en MBIF de 2021 à 2024

Catégorie	Montant des transactions					
	2021		2022		2024	
					H	F
Ecocash	596 219	115 524	574 061	248 667	55 918	22 172
Smart pesa	-	-	-	-	-	-
Lumicash	1 738 988	680 909	574 061	248 337	142 239	51 772
Mcash	-	-	-	-	-	-
B-WEB	1 782	1 140	1 782	1 140	-	-
B-phone	1 992	980	-	-	-	-
Visa toucan	1 152	1 064	1 152	1 064	509	66
Internet banking	19 285	12 104	11 232	2 743	92 071	113 568
Express account	109	97	-	-	-	-
RIB	1 239	894	-	-	-	-

Mobile App	9 665	8 522	8780	5408	48 821	5 684
Pesa flash	26 105	18 067	31 498	15 797	35 648	29 402
Autres	75 239	33 946	184 956	83 793	522 297	259 979
Total	2 471 775	873 247	1 387 522	606 949	897 502	482 642

Tableau 89 : Distribution, par sexe et par âge, du nombre de transactions électroniques au 31 octobre 2024

Nombre de transactions électroniques						
Catégorie	Hommes			Femmes		
	Jeune	Adulte	Total	Jeune	Adulte	Total
Ecocash	315 556	624 471	940 027	1 564 498	2 504 525	2 504 525
Lumicash	330 869	134 930	465 799	600 729	1 066 528	1 066 528
Mobile App	6 325	21 200	27 525	48 725	76 250	76 250
Visa toucan	85	1 037	1 122	2 159	3 281	3 281
Internet banking	2 523	14 531	17 054	31 585	48 639	48 639
Pesa flash	141 790	158 024	299 814	457 838	757 652	757 652
Autres	820 237	793 308	1 613 545	2 406 853	4 020 398	4 020 398
Total	1 617 385	1 747 501	3 364 886	5 112 387	8 477 273	8 477 273

Tableau 90: Distribution, par sexe et par âge, du nombre de client ayant effectué les transactions électroniques, au 31 octobre 2024

Catégorie	Nombre de transactions électroniques					
	Hommes			Femmes		
	Jeune	Adulte	Total	Jeune	Adulte	Total
Ecocash	34 400,00	74 964,00	109 364,00	24 331,00	41 945,00	66 276,00
Lumicash	23 056,00	26 613,00	49 669,00	17 340,00	17 917,00	35 257,00
B-Phone	2 706,00	12 780,00	15 486,00	1 351,00	7 658,00	9 009,00
Mobile App	1 045,00	3 656,00	4 701,00	477,00	586,00	1 063,00
Visa toucan	10,00	165,00	175,00	10,00	55,00	65,00
Internet banking	5 197,00	15 793,00	20 990,00	3 696,00	4 719,00	8 415,00
Pesa flash	9 041,00	9 085,00	18 126,00	9 281,00	9 368,00	18 649,00
Autres	123 605,00	93 266,00	216 871,00	73 732,00	49 493,00	123 225,00
Total	199 060,00	236 322,00	435 382,00	130 218,00	131 741,00	261 959,00

Tableau 91 : Distribution, par sexe et par âge, du montant (en MBIF) des transactions électroniques, au 31 octobre 20204

Catégorie	Montant (en MBIF) des transactions électroniques					
	Hommes			Femmes		
	Jeune	Adulte	Total	Jeune	Adulte	Total
Ecocash	16 745,27	39 172,50	55 917,77	9 066,17	13 105,76	22 171,94
Lumicash	67 091,98	75 146,62	142 238,60	27 017,82	24 754,43	51 772,25
Mobile App	7 270,99	41 549,72	48 820,71	1 502,95	4 180,73	5 683,68
Visa toucan	29,15	480,10	509,25	1,14	64,77	65,91
Internet banking	20 129,16	71 941,76	92 070,92	45 101,15	68 467,32	113 568,47
Pesa flash	17 354,89	18 293,07	35 647,96	15 483,05	13 918,49	29 401,55
Autres	131 622,33	390 674,65	20 886	68 250,35	191 728,25	9 857

Total	260 243,77	637 258,43	375 205,21	166 422,64	316 219,75	222663,79
--------------	-----------------------	-------------------	-------------------	-------------------	-------------------	------------------

Tableau 92: Répartition du nombre de clients pour les transactions électroniques par province au 31/10/2024

Province	Ecocash	visa toucam	Lumicash	B phone	Mobile app	Internet banking	Express account	Pesa flash	Autres	Total
Bujumbura	124 514,00	237,00	48 754,00	17 919,00	4 331,00	26 128,00	0	12 976,00	153 119,00	387 978,00
Burunga	17 246,00	0,00	4 673,00	1 896,00	383,00	506,00	0	5 493,00	49 312,00	79 509,00
Butanyerer a	10 290,00	0,00	19 013,00	2 725,00	394,00	539,00	0	5 637,00	48 706,00	87 304,00
Buhumuza	9 890,00	0,00	3 446,00	358,00	195,00	91,00	0	6 050,00	26 940,00	46 970,00
Gitega	13 700,00	3,00	9 040,00	1 597,00	461,00	2 141,00	0	6 619,00	62 019,00	95 580,00
Total	175 640,00	240,00	84 926,00	24 495,00	5 764,00	29 405,00	0	36 775,00	340 096,00	697 341,00

Tableau 93 : Répartition du nombre de transactions électroniques par province au 31/10/2024

Province	Ecocash	visa toucam	Lumicash	B- web	Mobile app	Internet banking	Express account	Pesa flash	Autres	Total
Bujumbura	1 068 129,00	1 631,00	595 498,00	0	29 927,00	19 141,00	0	418 524,00	1 487 951,00	2 132 850,00
Burunga	132 336,00	0,00	62 865,00	0	731,00	341,00	0	64 686,00	245 427,00	260 959,00
Butanyerer a	39 097,00	0,00	93 032,00	0	1 204,00	613,00	0	42 016,00	248 054,00	175 962,00
Buhumuza	15 703,00	0,00	47 488,00	0	653,00	98,00	0	25 732,00	72 285,00	89 674,00
Gitega	91 803,00	0,00	61 677,00	0	1 061,00	3 072,00	0	41 033,00	345 730,00	198 646,00
Total	1 347 068,00	1 631,00	860 560,00	0	33 576,00	23 265,00	0	591 991,00	2 399 447,00	2 858 091,00

Tableau 94: Répartition du montant des transactions électroniques par province en MBIF au 31/10/2024

Province	Ecocash	visa toucam	Lumicash	B-web	Mobile app	Internet banking	Express account	Pesa flash	Autres	Total
Bujumbura	46 983,90	575,16	129 094,81	0	24 608,47	199 242,33	0	40 468,29	664 804,10	440 972,97
Burunga	5 850,63	0,00	10 375,51	0	4 430,39	2 117,71	0	10 045,62	38 133,27	32 819,86
Butanyerera	14 633,03	0,00	29 389,95	0	938,20	1 700,95	0	5 379,18	20 062,08	52 041,32
Buhumuza	1 981,03	0,00	15 558,29	0	14 714,15	82,90	0	3 580,07	5 364,65	35 916,44
Gitega	8 641,11	0,00	9 592,28	0	9 813,19	249,55	0	5 576,34	53 911,49	33 872,47
Total	78 089,71	575,16	194 010,85	0	5 450,44	20 563,94	0	65 049,51	782 275,59	363 739,60

Tableau 95: Répartition du nombre de clients, du nombre et du montant des opérations des transferts transfrontaliers, par sexe et par âge, au 31 octobre 2024

Catégorie		Entrées			Sorties		
Sexe	Age	Nombre de clients	Nombre d'opérations	Montant des opérations en MBIF	Nombre de clients	Nombre d'opérations	Montant des opérations en MBIF
Hommes	Jeunes	1 052	6 515,4	55 171,778	215	1 966,4	230 566,73
	Adultes	2 551	14 441	117 850	671	4 003	124 142
Sous-total hommes		3 603,00	20 956	173 021,38	886,00	5 969,50	354 708,97
Femmes	Jeunes	775	5 837,2	38 748,5	60	1 279	29 710,777
	Adultes	1 287	8 500,7	70 936	245	2 964	62 656

Sous-total femmes	2 062,00	14 337,9	109 684,24	305,00	4 242,50	92 366,535
Total général	5 665	35 294	282 706	1 191	10 212	447 076

Tableau 96: Répartition des transferts transfrontaliers entrants par province, au 31 décembre 2020

Province	Nombre de clients	Nombre d'opérations	Montant des opérations
Bujumbura	888,00	6 490,93	353 999 800 241,00
Burunga	99,00	197,00	7 151 701 995,00
Butanyerera	53,00	1 170,00	28 136 774 446,00
Buhumuza	34,00	800,67	19 447 829 255,00
Gitega	117,00	1 553,40	38 339 396 202,00
Total	1 191,00	10 212,00	447 075 502 139,00

Tableau 97: Répartition des transferts transfrontaliers sortants par province, au 31 octobre 2024

Province	Nombre de clients	Nombre d'opérations	Montant des opérations
Bujumbura	4 254,00	23 599,11	174 021 115 689,00
Burunga	678,00	1 705,00	7 813 095 558,00
Butanyerera	184,00	2 817,38	28 595 742 240,00
Buhumuza	112,00	2 369,11	25 050 232 970,00
Gitega	437,00	4 803,40	47 225 434 585,00
Total	5 665,00	35 294,00	282 705 621 042,00

Tableau 98 : Répartition, par catégorie de clients, des plaintes reçues, des plaintes résolues et celles en cours ainsi que les montants sujets de régularisation au 31 décembre 2020

Catégorie de clients	Plaintes reçues		Plaintes résolues		Plaintes en cours	
	Nombres de plaintes	Montant sujet de régularisation en MBIF	Nombres de plaintes	Montant sujet de régularisation en MBIF	Nombres de plaintes	Montant sujet de régularisation en MBIF
Clients individuels	51 444	567	48 712	480	68	23,63
Clients membres d'associations	118	54,9	18	20,8	0	0
Clients ménages	3	0,93	3	0	0	0
Entreprises	70	113	68	113	0	0
Total	51 635	734,9	48 801	593	68	5

Tableau 99 : Répartition par sexe et par âge des plaintes des consommateurs reçues, au 31 décembre 2020

Catégorie de clients	Effectif de plaintes reçues						Total général
	Hommes			Femmes			
	Jeunes	Adultes	Sous-total	Jeunes	Adultes	Sous-total	
Clients individuels	274	50 766	51 040	127	277	404	51 444
Clients membres d'associations	10	65	75	6	37	43	118
Clients ménages	0	2	2	0	0	1	3
Clients Entreprises	10	28	38	4	11	15	53
Total	294	50 861	51 155	137	325	463	51 618

VOLET MENAGES

Tableau 1 : Repartition des personnes interviewées par sexe et par Provinces

	Homme		Femme	
	Effectif	%	Effectif	%
BUHUMUZA	979	43,8%	1 258	56,2%
BUJUMBURA	1 953	45,6%	2 332	54,4%
BURUNGA	1 548	44,7%	1 912	55,3%
BUTANYERERA	1 028	43,3%	1 346	56,7%
GITEGA	1 192	40,2%	1 775	59,8%
Total	6 700	43,7%	8 623	56,3%

Tableau 2. Répartition de la population de 18 ans et plus par âge

	Entre 18 et 29 ans		Entre 30 et 39 ans		Entre 40 et 49 ans		Entre 50 et 59 ans		60 ans et plus	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
BUHUMUZA	743	33,2%	557	24,9%	364	16,3%	274	12,2%	299	13,4%
BUJUMBURA	1 540	35,9%	1 151	26,9%	681	15,9%	424	9,9%	489	11,4%
BURUNGA	1 093	31,6%	821	23,7%	603	17,4%	428	12,4%	515	14,9%
BUTANYERERA	769	32,4%	600	25,3%	403	17,0%	287	12,1%	315	13,3%
GITEGA	774	26,1%	742	25,0%	532	17,9%	396	13,3%	523	17,6%
Total	4 919	32,1%	3 871	25,3%	2 583	16,9%	1 809	11,8%	2 141	14,0%

Tableau 3. Répartition de la population de 18 ans et plus par état matrimonial

	Célibataire		Veuf/ve		Conjoint(e) de fait		Marié(e)		Divorcé(e)/Séparé(e)	
BUHUMUZA	265	11,8%	174	7,8%	188	8,4%	1 552	69,4%	58	2,6%
BUJUMBURA	1 040	24,3%	286	6,7%	307	7,2%	2 522	58,9%	130	3,0%
BURUNGA	660	19,1%	183	5,3%	228	6,6%	2 323	67,1%	66	1,9%
BUTANYERERA	316	13,3%	190	8,0%	126	5,3%	1 666	70,2%	76	3,2%
GITEGA	387	13,0%	242	8,2%	118	4,0%	2 164	72,9%	56	1,9%
Total	2 668	17,4%	1 075	7,0%	967	6,3%	10 227	66,7%	386	2,5%

Tableau 4. Répartition de la population de 18 ans et plus par niveau d'études

	Jamais fréquenté l'école		A fréquenté l'école primaire (1re - 3e)		A complété le niveau primaire (4e - 6e)		A fréquenté le collège		A fréquenté le lycée		A fréquenté l'université ou plus		NSP/RDR		Maternelle	
BUHUMUZA	717	32,1%	265	11,8%	843	37,7%	238	10,6%	163	7,3%	11	,5%	0	0,0%	0	0,0%
BUJUMBURA	901	21,0%	299	7,0%	1 145	26,7%	625	14,6%	881	20,6%	428	10,0%	5	,1%	1	,0%
BURUNGA	1 068	30,9%	323	9,3%	925	26,7%	535	15,5%	533	15,4%	73	2,1%	2	,1%	1	,0%
BUTANYERERA	912	38,4%	235	9,9%	805	33,9%	281	11,8%	132	5,6%	7	,3%	0	0,0%	2	,1%
GITEGA	982	33,1%	268	9,0%	1 063	35,8%	329	11,1%	279	9,4%	43	1,4%	3	,1%	0	0,0%
Total	4 580	29,9%	1 390	9,1%	4 781	31,2%	2 008	13,1%	1 988	13,0%	562	3,7%	10	,1%	4	,0%

Tableau 5. Répartition de la population de 18 ans et plus selon le nombre de Banques Connues

	Effectif	%
Connaissance d'une Banque	1 930	12,60%
Connaissance de deux Banques	1 840	12,00%
Connaissance de Trois Banques	1 612	10,50%
Connaissance de quatres Banques	1 024	6,70%
Connaissance de Cinq Banques	623	4,10%
Connaissance de plus Cinq Banques	2 230	14,60%
Total de ceux qui connaissent au moins une banque	9 259	60,40%
Ne connaissent pas de banques	5 654	36,90%
N'ont pas fourni d'informations sur la question	410	2,70%
Total Général	15 323	100,00 %

Tableau 6. Répartition des Banques selon qu'elles sont connues par la population de 18 ans et plus

Cognisance des Banques	Effectif	N % colonne
BANCOBU	8 327	54,3%
BCB	6 451	42,1%
IBB	4 624	30,2%
ECOBANK	3 405	22,2%
BGF	3 098	20,2%
BBCI	2 260	14,7%
FINBANK	1 701	11,1%
BHB	1 583	10,3%
KCB	1 560	10,2%

BCAB	1 410	9,2%
CRDB	1 302	8,5%
BNDE	1 210	7,9%
BIJE	1 148	7,5%
BIDF	635	4,1%
DTB	340	2,2%
Population sans connaissance sur les Banques	5 654	36,9%

Tableau 7. Répartition des Banques, par région, selon qu'elles sont connues par la population de 18 ans et plus

	BUHUMUZA	BUJUMBURA	BURUNGA	BUTANYERERA	GITEGA	TOTAL
BANCOBU	43,1%	77,5%	47,6%	43,0%	46,6%	54,4%
IBB	25,6%	54,4%	21,5%	21,0%	16,4%	30,2%
ECOBANK	11,0%	41,9%	15,5%	18,8%	13,0%	22,3%
BCB	27,7%	65,4%	36,6%	40,0%	27,6%	42,2%
BBCI	3,7%	30,8%	13,1%	8,8%	6,7%	14,8%
BGF	5,4%	36,9%	13,6%	15,1%	19,1%	20,3%
FINBANK	2,9%	26,6%	4,9%	6,8%	5,7%	11,1%
DTB	0,4%	6,2%	0,8%	0,7%	0,7%	2,2%
BHB	1,6%	25,1%	3,6%	3,0%	9,3%	10,3%
BNDE	1,6%	20,3%	3,4%	2,3%	4,6%	7,9%

BIDF	2,0%	9,6%	0,9%	2,8%	2,8%	4,2%
KCB	2,3%	28,5%	2,9%	2,7%	4,0%	10,2%
CRDB	1,3%	25,9%	1,1%	1,2%	3,3%	8,5%
BCAB	2,4%	22,8%	3,2%	2,9%	6,7%	9,2%
BIJE	3,3%	16,4%	2,0%	6,3%	5,3%	7,5%
Population sans connaissance sur les Banques	46,8%	16,9%	42,8%	45,8%	44,6%	37,0%

Tableau 8. Répartition de la population de 18 ans et plus selon le nombre de Microfinances Connues

	Effectif	N % colonne
Connaissance d'une Microfinance	4 498	29,40%
Connaissance de deux Microfinances	3 659	23,90%
Connaissance de trois Microfinances	1 487	9,70%
Connaissance de quatre Microfinances	920	6,00%
Connaissance de cinq Microfinances	602	3,90%
Connaissance de plus de cinq Microfinances	1 562	10,20%
Total de ceux qui connaissent au moins une Microfinance	12 728	83,10%

Ne connaissent pas de Microfinances	2 569	16,80%
N'ont pas fourni d'informtions sur la question	26	,20%
Total Général	15 323	100,00%

Tableau 7. Répartition des Microfinances, selon qu'elles sont connues par la population de 18 ans et plus

	Effectif	%
COOPEC "	11 451	74,7%
Poste	5 625	36,7%
MUTEC S.A	2 979	19,4%
TURAME COMMUNITY FINANCE S.A	2 158	14,1%
"CECM"	1 771	11,6%
TWITEZIMBERE S.A	1 576	10,3%
"UCODE"	1 553	10,1%
KAZOZA FINANCE S.A	1 517	9,9%
DUKUZE microfinance S.A.	810	5,3%
ISHAKA-Microfinance S.A	758	4,9%
"CECADM"	755	4,9%
EDEN Microfinance S.A	457	3,0%
TUJANE Microfinance S.A	399	2,6%
"COSPEC"	387	2,5%
iHelá Credit Union S.A	378	2,5%
"FSTE"	377	2,5%
KAZE MICROFINANCE s.a	371	2,4%
TWIKANGURE MICROFINANCE S.A	312	2,0%
CORILAC Microfinance S.A	294	1,9%
"RECECA-INKINGI" S.A	287	1,9%
Hope Fund Burundi "HFB" S.A	286	1,9%

	Effectif	%
Women's Initiative for Self-Empowerment "WISE" S.A	285	1,9%
Development Interpeople Finance Operations "DIFO" S.A	285	1,9%
INYISHU MICROFINANCE S.A.	255	1,7%
UMUCO Microfinance S.A	246	1,6%
SOPEC Microfinance s.a	240	1,6%
UMUBANO Microfinance S.A	218	1,4%
Coopérative d'Épargne et de Crédit des Caféiculteurs du Burundi "CECABU MICROFINANCE URUNANI	202	1,3%
CODEM FINANCE S.A	192	1,3%
INEZA IWACU Microfinance s.a	189	1,2%
Solidarité Citoyenne pour l'Auto Développement " SOCADE"	185	1,2%
Hauge Family Microfinance, UMURYANGO S.A	181	1,2%
ISOKO Microfinance s.a	148	1,0%
INYENYERI Microfinance s.a	132	0,9%
Autre	126	0,8%
Fonds d'Appui au Développement Communautaire, "FADECO" S.A.	117	0,8%
UMUREZI Microfinance s.a	113	0,7%
Synergie d'Épargne et de Crédit « SEPACMicrofinance »	92	0,6%
Solidarité Féminine d'Épargne et de Crédit "SOFEPAC" S.A	81	0,5%
SUMACO	79	0,5%
MICROFINANCE BUMBATIRANE "MICROBU" S.A.	67	0,4%
	65	0,4%

	Effectif	%
Fonds de Solidarité des Travailleurs de la Santé "FSTS"	64	0,4%
Mutualité des Professionnels Adventistes pour le Développement & & & "MUPAD"	64	0,4%
Microfinance de la Police Nationale du Burundi "MICROPOL"	64	0,4%
Mutualité d'Épargne et de Crédit Itongo "MECI"	63	0,4%
Coopérative d'Épargne et de Crédit Communautaire "CECCO-MICROFINANCE"	52	0,3%
Isokory'Iterambererya Commune Giheta «& & ISIGIMICROFINANCE& & »	48	0,3%
Réseau Communautaire d'Épargne et de Crédit pour l'Auto	47	0,3%
Collectif d'Épargne et de Crédit des Fonctionnaires «& & CECF& & »	46	0,3%
MEC-ALPHA	42	0,3%
Elite Microfinance S.A	41	0,3%
Coopérative pour le Développement Economique Communautaire "CDEC-Microfinance"	35	0,2%
Fonds de Solidarité des Cadres Judiciaires "FSCJ"	29	0,2%
CAFO UMWIZERO Microfinance	27	0,2%
Burundi Lend and Lease S.A	25	0,2%
Coopérative d'Épargne et de Crédit pour le Développement des Artisans et Artistes du Burundi " CECD-Art"& &	25	0,2%
Le Pivot Microfinance	25	0,2%
BAOBAB Microfinance "BAOMI"	23	0,2%
LES CHAMPIONS Microfinance s.a	22	0,1%

	Effectif	%
GUILGAL-REHOBOTH BURUNDI s.a	18	0,1%
ACCESS FINANCE GROUP	16	0,1%
Aucune Connaissance	2 569	16,8%

Tableau 8. Répartition de la population de 18 ans et plus selon le nombre de Microfinances Connues

	Effectif	N % colonne
Connaissance d'une Microfinance	4 498	29,4%
Connaissance de deux Microfinances	3 659	23,9%
Connaissance de trois Microfinances	1 487	9,7%
Connaissance de quatre Microfinances	920	6,0%
Connaissance de cinq Microfinances	602	3,9%
Connaissance de plus de cinq Microfinances	1 562	10,2%
Total de ceux qui connaissent au moins une Microfinance	12 728	83,1%
Ne connaissent pas de Microfinances	2 569	16,8%
N'ont pas fourni d'informtions sur la question	26	,2%
Total Général	15 323	100,00%

Tableau 8 a . Répartition de la population de 18 ans et plus selon la possession d'un compte par âge

Groupe d'âge de la personne	Possède au moins un compte dans une Ifs		Ne Possède aucun compte dans une Ifs		% de possession de compte
1,00 18-29 ans	619	4 300	12,6%		
2,00 30-39 ans	962	2 909	24,9%		
3,00 40-49 ans	727	1 856	28,1%		
4,00 50-59 ans	377	1 432	20,8%		
5,00 60 et plus	329	1 812	15,4%		

Total	3 014	12 309	19,7%
-------	-------	--------	-------

Tableau 8 b . Répartition de la population de 18 ans et plus selon la possession d'un compte par niveau de revenu

Niveau de Revenu	Possède au moins un compte dans une Ifs	Ne Possède aucun compte dans une Ifs	% de possession de compte
1,000 Aucun revenu	181	3 568	4,8%
2,000 Moins de 25 000 FBU	268	3 443	7,2%
3,000 Entre 25 000 et 49 999 FBU	332	2 273	12,7%
4,000 Entre 50 000 et 99 000 FBU	350	1 669	17,3%
5,000 Entre 100 000 et 199 000 FBU	402	1 055	27,6%
6,000 Entre 200000 et 499 000 FBU	1 125	43	96,3%
7,000 Entre 500 000 et 1 million FBU	255	10	96,2%
8,000 Plus de 1 million FBU	53	2	96,4%
Total	3 014	12 309	19,7%

Tableau 8 c . Répartition de la population de 18 ans et plus selon la possession d'un compte par niveau d'éducation

Niveau d education	Possède au moins un compte dans une Ifs	Ne Possède aucun compte dans une Ifs	% de possession de compte
1,000 Jamais fréquenté l'école	447	4 133	9,8%
2,000 A fréquenté l'école primaire (1re - 3e)	169	1 221	12,2%
3,000 A complété le niveau primaire (4e - 6e)	917	3 864	19,2%
4,000 A fréquenté le collège	409	1 599	20,4%
5,000 A fréquenté le lycée	735	1 253	37,0%

6,000 A fréquenté l'université ou plus	331	231	58,9%
Total	3 014	12 309	19,7%

Tableau 8 d . Répartition de la population de 18 ans et plus selon la possession d'un compte par niveau d'éducation

Milieu de Vie	Possède au moins un compte dans une Ifs	Ne Possède aucun compte dans une Ifs	% de possession de compte
Urbain	952	1 481	39%
Rural	2 062	10 828	16%
Total	3 014	12 309	19,7%

Tableau 8 e .Répartition de la population de 18 ans et plus selon la possession d'un compte par Etat Matrimonial

Etat Matrimonial	Possède au moins un compte dans une Ifs	Ne Possède aucun compte dans une Ifs	% de possession de compte
1,000 Célibataire	356	2 312	13,3%
2,000 Veuf/ve	138	937	12,8%
3,000 Conjoint(e) de fait	217	750	22,4%
4,000 Marié(e)	2 227	8 000	21,8%
5,000 Divorcé(e)/Séparé(e)	76	310	19,7%
Total	3 014	12 309	19,7%

Tableau 8 f . Répartition de la population de 18 ans et plus selon la possession d'un compte par confession religieuse

Confession Religieuse	Possède au moins un compte dans une Ifs	Ne Possède aucun compte dans une Ifs	% de possession de compte
1,000 Catholique	1 605	7 353	17,9%
2,000 Protestante	972	3 577	21,4%
3,000 Musulmane	241	458	34,5%
4,000 Adventiste	84	403	17,2%
5,000 Aucune	35	210	14,3%
6,000 Autre	73	287	20,3%
7,000 NSP/RDR	4	21	16,0%
Total	3 014	12 309	19,7%

Tableau 8 g. Répartition de la population de 18 ans et plus selon la possession d'un compte par province

Province	Possède au moins un compte dans une Ifs	Ne Possède aucun compte dans une Ifs	% de possession de compte
1,000 BUHUMUZA	364	1 873	16%
2,000 BUJUMBURA	1 303	2 982	30%
3,000 BURUNGA	656	2 804	19%
4,000 BUTANYERERA	298	2 076	13%
5,000 GITEGA	393	2 574	13%
Total	3 014	12 309	19,7%

VOLET ENTREPRISE ENIF 2024

Province	A quelle distance en Km se trouve l'institution Financière le plus proche									
	Moins de 1km		Entre 1 et 2 Km		Entre 2 et 3km		Entre 4 et 5 Km		Entre 5 et 10km	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
BUHUMUZA	122	72,9	5	3,2	10	6,0	10	6,0	20	11,9
BUJUMBURA	1 201	71,4	324	19,3	57	3,4	70	4,2	30	1,8
BURUNGA	158	96,7	5	3,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0
BUTANYERERA	82	58,8	48	34,1	10	7,1	0	0,0	0	0,0
GITEGA	184	61,9	82	27,5	11	3,6	15	5,2	5	1,8
Total	1 748	71,3	465	19,0	88	3,6	95	3,9	55	2,3

Province	A votre connaissance, y a-t-il une institution Financière dans votre commune					
	Oui		Non		NSP	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
BUHUMUZA	168	100,0	0	0,0	0	0,0
BUJUMBURA	1 682	99,1	5	0,3	10	0,6
BURUNGA	163	100,0	0	0,0	0	0,0
BUTANYERERA	140	100,0	0	0,0	0	0,0
GITEGA	297	100,0	0	0,0	0	0,0
Total	2 451	99,4	5	0,2	10	0,4

Province	Avez-vous déjà demandé un service auprès institution Financière ?			
	Oui		Non	
	Effectifs	%	Effectifs	%
BUHUMUZA	168	100,0	0	0,0
BUJUMBURA	1 411	83,1	287	16,9
BURUNGA	153	93,9	10	6,1
BUTANYERERA	140	100,0	0	0,0
GITEGA	292	98,2	5	1,8
Total	2 165	87,8	302	12,2

Province	Quel service avez-vous demandé?											
	Dépôt		Retrait		Envoyé		Recevoir		Paiement		Autre	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
BUHUMUZA	147	87,6	168	100,0	0	0,0	5	3,2	72	42,7	0	0,0
BUJUMBURA	947	67,1	1349	95,6	570	40,4	539	38,2	741	52,5	42	2,9
BURUNGA	128	83,4	133	86,4	46	30,2	11	7,0	20	13,1	25	16,6
BUTANYERERA	42	29,7	124	88,5	98	69,8	25	18,1	62	44,5	5	3,8
GITEGA	282	96,6	292	100,0	98	33,5	158	54,1	163	55,9	15	5,3
Total	1 546	71,4	2 065	95,4	811	37,5	739	34,1	1 058	48,9	88	4,1

Taille de l'entreprise / Province	Comment avez-vous apprécié le service demandé?									
	Très bonne		Bonne		Indifférente		Mauvaise		Très mauvaise	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Moyenne entreprise	254	29,7	481	56,3	54	6,3	65	7,6	0	0,0
Petite entreprise	430	32,8	631	48,1	90	6,9	140	10,7	20	1,5
Total	684	31,6	1 111	51,3	144	6,7	205	9,5	20	0,9
BUHUMUZA	25	15,1	92	54,6	25	15,1	25	15,1	0	0,0
BUJUMBURA	321	22,7	834	59,1	113	8,0	123	8,7	20	1,4
BURUNGA	133	86,9	20	13,1	0	0,0	0	0,0	0	0,0
BUTANYERERA	11	7,7	89	63,2	5	3,8	35	25,3	0	0,0
GITEGA	194	66,5	77	26,4	0	0,0	21	7,1	0	0,0
Total	684	31,6	1 111	51,3	144	6,7	205	9,5	20	0,9

Taille de l'entreprise / Province	Connaissez vous des produits financiers ou des investissements spécifiques				ss4.8 Estimez-vous qu'il ya suffisamment d'incitations financières (exonération			
	Oui		Non		Oui		Non	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Moyenne entreprise	38	4,0	907	96,0	22	57,1	16	42,9
Petite entreprise	100	6,6	1 421	93,4	50	50,0	50	50,0
Total	138	5,6	2 329	94,4	72	52,0	66	48,0
BUHUMUZA	0	0,0	168	100,0	0	0,0	0	0,0
BUJUMBURA	67	3,9	1 631	96,1	26	39,1	41	60,9
BURUNGA	0	0,0	163	100,0	0	0,0	0	0,0

BUTANYERERA	0	0,0	140	100,0	0	0,0	0	0,0
GITEGA	71	23,8	227	76,2	45	64,1	25	35,9
Total	138	5,6	2 329	94,4	72	52,0	66	48,0

Répartition des entreprises par province selon la possession des terminaux de paiement électronique

Province	Disposez-vous de terminaux de paiement électronique?				Recevez-vous électroniquement les paiements numériques à travers votre compte				Envoyez-vous électroniquement des paiements numériques à travers votre compte			
	Oui		Non		Oui		Non		Oui		Non	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
BUHUMUZA	26	15,6	142	84,4	5	20,6	21	79,4	0	0,0	26	100,0
BUJUMBURA	172	10,1	1526	89,9	151	87,9	21	12,1	114	66,4	58	33,6
BURUNGA	15	9,4	148	90,6	0	0,0	15	100,0	15	100,0	0	0,0
BUTANYERERA	0	0,0	140	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
GITEGA	30	10,1	267	89,9	30	100,0	0	0,0	20	66,7	10	33,3
Total	244	9,9	2223	90,1	187	76,6	57	23,4	149	61,4	94	38,6

Répartition des entreprises par province selon les transferts recus d'argent

Province	Avez-vous reçu de l'argent d'une autre personne/entreprise au cours des 12 derniers				Combien avez-vous reçu la dernière fois ?		De quel pays provient cet argent la dernière fois ?					
	Oui		Non		Moyenne	Somme	Burundi		Pays de l'EAC		Autre pays	
	Effectifs	%	Effectifs	%			Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
BUHUMUZA	21	12,4%	147	87,6%	18 901 970	393 350 000	15	74,1%	0	0,0%	5	25,9%
BUJUMBURA	546	32,1%	1152	67,9%	24 890 458	13 581 976 460	442	80,9%	37	6,8%	67	12,3%

BURUNGA	52	31,6%	112	68,4%	7 161 030	369 724 000	52	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
BUTANYERERA	26	18,7%	114	81,3%	12 912 629	338 440 000	26	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
GITEGA	92	30,8%	206	69,2%	27 811 323	2 549 464 000	62	67,2%	0	0,0%	30	32,8%
Total	736	29,8%	1731	70,2%	23 414 658	1 723 295 4460	597	81,0%	37	5,0%	102	13,9%

Répartition des entreprises par province selon les transferts versés d'argent

Province	Avez-vous envoyé de l'argent quelque part au Burundi ou en dehors du pays au cou				Combien avez-vous envoyé la dernière fois		Vers quel pays avez-vous envoyé l'argent la dernière fois ?					
	Oui		Non		Moyenne	Somme	Burundi		Pays de l'EAC		Autre pays	
	Effectifs	%	Effectifs	%			Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
BUHUMUZA	30	17,9	138	82,1	130 000	3 903 900	30	100,0	0	0,0	0	0,0
BUJUMBURA	495	29,1	1 203	70,9	16 743 798	8 104 500 442	240	48,4	109	22,1	146	29,4
BURUNGA	72	43,9	92	56,1	76 669 735	5 493 386 500	56	78,5	0	0,0	15	21,5
BUTANYERERA	26	18,7	114	81,3	14216314	372 609 600	21	79,4	5	20,6	0	0,0

GITEGA	109	36,5	189	63,5	14119618	153 4237 718	78	71,6	15	14,2	15	14,2
Total	731	29,7	1 735	70,3	21 522	15 508 638	425	58,1	130	17,8	176	24,1
					438	160						

Province	Possédez un compte courant dans une institution financière agréée ?				Possédez-vous un compte dépôt dans une institution financière agréée ?			
	Oui		Non		Oui		Non	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
BUHUMUZA	168	100,0	0	0,0	10	6,0	158	94,0
BUJUMBURA	1 642	96,7	55	3,3	203	11,9	1495	88,1
BURUNGA	148	90,6	15	9,4	37	22,7	126	77,3
BUTANYERERA	140	100,0	0	0,0	0	0,0	140	100,0
GITEGA	297	100,0	0	0,0	42	14,0	256	86,0
Total	2 396	97,1	71	2,9	291	11,8	2175	88,2

Répartition des entreprises par province selon la nationalité

Province	Nationalité					
	Burundaise		PAYS DE L'EAC		Autres	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
BUHUMUZA	158	94,0	10	6,0	0	0,0
BUJUMBURA	1 490	87,7	88	5,2	120	7,1
BURUNGA	153	93,9	0	0,0	10	6,1
BUTANYERERA	140	100,0	0	0,0	0	0,0
GITEGA	287	96,6	0	0,0	10	3,4

Total	2 228	90,3	98	4,0	140	5,7
--------------	--------------	-------------	-----------	------------	------------	------------

Répartition des entreprises par province selon la taille et la nationalité

Province	Taille de l'entreprise											
	Moyenne entreprise						Petite entreprise					
	Nationalité						Nationalité					
	Burundaise		PAYS DE L'EAC		Autres		Burundaise		PAYS DE L'EAC		Autres	
Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	
BUHUMUZA	38	100,0	0	0,0	0	0,0	120	92,3	10	7,7	0	0,0
BUJUMBURA	589	84,5	38	5,4	70	10,1	901	90,0	50	5,0	50	5,0
BURUNGA	43	100,0	0	0,0	0	0,0	110	91,7	0	0,0	10	8,3
BUTANYERERA	70	100,0	0	0,0	0	0,0	70	100,0	0	0,0	0	0,0
GITEGA	97	100,0	0	0,0	0	0,0	190	95,0	0	0,0	10	5,0
Total	837	88,6	38	4,0	70	7,4	1 391	91,4	60	3,9	70	4,6

Répartition des entreprises par province selon la taille et le nombre de comptes possédés

Province	Moyenne entreprise			Moyenne entreprise		
	Combien de compte possédez-vous au total ?			Combien de compte possédez-vous au total ?		
	Moyenne	Minimum	Maximum	Moyenne	Minimum	Maximum
BUHUMUZA	2,0	1,0	3,0	1,3	1,0	2,0
BUJUMBURA	2,2	1,0	7,0	1,6	1,0	6,0
BURUNGA	1,9	1,0	5,0	2,3	1,0	8,0
BUTANYERERA	1,6	1,0	3,0	1,6	1,0	3,0
GITEGA	1,8	1,0	4,0	1,8	1,0	3,0

Total **2,1** **1,0** **7,0** **1,7** **1,0** **8,0**

Tab1. Répartition des entreprises par province selon le type de comptes possédés

Province	Compte courant?				Compte épargne?				Compte dépôt?				Compte de crédit ?				Code marchand dans EP (Lumicash, ecocash...) ?			
	Oui		Non		Oui		Non		Oui		Non		Oui		Non		Oui		Non	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
BUHUMUZA	168	100,0	0	0,0	15	9,2	153	90,8	10	6,0	158	94,0	55	33,0	112	67,0	0	0,0	168	100,0
BUJUMBURA	1 642	96,7	55	3,3	271	15,9	1 427	84,1	203	11,9	1 495	88,1	562	33,1	1 136	66,9	170	10,0	1 527	90,0
BURUNGA	148	90,6	15	9,4	35	21,7	128	78,3	37	22,7	126	77,3	62	37,7	102	62,3	22	13,2	142	86,8
BUTANYERERA	140	100,0	0	0,0	15	11,0	125	89,0	0	0,0	140	100,0	72	51,6	68	48,4	62	43,9	79	56,1
GITEGA	297	100,0	0	0,0	99	33,2	199	66,8	42	14,0	256	86,0	113	38,1	184	61,9	112	37,8	185	62,2
Total	2 396	97,1	71	2,9	435	17,7	2 031	82,3	291	11,8	2 175	88,2	865	35,1	1 602	64,9	366	14,8	2 101	85,2

Province	Compte courant ?		Compte épargne ?		Compte dépôt ?		Compte de crédit ?		Code marchand dans EP (Lumicash, ecocash...) ?	
	Oui		Oui		Oui		Oui		Oui	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
BUHUMUZA	168	100,0	15	9,2	10	6,0	55	33,0	0	0,0
BUJUMBURA	1 642	96,7	271	15,9	203	11,9	562	33,1	170	10,0
BURUNGA	148	90,6	35	21,7	37	22,7	62	37,7	22	13,2
BUTANYERERA	140	100,0	15	11,0	0	0,0	72	51,6	62	43,9
GITEGA	297	100,0	99	33,2	42	14,0	113	38,1	112	37,8

Total	2 396	97,1	435	17,7	291	11,8	865	35,1	366	14,8
-------	-------	------	-----	------	-----	------	-----	------	-----	------

Annexe 4 : Questionnaires

QUESTIONNAIRE VOLET OFFRE

FEUILLE 1 - GUIDE DU QUESTIONNAIRE

Le présent guide a pour but d'apporter une orientation générale et des précisions sur certaines données recherchées.

Dans le sens de la présente enquête, l'on entend par :

1. Point de service : siège, agence, guichet, guichet automatique bancaire (GAB) et agent commercial des institutions assujetties.
2. Agent commercial : Personne agissant pour le compte et au nom des établissements assujettis tel que prévu aux articles 11 et 49 de la loi bancaire du Burundi numéro 1/17 du 22 août 2017.
3. Jeune : Personne âgée de 18 à 35 ans.
4. Adulte : Personne âgée de plus de 35 ans.
5. Compte courant : Compte, communément appelé compte à vue ou encore compte chèque, individuel ou collectif, détenu par une personne physique ou morale, permettant de recevoir de l'argent, d'émettre des virements ou encore de détenir une carte bancaire.
6. Compte de monnaie électronique : Compte ouvert dans un établissement de paiement, qui peut être assorti d'un support physique de monnaie électronique, servant à l'accès et l'utilisation des services financiers numériques.
7. Comptes de crédit, aussi appelés « ligne d'opérations commerciales » : Il s'agit de comptes que vous avez établis auprès de créanciers et qui contiennent généralement le type de compte (par exemple, une carte de crédit, un prêt hypothécaire ou un prêt automobile)
8. Compte de dépôt : Compte d'épargne/dépôt à termes, à l'exclusion des comptes courants, qui a l'avantage de produire des intérêts. On parle alors de compte bancaire rémunéré.
9. Compte dormant : Un compte est considéré comme dormant à l'issue d'une période de 6 mois au cours de laquelle les deux conditions suivantes sont remplies :
 - a) le compte n'a fait l'objet d'aucune opération, hors inscription d'intérêts et débit par l'établissement tenant le compte de frais et commissions de toutes natures ou versement de produits ou remboursement de titres de capital ou de créance ;
 - b) le titulaire du compte, son représentant légal ou la personne habilitée par lui ne s'est pas manifesté, sous quelque forme que ce soit, auprès de cet établissement ni n'a effectué aucune opération sur un autre compte ouvert à son nom dans les livres de l'établissement. Toutefois, pour les comptes à terme, la période d'un an est portée à 5 ans.
 - c) compte de monnaie électronique est quant à lui dit dormant à l'issue d'une période de 3 mois.
10. Client actif : Personne physique ou morale, consommateur des produits et services financiers, ayant un compte actif dans une institution financière assujettie.
11. Déposant : Personne physique ou morale ayant un compte de dépôt (cfr définition d'un compte de dépôt au point 7 ci-dessus).
12. Emprunteur : Un emprunteur est une personne qui obtient un prêt auprès d'un organisme financier. Il s'engage par contrat à rembourser cette somme.
13. Distribution géographique : Répartition selon le lieu de résidence du client tel qu'enregistré au moment de l'ouverture du compte ou selon la dernière information fournie par le client sur son domicile.

14. Ménage : Famille légale classée sous homme ou femme selon le sexe de la personne responsable de la famille. Le ménage est dit mixte lorsque les personnes responsables sont l'une jeune et l'autre adulte.
15. Une PME : Selon la nomenclature de l'Office Burundais des Recettes (OBR), une petite entreprise a un chiffre d'affaires d'au plus 100 millions de FBu. Une moyenne entreprise (moyen contribuable) a un chiffre d'affaires compris entre 100 et 700 millions de FBu. Enfin, les grandes entreprises (grands contribuables) ont un chiffre d'affaires supérieur à 700 millions de FBu
16. PME/société par sexe : Classification des PME selon le sexe du/des propriétaire (s). La PME/société est dite mixte, par rapport au sexe, lorsqu'elle appartient à plus d'une personne de sexe différent.
17. PME/société par âge : Classification des PME/société selon l'âge du/des propriétaire (s). La PME/société est dite mixte, par rapport à l'âge, lorsqu'elle appartient à deux personnes ou plus de catégorie d'âge différente (jeune et adulte).
18. Secteur Résident : Une unité institutionnelle est dite résidente d'un pays lorsqu'elle a un centre d'intérêt économique sur le territoire économique de ce pays.
19. Un financement vert : le financement vert est un prêt ou un investissement qui soutient une activité respectueuse de l'environnement, comme l'achat de biens et de services respectueux de l'environnement ou la construction d'infrastructures respectueuses de l'environnement.

FEUILLE 2 - INFORMATIONS GENERALES

1. FOURNISSEZ LES INFORMATIONS REQUISES DANS LES RUBRIQUES CI-DESSOUS :

<i>A. Nom de l'institution :</i>	
<i>B. Personnes de contact :</i>	
<i>C. Fonction / Titre :</i>	
<i>D. N^(s) de téléphone :</i>	
<i>E. Adresse e-mail :</i>	
<i>F. Exercice :</i>	
<i>G. Date de début :</i>	
<i>H. Date de fin :</i>	

2. PERSONNES AYANT PARTICIPE DANS L'ENQUETE AU SEIN DE L'INSTITUTION

2.1.A. Nom du département ou de l'unité de son ressort	
2.1.B. Nom et prénom de la personne	
2.1.C. Section du questionnaire à laquelle elle a contribué	
2.2.A. Nom du département ou de l'unité de son ressort	
2.2.B. Nom et prénom de la personne	
2.2.C. Section du questionnaire à laquelle elle a contribué	
2.3.A. Nom du département ou de l'unité de son ressort	
2.3.B. Nom et prénom de la personne	
2.3.C. Section du questionnaire à laquelle elle a contribué	
2.4.A. Nom du département ou de l'unité de son ressort	

2.4.B. Nom et prénom de la personne	
2.4.C. Section du questionnaire à laquelle elle a contribué	

FEUILLE 3 -LOCALISATION DES POINTS DE SERVICE

3. Répartissez géographiquement vos points de service (siège, agence, guichet, GAB et agent commercial) au 31 octobre 2024:

Province	Commune	Siège	Nombre d'Agence	Nombre d'Agence	Nombre de Guichet	Nombre de GAB	Nombre d'Agents Commerciaux

FEUILLE 4 -VENTILATION DES CLIENTS, DES DEPOSANTS ET DES EMPRUNTEURS

4.1. Indiquez la distribution géographique de l'effectif de clients actifs, par sexe et par âge au 31 octobre 2024 (cette question concerne les clients individuels, les clients membres d'associations et les ménages) :

Effectif de clients actifs																	TOTAL		
PROVINCE	COMMUNE	Clients individuels				Clients membres d'associations					Menage								
		Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		Conjoint		S/TOTAL	
		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Mixte			

4.2. Indiquez la distribution géographique de l'effectif des déposants, par sexe et par âge au 31 octobre 2024 (cette question concerne les clients individuels, les clients membres d'associations et les ménages) :

Effectif des déposants																	TOTAL		
Province	Commune	Clients individuels				Clients membres d'associations					Menage								
		Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		Conjoint		S/TOTAL	
		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Mixte			

5. Indiquez la distribution géographique de l'effectif des emprunteurs, par sexe et par âge au 31 octobre 2024 (cette question concerne les clients individuels, les clients membres d'associations et les ménages) :

Effectif des emprunteurs																		TOTAL	
Province	Commune	Clients individuels					Clients membres d'associations					Menage							
		Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		Conjoint			S/TOTAL
		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Mixte			

FEUILLE 5 -EFFECTIF DES CLIENTS, DEPOSANTS ET EMPRUNTEURS

6. Indiquez l'effectif des clients actifs, des déposants et des emprunteurs dans chacune des catégories suivantes au 31 octobre 2024

Catégorie		Effectif des clients actifs	Effectif des déposants	Effectif des emprunteurs
Administrations centrales	Les ministères			
	Les écoles publiques			
	Les hôpitaux publics			
	Les centres de santé publics			
	Les provinces			
	Mairie de Bujumbura			
	OBUHA			
	Les agences gouvernementales (ARCT, ARCA,...)			
Les projets				
SOUS-TOTAL				
Administrations locales	Les communes			
SOUS-TOTAL				
Sociétés non financières publiques (Autres que les PME)				
Sociétés non financières privées (Autres que les PME)				
Autres sociétés non financières (Autres que les PME)				
Autres secteurs résidents (ASBL, ONG....)				
Secteurs Non-résidents				
TOTAL		-	-	-

FEUILLE 6 - VENTILATION DE L'EFFECTIF ET DU MONTANT DES COMPTES COURANTS

7. Indiquez la distribution géographique de l'effectif des comptes courants, par sexe et par âge au 31 octobre (cette question concerne les clients individuels, les clients membres d'associations et les ménages) :

Effectif des comptes courants																		TOTAL		
PROVINCE	COMMUNE	Clients individuels				Clients membres d'associations					Menage									
		Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		Conjoint			S/TOTAL	
		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Mixte				

8. Indiquez la distribution géographique du montant des comptes courants par Commune, par sexe et par âge au 31 octobre 2024 (cette question concerne les clients individuels, les clients membres d'associations et les ménages) :

Montant des comptes courants (en BIF)																		TOTAL		
PROVINCE	COMMUNE	Clients individuels				Clients membres d'associations					Menage									
		Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		Conjoint			S/TOTAL	
		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Mixte				

FEUILLE 6 – EFFECTIFS ET MONTANT DES COMPTES COURANTS

9. Indiquez l'effectif et le montant des comptes courants dans chacune des catégories suivantes au 31 octobre 2024 :

Catégorie		Effectif des clients actifs	Effectif des déposants	Effectif des emprunteurs
Administrations centrales	Les ministères			
	Les écoles publiques			
	Les hôpitaux publics			
	Les centres de santé publics			
	Les provinces			
	Mairie de Bujumbura			
	OBUHA			

	Les agences gouvernementales (ARCT, ARCA,...)			
	Les projets			
SOUS-TOTAL				
Administrations locales	Les communes			
SOUS-TOTAL				
Sociétés non financières publiques (Autres que les PME)				
Sociétés non financières privées (Autres que les PME)				
Autres sociétés non financières (Autres que les PME)				
Autres secteurs résidents (ASBL, ONG....)				
Secteurs Non-résidents				
TOTAL		-	-	-

FEUILLE 8 - VENTILATION DE L'EFFECTIF ET DU MONTANT DES COMPTES DORMANTS

10. Indiquez la distribution géographique de l'effectif des comptes dormants, par sexe et par âge au 31 octobre 2024 (cette question concerne les clients individuels, les clients membres d'associations et les ménages) :

Effectif des comptes dormants																	TOTAL			
PROVINCE	COMMUNE	Clients individuels					Clients membres d'associations					Menage								
		Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		Conjoint			S/TOTAL	
		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Mixte				

11. Indiquez la distribution géographique du montant des comptes dormants, par sexe et par âge au 31 octobre 2024 (cette question concerne les clients individuels, les clients membres d'associations et les ménages) :

Montant des comptes dormants (en BIF)																	TOTAL			
PROVINCE	COMMUNE	Clients individuels					Clients membres d'associations					Menage								
		Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		Conjoint			S/TOTAL	
		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Mixte				

FEUILLE 9 - EFFECTIF ET MONTANT DES COMPTES DORMANTS

12. Indiquez l'effectif et le montant des comptes dormants dans chacune des catégories suivantes au 31 octobre 2024 :

Catégorie		Effectif des comptes dormants	Montant des comptes dormants (en BIF)
Administrations centrales	Les ministères		
	Les écoles publiques		
	Les hôpitaux publics		
	Les centres de santé publics		
	Les provinces		
	Les agences gouvernementales (ARCT, ARCA,...)		
	Mairie de Bujumbura		
	SETEMU		
	Les projets		
SOUS-TOTAL		-	-
Administrations locales	Les communes		
SOUS-TOTAL		-	-
Sociétés non financières publiques (Autres que les PME)			
Sociétés non financières privées (Autres que les PME)			
Autres sociétés non financières (Autres que les PME)			
Autres secteurs résidents (ASBL, ONG....)			
Secteurs Non-résidents			
TOTAL		-	-

FEUILLE 10 - VENTILATION DE L'EFFECTIF, DU MONTANT ET DE L'ENCOURS TOTAL DES DEPOTS

13. Indiquez la distribution géographique de l'effectif des comptes de dépôt, par sexe et par âge au 31 octobre 2024 (cette question concerne les clients individuels, les clients membres d'associations et les ménages) :

Effectif des comptes de dépôt																	TOTAL			
PROVINCE	COMMUNE	Clients individuels					Clients membres d'associations					Menage								
		Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		Conjoint			S/TOTAL	
		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Mixte				

14. Indiquez la distribution géographique du montant des dépôts, par sexe et par âge au 31 octobre 2024 (cette question concerne les clients individuels, les clients membres d'associations et les ménages) :

Montant des dépôts (en BIF)															TOTAL				
PROVINCE	COMMUNE	Clients individuels				Clients membres d'associations					Menage								
		Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		Conjoint		S/TOTAL	
		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune		Adulte	Mixte		

15. Indiquez la distribution géographique de l'encours total des dépôts, par sexe et par âge au 31 octobre 2024 (cette question concerne les clients individuels, les clients membres d'associations et les ménages) :

Encours total des dépôts (en BIF)															TOTAL				
PROVINCE	COMMUNE	Clients individuels				Clients membres d'associations					Menage								
		Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		Conjoint		S/TOTAL	
		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune		Adulte	Mixte		

FEUILLE 11 - EFFECTIF, MONTANT ET ENCOURS TOTAL DES DEPOTS

16. Indiquez l'effectif, le montant et l'encours total des dépôts dans chacune des catégories suivantes au 31 décembre :

Catégorie		Effectif des comptes de dépôt	Montant des dépôts (en BIF)	Encours total des dépôts (en BIF)
Administrations centrales	Les ministères			
	Les écoles publiques			
	Les hôpitaux publics			
	Les centres de santé publics			
	Les provinces			
	Les agences gouvernementales (ARCT, ARCA,...)			
	Mairie de Bujumbura			
	SETEMU			
	Les projets			
SOUS-TOTAL				
Administrations locales	Les communes			
SOUS-TOTAL				
Sociétés non financières publiques (Autres que les PME)				
Sociétés non financières privées (Autres que les PME)				

Autres sociétés non financières (Autres que les PME)			
Autres secteurs résidents (ASBL, ONG...)			
Secteurs Non-résidents			
TOTAL			

FEUILLE 12 - VENTILATION DE L'EFFECTIF DES CREDITS DEMANDES ET CEUX OCTROYES AINSI QUE DU MONTANT ET DE L'ENCOURS TOTAL DES CREDITS BRUTS

17. Indiquez la distribution géographique de l'effectif des crédits demandés, par sexe et par âge au 31 octobre 2024 (cette question concerne les clients individuels, les clients membres d'associations et les ménages) :

Effectif des crédits demandés																	TOTAL		
PROVINCE	COMMUNE	Clients individuels				Clients membres d'associations					Menage								
		Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		Conjoint		S/TOTAL	
		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Mixte			

18. Indiquez la distribution géographique du montant des crédits demandés, par sexe et par âge au 31 octobre 2024 (cette question concerne les clients individuels, les clients membres d'associations et les ménages) :

Montant des crédits demandés (en BIF)																	TOTAL		
PROVINCE	COMMUNE	Clients individuels				Clients membres d'associations					Menage								
		Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		Conjoint		S/TOTAL	
		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Mixte			

19. Indiquez la distribution géographique de l'effectif des crédits octroyés, par sexe et par âge au 31 octobre 2024 (cette question concerne les clients individuels, les clients membres d'associations et les ménages) :

Effectif des crédits octroyés																	TOTAL		
PROVINCE	COMMUNE	Clients individuels				Clients membres d'associations					Menage								
		Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		Conjoint		S/TOTAL	
		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Mixte			

20. Indiquez la distribution géographique du montant des crédits octoyés, par sexe et par âge au 31 octobre 2024 (cette question concerne les clients individuels, les clients membres d'associations et les ménages) :

Montant des crédits octoyés (en BIF)																	TOTAL		
PROVINCE	COMMUNE	Clients individuels				Clients membres d'associations					Menage								
		Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		Conjoint		S/TOTAL	
		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Mixte			

21. Indiquez la distribution géographique des crédits en cours, par sexe et par âge au 31 octobre 2024 (cette question concerne les clients individuels, les clients membres d'associations et les ménages) :

Effectif des crédits en cours (en BIF)																	TOTAL		
PROVINCE	COMMUNE	Clients individuels				Clients membres d'associations					Menage								
		Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		Conjoint		S/TOTAL	
		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Mixte			

22. Indiquez la distribution géographique de l'encours total des crédits bruts, par sexe et par âge au 31 octobre 2024 (cette question concerne les clients individuels, les clients membres d'associations et les ménages) :

Encours total des crédits bruts (en BIF)																	TOTAL		
PROVINCE	COMMUNE	Clients individuels				Clients membres d'associations					Menage								
		Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		Conjoint		S/TOTAL	
		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Mixte			

FEUILLE 13 - EFFECTIF DES CREDITS DEMANDES ET CEUX OCTOYES AINSI QUE LE MONTANT ET L'ENCOURS TOTAL DES CREDITS BRUTS

23. Indiquez l'effectif des crédits demandés et ceux octroyés ainsi que le montant et l'encours total des crédits bruts dans chacune des catégories suivantes au 31 octobre 2024 :

Catégorie		Effectif des crédits demandés	Effectif des crédits octroyés	Effectif des crédits en cours	Montant des crédits demandés (en BIF)	Montant des crédits octroyés (en BIF)	Encours total des crédits bruts (en BIF)
Administrations centrales	Les ministères						
	Les écoles publiques						
	Les hôpitaux publics						
	Les centres de santé publics						
	Les provinces						
	Les agences gouvernementales (ARCT, ARCA,...)						
	Mairie de Bujumbura						
	SETEMU						
	Les projets	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL		-	-	-	-	-	-
Administrations locales	Les communes						
SOUS-TOTAL		-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières publiques (Autres que les PME)							
Sociétés non financières privées (Autres que les PME)							
Autres sociétés non financières (Autres que les PME)							
Autres secteurs résidents (ASBL, ONG....)							
Autres secteurs Non-résidents							
TOTAL		-	-	-	-	-	-

FEUILLE 14 - VENTILATION PAR TERME DE L'EFFECTIF DES CREDITS DEMANDES ET CEUX OCTROYES AINSI QUE DU MONTANT ET DE L'ENCOURS TOTAL DES CREDITS BRUTS

24. Indiquez la distribution par terme de l'effectif des crédits demandés, par sexe et par âge au 31 octobre 2024 (cette question concerne les clients individuels, les clients membres d'associations et les ménages) :

Terme	Clients individuels		Clients membres d'associations			Menage				TOTAL	
	Homme	Femme	S/TOTAL	Homme	Femme	S/TOTAL	Homme	Femme	Conjoint		S/TOTAL

	Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Mixte			
Court terme																				
Moyen terme																				
Long terme																				
TOTAL																				

25. Indiquez la distribution par terme du montant des crédits demandés, par sexe et par âge au 31 octobre 2024 (cette question concerne les clients individuels, les clients membres d'associations et les ménages) :

Terme	Clients individuels				Clients membres d'associations					Menage						TOTAL				
	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		Conjoint		S/TOTAL			
	Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Jeune			Adulte	Mixte	
Court terme																				
Moyen terme																				
Long terme																				
TOTAL																				

26. Indiquez la distribution par terme de l'effectif des crédits octroyés, par sexe et par âge au 31 octobre 2024 (cette question concerne les clients individuels, les clients membres d'associations et les ménages) :

Terme	Clients individuels				Clients membres d'associations					Menage						TOTAL		
	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		Conjoint		S/TOTAL	
	Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Mixte			
Court terme																		
Moyen terme																		
Long terme																		
TOTAL																		

27. Indiquez la distribution par terme du montant des crédits octroyés, par sexe et par âge au 31 octobre 2024 (cette question concerne les clients individuels, les clients membres d'associations et les ménages) :

Terme	Clients individuels				Clients membres d'associations					Menage						TOTAL		
	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		Conjoint		S/TOTAL	
	Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Mixte			
Court terme																		
Moyen terme																		
Long terme																		
TOTAL																		

28. Indiquez la distribution par terme des crédits en cours, par sexe et par âge au 31 octobre 2024 (cette question concerne les clients individuels, les clients membres d'associations et les ménages) :

Terme	Clients individuels				Clients membres d'associations					Menage						TOTAL		
	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		Conjoint		S/TOTAL	
	Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Mixte			
Court terme																		
Moyen terme																		
Long terme																		
TOTAL																		

29. Indiquez la distribution par terme de l'encours total des crédits bruts, par sexe et par âge au 31 octobre 2024 (cette question concerne les clients individuels, les clients membres d'associations et les ménages) :

Terme	Clients individuels				Clients membres d'associations					Menage						TOTAL		
	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		S/TOTAL	Homme		Femme		Conjoint		S/TOTAL	
	Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Mixte			
Court terme																		
Moyen terme																		
Long terme																		
TOTAL																		

FEUILLE 15 - VENTILATION DES CREDITS PAR SECTEUR D'ACTIVITE 1

30. Indiquez la répartition par secteur d'activité, de l'effectif et du montant des crédits demandés par les clients individuels, au 31 octobre 2024: Crédit personnel / consommation ; Crédit à l'habitat / immobilier ; Crédit agro-pastoral (café, thé, riz, palme a huile, banane ; élevage ; tournesol ; manioc ; sorgho, autres) ; Crédit à l'industrie(Mines ; construction, transformation,

autres) ; **Crédit au secteur des services(Transport, telecom, santé, éducation, hotelerie et tourisme, autres.) ;** **Crédit commercial ; Crédits orientés dans des projets d'efficacité énergétique** (Transformation des combustibles substituables au charbon de bois ; Importation des voitures électriques ; Fabrication des braseros économiseur d'énergie (imbabura bika igiti) ; Production des emballages biodégradables ; Ramassage et recyclage des produits plastiques ; Recyclage des vieux pneus (amortis) en différents produits ; Transformation des matériaux amortis (boîtes à sauce tomate, véhicules usés, ...) en d'autres produits finis), **Crédits orientés dans des projets d'énergie renouvelable**(Achats et installation des panneaux solaires ; Construction des barrages hydroélectriques ; Construction des biogas) ; **Crédits orientés dans des projets de réduction de la consommation d'énergie**(Projets qui améliorent la conservation de l'eau , Projet qui soutient un changement de comportement à l'égard de la pollution) ; **Crédits accordés pour la diversification de la chaîne de valeur/des intrants** (Crédits accordés pour l'approvisionnement en sémences et intrants)

Secteur	Effectif des crédits demandés					Montant des crédits demandés (en BIF)				
	Homme		Femme		TOTAL	Homme		Femme		TOTAL
	Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	
Crédit personnel / consommation										
Autres (à préciser)										
Crédit commercial										
Autres et non classifiés (à préciser)										
TOTAL										

31. Indiquez la répartition par secteur d'activité, de l'effectif et du montant des crédits demandés par les clients membres d'association, au 31 octobre 2024 : **Crédit personnel / consommation ;** **Crédit à l'habitat / immobilier ;** **Crédit agro-pastoral (café, thé, riz, palme a huile, banane ; élevage ; tournesol ; manioc ; sorgho, autres) ;** **Crédit à l'industrie(Mines ; construction, transformation, autres) ;** **Crédit au secteur des services(Transport, telecom, santé, éducation, hotelerie et tourisme, autres.) ;** **Crédit commercial ; Crédits orientés dans des projets d'efficacité énergétique** (Transformation des combustibles substituables au charbon de bois ; Importation des voitures électriques ; Fabrication des braseros économiseur d'énergie (imbabura bika igiti) ; Production des emballages biodégradables ; Ramassage et recyclage des produits plastiques ; Recyclage des vieux pneus (amortis) en différents produits ; Transformation des matériaux amortis (boîtes à sauce tomate, véhicules usés, ...) en d'autres produits finis), **Crédits orientés dans des projets d'énergie renouvelable**(Achats et installation des panneaux solaires ; Construction des barrages hydroélectriques ; Construction des biogas) ; **Crédits orientés dans des projets de réduction de la consommation d'énergie**(Projets qui améliorent la conservation de l'eau , Projet qui soutient un changement de comportement à l'égard de la pollution) ; **Crédits accordés pour la diversification de la chaîne de valeur/des intrants** (Crédits accordés pour l'approvisionnement en sémences et intrants)

Secteur	Effectif des crédits demandés					Montant des crédits demandés (en BIF)				
	Homme		Femme		TOTAL	Homme		Femme		TOTAL
	Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	
Crédit personnel / consommation										
Crédit à l'habitat / immobilier										
TOTAL										

32. Indiquez la répartition par secteur d'activité, de l'effectif et du montant des crédits octroyés aux clients individuels, au 31 octobre 2024 : **Crédit personnel / consommation ;** **Crédit à l'habitat / immobilier ;** **Crédit agro-pastoral (café, thé, riz, palme a huile, banane ; élevage ; tournesol ; manioc ; sorgho, autres) ;** **Crédit à l'industrie(Mines ; construction, transformation, autres) ;** **Crédit au secteur des services(Transport, telecom, santé, éducation, hotelerie et tourisme, autres.) ;** **Crédit commercial ; Crédits orientés dans des projets d'efficacité énergétique** (Transformation des combustibles substituables au charbon de bois ; Importation des voitures électriques ; Fabrication des braseros économiseur d'énergie (imbabura bika igiti) ; Production des emballages biodégradables ; Ramassage et recyclage des produits plastiques ; Recyclage des vieux pneus (amortis) en différents produits ; Transformation des matériaux amortis (boîtes à sauce tomate, véhicules usés, ...) en d'autres

produits finis), **Crédits orientés dans des projets d'énergie renouvelable**(Achats et installation des panneaux solaires ; Construction des barrages hydroélectriques ; Construction des biogas) ; **Crédits orientés dans des projets de réduction de la consommation d'énergie**(Projets qui améliorent la conservation de l'eau , Projet qui soutient un changement de comportement à l'égard de la pollution) ; **Crédits accordés pour la diversification de la chaîne de valeur/des intrants** (Crédits accordés pour l'approvisionnement en semences et intrants)

Secteur	Effectif de crédits octroyés					Montant des crédits octroyés (en BIF)				
	Homme		Femme		TOTAL	Homme		Femme		TOTAL
	Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	
Crédit personnel / consommation										
Crédit à l'habitat / immobilier										
Autres et non classifiés (à préciser)										
TOTAL										

33. Indiquez la répartition par secteur d'activité, de l'effectif et du montant des crédits octroyés aux clients membres d'association, au 31 octobre 2024 :

Crédit personnel / consommation ; Crédit à l'habitat / immobilier ; Crédit agro-pastoral (café, thé, riz, palme a huile, banane ; élevage ; tournesol ; manioc ; sorgho, autres) ; Crédit à l'industrie(Mines ; construction, transformation, autres) ; Crédit au secteur des services(Transport, telecom, santé, education, hotelerie et tourisme, autres.) ; Crédit commercial ; **Crédits orientés dans des projets d'efficacité énergétique** (Transformation des combustibles substituables au charbon de bois ; Importation des voitures électriques ; Fabrication des braseros économiseur d'énergie (imbabura bika igiti) ; Production des emballages biodégradables ; Ramassage et recyclage des produits plastiques ; Recyclage des vieux pneus (amortis) en différents produits ; Transformation des matériaux amortis (boîtes à sauce tomate, véhicules usés, ...) en d'autres produits finis), **Crédits orientés dans des projets d'énergie renouvelable**(Achats et installation des panneaux solaires ; Construction des barrages hydroélectriques ; Construction des biogas) ; **Crédits orientés dans des projets de réduction de la consommation d'énergie**(Projets qui améliorent la conservation de l'eau , Projet qui soutient un changement de comportement à l'égard de la pollution) ; **Crédits accordés pour la diversification de la chaîne de valeur/des intrants** (Crédits accordés pour l'approvisionnement en semences et intrants)

Secteur	Effectif de crédits octroyés					Montant des crédits octroyés (en BIF)				
	Homme		Femme		TOTAL	Homme		Femme		TOTAL
	Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	
Crédit personnel / consommation										
Crédit à l'habitat / immobilier										
Autres et non classifiés (à préciser)										
TOTAL										

34. Indiquez la répartition par secteur d'activité, de l'effectif des comptes de crédit et de l'encours total des crédits bruts aux clients individuels, au 31 octobre 2024:

Crédit personnel / consommation ; Crédit à l'habitat / immobilier ; Crédit agro-pastoral (café, thé, riz, palme a huile, banane ; élevage ; tournesol ; manioc ; sorgho, autres) ; Crédit à l'industrie(Mines ; construction, transformation, autres) ; Crédit au secteur des services(Transport, telecom, santé, education, hotelerie et tourisme, autres.) ; Crédit commercial ; **Crédits orientés dans des projets d'efficacité énergétique** (Transformation des combustibles substituables au charbon de bois ; Importation des voitures électriques ; Fabrication des braseros économiseur d'énergie (imbabura bika igiti) ; Production des emballages biodégradables ; Ramassage et recyclage des produits plastiques ; Recyclage des vieux pneus (amortis) en différents produits ; Transformation des matériaux amortis (boîtes à sauce tomate, véhicules usés, ...) en d'autres produits finis), **Crédits orientés dans des projets d'énergie renouvelable**(Achats et installation des panneaux solaires ; Construction des barrages hydroélectriques ; Construction des biogas) ; **Crédits orientés dans des projets de réduction de la consommation d'énergie**(Projets qui améliorent la conservation de l'eau , Projet qui soutient un changement de comportement à l'égard de la pollution) ; **Crédits accordés pour la diversification de la chaîne de valeur/des intrants** (Crédits accordés pour l'approvisionnement en semences et intrants)

Secteur	Effectif des crédits en cours					Encours total des crédits bruts (en BIF)				
	Homme		Femme		TOTAL	Homme		Femme		TOTAL
	Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	
Crédit personnel / consommation										
Crédit à l'habitat / immobilier										
Autres et non classifiés (à préciser)										
TOTAL										

35. Indiquez la répartition par secteur d'activité, de l'effectif des comptes de crédit et de l'encours total des crédits bruts aux clients membres d'associations, au 31 octobre 2024 : Crédit personnel / consommation ; Crédit à l'habitat / immobilier ; Crédit agro-pastoral (café, thé, riz, palme a huile, banane ; élevage ; tournesol ; manioc ; sorgho, autres) ; Crédit à l'industrie(Mines ; construction, transformation, autres) ; Crédit au secteur des services(Transport, telecom, santé, éducation, hôtellerie et tourisme, autres.) ; Crédit commercial ; Crédits orientés dans des projets d'efficacité énergétique (Transformation des combustibles substituables au charbon de bois ; Importation des voitures électriques ; Fabrication des braseros économiseur d'énergie (imbabura bika igiti) ; Production des emballages biodégradables ; Ramassage et recyclage des produits plastiques ; Recyclage des vieux pneus (amortis) en différents produits ; Transformation des matériaux amortis (boîtes à sauce tomate, véhicules usés, ...) en d'autres produits finis), **Crédits orientés dans des projets d'énergie renouvelable**(Achats et installation des panneaux solaires ; Construction des barrages hydroélectriques ; Construction des biogas) ; **Crédits orientés dans des projets de réduction de la consommation d'énergie**(Projets qui améliorent la conservation de l'eau , Projet qui soutient un changement de comportement à l'égard de la pollution) ; **Crédits accordés pour la diversification de la chaîne de valeur/des intrants** (Crédits accordés pour l'approvisionnement en semences et intrants)

Secteur	Effectif des crédits en cours					Encours total des crédits bruts (en BIF)				
	Homme		Femme		TOTAL	Homme		Femme		TOTAL
	Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	
Crédit personnel / consommation										
Crédit à l'habitat / immobilier										
Autres et non classifiés (à préciser)										
TOTAL										

FEUILLE 16 - VENTILATION DES CREDITS PAR SECTEUR D'ACTIVITE 2

36. Indiquez la répartition par secteur d'activité, de l'effectif et du montant des crédits demandés par les clients ménages, au 31 octobre 2024 : Crédit personnel / consommation ; Crédit à l'habitat / immobilier ; Crédit agro-pastoral (café, thé, riz, palme a huile, banane ; élevage ; tournesol ; manioc ; sorgho, autres) ; Crédit à l'industrie(Mines ; construction, transformation, autres) ; Crédit au secteur des services(Transport, telecom, santé, éducation, hôtellerie et tourisme, autres.) ; Crédit commercial ; **Crédits orientés dans des projets d'efficacité énergétique** (Transformation des combustibles substituables au charbon de bois ; Importation des voitures électriques ; Fabrication des braseros économiseur d'énergie (imbabura bika igiti) ; Production des emballages biodégradables ; Ramassage et recyclage des produits plastiques ; Recyclage des vieux pneus (amortis) en différents produits ; Transformation des matériaux amortis (boîtes à sauce tomate, véhicules usés, ...) en d'autres produits finis), **Crédits orientés dans des projets d'énergie renouvelable**(Achats et installation des panneaux solaires ; Construction des barrages hydroélectriques ; Construction des biogas) ; **Crédits orientés dans des projets de réduction de la consommation d'énergie**(Projets qui améliorent la conservation de l'eau , Projet qui soutient un changement de comportement à l'égard de la pollution) ; **Crédits accordés pour la diversification de la chaîne de valeur/des intrants** (Crédits accordés pour l'approvisionnement en semences et intrants)

Secteur	Effectif des crédits demandés							Montant des crédits demandés (en BIF)						TOTAL	
	Homme		Femme		Conjoint			TOTAL	Homme		Femme		Conjoint		
	Jeune		Jeune		Jeune		Mixte		Jeune		Jeune	Adulte	Jeune		Adulte
Crédit personnel / consommation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit à l'habitat / immobilier	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres et non classifiés (à préciser)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

37. Indiquez la répartition par secteur d'activité, de l'effectif et du montant des crédits octroyés aux clients ménages, au 31 octobre 2024 : Crédit personnel / consommation ; Crédit à l'habitat / immobilier ; Crédit agro-pastoral (café, thé, riz, palme à huile, banane ; élevage ; tournesol ; manioc ; sorgho, autres) ; Crédit à l'industrie (Mines ; construction, transformation, autres) ; Crédit au secteur des services (Transport, telecom, santé, éducation, hôtellerie et tourisme, autres.) ; Crédit commercial ; Crédits orientés dans des projets d'efficacité énergétique (Transformation des combustibles substituables au charbon de bois ; Importation des voitures électriques ; Fabrication des braseros économiseur d'énergie (imbabura bika igiti) ; Production des emballages biodégradables ; Ramassage et recyclage des produits plastiques ; Recyclage des vieux pneus (amortis) en différents produits ; Transformation des matériaux amortis (boîtes à sauce tomate, véhicules usés, ...) en d'autres produits finis), **Crédits orientés dans des projets d'énergie renouvelable** (Achats et installation des panneaux solaires ; Construction des barrages hydroélectriques ; Construction des biogas) ; **Crédits orientés dans des projets de réduction de la consommation d'énergie** (Projets qui améliorent la conservation de l'eau , Projet qui soutient un changement de comportement à l'égard de la pollution) ; **Crédits accordés pour la diversification de la chaîne de valeur/des intrants** (Crédits accordés pour l'approvisionnement en semences et intrants)

Secteur	Effectif des crédits octroyés							Montant des crédits octroyés (en BIF)						TOTAL	
	Homme		Femme		Conjoint			TOTAL	Homme		Femme		Conjoint		
	Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Mixte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Jeune		Adulte
Crédit personnel / consommation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit à l'habitat / immobilier	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres et non classifiés (à préciser)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

38. Indiquez la répartition par secteur d'activité, de l'effectif des crédits en cours et de l'encours total des crédits bruts des clients ménages, au 31 octobre 2024 :

Crédit personnel / consommation ; Crédit à l'habitat / immobilier ; Crédit agro-pastoral (café, thé, riz, palme à huile, banane ; élevage ; tournesol ; manioc ; sorgho, autres) ; Crédit à l'industrie(Mines ; construction, transformation, autres) ; Crédit au secteur des services(Transport, telecom, santé, éducation, hôtellerie et tourisme, autres.) ; Crédit commercial ; Crédits orientés dans des projets d'efficacité énergétique (Transformation des combustibles substituables au charbon de bois ; Importation des voitures électriques ; Fabrication des braseros économiseur d'énergie (imbabura bika igiti) ; Production des emballages biodégradables ; Ramassage et recyclage des produits plastiques ; Recyclage des vieux pneus (amortis) en différents produits ; Transformation des matériaux amortis (boîtes à sauce tomate, véhicules usés, ...) en d'autres produits finis), **Crédits orientés dans des projets d'énergie renouvelable**(Achats et installation des panneaux solaires ; Construction des barrages hydroélectriques ; Construction des biogaz) ; **Crédits orientés dans des projets de réduction de la consommation d'énergie**(Projets qui améliorent la conservation de l'eau , Projet qui soutient un changement de comportement à l'égard de la pollution) ; **Crédits accordés pour la diversification de la chaîne de valeur/des intrants** (Crédits accordés pour l'approvisionnement en semences et intrants)

Secteur	Effectif des crédits en cours								Encours total des crédits bruts (en BIF)								
	Homme		Femme		Conjoint			TOTAL	Homme		Femme		Conjoint			TOTAL	
	Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Mixte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	Mixte		
Crédit personnel / consommation								-									-
Crédit à l'habitat / immobilier								-									-
TOTAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

39. Indiquez le portefeuille à risque (PAR en %) dans chacune des catégories suivantes au 31 octobre 2024 :

Catégorie	Sexe	Age	PAR ≥ 30 et < 90 au 31-10-N	PAR ≥ 90 et < 180 au 31-10-N	PAR ≥ 180 et < 360 au 31-10-N	PAR ≥ 360 au 31-10-N
Crédits aux clients individuels	Homme	Jeune	-	-	-	-
		Adulte	-	-	-	-
	Femme	Jeune	-	-	-	-
		Adulte	-	-	-	-
Crédits aux clients membres d'associations	Homme	Jeune	-	-	-	-
		Adulte	-	-	-	-
	Femme	Jeune	-	-	-	-
		Adulte	-	-	-	-
Crédits aux ménages	Homme	Jeune	-	-	-	-
		Adulte	-	-	-	-
	Femme	Jeune	-	-	-	-

Catégorie	Sexe	Age	PAR ≥ 30	PAR ≥ 90	PAR ≥	PAR ≥
			et < 90 au	et < 180	180 et <	360 au 31-
		Adulte	-	-	-	-
	Conjoint	Jeune	-	-	-	-
		Adulte	-	-	-	-
		Mixte	-	-	-	-
Les ministères						
Les écoles publiques						
Les hôpitaux publics						
Les centres de santé publics						
Les Provinces						
Les Projets						
Les Communes						
La Mairie de Bujumbura						
OBUHA						
Sociétés non financières privées (Autres que les PME)						
Sociétés non financières publiques (Autres que les PME)						
Autres sociétés non financières (Autres que les PME)						
Autres secteurs résidents (ASBL, ONG....)						
Secteurs Non-résidents						

FEUILLE 18 - PORTEE DES SERVICES FINANCIERS POUR LES ENTREPRISES

40. Indiquez le nombre d'entreprises clients actifs de votre institution dans chacune des catégories suivantes au 31 octobre 2024 :

Catégorie	Nombre d'entreprises appartenant aux hommes			Nombre d'entreprises appartenant aux femmes			Nombre d'entreprises mixtes		
	Jeune	Adulte	Mixte	Jeune	Adulte	Mixte	Jeune	Adulte	Mixte
PME publiques									-
PME privées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Institutions de microfinance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés d'assurance publiques									-
Sociétés d'assurance privées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds de pensions publics									-
Fonds de pensions privés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés de change (Bureaux de change)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Courtiers et agents	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Catégorie	Nombre d'entreprises appartenant aux hommes			Nombre d'entreprises appartenant aux femmes			Nombre d'entreprises mixtes		
	Jeune	Adulte	Mixte	Jeune	Adulte	Mixte	Jeune	Adulte	Mixte
Sociétés de garantie financière publiques									-
Sociétés de garantie financière privées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bourses et marchés de valeurs mobilières		-	-	-	-	-	-	-	
Sociétés non financières publiques (Autres que les PME)									-
Sociétés non financières privées (Autres que les PME)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres sociétés non financières (Autres que les PME)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres secteurs résidents (ASBL, ONG...)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteurs Non-résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-

FEUILLE 19 - COMPTES DE DEPOTS, MONTANT DES DEPOTS ET ENCOURS DES DEPOTS

41. Indiquez la distribution géographique de l'effectif des comptes de dépôt, du montant des dépôts et de l'encours des dépôts, par sexe et par âge des PME publiques au 31 octobre 2024 :

Province	Commune	Nombre de comptes de dépôt									Montant des dépôts (en BIF)									Encours des dépôts (en BIF)											
		Homme			Femme			Mixte			Total	Homme			Femme			Mixte			TOTAL	Homme			Femme			Mixte			TOTAL
		Jeune	Adulte	Mixte	Jeune	Adulte	Mixte	Jeune	Adulte	Mixte		Jeune	Adulte	Mixte	Jeune	Adulte	Mixte	Jeune	Adulte	Mixte		Jeune	Adulte	Mixte							

42. Indiquez la distribution géographique de l'effectif des comptes de dépôt et l'encours des dépôts par Commune, par sexe et par âge des PME privées au 31 octobre 2024 :

Province	Commune	Nombre de comptes de dépôt									Encours des dépôts (en BIF)									Encours des dépôts (en BIF)											
		Homme			Femme			Mixte			Total	Homme			Femme			Mixte			TOTAL	Homme			Femme			Mixte			TOTAL
		Jeune	Adulte	Mixte	Jeune	Adulte	Mixte	Jeune	Adulte	Mixte		Jeune	Adulte	Mixte	Jeune	Adulte	Mixte	Jeune	Adulte	Mixte		Jeune	Adulte	Mixte							

45. Indiquez la distribution géographique du montant des crédits demandés de ceux accordés ainsi que de l'encours total des crédits bruts, par sexe et par âge des PME publiques au 31 octobre 2024:

P r o v i n c e	C o m m u n e	Montant des crédits demandés (en BIF)									Montant des crédits octroyés (en BIF)									Encours total des crédits bruts (en BIF)																					
		Homme			Femme			Mixte			T o t a l	Homme			Femme			Mixte			T O T A L	Homme			Femme			Mixte			T O T A L										
		J e u n e	A d u l t e	M i x t e	J e u n e	A d u l t e	M i x t e	J e u n e	A d u l t e	M i x t e		J e u n e	A d u l t e	M i x t e	J e u n e	A d u l t e	M i x t e	J e u n e	A d u l t e	M i x t e		J e u n e	A d u l t e	M i x t e	J e u n e	A d u l t e	M i x t e														
											TOTAL										TOTAL																				

46. Indiquez la distribution géographique de l'effectif des crédits demandés, ceux octroyés et ceux encours, par sexe et par âge des PME privées au 31 octobre 2024:

P r o v i n c e	C o m m u n e	Nombre de crédits demandés									Nombre de crédits octroyés									Nombre de crédits en cours																				
		Homme			Femme			Mixte			T o t a l	Homme			F e m m e	Mixte			T O T A L	Homme			F e m m e	Mixte			T O T A L													
		J e u n e	A d u l t e	M i x t e	J e u n e	A d u l t e	M i x t e	J e u n e	A d u l t e	M i x t e		J e u n e	A d u l t e	M i x t e		J e u n e	A d u l t e	M i x t e		J e u n e	A d u l t e	M i x t e		J e u n e	A d u l t e	M i x t e														
											TOTAL												TOTAL																	

47. Indiquez la distribution géographique du montant des crédits demandés de ceux accordés ainsi que de l'encours total des crédits bruts, par sexe et par âge des PME privées au 31 octobre 2024:

P r o v i n c e	C o m m u n e	Montant des crédits demandés (en BIF)									Montant des crédits octroyés (en BIF)									Encours total des crédits bruts (en BIF)																				
		Homme			Femme			Mixte			T o t a l	Homme			F e m m e	Mixte			T O T A L	Homme			F e m m e	Mixte			T O T A L													
		J e u n e	A d u l t e	M i x t e	J e u n e	A d u l t e	M i x t e	J e u n e	A d u l t e	M i x t e		J e u n e	A d u l t e	M i x t e		J e u n e	A d u l t e	M i x t e		J e u n e	A d u l t e	M i x t e		J e u n e	A d u l t e	M i x t e														
											TOTAL												TOTAL																	

FEUILLE 22 - CREDITS DEMANDES, CEUX OCTROYES ET CEUX EN COURS AINSI QUE LES MONTANTS RESPECTIFS

48. Indiquez l'effectif des crédits demandés, ceux octroyés et ceux encours des entreprises ainsi que les montants respectifs dans chacune des catégories suivantes au 31 octobre 2024 : Institutions de microfinance ; Sociétés d'assurance publiques ; Sociétés d'assurance privées ; Fonds de pensions publiques ; Fonds de pensions privés ; Sociétés de change (Bureaux de change) ; Courtiers et agents ; Sociétés de garantie financière publiques ; Sociétés de garantie financière privées ; Bourses et marchés de valeurs mobilières ; Sociétés non financières publiques (Autres que les

PME) ; Sociétés non financières privées (Autres que les PME) ; Autres Sociétés non financières (Autres que les PME) ; Autres secteurs résidents (ASBL, ONG....) ; Autres secteurs Non-résidents

Catégorie	Sexe	Age	Nombre de crédits demandés	Montant de crédits demandés (en BIF)	Nombre de crédits octroyés	Montant de crédits octroyés (en BIF)	Nombre de crédits en cours	Encours total des crédits brut (BIF)
Institutions de microfinance	Homme	Jeune	-	-	-	-	-	-
		Adulte						
		Mixte						
	Femme	Jeune						
		Adulte						
		Mixte						
	Mixte	Jeune						
		Adulte						
		Mixte						
S/TOTAL			-	-	-	-	-	-
.....	Homme	Jeune						
		Adulte						
		Mixte						
	Femme	Jeune						
		Adulte						
		Mixte						
	Mixte	Jeune						
		Adulte						
		Mixte						
S/TOTAL			-	-	-	-	-	-
TOTAL			-	-	-	-	-	-

FEUILLE 23 - COMPTES ET ENCOURS DE CREDIT PAR TERME

49. Indiquez l'effectif des comptes de crédit à court (≤ 12 mois), moyen (13 à 36 mois) et long (37 mois et plus) termes ainsi que leur encours total brut au 31 octobre 2024 pour les catégories d'entreprises ci-après : PME publiques ; PME privées ; Institutions de microfinance ; Sociétés d'assurance publiques ; Sociétés d'assurance privées ; Fonds de pensions publiques ; Fonds de pensions privés ; Sociétés de change (Bureaux de change) ; Courtiers et agents ; Sociétés de garantie financière publiques ; Sociétés de garantie financière privées ; Bourses et marchés de valeurs mobilières ; Sociétés non financières publiques (Autres que les PME) ; Sociétés non financières privées (Autres que les PME) ; Autres Sociétés non financières (Autres que les PME) ; Autres secteurs résidents (ASBL, ONG....) ; Autres secteurs Non-résidents

Catégorie	Sexe	Age	Nombre de crédits demandés				Montant des crédits demandés (en BIF)			
			Court terme	Moyen terme	Long terme	Total	Court terme	Moyen terme	Long terme	Total
PME publiques	Homme	Jeune				-				-
		Adulte				-				-
		Mixte				-				-
	Femme	Jeune				-				-
		Adulte				-				-
		Mixte				-				-
	Mixte	Jeune				-				-
		Adulte				-				-
		Mixte				-				-
S/TOTAL			-	-	-	-	-	-	-	
.....	Homme	Jeune	-	-	-	-	-	-	-	-
		Adulte				-				-
		Mixte				-				-
	Femme	Jeune				-				-
		Adulte				-				-
		Mixte				-				-
	Mixte	Jeune				-				-
		Adulte				-				-
		Mixte	-	-	-	-	-	-	-	-
S/TOTAL			-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL GENERAL			-	-	-	-	-	-	-	

FEUILLE 25 - PORTE FEUILLE A RISQUE POUR ENTREPRISES (en pourcentage)

54. Indiquez le portefeuille à risque (PAR en %) pour chacune des catégories d'entreprises suivantes au 31 octobre 2024 : PME privées; Institutions de microfinance; Sociétés d'assurance publiques; Sociétés d'assurance privées; Fonds de pensions publiques ; Fonds de pensions privés ; Sociétés de change (Bureaux de change); Courtiers et agents; Sociétés de garantie financière publiques; Sociétés de garantie financière privées; Bourses et marchés de valeurs mobilières; Sociétés non financières publiques (Autres que les PME); Sociétés non financières privées (Autres que les PME); Autres Sociétés non financières (Autres que les PME); Autres secteurs résidents (ASBL, ONG....); Autres secteurs Non-résidents

Type de client	Sexe	Age	PAR ≥ 30 et < 90 au 31-10-N	PAR ≥ 90 et < 180 au 31-10-N	PAR ≥ 180 et < 360 au 31-10-N	PAR ≥ 360 au 31-10-N
PME publiques	Homme	Jeune				
		Adulte				
		Mixte				
	Femme	Jeune				
		Adulte				
		Mixte				
	Mixte	Jeune				
		Adulte				
		Mixte	-	-	-	-
	Homme	Jeune				
		Adulte				
		Mixte				
	Femme	Jeune				
		Adulte				
		Mixte				
	Mixte	Jeune				
		Adulte				
		Mixte	-	-	-	-

**FEUILLE 26 - NOMBRES DE CARTES BANCAIRES ET DETENTEURS
SECTION VII – AUTRES SERVICES**

NOTE IMPORTANTE : Les questions de cette section se rapportent uniquement à vos clients individuels incluant les membres d'associations mais à l'exclusion de vos comptes corporatifs (entreprises, sociétés et autres institutions).

55. Indiquez la distribution géographique du nombre de cartes et des détenteurs de cartes dans chacune des catégories suivantes :

Province	Commune	Cartes de guichet bancaire																			
		Nombre de nouvelles cartes émises en cette année					Nombre total de cartes en circulation au 31/10 de cette année					Nombre de nouveaux détenteurs de carte en cette année					Nombre total de détenteurs de cartes au 31/10 de cette année				
		Homme		Femme		TOTAL	Homme		Femme		TOTAL	Homme		Femme		TOTAL	Homme		Femme		TOTAL
		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	

Province	Commune	Cartes de débit / carte cash																			
		Nombre de nouvelles cartes émises en cette année					Nombre total de cartes en circulation au 31/10 de cette année					Nombre de nouveaux détenteurs de carte en cette année					Nombre total de détenteurs de cartes au 31/10 de cette année				
		Homme		Femme		TOTAL	Homme		Femme		TOTAL	Homme		Femme		TOTAL	Homme		Femme		TOTAL
		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	

Province	Commune	Cartes de crédit Visa et MasterCard																			
		Nombre de nouvelles cartes émises en cette année					Nombre total de cartes en circulation au 31/10 de cette année					Nombre de nouveaux détenteurs de carte en cette année					Nombre total de détenteurs de cartes au 31/10 de cette année				
		Homme		Femme		TOTAL	Homme		Femme		TOTAL	Homme		Femme		TOTAL	Homme		Femme		TOTAL
		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte		Jeune	Adulte	Jeune	Adulte	

Province	Commune	Cartes prépayées																			
		Nombre de nouvelles cartes émises en cette année					Nombre total de cartes en circulation au 31/10 de cette année					Nombre de nouveaux détenteurs de carte en cette année					Nombre total de détenteurs de cartes au 31/10 de cette année				
		Homme	Femme	TOTAL	Homme	Femme	TOTAL	Homme	Femme	TOTAL	Homme	Femme	TOTAL	Homme	Femme	TOTAL					

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

Provi nce	Comm une	MEI																
		Nombre de clients enregistrés					Nombre de transactions effectuées					Montant des transactions effectuées (en BIF)						
		Homme		Femme			TOT AL	Homme		Femme			TOT AL	Homme		Femme		TOT AL
		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne		Adu lte	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte			

Provi nce	Comm une	Small world																
		Nombre de clients enregistrés					Nombre de transactions effectuées					Montant des transactions effectuées (en BIF)						
		Homme		Femme			TOT AL	Homme		Femme			TOT AL	Homme		Femme		TOT AL
		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne		Adu lte	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte			

Provi nce	Comm une	Rungika																
		Nombre de clients enregistrés					Nombre de transactions effectuées					Montant des transactions effectuées (en BIF)						
		Homme		Femme			TOT AL	Homme		Femme			TOT AL	Homme		Femme		TOT AL
		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne		Adu lte	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte			

Provi nce	Comm une	Money trans																
		Nombre de clients enregistrés					Nombre de transactions effectuées					Montant des transactions effectuées (en BIF)						
		Homme		Femme			TOT AL	Homme		Femme			TOT AL	Homme		Femme		TOT AL
		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne		Adu lte	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte			

Provi nce	Comm une	Dahabshiil																
		Nombre de clients enregistrés					Nombre de transactions effectuées					Montant des transactions effectuées (en BIF)						
		Homme		Femme			TOT AL	Homme		Femme			TOT AL	Homme		Femme		TOT AL
		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne		Adu lte	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte			

Provi nce	Comm une	Autres (à préciser)																
		Nombre de clients enregistrés					Nombre de transactions effectuées					Montant des transactions effectuées (en BIF)						
		Homme		Femme			TOT AL	Homme		Femme			TOT AL	Homme		Femme		TOT AL
		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne		Adu lte	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte			

FEUILLE 28 - VENTILATION DES TRANSACTIONS ELECTRONIQUES

57. Indiquez la distribution géographique du nombre de clients enregistrés, des transactions effectuées et du montant y relatif pour les transactions électroniques au 31 octobre 2024 :

Provi nce	Comm une	Ecocash											
		Nombre de clients enregistrés					Nombre de transactions effectuées					Montant des transactions effectuées (en BIF)	
		Homme		Femme			TOT AL	Homme		Femme			TOT AL

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte	TOT AL	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte	TOT AL	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte	TOT AL
--	--	--------	---------	--------	---------	--------	--------	---------	--------	---------	--------	--------	---------	--------	---------	--------

Provi nce	Comm une	Lumicash														
		Nombre de clients enregistrés					Nombre de transactions effectuées					Montant des transactions effectuées (en BIF)				
		Homme		Femme		TOT AL	Homme		Femme		TOT AL	Homme		Femme		TOT AL
		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte	

Provi nce	Comm une	Money Contact														
		Nombre de clients enregistrés					Nombre de transactions effectuées					Montant des transactions effectuées (en BIF)				
		Homme		Femme		TOT AL	Homme		Femme		TOT AL	Homme		Femme		TOT AL
		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte	

Provi nce	Comm une	M-Cash														
		Nombre de clients enregistrés					Nombre de transactions effectuées					Montant des transactions effectuées (en BIF)				
		Homme		Femme		TOT AL	Homme		Femme		TOT AL	Homme		Femme		TOT AL
		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte	

Provi nce	Comm une	B-Web														
		Nombre de clients enregistrés					Nombre de transactions effectuées					Montant des transactions effectuées (en BIF)				
		Homme		Femme		TOT AL	Homme		Femme		TOT AL	Homme		Femme		TOT AL
		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte	

Provi nce	Comm une	Visa Toucan														
		Nombre de clients enregistrés					Nombre de transactions effectuées					Montant des transactions effectuées (en BIF)				
		Homme		Femme		TOT AL	Homme		Femme		TOT AL	Homme		Femme		TOT AL
		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte	

Provi nce	Comm une	Internet banking														
		Nombre de clients enregistrés					Nombre de transactions effectuées					Montant des transactions effectuées (en BIF)				
		Homme		Femme		TOT AL	Homme		Femme		TOT AL	Homme		Femme		TOT AL
		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte	

Provi nce	Comm une	Express Account Masterpass														
		Nombre de clients enregistrés					Nombre de transactions effectuées					Montant des transactions effectuées (en BIF)				
		Homme		Femme		TOT AL	Homme		Femme		TOT AL	Homme		Femme		TOT AL
		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte	

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

Provi nce	Comm une	RIB																
		Nombre de clients enregistrés					Nombre de transactions effectuées					Montant des transactions effectuées (en BIF)						
		Homme		Femme			TOT AL	Homme		Femme			TOT AL	Homme		Femme		TOT AL
		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne		Adu lte	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte			

Provi nce	Comm une	Pesa flash																
		Nombre de clients enregistrés					Nombre de transactions effectuées					Montant des transactions effectuées (en BIF)						
		Homme		Femme			TOT AL	Homme		Femme			TOT AL	Homme		Femme		TOT AL
		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne		Adu lte	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte			

Provi nce	Comm une	Autres (à préciser)																
		Nombre de clients enregistrés					Nombre de transactions effectuées					Montant des transactions effectuées (en BIF)						
		Homme		Femme			TOT AL	Homme		Femme			TOT AL	Homme		Femme		TOT AL
		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne		Adu lte	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte			

FEUILLE 29 - VENTILATION DES TRANSFERTS TRANSFRONTALIERS

58. Indiquez la distribution géographique du nombre de clients enregistrés, des transactions effectuées et du montant y relatif pour les transferts transfrontaliers au 31 octobre 2024 :

Provi nce	Comm une	TRANSFERT TRANSFRONTALIERS (ENTREES)																
		Nombre de clients enregistrés					Nombre de transactions effectuées					Montant des transactions effectuées (en BIF)						
		Homme		Femme			TOT AL	Homme		Femme			TOT AL	Homme		Femme		TOT AL
		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne		Adu lte	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte			

Provi nce	Comm une	TRANSFERT TRANSFRONTALIERS (SORTIES)																
		Nombre de clients enregistrés					Nombre de transactions effectuées					Montant des transactions effectuées (en BIF)						
		Homme		Femme			TOT AL	Homme		Femme			TOT AL	Homme		Femme		TOT AL
		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne		Adu lte	Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte			

FEUILLE 30 - AUTRES TRANSACTIONS

59. Indiquez la distribution géographique du nombre de clients enregistrés, des transactions effectuées et du montant y relatif pour les autres transactions (à préciser) au 31 octobre 2024:

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

AUTRES TRANSACTIONS (à préciser)																
Provi nce	Comm une	Nombre de clients enregistrés					Nombre de transactions effectuées					Montant des transactions effectuées (en BIF)				
		Homme		Femme		TOT AL	Homme		Femme		TOT AL	Homme		Femme		TOT AL
		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte		Jeu ne	Adu lte	Jeu ne	Adu lte	

FEUILLE 31 - VENTILATION DES PLAINTES DES CONSOMMATEURS DES PRODUITS ET SERVICES FINANCIERS

SECTION VII : PLAINTES DES CONSOMMATEURS

60. Indiquez la distribution géographique des plaintes reçues ainsi que le montant y relatif sujet de régularisation dans chacune des catégories suivantes au 31 octobre 2024 : (cette question concerne les clients individuels, les clients membres d'associations et les ménages) :

Provi nce	Comm une	Nombre de plaintes reçues														TO TA L			
		Clients individuels					Clients membres d'associations					Menage							
		Homme		Femme		S/T OT AL	Homme		Femme		S/T OT AL	Homme		Femme			Conjoint		S/T OT AL
		Jeu ne	Ad ul te	Jeu ne	Ad ul te		Jeu ne	Ad ul te	Jeu ne	Ad ul te		Jeu ne	Ad ul te	Jeu ne	Ad ul te		M ix te		

Provi nce	Comm une	Montant sujet de régularisation (en BIF)														TO TA L			
		Clients individuels					Clients membres d'associations					Menage							
		Homme		Femme		S/T OT AL	Homme		Femme		S/T OT AL	Homme		Femme			Conjoint		S/T OT AL
		Jeu ne	Ad ul te	Jeu ne	Ad ul te		Jeu ne	Ad ul te	Jeu ne	Ad ul te		Jeu ne	Ad ul te	Jeu ne	Ad ul te		M ix te		

FEUILLE 32 - PLAINTES DES CONSOMMATEURS

SECTION VII : PLAINTES DES CONSOMMATEURS

63. Indiquez le nombre de plaintes reçues ainsi que le montant y relatif sujet de régularisation dans chacune des catégories suivantes au 31 octobre 2024/ : Administrations centrales() ; Administrations locales(Les ministères ; Les écoles publiques ; Les hôpitaux publics ; Les centres de Santé publiques...) ; PME publiques() ; Institutions de microfinance () ; Sociétés d'assurance publiques() ; Fonds de pensions publiques () ; Fonds de pensions privés () ; Sociétés de change (Bureaux de change)() ; Courtiers et agents() ; Sociétés de garantie financière publiques() ; Sociétés de garantie financière privées() ; Bourses et marchés de valeurs mobilières() ; Sociétés non financières publiques (Autres que les PME) ;() ; Sociétés non financières privées (Autres que les PME)() ; Autres Sociétés non financières (Autres que les PME)() ; Autres secteurs résidents (ASBL, ONG...) ;() ;

Catégorie	Sexe	Age	Nombre de plaintes reçues	Montant sujet de régularisation (en BIF)
Les ministères	Homme	Jeune		
		Adulte		
		Mixte		
	Femme	Jeune		
		Adulte		
		Mixte		
	Mixte	Jeune		
		Adulte		
		Mixte		

FEUILLE 33 - VENTILATION DES PLAINTES DES PME

66. Indiquez la distribution géographique des plaintes reçues des PME publiques ainsi que le montant y relatif sujet de régularisation par Commune, par sexe et par âge au 31 octobre 2024 :

Province	Commune	Nombre de plaintes reçues									TOTAL
		Homme			Femme			Mixte			
		Jeune	Adulte	Mixte	Jeune	Adulte	Mixte	Jeune	Adulte	Mixte	

Province	Commune	Montant sujet de régularisation (en BIF)									TOTAL
		Homme			Femme			Mixte			
		Jeune	Adulte	Mixte	Jeune	Adulte	Mixte	Jeune	Adulte	Mixte	

SECTION IX: AUTRES QUESTIONS PARTICULIERES

Q. 1. Votre institution dispose -t-elle d'une stratégie de gestion climatique ?

Q.2.Votre institution a-t-elle mis en place des objectifs pour la mise en œuvre d'une approche du risque climatique ?

Q.3. Votre institution dispose-t-elle d'un processus de gestion de risque ?

Q.3.a. Si oui, Y avez-vous intégré des outils et des procédures permettant d'identifier, de mesurer, de contrôler et de gérer/ atténuer les risques liés au changement climatique ?

Q.3. b. Quels sont ces outils ?

Q.4. Votre institution a-t-elle défini les rôles et responsabilités spécifiques du personnel opérationnel en ce qui concerne l'identification, l'évaluation et la gestion des risques financiers liés au climat ?

Q.5.Combien d'atelier de formations sur les risques climatiques avez-vous dispensées au Conseil d'Administration

Q.6.Combien de formations sur les risques climatiques avez-vous organisées à l'endroit du personnel opérationnel des départements

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

Q.7. Combien d'événements de sensibilisation sur la gestion de risque climatique avez-vous organisé (c'est-à-dire le nombre d'ateliers, de conférences, etc.)

Q.8. Nombre de bénéficiaires à des ateliers de formation sur la gestion de risque climatique

Q.9. Indiquez le nombre de bénéficiaires à des ateliers de sensibilisation la gestion de risque

Q.10. Indiquez le nombre de microcrédits accordés par le biais de canaux numériques pour des produits

Q.11. Quel est le montant de ces microcrédits accordés

Q.12. Combien de crédits tombés en impayés suite aux aléas climatiques ?

**QUESTIONNAIRE D'ENQUETE SUR LA DEMANDE DES SERVICES FINANCIERS,
Edition 2024**

1. Questionnaire auprès des ménages

INTRODUCTION

Bonjour, je m'appelle et j'ai été recruté(e) par l'Institut National de la Statistique du Burundi (INSBU) pour réaliser une enquête afin de mieux connaître la disponibilité et l'utilisation des services financiers pour les populations de la région. L'enquête concerne tout le pays et a pour but d'aider le gouvernement du Burundi à prendre des mesures pour améliorer l'accès aux services financiers pour les populations, autant en zone urbaine que rurale.

Sur la base des données du dernier recensement, votre ménage a été choisi pour répondre à un bref questionnaire. Vos réponses seront traitées de façon strictement confidentielle. Votre participation est très importante pour s'assurer que toutes les couches de la population et toutes les communes ont été consultées dans l'enquête.

L'entrevue dure environ 30 minutes. Comme nous voulons rejoindre toutes les catégories de personnes, après l'identification de tous les membres de votre ménage âgé de 16 ans et plus, j'en choisirai un au hasard pour réaliser cette entrevue. Merci pour votre coopération.

RÉFÉRENCES DE L'ENTREVUE

Q1. Province : _____

Q2. Commune : _____

Q3. Zone de dénombrement : _____

Q4. Numéro de ménage/

Q5. Milieu de résidence : |__| |__| 1. Urbain 2. Rural

Cette question ne doit pas être posée et plutôt être codifiée directement par l'enquêteur lui-même en fonction de la classification suivante :

- **Sont considérées urbaines les ZD de la province de Bujumbura Mairie ainsi que les ZD des centres-villes de Gitega, Ngozi et Rumonge.**
- **Sont considérées rurales l'ensemble des autres ZD.**

Autres informations

Q6. Nom et prénom de l'enquêteur : _____

Q7. Date de l'entrevue : JJ -MO-AN

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

SECTION I – INFORMATIONS SOCIODÉMOGRAPHIQUES

Q8. Nom et prénom	Q9. Sexe de.....	Q10. Quel âge de.....au dernier anniversaire ?	Q11. Quel est le lien de parenté de..... avec le chef de ménage ?	Q12. Quel est l'état matrimonial de..... ?	Q13. Quel est le niveau d'études de..... ?	Q14. Quelle est votre confession religieuse de..... ?	Q15...vit avec handicap ?	Q15.a. Si oui, lequel ?	Q16...Profil de la personne (+18 ans) :
	1. Homme 2. Femme		1. chef de ménage 2. Conjoint 3. Enfant 4. Frère/sœur 5. Autre lien de parenté 6. sans lien de parenté	1. Célibataire 2. Veuf/ve 3. Conjoint(e) de fait 4. Marié(e) 5. Divorcé(e) / séparé(e)	1. Jamais fréquenté l'école 2. A fréquenté l'école primaire (1re - 3e) 3. A complété le niveau primaire (4e - 6e) 4. A fréquenté le collège 5. A fréquenté le lycée 6. A fréquenté l'université 7. NSP/RDR	1. Catholique 2. Protestante 3. Musulmane 4. Adventiste 5. Aucune 6. Autre 7. NSP/RDR	1. Oui 2. Non	1. Auditif 2. Mental 3. Visuel 4. Moteur 5. Autre	1. Normal 2. Réfugié 3. Rapatrié 4. Déplacé interné

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

Q17. Quelle est votre situation d'emploi actuelle ? **Cochez les réponses appropriées.**

	1. Oui 2. Non	Q18. Si vous travaillez, est-ce à temps plein ou à temps partiel ? 1. Temps plein 2. Temps partiel*
a. Employé salarié [travail pour quelqu'un d'autre]	_ _	_ _
b. Salarié(e) indépendant [travail pour soi-même]	_ _	_ _
c. Aucun emploi ,chômeur à la recherche d'emploi	_ _	_ _
d. Aucun emploi, chômeur qui ne recherche pas d'emploi	_ _	_ _
e. Retraité(e)	_ _	_ _
f. Étudiant(e)	_ _	_ _
g. Incapable de travailler en raison d'une maladie ou d'un problème de santé	_ _	_ _
h. Apprenti	_ _	_ _
i. S'occupe du foyer	_ _	_ _
j. Refus	_ _	_ _
k. Autre	_ _	_ _

* Moins de 20 heures par semaine.

Q19. Êtes-vous impliqué dans les activités économiques suivantes comme activité principale ou secondaire ?

Lisez les énoncés suivants et cochez les réponses appropriées.

	Oui	Non
a. Agriculture	_ _	_ _
b. Pêche	_ _	_ _
c. Exploitation forestière	_ _	_ _
d. Extraction minière	_ _	_ _
e. Industrie manufacturière	_ _	_ _
f. Construction	_ _	_ _
g. Énergie	_ _	_ _
h. Commerce	_ _	_ _
i. Transport et logistique	_ _	_ _
j. Tourisme et hôtellerie	_ _	_ _
k. Éducation et santé	_ _	_ _
l. Finance	_ _	_ _
m. Technologie de l'information	_ _	_ _
n. Autre (à préciser)	_ _	_ _

Q20. Quel est votre revenu total mensuel moyen ? ||_|_|_|

1. Aucun revenu
2. Moins de 25 000 FBU

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

3. Entre 25 000 et 49 999 FBU
4. Entre 50 000 et 99 000 FBU
5. Entre 100 000 et 199 000 FBU
6. Entre 200 000 et 499 000 FBU
7. Entre 500 000 et 1 million FBU
8. Plus de 1 million FBU
9. NSP/RDR

SECTION II – CONNAISSANCE ET UTILISATION GÉNÉRALE DES SERVICES FINANCIERS

Q21. Quelle(s) banque(s) au Burundi connaissez-vous ou avez-vous entendu parler ?

NE LISEZ PAS LES CHOIX DE RÉPONSE.

Cochez les réponses données par le répondant. Réponses multiples acceptées.

- | | | | |
|--|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| 1. Banque Commerciale du Burundi (BANCOBU) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 2. Interbank Burundi (IBB) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 3. ECOBANK | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 4. Banque de Crédit de Bujumbura (BCB) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 5. Banque Burundaise pour le Commerce et l'Investissement (BBCI) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 6. Banque de Gestion et de Financement (BGF) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 7. Banque de Financement et de <i>Leasing</i> (FINBANK) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 8. Diamond Trust Bank Burundi (DTB) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 9. Banque de l'Habitat au Burundi (BHB) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 10. Banque Nationale pour le Développement Économique (BNDE) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 11. Banque d'Investissement et de Développement pour les Femmes (BIDF) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 12. Kenya Commercial Bank Burundi Limited (KCB) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 13. Cooperative Rural Development Bank Burundi (CRDB) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 14. Banque Communautaire et Agricole du Burundi (BCAB) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 15. Banque d'Investissement pour les Jeunes (BIJE) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 16. Aucune | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Q22. Quelles(s) institution(s) de microfinance connaissez-vous ou avez-vous entendu parler ?

NE LISEZ PAS LES CHOIX DE RÉPONSE.

Cochez les réponses données par le répondant. Réponses multiples acceptées.

1. MUTEK S.A
2. Hope Fund Burundi "HFB" S.A
3. TURAME COMMUNITY FINANCE S.A
4. Women's Initiative for Self-Empowerment "WISE" S.A
5. Réseau Communautaire d'Épargne et de Crédit pour l'Auto développement-Inkingi Y'Iterambere "RECECA-INKINGI" S.A
6. Development Interpeople Finance Operations "DIFO" S.A
7. CORILAC Microfinance S.A
8. ISHAKA-Microfinance S.A
9. KAZOZA FINANCE S.A
10. TWITEZIMBERE S.A
11. Solidarité Féminine d'Épargne et de Crédit "SOFEPAC" S.A
12. Hauge Family Microfinance, UMURYANGO S.A
13. DUKUZE microfinance S.A.
14. INYISHU MICROFINANCE S.A.
15. Fonds d'Appui au Développement Communautaire, "FADECO" S.A.

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

16. UMUCO Microfinance S.A
17. UMUBANO Microfinance S.A
18. TUJANE Microfinance S.A
19. Burundi Lend and Lease S.A
20. EDEN Microfinance S.A
21. iHelá Credit Union S.A
22. MICROFINANCE BUMBATIRANE "MICROBU" S.A.
23. Elite Microfinance S.A
24. TWIKANGURE MICROFINANCE S.A
25. ISOKO Microfinance s.a
26. INEZA IWACU Microfinance s.a
27. SOPEC Microfinance s.a
28. Collectif d'Épargne et de Crédit des Fonctionnaires « CECF »
29. CODEM FINANCE S.A
30. KAZE MICROFINANCE s.a
31. INYENYERI Microfinance s.a
32. LES CHAMPIONS Microfinance s.a
33. GUILGAL-REHOBOTH BURUNDI s.a
34. UMUREZI Microfinance s.a
35. Caisse Coopérative d'Épargne et de Crédit Mutuel "CECM"
36. Coopérative Solidarité avec les Producteurs pour l'Épargne et le Crédit "COSPEC"
37. Fonds de Solidarité des Travailleurs de la Santé "FSTS"
38. Fonds de Solidarité des Travailleurs de l'Enseignement "FSTE"
39. Fonds de Solidarité des Cadres Judiciaires "FSCJ"
40. Union pour la Coopération et le Développement "UCODE"
41. Coopérative d'Épargne et de Crédit pour l'Auto-Développement des Militaires "CECADM"
42. Solidarité Citoyenne pour l'Auto Développement " SOCADE"
43. Mutualité des Professionnels Adventistes pour le Développement "MUPAD"
44. Coopérative d'Épargne et de Crédit des Caféculteurs du Burundi "CECABU"
45. Mutualité d'Épargne et de Crédit Itongo "MECI"
46. Coopérative pour le Développement Economique Communautaire "CDEC-Microfinance"
47. Coopérative d'Épargne et de Crédit Communautaire "CECCO-MICROFINANCE"
48. MICROFINANCE URUNANI
49. Coopérative d'Épargne et de Crédit pour le Développement des Artisans et Artistes du Burundi " CECD-Art"
50. MEC-ALPHA
51. Microfinance de la Police Nationale du Burundi "MICROPOL"
52. Coopérative d'Épargne et de Crédit "COOPEC RUTANA"
53. Coopérative d'Épargne et de Crédit "COOPEC CANKUZO "
54. Coopérative d'Épargne et de Crédit "COOPEC RUYIGI "
55. Coopérative d'Épargne et de Crédit "COOPEC BUKEYE "
56. Coopérative d'Épargne et de Crédit "COOPEC KAYANZA "
57. Coopérative d'Épargne et de Crédit "COOPEC NGOZI "
58. Coopérative d'Épargne et de Crédit "COOPEC MUTAHO "
59. Coopérative d'Épargne et de Crédit "COOPEC MWARO "
60. Coopérative d'Épargne et de Crédit "COOPEC KIRUNDO "
61. Coopérative d'Épargne et de Crédit "COOPEC KARUSI "
62. Coopérative d'Épargne et de Crédit "COOPEC MUYINGA "
63. Coopérative d'Épargne et de Crédit "COOPEC GIHOSHA "

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

- 64. Coopérative d'Épargne et de Crédit "COOPEC MAKAMBA "
- 65. Coopérative d'Épargne et de Crédit "COOPEC NYANZA-LAC "
- 66. Coopérative d'Épargne et de Crédit "COOPEC BURURI "
- 67. Coopérative d'Épargne et de Crédit "COOPEC RUMONGE "
- 68. Coopérative d'Épargne et de Crédit "COOPEC MATANA "
- 69. Coopérative d'Épargne et de Crédit "COOPEC GITEGA "
- 70. Coopérative d'Épargne et de Crédit "COOPEC KANYOSHA "
- 71. Coopérative d'Épargne et de Crédit "COOPEC RUGOMBO "
- 72. Coopérative d'Épargne et de Crédit "COOPEC BUBANZA "
- 73. Coopérative d'Épargne et de Crédit "COOPEC MURAMVYA "
- 74. Coopérative d'Épargne et de Crédit "COOPEC BWIZA "
- 75. Le Pivot Microfinance
- 76. BAOBAB Microfinance "BAOMI"
- 77. ACCESS FINANCE GROUP
- 78. SUMACO
- 79. Isoko ry'Iterambere rya Commune Giheta « ISIGI MICROFINANCE »
- 80. Synergie d'Épargne et de Crédit « SEPAC Microfinance »
- 81. CAFO UMWIZERO Microfinance
- 82. Autre
- 83. Aucune

Q23. Connaissez-vous la signification des termes suivants :

Lisez les énoncés suivants et cochez les réponses appropriées.

	Oui	Non
a. Compte courant	_ _	_ _
b. Frais de tenue de compte	_ _	_ _
c. Chèque bancaire	_ _	_ _
d. Guichet automatique bancaire	_ _	_ _
e. Prêt personnel	_ _	_ _
f. Microcrédit	_ _	_ _
g. Transfert d'argent	_ _	_ _
h. Bureau de change	_ _	_ _
i. Bons du Trésor	_ _	_ _

Q24. Êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants :

Lisez les énoncés suivants et cochez les réponses appropriées.

	Oui	Non	NSP/RDR
a. Êtes-vous bien informé(e) sur les différents produits et services financiers offerts sur le marché ?	_ _	_ _	_ _
b. Aimez-vous transporter de l'argent sur vous ?	_ _	_ _	_ _
c. Accepteriez-vous de vous endetter ?	_ _	_ _	_ _
d. Pensez-vous qu'il soit important d'épargner ?	_ _	_ _	_ _
e. Pensez-vous que vos épargnes sont mieux protégées chez vous qu'à la banque ?	_ _	_ _	_ _

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

f. Pensez-vous les systèmes traditionnels comme les tontines et <i>ikirimba</i> sont plus fiables que les banques pour protéger vos épargnes ?	_ _	_ _	_ _
g. Pensez-vous que les banques s'intéressent uniquement aux salariés et aux grandes sociétés commerciales ?	_ _	_ _	_ _
h. Savez-vous que les institutions de microfinance sont de petites banques qui servent les plus vulnérables ?	_ _	_ _	_ _
i. Savez-vous que les COOPEC sont des institutions qui appartiennent à leurs membres et qui sont gérées par leurs membres ?	_ _	_ _	_ _
j. Avez-vous une idée des taux d'intérêt qui sont facturés sur les crédits accordés par les banques ?	_ _	_ _	_ _
k. Avez-vous entendu parler des usuriers qui donnent des crédits (banque Lambert) ?	_ _	_ _	_ _

Q25. Possédez-vous... ?

Lisez les énoncés suivants et cochez les réponses appropriées.

	Oui	Non	NSP/RDR
a. Une carte d'identité nationale	_ _	_ _	_ _
b. Un téléphone mobile	_ _	_ _	_ _
c. Une adresse courriel	_ _	_ _	_ _
d. Une carte de guichet automatique	_ _	_ _	_ _
e. Une carte de crédit	_ _	_ _	_ _
f. Une carte de débit / carte <i>cash</i>	_ _	_ _	_ _

Q26. À quelle fréquence utilisez-vous les moyens suivants pour payer vos achats ?

Lisez les énoncés suivants et cochez les réponses appropriées.

	Souvent	Rarement	Jamais	NSP/RDR
a. Argent comptant	_ _	_ _	_ _	_ _
b. Paiement en nature (marchandises)	_ _	_ _	_ _	_ _
c. Paiement par chèque	_ _	_ _	_ _	_ _
d. Achat à crédit	_ _	_ _	_ _	_ _
e. Métayage	_ _	_ _	_ _	_ _
f. Téléphone mobile	_ _	_ _	_ _	_ _

SECTION III – ACCÈS PHYSIQUE AUX SERVICES FINANCIERS

Q27. A quelle distance en km se situe un point de service d'une institution financière (banque ou agence, coopec, bureau postal ou institution de microfinance) le plus proche de votre domicile ? si moins de 1km, écrivez 00. |_|_|_|

Q28. Quel(s) moyen(s) de transport pouvez-vous utiliser pour vous rendre à l'institution financière la plus proche ?

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

Lisez les énoncés suivants et cochez les réponses appropriées.

	Oui	Non	NSP/RDR
a. Un minibus	_ _ _	_ _ _	_ _ _
b. Une moto	_ _ _	_ _ _	_ _ _
c. Une voiture	_ _ _	_ _ _	_ _ _
d. Un vélo	_ _ _	_ _ _	_ _ _
e. À pied	_ _ _	_ _ _	_ _ _
f. Aucun	_ _ _	_ _ _	_ _ _

Q29. Avec ce moyen de transport, quel est le temps nécessaire pour aller se rendre à cette institution ?

Cochez la réponse appropriée dans chaque colonne.

	Institution financière
a. Moins de 15 minutes	_ _ _
b. Entre 15 et 30 minutes	_ _ _
c. Entre 31 et 60 minutes	_ _ _
d. Plus d'une heure	_ _ _
e. NSP/RDR	_ _ _

SECTION IV – ACCÈS / UTILISATION DE L'ÉPARGNE

Q30. Est-ce que vous arrivez à épargner (mettre de l'argent de côté) sur une base régulière ?

Oui |_|_|_|

Non |_|_|_| → **Passez à la question 32.**

Q31. Où gardez-vous votre épargne ?

NE LISEZ PAS LES CHOIX DE RÉPONSE.

Cochez les réponses données par le répondant. Réponses multiples acceptées.

- 5.1. À la maison dans un endroit sûr |_|_|_|
- 2. Dans une association, tontine, *ikirimba* |_|_|_|
- 3. Dans une banque |_|_|_|
- 4. Dans une COOPEC |_|_|_|
- 5. Dans une institution de microfinance |_|_|_|
- 6. Dans un compte postal |_|_|_|
- 7. Chez une autre personne |_|_|_|
- 8. Autre |_|_|_|
- 9. NSP/RDR |_|_|_|

Q32. Avez-vous un compte dans une institution financière en votre nom propre ? |_|_|_|

1. Oui → **Passez à la question 34.**

2. Non

Q33. Quelle(s) raison(s) vous empêchent ou vous découragent d'avoir un compte dans une institution financière ?

NE LISEZ PAS LES CHOIX DE RÉPONSE.

Cochez les réponses données par le répondant. Réponses multiples acceptées.

- 1. Je n'ai pas encore eu l'opportunité |_|_|_|
- 2. Je ne suis pas qualifié(e), éligible |_|_|_|
- 3. Je préfère garder mon argent chez moi |_|_|_|
- 4. Je n'ai pas suffisamment de revenu en argent |_|_|_|
- 5. Je n'arrive pas à épargner, il ne reste rien après les dépenses courantes |_|_|_|
- 6. Les banques/IF ne sont pas là pour des gens comme moi |_|_|_|
- 7. Je n'ai pas confiance dans les banques/IF |_|_|_|
- 8. Je ne sais pas comment faire pour ouvrir un compte |_|_|_|
- 9. J'ai besoin de la permission d'une autre personne pour ouvrir un compte |_|_|_|
- 10. Les banques/IF sont situées trop loin, le transport est trop coûteux |_|_|_|
- 11. Je n'ai pas les documents requis : parrain/avaliseur, pièces d'identité, etc. |_|_|_|
- 12. Les heures d'ouverture ne conviennent pas à mes besoins |_|_|_|
- 13. Les temps d'attente aux guichets sont trop longs |_|_|_|
- 14. Le dépôt minimum exigé est trop élevé |_|_|_|
- 15. Les différents types de comptes proposés ne conviennent pas à mes besoins |_|_|_|
- 16. Les taux d'intérêt offerts ne sont pas intéressants |_|_|_|
- 17. Les frais facturés par les banques sont trop élevés |_|_|_|
- 18. Les gens vont savoir que j'ai de l'argent |_|_|_|
- 19. Autre |_|_|_|
- 20. NSP/RDR |_|_|_|

Q34. Vous arrive-t-il d'utiliser le compte d'une autre personne pour effectuer des transactions bancaires ?

Lisez les énoncés suivants et cochez les réponses appropriées.

	Oui	Non	NSP/RDR
a. Membre de la famille	_ _ _	_ _ _	_ _ _
b. Ami	_ _ _	_ _ _	_ _ _
c. Boutiquier / commerçant	_ _ _	_ _ _	_ _ _
d. Autre	_ _ _	_ _ _	_ _ _

Q35. Si oui à Q32, depuis combien de temps avez-vous ouvert un compte ?

- 1. Depuis moins de 1 an |_|_|_|
- 2. Depuis 1 à 5 ans |_|_|_|
- 3. Depuis plus de 5 ans |_|_|_|
- 4. NSP/RDR |_|_|_|

Q36. Combien de comptes avez-vous...

Lisez les énoncés suivants et indiquez le nombre de comptes détenus dans chaque type d'institution.

	0	1	2	3	Plus de 3
a. Dans les banques	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
b. Dans les institutions de microfinance	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

c. Dans les COOPEC	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
d. Dans les bureaux postaux	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _

Q37. De quel(s) type(s) de compte s'agit-il ?

**Lisez les énoncés suivants et cochez les réponses appropriées.
Le nombre de comptes doit correspondre à celui déclaré à la question précédente.**

- | | |
|----------------------------------|-------|
| 1. Compte de dépôt à vue | _ _ _ |
| 2. Compte courant | _ _ _ |
| 3. Compte d'épargne | _ _ _ |
| 4. Compte bon de caisse | _ _ _ |
| 5. Compte de dépôt à terme | _ _ _ |
| 6. Compte de chèque postal (CCP) | _ _ _ |
| 7. Compte en devise | _ _ _ |
| 8. Compte de prêt | _ _ _ |
| 9. Autre | _ _ _ |
| 10. NSP/RDR | _ _ _ |

Q38. Pour quelles raisons avez-vous ouvert un compte ?

NE LISEZ PAS LES CHOIX DE RÉPONSE.

Cochez les réponses données par le répondant. Réponses multiples acceptées.

- | | |
|--|-------|
| 1. Je veux épargner | _ _ _ |
| 2. Je veux avoir accès au crédit | _ _ _ |
| 3. Pour avoir accès à mon argent quand j'en ai besoin | _ _ _ |
| 4. Je trouve cela plus sécuritaire | _ _ _ |
| 5. Je veux gagner des intérêts | _ _ _ |
| 6. Je veux investir dans des obligations, des bons du Trésor ou d'autres valeurs | _ _ _ |
| 7. Je veux pouvoir faire ou recevoir des transferts d'argent | _ _ _ |
| 8. Pour couvrir les besoins courants de mon ménage | _ _ _ |
| 9. Pour couvrir les besoins de mon entreprise, de mon activité économique | _ _ _ |
| 10. Pour couvrir les urgences médicales, les frais de scolarité et autres imprévus | _ _ _ |
| 11. Autre | _ _ _ |
| 13. NSP/RDR | _ _ _ |

Q39. À quelle fréquence faites-vous les transactions suivantes dans votre compte ?

Lisez les énoncés suivants et cochez les réponses appropriées.

	Souvent	Rarement	Jamais	NSP/RDR
a. Déposer de l'argent dans le compte	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
b. Retirer de l'argent du compte	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
c. Payer les factures et fournisseurs en argent	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
d. Payer les factures et fournisseurs par chèque	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
e. Demander un relevé de compte	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
f. Encaisser un chèque	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _

g. Effectuer un ordre de paiement	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
h. NSP/RDR	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _

Q40. Êtes-vous très satisfait(e), assez satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) des conditions suivantes offertes par les institutions financières ?

Lisez les énoncés suivants et cochez les réponses appropriées.

	Très	Assez	Pas du tout	NSP/RDR
a. La localisation des agences	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
b. Les différents types de comptes proposés	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
c. Les procédures d'ouverture de compte	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
d. Les heures d'ouverture	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
e. Les temps d'attente pour faire une transaction	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
f. Le dépôt minimum exigé	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
g. Le taux d'intérêt versé sur l'épargne	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
h. Les frais de transaction et de tenue de compte	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
i. Le service offert par le personnel des guichets	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
j. La sécurité des lieux	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _

SECTION V – ACCÈS / UTILISATION DU CRÉDIT

Q41. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous demandé un crédit ou un découvert dans une institution financière ? |_|_|_|_|

1.Oui → Passez à la question 43.

2.Non

Q42. Quelles raisons vous empêchent ou vous découragent de demander un crédit ?

NE LISEZ PAS LES CHOIX DE RÉPONSE.

Cochez les réponses données par le répondant. Réponses multiples acceptées.

- | | |
|---|-------|
| 1.Je ne me sens pas à ma place dans une institution financière | _ _ _ |
| 2.Le crédit est pour les riches, on va me refuser | _ _ _ |
| 3.Je n'ai pas besoin du crédit | _ _ _ |
| 4.J'ai accès à d'autres sources de crédit | _ _ _ |
| 5.J'ai peur de m'endetter | _ _ _ |
| 6.Je ne serai pas capable de rembourser | _ _ _ |
| 7.J'ai peur qu'on vienne saisir mes biens si je n'arrive pas à rembourser | _ _ _ |
| 8.Je n'ai pas d'information, je ne sais pas où aller et comment faire | _ _ _ |
| 9.Les types de produits de prêt proposés ne conviennent pas à mes besoins | _ _ _ |
| 10.Les procédures de demande sont trop complexes | _ _ _ |
| 11.Les frais d'ouverture de dossier et les commissions à payer sont trop élevés | _ _ _ |

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

- | | |
|---|-------|
| 12. Les garanties exigées sont trop difficiles à réunir | _ _ _ |
| 13. Les taux d'intérêt sont trop élevés | _ _ _ |
| 14. Autre | _ _ _ |
| 15. NSP/RDR | _ _ _ |

Q43. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous obtenu/détenu un crédit ou un découvert dans une institution financière ? |_|_|_|_|

- 1. Oui**
2. Non → **Passez à la question 46.**

Q44. Combien de crédit(s) avez-vous obtenu(s) ou détenu(s) ?

Lisez les énoncés suivants et cochez les réponses appropriées.

	0	1	2	3	Plus de 3
a. Dans une banque commerciale	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
b. Dans un EF (BNDE)	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
c. Dans une institution de microfinance	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
d. Dans une COOPEC	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
e. À la poste	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _

Q45. À quelle(s) fin(s) a (ont) servi votre (vos) crédit(s) ?

NE LISEZ PAS LES CHOIX DE RÉPONSE.

Cochez les réponses données par le répondant. Réponses multiples acceptées.

- | | |
|---|-------|
| 1. Dépenses courantes : vêtements, nourriture, boissons, etc. | _ _ _ |
| 2. Dépenses de santé | _ _ _ |
| 3. Frais de scolarité des enfants | _ _ _ |
| 4. Acheter une voiture | _ _ _ |
| 5. Rénover / agrandir ma maison | _ _ _ |
| 6. Acheter un terrain ou une parcelle | _ _ _ |
| 7. Acheter une maison / un immeuble | _ _ _ |
| 8. Funérailles/ différentes fêtes | _ _ _ |
| 9. Commerce d'or et de pierres précieuses | _ _ _ |
| 10. Acheter des meubles / appareils électroménagers | _ _ _ |
| 11. Rembourser des dettes | _ _ _ |
| 12. Démarrer une nouvelle entreprise | _ _ _ |
| 13. Développer mon entreprise | _ _ _ |
| 14. Acheter un équipement agricole | _ _ _ |
| 15. Acheter des engrais et semences | _ _ _ |
| 16. Acheter du bétail | _ _ _ |
| 17. Cultiver un champ | _ _ _ |
| 18. Obtenir un aval / une caution | _ _ _ |
| 19. Autre | _ _ _ |

Q46. Êtes-vous très satisfait(e), assez satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) des conditions offertes par les institutions financières concernant l'accès au crédit ?

Lisez les énoncés suivants et cochez les réponses appropriées.

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

	Très	Assez	Pas du tout	NSP/RDR
a. Les différents types de produits de crédit proposés	_ _	_ _	_ _	_ _
b. Les procédures administratives à remplir	_ _	_ _	_ _	_ _
c. Les frais de dossier et les commissions à payer	_ _	_ _	_ _	_ _
d. Les délais d'approbation des crédits	_ _	_ _	_ _	_ _
e. Les garanties exigées	_ _	_ _	_ _	_ _
f. Les montants de crédit proposés	_ _	_ _	_ _	_ _
g. Les modalités de déblocage du crédit	_ _	_ _	_ _	_ _
h. La durée des crédits	_ _	_ _	_ _	_ _
i. La fréquence et l'échéancier des remboursements	_ _	_ _	_ _	_ _
j. Les taux d'intérêt facturés sur les crédits	_ _	_ _	_ _	_ _
k. Les pénalités à payer en cas de retard de paiement	_ _	_ _	_ _	_ _
l. Les mesures prises en cas de non-remboursement	_ _	_ _	_ _	_ _
m. Le suivi et le conseil aux clients	_ _	_ _	_ _	_ _

SECTION VI – ACCÈS / UTILISATION DU TRANSFERT D'ARGENT

Q47. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous reçu des transferts d'argent venant de l'intérieur du pays par ... ?

Lisez les énoncés suivants et cochez la réponse appropriée.

	Une fois	Plusieurs fois	Jamais	NSP/RDR
a. Une banque	_ _	_ _	_ _	_ _
b. La poste (EcoKash/ECONET)	_ _	_ _	_ _	_ _
c. Western Union	_ _	_ _	_ _	_ _
d. MoneyGram	_ _	_ _	_ _	_ _
e. SAMA MONEY TRANSFER	_ _	_ _	_ _	_ _
f. SASAI FINTECH BURUNDI	_ _	_ _	_ _	_ _
g. IFARANGA PAYMENT SERVICE	_ _	_ _	_ _	_ _
h. Lumicash	_ _	_ _	_ _	_ _
i. Autre	_ _	_ _	_ _	_ _

Q48. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous reçu des transferts d'argent venant de l'extérieur du pays par... ?

Lisez les énoncés suivants et cochez la réponse appropriée.

	Une fois	Plusieurs fois	Jamais	NSP/RDR
	_ _	_ _	_ _	_ _

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

a. Une banque	_ _	_ _	_ _	_ _
b. La poste (EcoKash/ECONET/Lumicash)	_ _	_ _	_ _	_ _
c. Western Union	_ _	_ _	_ _	_ _
d. MoneyGram	_ _	_ _	_ _	_ _
e. Autre	_ _	_ _	_ _	_ _

Q49. Pour ceux qui ont déjà reçu un transfert d'argent :

Êtes-vous très satisfait(e), assez satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) des conditions suivantes offertes par les institutions financières pour recevoir de l'argent ?

Lisez les énoncés suivants et cochez les réponses appropriées.

	Très	Assez	Pas du tout	NSP/RDR
a. Les procédures à suivre	_ _	_ _	_ _	_ _
b. Les pièces et documents à fournir	_ _	_ _	_ _	_ _
c. Les délais de transmission de l'argent	_ _	_ _	_ _	_ _
d. Les frais à payer	_ _	_ _	_ _	_ _
e. Le service offert par le personnel	_ _	_ _	_ _	_ _
f. La sécurité des lieux	_ _	_ _	_ _	_ _

SECTION VII – ACCÈS / UTILISATION DE SERVICES FINANCIERS INFORMELS

Q50. Au cours des 12 derniers mois, à quelle fréquence (souvent, rarement ou jamais) avez-vous épargné... ?

Lisez les énoncés suivants et cochez les réponses appropriées.

	Souvent	Rarement	Jamais	NSP/RDR
a. Dans une tontine	_ _	_ _	_ _	_ _
b. Dans une association, un groupement	_ _	_ _	_ _	_ _
c. Dans un <i>ikirimba</i>	_ _	_ _	_ _	_ _

Q51. Avez-vous plus, moins ou autant confiance dans ces systèmes informels que dans les banques lorsque vient le moment d'épargner ? |_|_|_|

Cochez la réponse appropriée.

1. Plus confiance dans les systèmes informels
2. Moins confiance dans les systèmes informels
3. Autant confiance dans les systèmes informels

Q52. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous obtenu un crédit auprès des personnes ou organisations suivantes ?

Lisez les énoncés suivants et cochez les réponses appropriées.

	Oui	Non	NSP/RDR
a. Une tontine (tour)	_ _	_ _	_ _

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

b. Un <i>ikirimba</i> (tour)	_ _	_ _	_ _
c. Une association, un groupement	_ _	_ _	_ _
d. Votre employeur	_ _	_ _	_ _
e. Un commerçant / une boutique	_ _	_ _	_ _
f. Un fournisseur d'intrants	_ _	_ _	_ _
g. Un acheteur de produits agricoles (ex. : café, riz)	_ _	_ _	_ _
h. Un commissionnaire / banque Lambert	_ _	_ _	_ _
i. Une église	_ _	_ _	_ _
j. Un ami	_ _	_ _	_ _
k. Un membre de la famille	_ _	_ _	_ _

SECTION VIII – EDUCATION FINANCIERES

Q53	Accepteriez-vous de vous endetter ? 1. Oui 2 Non	_ _
Q54	Pensez-vous qu'il soit important d'épargner ? 1. Oui 2 Non	_ _
Q55	Pensez-vous que vos épargnes sont mieux protégées chez-vous qu'à la banque ? 1. Oui 2 Non 3. Indecis	_ _
Q56	Pensez-vous que les systèmes traditionnels comme les tontines et Ikirimba sont plus fiables que les banques pour protéger vos épargnes ? 1. Oui 2 Non 3. Indecis	_ _
Q57	Pensez-vous que les banquent s'intéressent uniquement aux salariés et aux grandes sociétés commerciales ? 1. Oui 2 Non 3. NSP	_ _
Q58	Savez-vous que les institutions de microfinances de petites banques qui servent les plus vulnérables ? 1. Oui 2 Non	_ _
Q59	Savez-vous que les COOPEC sont des institutions qui appartiennent à leurs membres et qui sont gérées par leurs membres ? 1. Oui 2 Non	_ _
Q60	Votre ménage a-t-il un budget ? 1. Oui 2. Non 3. Ne sait pas 4. Refus	. _ _
Q61	Si oui, qui est responsable des décisions quotidiennes concernant l'argent dans votre ménage ? 1. Vous 2. Vous et votre conjoint 3. Vous et un autre membre de la famille (ou des membres de la famille) 4. Votre conjoint [ne pas lire s'il n'est pas marié] 5. Un autre membre de la famille (ou des membres de la famille) 6. Quelqu'un d'autre 7. Personne 8. Ne sait pas 9. Refus	_ _
Q62	Avez-vous déjà entendu parler des types de produits financiers suivants ? a) Fond de pension b) Compte d'épargne/dépôt à terme c) Un crédit sécurisé par un titre d) Carte de crédit	1. Oui 2. Non _ _

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

	<ul style="list-style-type: none"> e) Un compte courant f) Un compte épargne g) Un crédit de microfinance h) Assurance i) Action j) Compte de paiement mobile k) Carte prépayée 	
Q63	Avez-vous souscrit à au moins un de ces produits financiers ? 1. Oui 2. Non	_ _ _
Q64	<p>Si oui, selon vous, quelles sources d'information ont le plus influencé votre décision de souscrire à au moins l'un de ces produits financiers ? (<i>Sélectionner toutes réponses possibles</i>)</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Informations spécifiques au produit affichées dans l'agence b) Informations spécifiques au produit trouvées sur Internet c) Informations provenant du personnel de vente de l'institution d) Recommandation d'un conseiller financier ou d'un courtier indépendant e) Conseils d'amis/parents (ne travaillant pas dans le secteur des services financiers) f) Conseils d'amis/parents (travaillant dans le secteur des services financiers) k) Conseils de l'employeur l) Articles de journaux m) Programmes de télévision ou de radio n) Publicités dans les journaux o) Publicités télévisées p) Autres publicités q) Ma propre expérience antérieure r) Autre source s) Je ne sais pas t) Refus 	_ _ _
Q65	Avez-vous bénéficié d'une formation en éducation financière ? 1. Oui 2. Non	_ _ _
Q66	Si oui par qui ? (Nom de l'institution/organisation)

SECTION IX – FINANCEMENT VERT

Q67. Avez-vous été victimes d'un évènement lié au climat dans vos activités (inondation, tempête, sécheresse, grêle, etc.) au cours des 12 derniers mois ? |_|_|

- 1.Oui
- 2.Non => passer à 73
- 3. Je ne sais pas =>passer à 73

Q68. Êtes-vous confrontés à des dommages et des coûts répétitifs dus à ces événements ? |_|_|

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

1. Oui
2. Non => passer à Q73
3. Je ne sais pas => passer à Q73

Q69. Votre source de revenu a-t-elle été affectée par un événement lié au climat ? |__|

1. Oui
2. Non=> passer à Q73
3. Je ne sais pas => passer à Q73

Q70. Quel était le cout estimé ? en BIF |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

Q71. Comment avez-vous fait face à ces événements ?

1. J'ai utilisé votre épargne|__|
2. Assurance|__|
3. J'ai fait recours au crédit dans une IF|__|
4. J'ai emprunté de l'argent auprès du prêteur|__|
5. J'ai demandé à la famille et aux amis|__|
6. J'ai vendu mes actifs, du bétail|__|
7. J'ai dû travailler pour un revenu supplémentaire|__|
8. J'ai retiré ma pension retraite|__|
9. Autre, préciser.....|__|

Q72. Combien de temps cela vous a pris pour récupérer ? |__|

1. <1mois
2. 2-6 mois
3. 7-12 mois
4. >12 mois

Q73. Si demain vous deviez faire face à un événement dû au climat, comment feriez-vous ?
(Sélectionner toutes réponses possibles)

1. Utiliser l'épargne|__|__|
2. Recours à mon assurance|__|__|
3. Emprunter de l'argent auprès d'une IF|__|__|
4. Emprunter de l'argent auprès du prêteur|__|__|
5. Demander à la famille et aux amis|__|__|
6. Vendre des actifs, ou du bétail|__|__|
7. Aide gouvernementale|__|__|
8. Travailler pour un revenu supplémentaire|__|__|
9. Retirer la pension de retraite|__|__|
10. Autre, préciser.....|__|__|

Q74. Êtes-vous au courant d'un financement lié au climat ou des produits et services financiers disponibles pour protéger votre famille et vos biens contre les événements liés au climat ? |__|__|

1. Oui
2. Non

Q75. Êtes-vous prêts à dépenser de l'argent pour protéger votre famille et biens/actifs contre les événements liés au climat ? ||__|

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

1. Oui
2. Non, => passer à Q77
3. Je ne sais pas => passer à Q77
4. Refuser, => passer à Q77

Q76. Quel type de produit financier seriez-vous le plus disposé à adopter pour protéger votre famille et vos biens contre les événements liés au climat ? (*Sélectionner toutes réponses possibles*)

1. Épargne|__|__|
2. Assurance|__|__|
3. Investissement|__|__|
4. Produits de crédit|__|__|
5. Attendre l'aide du gouvernement|__|__|
6. Autre, préciser.....|__|__|

Q77. Quelle est la principale raison pour laquelle vous n'êtes pas prêt à dépenser de l'argent pour protéger votre famille et vos biens/actifs contre les événements liés au climat ? |__|__|

1. Je n'ai pas de moyens financiers suffisants
2. Croyances religieuses/culturelles
3. Je n'en ai pas besoin
4. Compte sur la famille, mes amis et voisins
5. Attendre l'aide du gouvernement
6. Autre, préciser.....

Q78. Pensez-vous qu'il y ait un besoin de produits et services financiers liés au climat et taillés sur mesure ? Qui devrait les fournir ? |__|

1. Oui. Les institutions financières
2. Oui. Le gouvernement (produit financier entièrement subventionné)
3. Oui. Gouvernement et institutions financières (en partie produit financier subventionné)
4. Non. Il existe suffisamment de financements liés au climat.
5. Non, ce n'est pas nécessaire
6. Autre, veuillez préciser

Q79. Avez-vous déjà obtenu un crédit pour énergie renouvelable ? |__|

1. Oui
2. Non

Nous sommes arrivés à la fin du questionnaire. Au nom de la Banque de la République du Burundi, je vous remercie d'avoir participé à cette enquête.

Q80. À quels numéros de téléphone peut-on vous rejoindre au cas où nous voudrions avoir une information supplémentaire ?

Cette question permettra de recontacter rapidement le répondant au cas où l'on constate des erreurs, des omissions ou des incohérences dans le questionnaire.

Enquêté : _____

Voisin : _____

2. Questionnaire auprès des entreprises

Loi N°1/18 du 24 juillet 2003 portant modification de la loi n° 1/08 du 20 Mai 2021 portant modification de la n °1/17 du 25 septembre 2007 portant organisation du système statistique au Burundi (articles 12 et 19)

Les données individuelles issues des enquêtes et recensements statistiques sont protégés au même titre que les libertés individuelles des citoyens. En tout état de cause, elles ne peuvent être utilisées à des fins de poursuite ou de répression fiscale ou pénales sauf pour des cas expressément prévus par la loi. En aucun cas les données individuelles recueillies ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles de diffuser ou de publier des résultats statistiques agrégés.

Les personnes physiques et morales soumises aux enquêtes et recensement statistiques sont tenues, sans préjudice des dispositions relatives aux libertés individuelles, de répondre avec exactitude et dans les délais leur impartis aux questionnaires relatifs à ces opérations.

Pour tous renseignements veuillez contacter Monsieur le Directeur Général de l'INSBU B.P.1156, Tél (+257) 22 21 49 et (+257) 22 21 67 34, e-mail : ins.burundi2022@gmail.com, ins.burundi@insbu.bi

Concepts et définitions

Le présent guide a pour but d'apporter une orientation générale et des précisions sur certaines données recherchées.

Dans le sens de la présente enquête, l'on entend par :

1. Point de services : (a) siège, agence, guichet, guichet automatique bancaire (GAB), agent commercial ; (b) COOPEC de la FENACOBU et (c) bureau postal de la RNP ;

2. Jeune : personne âgée de 18 à 35 ans ;

3. Adulte : personne âgée de plus de 35 ans ;

4. Compte courant : Compte bancaire, communément appelé compte à vue ou encore compte chèque, individuel ou collectif, détenu par une personne physique ou morale, permettant de recevoir de l'argent, d'émettre des virements ou encore de détenir une carte bancaire

5. Compte de dépôt : compte d'épargne/dépôt à termes, à l'exclusion des comptes courants

6. Compte dormant : un compte est considéré comme dormant à l'issue d'une période de 6 mois au cours de laquelle les deux conditions suivantes sont remplies :

a) le compte n'a fait l'objet d'aucune opération, hors inscription d'intérêts et débit par

l'établissement tenant le compte de frais et commissions de toutes natures ou versement de produits ou remboursement de titres de capital ou de créance ;

b) le titulaire du compte, son représentant légal ou la personne habilitée par lui ne s'est pas manifesté, sous quelque forme que ce soit, auprès de cet établissement ni n'a effectué aucune opération sur un autre compte ouvert à son nom dans les livres de l'établissement. Toutefois, cette période d'un an est portée à 5 ans pour les comptes à terme ;

7. Compte conjoint : un compte dont les titulaires sont des conjoints qui jouissent, au même titre, des droits de retrait et de versement sur ledit compte ;

8. Déposant : personne physique ou morale ayant un compte de dépôt (cfr définition d'un compte de dépôt au point 5 ci-dessus)

9. Distribution géographique des comptes/distribution géographique de

l'encours de dépôt/crédit : répartition selon le lieu de résidence du client tel qu'enregistré au moment de l'ouverture du compte ou selon la dernière information fournie par le client sur son domicile.

10. PME/société par sexe : classification des PME selon le sexe du/des

propriétaire (s). Le sexe est dit mixte lorsque la PME appartient à plus d'une personne de sexe différent.

11. PME/société par âge : classification des PME/société selon l'âge du/des propriétaire (s). L'âge est dit mixte lorsque la PME/société appartient à deux personnes ou plus de catégorie d'âge différente (jeune et adulte).

12. Secteur Résident : une unité institutionnelle est dite résidente d'un pays lorsqu'elle a un centre d'intérêt économique sur le territoire économique de ce pays.

13. secteur non-résident : une unité institutionnelle est dite non-résidente d'un pays lorsque son un centre d'intérêt économique ne se trouve pas sur le territoire économique d'un pays quelconque.

SECTION 0 : INFORMATIONS SUR LE PERSONNEL DE L'ENQUETE

A. Informations sur l'enquêteur

Enquêteur	/ _ / / _ /
Nom&Prénom/	
Date de l'interview	/ _ / / _ / / 2 _ / / 0 _ / / 2 _ / / 4 _ /
Signature	

B. Informations sur contrôleur

Contrôleur	/ _ / / _ /
Nom & Prénom	
Date de contrôle	/ _ / / _ / / _ / / _ / / _ / / _ / / _ / / _ /
Signature	

C. Informations sur l'agent de saisie

Agent de saisie	/ _ / / _ /
Nom & Prénom	
Date de saisie	/ _ / / _ / / _ / / _ / / _ / / _ / / _ /
Signature	

SECTION I : INFORMATIONS GENERALES

NB : ce module doit être renseigné à la première interview

1.1. Identification de l'entreprise

1.1.1. Nom complet.....

1.1.2. Sigle ou Abréviation :.....

1.1.3. Registre de commerce / _ / / _ / / _ / / _ / / _ / / _ /

1.1.4 Numéro d'Identification Fiscale

(NIF)/ _ / / _ / / _ / / _ / / _ / / _ / / _ / / _ /

1.2. Adresse de l'entreprise

Libellé	Code
1.2.1 Province	/ _ / / _ /
1.2.2 Commune	/ _ / / _ / / _ /
1.2.3 Zone	/ _ / / _ /
1.2.4 Quartier/colline	/ _ / / _ /
1.2.5 Rue	/ _ / / _ /
1.2.6 Site web	
1.2.7 Téléphone	
1.2.8 Fax	
1.2.9 E-mail	

1.3. Personne de contact.

1.3.1. Nom & Prénom	
1.3.2. Poste	

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

1.3.3. N° Tél	
1.3.4. E-mail	

1.4. Indiquer l'année d'ouverture de vos activités/ ___/___/___/___/

1.5. Etat d'activités de l'entreprise en 2023 /___/ Code : **1=Oui 2=Non**

1.5.1 Statut de l'entreprise en 2023 2023/___/

Code : 1=Opérationnelle 2=Ferme temporairement 3=Ferme définitivement 4=n'était pas encore créée

N.B. Si l'entreprise n'est pas opérationnelle en 2023, fin de l'interview.

1.5.2 Nombre des mois en opérations au cours de l'exercice comptable 2023

/___//___/

1.5.3 Quel est votre capital social à la fin de l'exercice 2023 ?

/___//___//___//___/ . /___//___//___/

SECTION II : LES ACTIVITES ECONOMIQUES DE L'ENTREPRISES ET LEURS ETAS

2.1. Activités économiques en détails et leurs poids dans le chiffre d'affaires.

Activité	Libellé	code NABU	Chiffre d'affaires	%
2.1.1. Activité principale		./___//___//___//___/		
2.1.2.1. Activité secondaire 1		./___//___//___//___/		
2.1.2.2. Activité secondaire		./___//___//___//___/		
2.1.2.3. Activité secondaire		./___//___//___//___/		
2.1.2.4. Activité secondaire		./___//___//___//___/		
Total				100%

2.2. Type d'entreprise /___/

Code : 1= Privé, 2= Semi-public, 3= Public

2.3. Statut légal (juridique) de l'entreprise /___/

Code :1= Entreprise individuelle, 2= Société à Responsabilité limitée (SRL), 3= Société Anonyme (S.A), 4= Société mixte, 5= Autres types de société (à préciser)

2.4. Taille de l'entreprise /___/

Code : 1 =grande entreprise, 2=moyenne entreprise/, 3=petite entreprise, 4=micro-entreprise

SECTION III : IDENTIFICATION DE DIRIGEANT DE L'ENTREPRISE

Titre	Nationalité	Sexe	Age	Niveau d'éducation
	1. Burundaise 2. EAC 3. Autres	1.masculin 2.Fémin		1. primaire 2. secondaire 3.universitaire

SECTION IV: INFORMATIONS RELATIVES' AU CREDIT, A L'ÉPARGNE ET INVESTISSEMENT, AU BOUCLE D'UTILISATION DES DISPOSITIFS D'ÉPARGNE ET UTILISATION DES TRANSACTIONS, AUX POINTS ET A L'EDUCATION FINANCIERE DE SERVICE DES INSTITUTIONS BANCAIRES

1. CREDIT			
1	Avez-vous un compte de crédit dans une institution financière agréée	1. Oui 2. Non	_ _ _

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

2	Avez-vous demandé un prêt au cours des 24 derniers mois ?	1. Oui 2. Non	_ _ _
3	Ce prêt vous a –t-il été accordé ?	1. Oui 2. Non	_ _ _
4	Si non pourquoi ?	1. Manque de garantie 2. J'avais encore des dettes à rembourser 3. Pas de garant 4. Mauvais antécédents de crédit 5. Les revenus sont faibles et incapables de rembourser 6. Le projet est trop risqué 7. Des économies trop faibles 8. On n'a pas donné de raison 9. Discrimination (genre/culture)	_ _ _
5	Disposez-vous des garanties enregistrées dans le registre de crédit	1. Oui 2. Non	_ _ _
2. ÉPARGNE ET INVESTISSEMENT			
1	Possédez-vous un compte épargne dans une institution financière agréée ?	1. Oui 2. Non	_ _ _
2	Si non pourquoi ?	1. Il n'y a nulle part où économiser mon argent 2. Je n'ai pas besoin de sauvegarder, J'utilise mon argent pour des investissements 3. Je ne comprends pas comment sauvegarder 4. Trop de frais/charges/trop cher 5. Nécessite un revenu régulier 6. pas de confiance aux institutions financières/j'ai peur de perdre de l'argent 7. Autre	_ _ _
3	Possédez un compte courant dans une institution financière agréée ?	1. Oui 2. Non	_ _ _
4	Combien de compte possédez-vous au total ?	-----	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _
5	Possédez-vous un compte dépôt dans une institution financière agréée ?	1. Oui 2. Non	_ _ _
6	Pourquoi avez-vous plusieurs comptes ?	1. Obligation de l'employeur 2. Faciliter d'accès au crédit	_ _ _

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

		3. Obligation pour obtenir le crédit 4. Autre (précise) 5. Ne sait pas/	
7	Possédez-vous un compte de crédit dans une institution financière agréée ?	1. Oui 2. Non	_ _ _
8	Possédez un compte dépôt dans EP (Lumicash, ecocash...) ?	1. Oui 2. Non	_ _ _
3. BOUCLE D'UTILISATION DES DISPOSITIFS D'ÉPARGNE ET UTILISATION DES TRANSACTIONS			
1	Qui/ ou où est votre fournisseur/lieu d'épargne le PLUS IMPORTANT ?	1. Institution de microfinance/ 2. Banque/ Fournisseur d'argent mobile 3. Groupe d'amis 4. Épargne donnée à un membre de la famille ou à un ami pour qu'il la garde 5. Épargne conservée dans une cachette secrète 6. Compte bancaire 7. Police d'assurance (assurance vie, éducation)	_ _ _
2	Avez-vous envoyé de l'argent quelque part au Burundi ou en dehors du pays au cours des 12 derniers mois.	1. Oui 2. Non	_ _ _
3	Combien avez-vous envoyé la dernière fois	-----	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _
4	Si oui vers quel pays avez-vous envoyé l'argent la dernière fois ?	1. Burundi 2. Pays de l'EAC 3. Autre pays	_ _ _
5	Avez-vous reçu de l'argent d'une autre personne/entreprise au cours des 12 derniers mois ?	1. Oui 2. Non	_ _ _
6	Combien avez-vous reçu la dernière fois ?	-----	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _
7	Si oui, de quel pays provient cet argent la dernière fois ?	1. Burundi 2. Pays de l'EAC 3. Autre pays	_ _ _
8	Disposez-vous de terminaux de paiement électronique	1. Oui 2. Non	_ _ _
9	Recevez-vous électroniquement les paiements numériques à travers votre compte	1. Oui 2. Non	_ _ _
10	Envoyez-vous électroniquement des paiements numériques à travers votre compte	1. Oui 2. Non	_ _ _
4.POINTS DE SERVICE DES INSTITUTIONS BANCAIRES			

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

1	A votre connaissance, y a-t-il une institution Financière dans votre commune	1. Oui 2. Non 3. NSP	_ _ _
2	A quelle distance en Km se trouve l'institution Financière la plus proche ?	1. Moins de 1km 2. Entre 1 et 2 Km 3. Entre 2 et 3km 4. Entre 4 et 5 Km 5. Entre 5 et 10km 6. Plus de 10km	_ _ _
3	Avez-vous déjà demandé un service auprès institution Financière ?	1. Oui 2. Non	_ _ _
4	Si oui, quel service avez-vous demandé ?	1. Dépôt 2. Retrait 3. Envoyé 4. Recevoir 5. Paiement	_ _ _
5	Comment avez-vous apprécié le service demandé	1. Très bonne 2. Bonne 3. Indifférente 4. Mauvaise 5. Très mauvaise 6. NSP	_ _ _
6	Connaissez vous des produits financiers ou des investissements spécifiquement liés à la finance verte ?	1=Oui 2=Non	_ _ _
7	Si oui, lesquels ?	1 2 3	
8	Estimez-vous qu'il ya suffisamment d'incitations financières (exonération fiscales, subventions, etc) pour investir dans la finance verte ?	1=Oui 2=Non	_ _ _

SECTION V : QUESTIONNAIRE DEMANDE-QUESTIONS SUR LA FINANCE VERTE

- Avez-vous été victimes d'un évènement lié au climat dans vos activités (inondation, tempête, sécheresse, grêle, etc.) au cours des 12 derniers mois ?
 - Oui
 - Non => passer à 7
 - Je ne sais pas => passer à 7
- Êtes-vous confrontés à des dommages et des coûts répétitifs dus à ces événements ?
 - Oui
 - Non => passer à 7
 - Je ne sais pas => passer à 7
- Votre source de revenu a-t-elle été affectée par un évènement lié au climat ?
 - Oui
 - Non=> passer à 7
 - Je ne sais pas => passer à 7
- Quel était le cout estimé ? |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| en BIF
- Comment avez-vous fait face à ces événements ?

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

- J'ai utilisé votre épargne
 - Assurance
 - J'ai fait recours au crédit dans une IF
 - J'ai emprunté de l'argent auprès du prêteur
 - J'ai demandé à la famille et aux amis
 - J'ai vendu mes actifs, du bétail
 - J'ai dû travailler pour un revenu supplémentaire
 - J'ai retiré ma pension retraite
 - Autre, préciser.....
6. Combien de temps cela vous a pris pour récupérer ?
- <1mois
 - 2-6 mois
 - 7-12 mois
 - >12 mois
 - pas encore récupéré
7. Si demain vous deviez faire face à un événement dû au climat, comment feriez-vous ?
- Utiliser l'épargne
 - Recours à mon assurance
 - Emprunter de l'argent auprès d'une IF
 - Emprunter de l'argent auprès du prêteur
 - Demander à la famille et aux amis
 - Vendre des actifs, ou du bétail
 - Aide gouvernementale
 - Travailler pour un revenu supplémentaire
 - Retirer la pension de retraite
 - Autre, préciser.....
8. Êtes au courant d'un financement lié au climat ou des produits et services financiers disponibles pour protéger votre famille et vos biens contre les événements liés au climat ?
- Oui
 - Non
9. Êtes prêts à dépenser de l'argent pour protéger votre famille et biens/actifs contre les événements liés au climat ?
- Oui
 - Non, => passer à 11
 - Je ne sais pas => passer à 11
 - Refuser, => passer à 11
10. Quel type de produit financier seriez-vous le plus disposé à adopter pour protéger votre famille et vos biens contre les événements liés au climat ?
- SELECTIONNER TOUTE REPONSE QUI S'APPLIQUE**
- Épargne
 - Assurance
 - Investissement
 - Produits de crédit
 - Attendre l'aide du gouvernement
 - Autre, préciser.....
11. Quelle est la principale raison pour laquelle vous n'êtes pas prêt à dépenser de l'argent pour protéger votre famille et vos biens/actifs contre les événements liés au climat ?
- Je n'ai pas de moyens financiers suffisants
 - Croyances religieuses/culturelles
 - Je n'en ai pas besoin

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

- Compte sur la famille, mes amis et voisins
- Attendre l'aide du gouvernement
- Autre, préciser.....

12. Pensez-vous qu'il y ait un besoin de produits et services financiers liés au climat et taillés sur mesure ? Oui Non,

13. Si OUI Qui devrait les fournir ?

- Les institutions financières
- Le gouvernement (produit financier entièrement subventionné)
- Gouvernement et institutions financières (en partie produit financier subventionné)
- Autre, veuillez préciser

14. Avez-vous déjà obtenu un crédit pour énergie renouvelable ? Oui Non

3. Questionnaire auprès des Associations et Coopératives

	Question	Réponse
	A. IDENTIFICATION DE LA COOPERATIVE	
A01	Province	_ _
A02	Commune	_
A03	Colline	_
A04	Sous colline	_
A05	Bassins Versants	_
A06	Vallée exploitée en cas de coopérative rizicole	_
A07	Enquêteur	_
A08	Superviseur	_
A09	Milieu 1=Urbain 2=Rural	_

	B. INFORMATION SUR LA COOPERATIVE	
B01	Nombre d'année d'existence	_
B02	Nombre total des membres	_ _
B021	Total des hommes	_ _
B022	Total des femmes	_ _
B03	Nombres des membres participants à l'assemblée générale constitutif	_ _
B04	Nombres des membres effectifs : Ayant libéré la part sociale et les cotisations régulières	_
B05	Part sociale par membre	_ _
B06	Cotisations annuelles par membre	_ _ _
B07	Capital social total au 31/12/2018/	_ _ _ _
B09	Organisation de développement encadreur de la coopérative	_
	PRODEFI	_
	PAIVA-B	_
	PROPAO	_
	PNSADR-IM	_
	AUTRES A PRECISER	_

	C. ACTIVITES AGRICOLES ET COMMERCIALES DE LA COOPERATIVE	
	Etes-vous impliqué dans les activités économiques suivantes comme activité principale ou secondaire	1=Oui 2=Non
	-Riziculture	_

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

	-Culture du Maïs hybride	<input type="checkbox"/>
	-Cultures vivrières : patate, patate douce, haricot, pois, arachide, etc	<input type="checkbox"/>
	-Cultures maraichères : tomate, carotte, oignon ,choux, etc	<input type="checkbox"/>
	-Cultures fruitières : banane, ananas, avocat, papaye, fruit de la passion, etc	<input type="checkbox"/>
	-Élevage de volailles :Poules, dindon, canard, etc	<input type="checkbox"/>
	-Élevage du petit bétail : chèvres, moutons, porcs, etc	<input type="checkbox"/>
	- Elevage du gros bétail :ovins, etc	<input type="checkbox"/>
	-Culture de rente : café, thé, coton, etc	<input type="checkbox"/>
	-Warrantage	<input type="checkbox"/>
	-Collecte et commercialisation des produits agricoles bruts	<input type="checkbox"/>
	-Collecte et transformation des produits agricoles	<input type="checkbox"/>
	-Collecte et transformation du lait brut	<input type="checkbox"/>

	D.STRUCTURE ET GOUVERNANCE	
D01	Parmi les organes ci-après, quels sont qui sont prévus par les statuts de votre coopérative ?	
	Assemblée générale	<input type="checkbox"/>
	Comité exécutif	<input type="checkbox"/>
	Comité de surveillance	<input type="checkbox"/>
	Comité de gestion	<input type="checkbox"/>
D02	Combien de fois chaque organe s'est réuni l'année passée	<input type="checkbox"/>
	Assemblée générale	<input type="checkbox"/>
	Comité exécutif	<input type="checkbox"/>
	Comité de surveillance	<input type="checkbox"/>
	Comité de gestion	<input type="checkbox"/>
D03	Parmi les outils de gestion ci-après quelles sont celles que vous remplissez régulièrement	1=Oui 2=Non
	Manuel de procédures de gestion financière	<input type="checkbox"/>
	Registre des adhésions et de libération des parts sociales	<input type="checkbox"/>
	Registre des cotisations	<input type="checkbox"/>
	Registre tenant lieux de livre de caisse	<input type="checkbox"/>
	Registre tenant lieux de livre de stock	<input type="checkbox"/>
	Registre des fournisseurs	<input type="checkbox"/>
	Registre des créances	<input type="checkbox"/>
	Registre des immobilisations	<input type="checkbox"/>

	E. CONNECTIVITE AUX IMFS	
E01	Avez-vous déjà entendu parler des institutions de micro finance 1=Oui 2=Non	1=Oui 2=Non
E02	Si Oui, quelle(s) institution(s) de micro finance connaissez-vous ou avez-vous entendu parler?	<input type="checkbox"/>
	COOPEC	<input type="checkbox"/>
	UCODE	<input type="checkbox"/>
	MUTEK	<input type="checkbox"/>
	CECAD	<input type="checkbox"/>
	CECM	<input type="checkbox"/>
	TURAME	<input type="checkbox"/>
	TWITEZIMBERE	<input type="checkbox"/>

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

	COSPEC	<input type="checkbox"/>
	CCI-ODAG	<input type="checkbox"/>
	SOLECS-COOPERS	<input type="checkbox"/>
	COPEP ISHAKA	<input type="checkbox"/>
	HOPE FUND	<input type="checkbox"/>
	WISE	<input type="checkbox"/>
	CORILAC	<input type="checkbox"/>
	RECECA-INKINGI	<input type="checkbox"/>
	DIFO	<input type="checkbox"/>
	DUKUZE	<input type="checkbox"/>
	KAZOZA VISION FINANCE	<input type="checkbox"/>
	SOLIDEK	<input type="checkbox"/>
	FSTE(enseignement)	<input type="checkbox"/>
	FSCJ(justice)	<input type="checkbox"/>
	FSTS(santé)	<input type="checkbox"/>
	Autres(à préciser)	<input type="checkbox"/>
	Aucune	<input type="checkbox"/>
E03	Si oui, l'institution financière la plus proche de votre coopérative se trouve à combien de km ?	<input type="checkbox"/>
E04	Votre Coopérative est informée sur les produits et les services offerts par les IMFs?	<input type="checkbox"/>
E04A	A. PRODUITS D'ÉPARGNE/UKUZIGANYA	<input type="checkbox"/>
	Ouverture d'un compte bancaire	<input type="checkbox"/>
	Déposer de l'argent dans le compte	<input type="checkbox"/>
	Retirer de l'argent du compte	<input type="checkbox"/>
	Payer les factures et fournisseurs en argent	<input type="checkbox"/>
	Payer les factures et fournisseurs par chèque	<input type="checkbox"/>
	Demander un relevé de compte	<input type="checkbox"/>
	Encaisser un chèque	<input type="checkbox"/>
	Effectuer un ordre de paiement/	<input type="checkbox"/>
E04B	B. PRODUITS DE CREDIT	<input type="checkbox"/>
	Crédit de production agricole (M.O; Intrants, pesticides, et récolte)	<input type="checkbox"/>
	Warrantage	<input type="checkbox"/>
	Équipement agricole	<input type="checkbox"/>
	Équipement des ménages	<input type="checkbox"/>
	Crédit social (Scolarité, santé, Mariage, et autres)	<input type="checkbox"/>
	Crédit pour le petit commerce	<input type="checkbox"/>
	Crédit pour artisanat (Équipement, production et commercialisation)	<input type="checkbox"/>
	Crédit transport	<input type="checkbox"/>
	Méthodologie de crédit solidaire	<input type="checkbox"/>
E05	Votre Coopérative a déjà ouvert un compte épargne dans une des institutions ci-haut évoqués ?	<input type="checkbox"/>
E06	Votre Coopérative a déjà contracté une dette dans une des institutions ci-haut évoqués ? 1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>
E07	Laquelle parmi les suivantes ?	<input type="checkbox"/>
	Crédit de production agricole(M.o ;Intrants, pesticides et récolte	<input type="checkbox"/>
	Warrantage	<input type="checkbox"/>
	Équipement des ménages	<input type="checkbox"/>
	Crédit pour le commerce	<input type="checkbox"/>

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

	Crédit transport	__
E08	Combien de fois votre coopérative s'est rendue a son institution pour épargner au cours de 12 derniers mois	__
E09	Combien de crédit votre coopérative a déjà eu depuis qu'elle a adhéree à travailler	__
E10	Quels sont les garanties que votre coopérative a donné à IMF pour vous accorder le crédit ?	__
	Caution solidaire	__
	Stock de marchandise	__
	Fonds de garantie	__
	Garantie matériel	__
	Caution solidaire et stock de marchandise/	__
	Caution solidaire et Fonds de garantie	__
	Caution solidaire et garantie matériel	__
		__
	F. PROPRIETE DE LA GARANTIE	__
F01	La garantie que vous avez donnée est-elle propre a la coopérative ou appui des partenaires 1=Oui 2=Non	__
	Caution solidaire	__
	Stock de marchandise	__
	Fonds de garantie	__
	Garantie matériel	__
	G. Capacité de négociation	__
G01	Avez-vous négocié les conditions lorsque votre coopérative a demandé le crédit ?	__
	Taux d'intérêt	__
		__
	Commissions	__
	Frais du dossier	__
	Durée du crédit	__
	Garantie exigée	__
G02	Avez-vous compare les conditions données par l,IMF dans laquelle vous demandez le crédit a celle des autres IMF 1=Oui 2=Non	__

	H. EDUCATION FINANCIERE	
H01	Pensez-vous que les parts sociales et cotisations des membres cumules constituent a termes un fonds de garantie qui va remplacer l'appui extérieur pour accéder au crédit ? 1=Oui 2=Non	__
H03	Pensez-vous que le bénéfice est à affecter en priorité au renforcement des fonds propres (capital)? 1=Oui 2=Non	__
H04	Êtes-vous bien informe(e) sur les différents produits et services financiers offerts sur le marché 1=Oui 2=Non ?	__
H04A	A. PRODUITS D, ÉPARGNE	
	Ouverture d'un compte bancaire	__
	Déposer de l'argent dans le compte	__
	Retirer de l'argent du compte	__

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

	Payer les factures et fournisseurs en argent ?	_
	Payer les factures et fournisseurs par cheque	_
	Demander un relevé de compte	_
	Encaisser un cheque	_
	Effectuer un ordre de paiement	_
H04B	B. PRODUITS DE CREDIT	
	Crédit de production agricole (M.o ;Intrants, pesticides et récolte)	_
	Warrantage	_
	Équipement agricole	_
	Équipement des ménages	_
	Crédit social (Scolaire, sante, Mariage et autres)	_
	Crédit pour le petit commerce	_
	Crédit pour artisanat (Équipement, production et commercialisation)	_
	Crédit transport	_
	Méthodologie de crédit solidaire	_

	I.SERVICES FINANCIER DIGITAUX	
I01	Avez-vous un téléphone mobile ? 1=Oui 2=Non	_
I02	Si oui : Avez-vous un compte mobile (sur votre téléphone) 1=Oui 2=Non	_
I03	Avez-vous déjà utilisé votre téléphone pour payer ou envoyer ou recevoir de l'argent ? 1=Oui 2=Non ?	_
I04	Si oui : Pour quoi faire ?	

	PROJETS FINANCES PAR FIDA	
J01	Connaissez-vous les programmes du FIDA ? (PAIVA B, PROPA O,PRODEFI, PRDMR,..)/ 1=Oui 2=Non	_
J02	Bénéficiez-vous d'un projet financé par le FIDA ? 1=Oui 2=Non	_
J03	En quoi avez-vous été appuyé ??	_

	k. SATISFACTION	
K01	Quelles raisons empêchent votre coopérative demander un crédit ?	1=Oui 2=Non
	Nous ne sommes pas informés des conditions	_
	Nous avons d'autres appuis	_
	La caution solidaire est plus qu'une pression sur les individus membres de la coopérative	_
	Les types de produits de prêt proposés ne conviennent pas à mes besoins	_
	Les procédures de demande sont trop complexes	_
	Les frais d'ouverture de dossier et les commissions à payer sont trop élevés	_
	Les garanties exigées sont trop difficiles à réunir	_
	Les taux d'intérêt sont trop élevés	_
	Autre	_
	NSP/RDR	_
K02	Êtes-vous très satisfait(e), assez satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) des conditions suivantes offertes par les institutions financières ? ÉPARGNE	1=Très satisfait 2=satisfait 3=Assez satisfait

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

	La location des agences	_
	Les différents types de comptes proposés	_
	Les procédures d'ouverture	_
	Les temps d'attente pour faire une transaction	_
	Le dépôt minimum exigé	_
	Le taux d'intérêt versé sur l'épargne	_
	Les frais de transaction et de tenue de compte	_
	Le service offert par le personnel des guichets	_
	La sécurité des lieux	_
K03	Êtes-vous très satisfait(e), assez satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) des conditions suivantes offertes par les institutions financières concernant l'accès au crédit ? CREDIT ?	1=Très satisfait 2=satisfait 3=Assez satisfait
	Les différents types de produits de crédit proposés	_
	Les procédures administratives à remplir	_
	Les frais de dossier et les commissions à payer	_
	Les délais d'approbation des crédits	_
	Les garanties exigées	_
	Les montants de crédit proposés	_
	Les modalités de déblocage du crédit	_
	La durée des crédits	_
	La fréquence et l'échéancier des remboursements	_
	Les taux d'intérêt facturés sur les crédits	_
	Les pénalités à payer en cas de retard de paiement	_
	Les mesures prises en cas de non-remboursement	_
	Le suivi et le conseil aux clients	_
	L. BESOINS EXPRIMES	
L01	Si votre coopérative recevez un crédit à quelle(s) fin(s) allez servir ? 1=Oui 2=Non	_
	Main d'œuvre agricole	_
	Intrants agricoles	_
	Le warrantage pour la production des membres	_
	Achat de la production des non-membres pour la commercialisation	_
	Construction d'un hangar de stockage	_
	Commerce des intrants de qualité	_
	Commerce des produits phyto sanitaires	_
	Équipements agricoles	_
L02	Votre coopérative a demandé de crédit que vous avez formulé mais qui a été rejeté ? 1=Oui 2=Non	_
L03	Pourquoi la requête a été rejetée	_

M. QUESTIONNAIRE DEMANDE-QUESTIONS SUR LA FINANCE VERTE

1. Avez-vous été victimes d'un événement lié au climat dans vos activités (inondation, tempête, sécheresse, grêle, etc.) au cours des 12 derniers mois ?

- Oui
 Non => passer à 7
 Je ne sais pas => passer à 7

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

2. Êtes-vous confrontés à des dommages et des coûts répétitifs dus à ces événements ?
- Oui
 - Non => passer à 7
 - Je ne sais pas => passer à 7
3. Votre source de revenu a-t-elle été affectée par un événement lié au climat ?
- Oui
 - Non => passer à 7
 - Je ne sais pas => passer à 7
4. Quel était le cout estimé ? |__|__|__|__|__|__|__|__| en BIF
5. Comment avez-vous fait face à ces événements ?
- J'ai utilisé votre épargne
 - Assurance
 - J'ai fait recours au crédit dans une IF
 - J'ai emprunté de l'argent auprès du prêteur
 - J'ai demandé à la famille et aux amis
 - J'ai vendu mes actifs, du bétail
 - J'ai dû travailler pour un revenu supplémentaire
 - J'ai retiré ma pension retraite
 - Autre, préciser.....
6. Combien de temps cela vous a pris pour récupérer ?
- <1 mois
 - 2-6 mois
 - 7-12 mois
 - >12 mois
 - pas encore récupéré
7. Si demain vous deviez faire face à un événement dû au climat, comment feriez-vous ?
- Utiliser l'épargne
 - Recours à mon assurance
 - Emprunter de l'argent auprès d'une IF
 - Emprunter de l'argent auprès du prêteur
 - Demander à la famille et aux amis
 - Vendre des actifs, ou du bétail
 - Aide gouvernementale
 - Travailler pour un revenu supplémentaire
 - Retirer la pension de retraite
 - Autre, préciser.....
8. Êtes au courant d'un financement lié au climat ou des produits et services financiers disponibles pour protéger votre famille et vos biens contre les événements liés au climat ?
- Oui
 - Non
9. Êtes prêts à dépenser de l'argent pour protéger votre famille et biens/actifs contre les événements liés au climat ?
- Oui
 - Non, => passer à 11
 - Je ne sais pas => passer à 11
 - Refuser, => passer à 11
10. Quel type de produit financier seriez-vous le plus disposé à adopter pour protéger votre famille et vos biens contre les événements liés au climat ?
- SELECTIONNER TOUTE REPONSE QUI S'APPLIQUE**
- Épargne
 - Assurance
 - Investissement

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

- Produits de crédit
 - Attendre l'aide du gouvernement
 - Autre, préciser.....
11. Quelle est la principale raison pour laquelle vous n'êtes pas prêt à dépenser de l'argent pour protéger votre famille et vos biens/actifs contre les événements liés au climat ?
- Je n'ai pas de moyens financiers suffisants
 - Croyances religieuses/culturelles
 - Je n'en ai pas besoin
 - Compte sur la famille, mes amis et voisins
 - Attendre l'aide du gouvernement
 - Autre, préciser.....
12. Pensez-vous qu'il y ait un besoin de produits et services financiers liés au climat et taillés sur mesure ? Oui Non,
13. Si OUI Qui devrait les fournir ?
- Les institutions financières
 - Le gouvernement (produit financier entièrement subventionné)
 - Gouvernement et institutions financières (en partie produit financier subventionné)
 - Autre, veuillez préciser
14. Avez-vous déjà obtenu un crédit pour énergie renouvelable ? Oui Non

4. Questionnaire Focus Group-Guide de groupe de discussion

NOTE: *Il sera très important que le modérateur respecte les durées prévues pour chaque activité, cela afin de pouvoir traiter toutes les questions dans les délais impartis.*

RÉFÉRENCES DE LA RÉUNION

Date : ___ / ___ / ___ Province : _____

Nombre de participants : Hommes _____ Femmes _____ Total _____

INTRODUCTION

Bonjour, je m'appelle et j'agirai comme modérateur durant notre groupe de discussion. Je suis accompagné de qui agira comme rapporteur. Nous sommes deux consultants spécialisés dans le domaine des banques et de la microfinance. Nous avons été recrutés par la Banque de la République du Burundi (BRB) pour réaliser un sondage auprès des populations de la province de afin de mieux connaître la disponibilité et l'utilisation des services financiers dans la région. Le sondage a pour but d'aider le gouvernement du Burundi à prendre des mesures pour améliorer l'accès aux services financiers pour les populations.

Nous vous remercions d'être venus aujourd'hui participer à ce groupe de discussion. Vous serez invités à partager vos réflexions sur les services financiers à partir de votre expérience personnelle et dans vos propres mots. L'important pour nous n'est pas de juger les avis des uns et des autres mais plutôt de recueillir toutes les opinions. Les informations récoltées seront traitées de façon strictement confidentielle.

La réunion durera environ 3 heures. Nous ferons une pause de 15 minutes au milieu de la réunion pour servir des rafraîchissements. À la fin de la réunion, nous vous verserons une indemnité de 20 000 FBU à titre de dédommagement pour votre temps et votre transport.

Durée : 5 minutes

PRÉSENTATION DES PARTICIPANTS

Je vais d'abord inviter chacun des participants à se présenter à tour de rôle. Veuillez indiquer brièvement vos noms et prénoms, votre lieu de résidence, votre activité principale et vos attentes par rapport à cette réunion.

Le modérateur note les prénoms des participants sur un plan de la salle préparé à cet effet.

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

Le rapporteur note les noms et prénoms des participants sur la fiche de présence prévue à cet effet.

Durée : 10 minutes

SECTION I – CONNAISSANCE ET UTILISATION GÉNÉRALE DES SERVICES FINANCIERS

Aujourd'hui, nous allons discuter ensemble des services financiers, c'est-à-dire des moyens disponibles pour gérer notre argent.

1. Le premier service financier consiste à avoir les moyens de régler nos achats et nos consommations : achat de nourriture, de vêtements, de produits sanitaires; paiement du loyer, des factures d'eau et d'électricité, des dépenses de santé et des frais de scolarité des enfants; achat de semences, d'engrais et d'équipements et ainsi de suite. Je commencerai donc par vous demander quelles dépenses peuvent être payées en argent comptant (*cash*), en nature, par chèque ou à crédit ?

Le modérateur inscrit les 4 moyens de paiement au tableau, propose différentes catégories d'achat ou de dépense et demande aux participants quel serait le moyen de paiement le plus approprié pour chaque catégorie.

Dépense	Argent comptant (<i>cash</i>)	Par chèque	À crédit	En nature
Nourriture				
Loyer				
Factures eau / électricité				
Hôpital				
Engrais, semences				
Équipement				
Terrain				
Marchandises pour un commerce				

Durée : 10 minutes

2. Le deuxième service financier concerne l'épargne. Chaque individu doit décider comment il veut protéger ses économies et comment il peut se constituer une épargne en toute sécurité. Si un jour, par hasard, vous gagnez un gros montant d'argent, à quel endroit le garderiez-vous de préférence ?

Le rapporteur note les réponses données par les participants.

Durée : 5 minutes

3. Un troisième service financier important est l'accès au crédit. Si un jour vous avez besoin d'emprunter de l'argent ou d'obtenir rapidement de l'argent, à quel endroit ou à quelle personne vous adresseriez-vous de préférence ?

Le rapporteur note les réponses données par les participants.

Durée : 5 minutes

SECTION II – CONNAISSANCE ET ACCESSIBILITÉ DES SERVICES BANCAIRES

Nous allons maintenant discuter d'un fournisseur important de services financiers au Burundi, les banques commerciales.

4. Quelles banques au Burundi connaissez-vous ou avez-vous entendu parler ?

Le modérateur fait un tour de table et inscrit au tableau les banques identifiées par les participants.

Le rapporteur note le degré de connaissance de chaque participant.

Durée : 5 minutes

5. Savez-vous où se trouvent les agences des banques dans la province ?

Le modérateur fait un tour de table et inscrit les réponses au tableau.

Le rapporteur note le degré de connaissance de chaque participant.

Durée : 5 minutes

6. Selon vous, est-ce que tout le monde peut ouvrir un compte dans une banque ? Quels sont les obstacles et les difficultés pour ouvrir un compte ?

Au besoin, le modérateur intervient pour obtenir des précisions ou relancer la discussion.

Le rapporteur note les réponses données par les participants.

Durée : 10 minutes

7. Connaissez-vous les conditions exigées par les banques pour obtenir un crédit ? Ces conditions sont-elles raisonnables ? Qu'est-ce qui pourrait vous empêcher d'aller demander un crédit dans une banque ?

Au besoin, le modérateur intervient pour obtenir des précisions ou relancer la discussion.

Le rapporteur note les réponses données par les participants.

Durée : 10 minutes

SECTION III – CONNAISSANCE ET ACCESSIBILITÉ DES SERVICES DES IMF

Depuis quelques années, on a vu apparaître au Burundi un nouveau type de fournisseurs de services financiers qui s'intéressent aux plus démunis : les institutions de microfinance aussi appelées « IMF ».

8. Quelles institutions de microfinance (IMF) connaissez-vous ou avez-vous entendu parler ?

Le modérateur fait un tour de table et inscrit au tableau les IMF identifiées par les participants.

Le rapporteur note le degré de connaissance de chaque participant.

Durée : 5 minutes

9. Une des principales IMF au Burundi est le réseau des COOPEC. Connaissez-vous ou avez-vous entendu parler des COOPEC ?

Le modérateur fait un tour de table et inscrit au tableau les COOPEC identifiées par les participants.

Le rapporteur note le degré de connaissance de chaque participant.

Durée : 5 minutes

10. Savez-vous où se trouvent les agences des IMF et les COOPEC dans la province ?

Le modérateur fait un tour de table et inscrit les réponses au tableau.

Le rapporteur note le degré de connaissance de chaque participant.

Durée : 5 minutes

11. Selon vous, est-il facile d'ouvrir un compte dans une IMF ou une Coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC) ? Si non, quels sont les obstacles et les difficultés pour ouvrir un compte ?

Au besoin, le modérateur intervient pour obtenir des précisions ou relancer la discussion.

Le rapporteur note les réponses données par les participants.

Durée : 10 minutes

12. Connaissez-vous les conditions exigées par les IMF et les COOPEC pour obtenir un crédit ? Ces conditions sont-elles raisonnables ? Qu'est-ce qui pourrait vous empêcher d'aller demander un crédit dans une IMF ?

Au besoin, le modérateur intervient pour obtenir des précisions ou relancer la discussion.

Le rapporteur note les réponses données par les participants.

Durée : 10 minutes

PAUSE

Nous allons maintenant faire une pause de 15 minutes et vous servir des rafraîchissements.

Durée : 15 minutes

SECTION IV – CONNAISSANCE ET UTILISATION DES SERVICES DE LA POSTE

Au Burundi, les bureaux postaux offrent des services financiers tels que le compte de chèque postal, le mandat postal et le service Ecocash/ECONET.

Le modérateur inscrit au tableau les noms de ces trois produits.

13. Connaissez-vous et utilisez-vous personnellement les services financiers de la poste ?

Le modérateur fait un tour de table. Au besoin, il intervient pour obtenir des précisions ou relancer la discussion. Le rapporteur note les réponses données par les participants.

Durée : 10 minutes

14. Que pensez-vous des services financiers offerts par la poste ? Quels sont les points à améliorer ?

Au besoin, le modérateur intervient pour obtenir des précisions ou relancer la discussion.

Le rapporteur note les réponses données par les participants.

Durée : 10 minutes

SECTION V – CONNAISSANCE ET UTILISATION DES SERVICES DE TRANSFERTS DE FONDS

15. Au Burundi, il est possible de faire des transferts de fonds par Western Union et MoneyGram. Connaissez-vous ces services et les utilisez-vous pour envoyer ou recevoir de l'argent ?

Le modérateur fait un tour de table. Au besoin, il intervient pour obtenir des précisions ou relancer la discussion. Le rapporteur note les réponses données par les participants.

Durée : 5 minutes

16. Que pensez-vous des services offerts par Western Union et MoneyGram ? Quels sont les points à améliorer ?

- Visa Statistique N° VS2024012CNIS -

Au besoin, le modérateur intervient pour obtenir des précisions ou relancer la discussion.

Le rapporteur note les réponses données par les participants.

Durée : 5 minutes

SECTION VI – CONNAISSANCE ET UTILISATION DES SERVICES FINANCIERS INFORMELS

Il existe au Burundi des systèmes dit « informels » ou « traditionnels » permettant d'épargner ou d'emprunter de l'argent.

17. Connaissez-vous des gens qui font partie d'une tontine, d'un groupement/association d'épargne ou d'un *ikirimba* ?

Le modérateur fait un tour de table. Au besoin, il intervient pour obtenir des précisions ou relancer la discussion. Le rapporteur note les réponses données par les participants.

Durée : 5 minutes

18. Selon vous, quels sont les avantages et les inconvénients de ces systèmes par rapport aux banques ou aux IMF ?

Le modérateur inscrit sur deux colonnes au tableau les réponses données par les participants. Au besoin, il intervient pour obtenir des précisions ou relancer la discussion.

Le rapporteur note les réponses données par les participants.

Durée : 10 minutes

19. Connaissez-vous des gens qui ont déjà emprunté de l'argent chez un commissionnaire, une boutique ou un usurier (banque Lambert) ?

Au besoin, le modérateur intervient pour obtenir des précisions ou relancer la discussion.

Le rapporteur note les réponses données par les participants.

Durée : 5 minutes

20. Selon vous, quels sont les avantages et les inconvénients de ces prêteurs par rapport aux banques ou aux IMF ?

Le modérateur inscrit sur deux colonnes au tableau les réponses données par les participants. Au besoin, il intervient pour obtenir des précisions ou relancer la discussion.

Le rapporteur note les réponses données par les participants.

Durée : 10 minutes

CONCLUSION

Notre réunion est maintenant terminée. Au nom de la Banque de la République du Burundi, nous vous remercions de vous être déplacés aujourd'hui pour participer à ce groupe de discussion sur les services financiers. Nous allons vous remettre vos indemnités en vous demandant de signer la fiche des présences. Nous vous souhaitons un bon retour à la maison.

Le rapporteur fait signer la fiche de présence par les participants, pendant que le modérateur paie les indemnités.

Durée : 5 minutes

DURÉE TOTALE DE LA DISCUSSION : 3 HEURES

PRINCIPES D'ANIMATION D'UN GROUPE DE DISCUSSION

Définition et objectifs

Un *focus group*⁶ désigne une discussion de groupe structurée en plusieurs phases et selon un script assez précis, défini par un modérateur en collaboration avec l'équipe responsable du projet d'enquête. Le groupe de discussion rassemble différentes personnes sélectionnées selon des critères établis par l'équipe de projet. Ces participants sont invités à faire part de leurs réflexions à propos d'un sujet précis, sur la base de leur opinion et de leur expérience personnelle.

Généralement, plusieurs groupes de discussion (le plus souvent entre 3 et 10) sont menés jusqu'à ce que l'on atteigne un point où l'information récoltée s'avère redondante, c'est-à-dire qu'elle ne livre plus rien de substantiellement nouveau par rapport à ce qui a déjà été dit.

⁶ Dans ce document on utilisera l'expression « groupe de discussion » de préférence à l'appellation anglaise « *focus group* ».

Par rapport à des interviews, la mise en place de groupes de discussion donne la possibilité de dégager une grande multiplicité de points de vue et de sentiments. Les groupes de discussion sont donc utiles pour:

- prendre connaissance et évaluer la diversité des vues et des opinions sur un sujet;
- donner aux participants la possibilité d'exposer et d'expliquer leurs besoins et leurs attentes;
- déterminer le degré de consensus existant sur un sujet donné.

Le sujet abordé peut toucher aux attitudes et aux opinions de divers acteurs ou groupes d'acteurs quant à un projet donné, à l'image ou au rôle d'une institution, etc.

L'essence du groupe de discussion est d'amener chaque participant à se situer et à réagir par rapport aux opinions et aux affirmations des autres. Cela permet d'aller plus en profondeur qu'avec des interviews. En effet, c'est grâce à l'interaction propre aux groupes de discussion que chacun peut expliciter sa vision et son opinion selon son propre langage. Les spécificités de vocabulaire propres à un groupe d'acteurs peuvent d'ailleurs avoir une utilité propre et méritent parfois d'être recueillies.

Contexte d'utilisation de la méthode

Étant par nature très intéressante pour mettre en évidence les besoins, les attentes et les appréhensions des personnes directement concernées par le thème de l'enquête, la méthode des groupes de discussion est particulièrement utile lors des phases initiales d'un projet et notamment lors de la phase de l'analyse des besoins.

Néanmoins, la mise en place de groupes de discussion à des stades ultérieurs du projet peut être intéressante, par exemple lors de l'évaluation d'un nouveau produit ou d'une nouvelle politique, dans le but de s'assurer que l'on répond aux attentes et aux besoins des utilisateurs.

Les acteurs

Qui participe aux groupes de discussion ?

Un groupe de discussion implique:

- un ou plusieurs modérateur(s), directement impliqué(s) dans la gestion du projet ou, en tout cas, impliqué(s) en amont et en aval de la tenue des groupes de discussion;
- des participants, qui représentent les différents groupes d'acteurs concernés par le projet (utilisateurs, citoyens, autorités locales, gouvernement, etc.).

Le rôle du modérateur est de:

- i) participer à la définition des objectifs des groupe de discussion;
- ii) contribuer à rédiger le guide de discussion à suivre durant les sessions;
- iii) faire progresser le niveau des connaissances acquises par l'équipe de projet au fur et à mesure des groupe de discussion en approfondissant certains points, en en soulevant de nouveaux, en recentrant le débat si nécessaire, etc.;
- iv) rester neutre tout au long de l'animation des débats;
- v) imposer un ton informel et ne pas apparaître trop « professionnel » ou « inhibant », afin de provoquer une discussion constructive, sans toutefois nuire au sérieux du sujet;
- vi) faire la synthèse des discussions.

Comment constituer les groupes ?

Selon le sujet, les besoins et les aptitudes du modérateur, un groupe de discussion « classique » regroupe entre 6 et 20 personnes, représentatives des différents groupes d'acteurs impliqués par le projet.

Différentes options existent pour réunir les participants des groupes de discussion. Composer un groupe hétérogène (que ce soit en termes de profil socioéconomique ou de connaissance par rapport au sujet abordé) peut aboutir à diminuer la fraîcheur et la spontanéité de l'échange. En outre, cette composition risque de susciter chez certains participants une retenue à faire part de leurs expériences personnelles.

A l'inverse, un groupe homogène peut livrer un résultat trop peu contrasté, terne ou sans relief. En définitive, chaque option a ses avantages et ses inconvénients, mais il semble malgré tout que mettre en présence des personnes aux profils différents vaut la peine d'être tenté, car les résultats obtenus par cette méthode sont souvent plus riches et plus nuancés.

Mise en œuvre de la méthode

Quelles sont les ressources nécessaires pour mettre en œuvre des groupes de discussion ?

Tant l'organisation des groupes de discussion que leur conduite, leur animation, leur analyse requièrent des ressources spécifiques. Il faut ainsi prévoir :

- le temps nécessaire pour assurer l'animation durant les groupes, mais aussi pour la préparation en amont et l'analyse en aval;
- le temps nécessaire pour identifier, recruter, convoquer et accueillir les participants;
- la préparation d'un guide de discussion pour mener les débats;
- la mise en place d'une logistique importante: *flip chart*, bloc note, matériel d'enregistrement, location de salles, boissons et collations, dédommagement pour les participants, etc.

Comment recruter les participants ?

La question de l'identification et du recrutement des participants est à la base de la mise en place de groupes de discussion. Il n'existe pas de méthode infaillible pour identifier les personnes concernées. Toutefois, certains conseils peuvent être utiles pour cette étape.

Il faut savoir que certaines personnes ne seront pas forcément disposées à accomplir de grandes distances pour participer à un groupe de discussion. Il faut donc envisager soit de recruter les participants dans une même région géographique, soit de tenir les groupes en plusieurs endroits. Cette seconde solution peut être nécessaire lorsque l'origine géographique est un critère important pour la sélection des personnes impliquées par le projet.

Il est d'usage de prévoir une petite rétribution financière pour les participants, notamment pour couvrir les frais de déplacement. L'objectif de cette rétribution est également de montrer aux participants que leur concours est important et apprécié. Leur contribution n'en sera que plus consciencieuse.

En outre, il faut tenir compte du fait que certains sujets ne sont pas très attractifs aux yeux de certains groupes d'acteurs. Aussi, il faut s'efforcer lorsque l'on contacte les participants potentiels de présenter le sujet dont il sera débattu de manière attractive, compréhensible et faisant appel à leurs intérêts. Enfin, le choix d'endroits de réunion « neutres » est important pour diminuer les appréhensions des participants et à les amener à participer activement aux discussions.

Une fois les participants identifiés et leur accord obtenu, une convocation leur est envoyée. Celle-ci doit reprendre toute l'information nécessaire, à savoir :

- le jour, l'heure et le lieu du groupe de discussion;
- la durée approximative de la session;
- le contexte dans lequel le groupe est organisé;
- le sujet abordé, présenté de manière attractive et compréhensible;
- les résultats attendus;
- l'utilisation qui sera faite des informations obtenues;
- toutes les assurances en matière de confidentialité des contributions;
- si nécessaire, l'accord préalable des participants quant à un éventuel enregistrement audio ou vidéo.

Donner toutes ces informations a un côté très positif et valorisant pour les participants contactés. En outre, il est probable que cela pousse les participants à réfléchir préalablement à la question qui sera abordée lors du groupe de discussion, à en discuter avec des proches, à songer comment verbaliser leurs impressions, etc.

Comment animer les groupes de discussion ?

En collaboration avec l'équipe de projet, le modérateur élabore un guide de discussion basé sur les objectifs poursuivis par le projet d'enquête. Le but de ce guide est de faire progresser la discussion et de définir une ligne de conduite dont il ne faudra pas s'écarter lors des débats.

On envisage souvent la présence de deux modérateurs. Cela peut être utile, à condition que la répartition des rôles entre chacun soit claire. Ils doivent s'accorder au préalable sur le type d'influence et d'impulsion qu'ils vont exercer sur la discussion. En général, la répartition des tâches se fait de façon pragmatique : un modérateur s'occupe de l'animation du groupe, l'autre de la transcription des discussions (enregistrement, prise de notes, etc.).

Le modérateur s'efforce de créer d'entrée de jeu une atmosphère de groupe, par exemple en demandant aux participants de bouger les tables pour les disposer en cercle, ou en demandant à chacun de se présenter. Il doit aussi mettre les participants en confiance en leur expliquant l'objectif de la session, l'importance de leur participation, le caractère résolument informel et constructif de la discussion, mais aussi en leur rappelant que les données récoltées seront utilisées dans le plus strict anonymat.

Pour encourager les participants à se livrer, il est utile de leur rappeler l'importance pour l'équipe de projet de recueillir toutes les opinions. Il est également essentiel de rappeler que l'objectif n'est pas de juger les avis des uns et des autres ni d'établir une « hiérarchie » des opinions.

Une fois le débat ouvert, la discussion doit idéalement apparaître structurée pour le modérateur, mais naturelle et presque informelle pour les participants. Pour simplifier, on peut considérer qu'il s'agit d'appliquer à une logique de groupe une philosophie proche de celle des interviews semi-directives.

En réalité, la plupart des interventions du modérateur ne doivent pas être perçues comme des questions, mais plutôt comme des relances. Il doit aussi veiller à ce que chacun prenne la parole (mais sans forcer la main) et éviter de faire part de ses opinions de quelque façon que ce soit.

Même lorsque la discussion ne prend pas immédiatement, le modérateur ne doit pas être perçu comme un « passage obligé » entre deux participants ou comme une sorte d'autorité. Il doit absolument éviter de répondre aux questions que lui poseraient les participants. Il doit aussi éviter de formuler des questions suggestives. De même il évitera tout geste ou parole d'approbation ou de désapprobation.

Le modérateur s'efforce de favoriser l'ouverture du débat. Il posera d'emblée des questions ouvertes visant à provoquer l'interaction entre les participants. Le modérateur doit également maintenir l'échange dans les limites du cadre du sujet, mais en évitant de brider l'expressivité de chacun. Mais d'un autre côté, il doit aussi pouvoir prévenir la dérive consensuelle, tendance fréquente de ce genre de discussion, où l'on voit les participants se rallier (pas forcément consciemment) à un discours commun, souvent façonné par un participant plus brillant, plus influent ou plus loquace que les autres.

Le modérateur doit encore être attentif à éviter les questions trop évidentes ou trop directes. Principalement, on imagine bien que le « pourquoi » (d'une opinion, d'une attitude, d'un besoin, etc.) est une dimension très importante. Pourtant, il n'est vraiment pas adapté de poser un « pourquoi » de façon frontale, car on remarque que cela a tendance à placer l'interlocuteur sur la défensive. Ainsi, poser ce genre de questions selon cette formulation appelle souvent des réponses peu fructueuses car il n'est pas facile d'obtenir les motivations de certains actes, comportements ou opinions : ces motivations sont souvent inconscientes, multiples et variables dans le temps. De plus, il existe un tas de raisons de ne pas divulguer, voire de se cacher à soi-même, les motifs réels d'un acte, d'une opinion ou d'un comportement.

Cependant, il existe de multiples techniques pour amener les participants et les groupes à se révéler. Une des plus évidentes et faciles à mettre en œuvre consiste à faire part à un groupe de la réflexion livrée par un des groupes précédents sur le même sujet. Cela permet d'une part d'approfondir le niveau d'analyse et d'autre part de diminuer le nombre de groupes nécessaires pour obtenir l'information recherchée.

Quels sont les résultats d'un groupe de discussion ?

Compte tenu du caractère peu formalisé de la méthode, le travail d'analyse des données récoltées à l'issue d'un groupe de discussion consiste principalement à recueillir les tendances et opinions constatées au sein du groupe. Il est utile de consacrer un peu de temps de débriefing et d'analyse à la fin de chaque groupe, avant d'avoir oublié le contenu des discussions.

A la fin de l'exercice, le rapporteur des groupes de discussion préparera une grille de synthèse détaillée des éléments qui auront été mis en valeur.

Quant à l'équipe de projet, son rôle sera de procéder à l'analyse de ces données et de sélectionner les points qu'il s'agira de traiter, les considérations à retenir, étudier et développer. Dans une vision très stratégique et pragmatique, certains experts recommandent de donner satisfaction à chacune des catégories d'acteurs qui auront participé aux groupes de discussion en faisant suite à quelques-unes de leurs demandes afin de s'assurer de leur soutien au projet.

Atouts et limites

Atouts

- Il s'agit sans doute d'une des méthodes les plus directes d'implication des utilisateurs dans le processus de décision. Elle comporte en tout cas un côté valorisant pour les participants qui mérite d'être mis en valeur.
- Les groupes de discussion sont complémentaires avec les interviews ou l'administration d'un questionnaire et permettent d'approfondir certaines idées obtenues suite à ces méthodes.
- Les groupes de discussion permettent de faire le point des connaissances, opinions, représentations, besoins, souhaits et pratiques de différents types d'acteurs et sont donc utiles pour dégager des propositions de solution à un niveau de détail assez élevé.
- La méthode permet d'appréhender les éventuelles divergences ou contradictions entre les besoins, les attentes ou les contraintes des différents groupes d'acteurs.
- Contrairement à l'administration d'un questionnaire, qui ne livre que des faits détachés du contexte et pas toujours explicites ou parlants, les groupes de discussion peuvent mettre en évidence les questions sensibles ou les points critiques.

Limites

- Comme toute méthode qualitative, il n'est pas vraiment question d'obtenir un résultat à grande échelle que l'on puisse objectivement qualifier de « représentatif ». Il n'est d'ailleurs pas possible d'isoler une vue individuelle de la perspective portée par le groupe.
- Certaines personnes peuvent être très réticentes à l'idée de parler en public ou de débattre. En outre, étant donné le caractère ouvert du débat, il ne faut pas s'attendre à voir exposées beaucoup d'informations « sensibles ».
- Comme pour toute méthode qui s'appuie sur l'avis (forcément subjectif) de l'utilisateur plutôt que sur une observation, on se retrouve fréquemment confronté à un décalage entre ce que les participants qualifient oralement de « souhaitable » et ce que l'observation révèle comme étant réellement une nécessité.

Il n'est pas certain que les échanges soient égaux et démocratiques étant donné le statut de certaines personnes les unes par rapport aux autres. Il est possible que les personnes s'influencent.